

Les Européens disposeront d'une autonomie d'intervention au sein de l'OTAN

AMÉRICAINS et Européens ont trouvé un accord de principe, lundi 3 juin, sur la définition d'une « identité européenne de défense » au sein de l'OTAN. Cet accord devrait permettre notamment la création, le cas échéant, de forces intervenant pour des opérations humanitaires ou de rétablissement de la paix, avec des moyens de l'OTAN mais sans les Américains et sous direction européenne. On n'en est toutefois qu'à l'accord de principe et il restera à mettre au point ce projet avec des autorités militaires américaines encore réticentes. Ce projet va dans le sens de la réforme que réclame la France pour poursuivre son rapprochement des structures militaires de l'Alliance. Charles Milon participera à la réunion des ministres de la défense de l'OTAN le 13 juin à Bruxelles.

Lire page 2

L'impôt sur le revenu diminuera dès 1997

● Alain Juppé annonce un plan quinquennal de réduction de la pression fiscale et des dépenses publiques ● Dans un entretien au « Monde », Charles Pasqua invite le gouvernement à donner plutôt la priorité à la relance économique ● Le nombre des chômeurs a baissé de 15 400 en avril

ALAIN JUPPÉ devait annoncer, lundi 3 juin, les grandes lignes de ses projets fiscaux. Selon un communiqué publié dimanche par l'Hôtel Matignon, le premier ministre devait fixer « les grandes orientations sur lesquelles le gouvernement et le Parlement travailleront pour présenter en septembre, avec la loi de finances, un programme quinquennal de baisse des impôts et de maîtrise des dépenses ».

Faute de marges de manœuvre, le gouvernement exclut une baisse rapide de la TVA. La première mesure qu'il envisage pour 1997 devrait porter sur une diminution de l'impôt sur le revenu, moins coûteuse pour les finances publiques. Outre une réforme de la taxe professionnelle, M. Juppé est tenté d'engager une vaste réforme tendant à diminuer le poids des cotisations sociales au profit d'un prélèvement plus large.

Le premier ministre devait recevoir, dans la journée de lundi, les membres de la commission présidée par Dominique de La Martinière, chargée de lui soumettre des



propositions de réforme fiscale, puis les présidents des commissions des finances de l'Assemblée nationale et du Sénat. Dimanche,

au « Grand Jury RTL-Le Monde », Edouard Balladur a évalué à 20 milliards de francs la diminution nécessaire des impôts en 1997. Dans

un entretien au Monde, Charles Pasqua estime que la priorité du gouvernement devrait porter sur la relance de l'investissement public financé par l'emprunt, plutôt que sur la diminution des impôts.

Le nombre de chômeurs a baissé de 15 400 (0,5 %) en avril, pour s'établir à 3 012 000 en données corrigées des variations saisonnières. Le ministère du travail se félicite du recul du chômage de longue durée (moins 3,9 % sur un an) et de celui des moins de vingt-cinq ans.

M. Juppé doit faire face, d'autre part, aux interrogations des salariés des entreprises publiques. Six mois après les grandes manifestations de l'automne 1995, les syndicats tentent de mobiliser les agents. Ils devaient manifester, mardi, à France Télécom. Près de cinquante mille gaziers et électriciens sont attendus à Paris, le 5 juin. Un nombre équivalent de cheminots devrait manifester le lendemain. Les perturbations devraient rester mineures pour les usagers.

Lire pages 10, 20 et 34

Le RPR évoque l'hypothèse d'une privatisation de France 2

NOMMÉ, dimanche 2 juin, à la présidence de France Télévision, moins de 48 heures après la démission de Jean-Pierre Elkabbach, Xavier Gouyou Beauchamps apparaît aujourd'hui comme l'ultime garant du maintien de France 2 au sein du service public audiovisuel. Le secrétaire général du RPR, Jean-François Mancel, a évoqué le même jour dans le Loiret l'hypothèse d'une privatisation de la chaîne publique « si France 2 passe son temps à courir après TF1 », en dépit des risques politiques et économiques que comporterait une telle opération. Le nouveau président de France Télévision, qui a été bien accueilli par le personnel et les milieux politiques, a pour M. Mancel « les qualités requises pour réussir à maintenir France 2 dans le service public ».

Lire page 23 et la chronique d'Agathe Legrand page 33

Etrangers sans prestations sociales

Depuis des années, l'Etat refuse de payer à des dizaines de milliers d'étrangers les prestations sociales auxquelles ils ont droit.

p. 12

Les projets de M. Nétanyahou

Dans un discours devant ses partisans, dimanche 2 juin, le nouveau premier ministre israélien n'a pas dévié ses intentions quant au processus de paix. La constitution de son gouvernement est en cours.

p. 8 et notre éditorial p. 19

Creutzfeldt-Jakob : cinq nouveaux cas

Alors que les ministres de l'agriculture des Quinze sont réunis à Luxembourg, de nouveaux cas de la maladie ont été décelés chez l'homme en Grande-Bretagne.

p. 4

Pirates sur Internet

Le site Internet de l'Ecole polytechnique a été fermé à la suite d'intrusions répétées. Les pirates auraient été interceptés en Israël.

p. 13

La culture en débat

Les points de vue de Frédéric Martel, Jean-Michel Djan et de directeurs de théâtre.

p. 16 et 17 et notre analyse p. 19

Musique baroque

On exhume aujourd'hui en Bolivie des partitions d'œuvres de musique baroque. A qui les attribuer ?

p. 29

Allemagne, 3 DM ; Autriche-Guyane, 9 F ; Belgique, 25 F ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Chine, 200 F ; Danemark, 14 KRO ; Espagne, 220 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 200 Dr ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2700 L ; Luxembourg, 46 FF ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRON ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 200 Esc ; République tchèque, 20 Kcs ; Suède, 20 SKr ; Suisse, 2,30 FF ; Tunisie, 1 Din ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

M 0147-0604 - 7.00 F



Un répertoire des pays rongés par la corruption

QUEL EST le pays le plus corrompu de la planète aux yeux des hommes d'affaires ? Et quel est le plus vertueux ? Le palmarès de la corruption mondiale telle que la perçoivent ceux qui à la fois l'alimentent et en pâtissent ne manque pas de sel. Etabli par Transparency International (TI), une association d'origine allemande qui a largement essaimé à l'étranger depuis sa création en 1993, il consacre la Nouvelle-Zélande comme étant, toujours selon les hommes d'affaires, le pays champion de l'intégrité, celui où les pots-de-vin et les dessous-de-table sont inconnus. Juste derrière, avec des scores faibles, suivent les pays nordiques : Danemark, Suède, Finlande, le Canada et Singapour.

A ce hit-parade de l'anticorruption, la France n'occupe pas une place très glorieuse. Classée dix-neuvième, elle fait à peine mieux que le Chili et l'Afrique du Sud. Devant elle, caracolent les Etats-Unis, l'Autriche, le Japon et Hongkong. Des pays de l'Union européenne, le plus mal noté est l'Italie. Selon les industriels, la corruption y est plus développée

qu'en Jordanie ou en Turquie. Mais la Grèce et l'Espagne, deux autres pays du sud de l'Europe, font à peine mieux.

En queue de classement, les pays en développement se bousculent. S'y retrouvent Pérou, la Chine - dont l'image de marque, tout comme celle de la Russie, ne cesse de se dégrader -, le Bangladesh, le Kenya et le Pakistan. Sans surprise, la Nigeria arrive bon dernier avec un score de 0,69 point alors que celui des pays jugés les plus intègres frise 10 points, le maximum. Il est vrai que, pour des raisons pratiques, l'étude ne concerne qu'une cinquantaine de pays. Or, parmi les oubliés du palmarès, certains pâtissent d'une image de marque encore plus médiocre que celle du Nigeria.

Deuxième du genre, le palmarès 1996 est à prendre avec des pincettes. « Ce n'est pas un classement du niveau de corruption dans les différents pays. Il n'expose pas des certitudes, des faits. Ce qu'il reflète c'est la perception de la corruption par les hommes d'affaires », rappelle le docteur Johann Graf Lambsdorff, l'auteur de l'étude menée en association avec l'université

de Göttingen. Une autre réserve tient aux données utilisées pour établir le classement. Elles proviennent de dix sondages dont certains légitimement défranchés, menés par des instituts occidentaux auprès d'hommes d'affaires eux aussi occidentaux. « Ceci peut amener à des résultats en faveur des pays industrialisés et à l'encontre des pays en développement », convient le docteur Lambsdorff.

Dans son combat éthique contre la corruption, Transparency International peut compter sur l'appui - intéressé - de plusieurs pays membres de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économique). Certains Etats acceptent en effet que leurs entreprises déduisent de leur bénéfice les pots-de-vin versés à l'étranger pour emporter un contrat, ce qui fausse la concurrence. Réunis à Paris le 21 et 22 mai, les représentants de l'OCDE se sont d'ailleurs engagés à « réexaminer la déductibilité fiscale des paiements illicites en faveur d'agents publics étrangers ».

Jean-Pierre Tuquoi

Les villes, avenir du monde

SYMBOLIQUE, le choc devrait se produire autour de 2005 : plus de la moitié de la population mondiale sera alors concentrée dans les villes. Le seul est historique, la progression fulgurante, la perspective vertigineuse, puisque la terre ne comptait que 10 % de citadins au début du vingtième siècle. Pour la première fois

sur la planète, les ruraux seront moins nombreux que les citadins à l'orée du second millénaire. Et sans doute n'avons-nous encore rien vu en matière d'urbanisation. Au XX^e siècle, la montée en puissance des villes s'est longtemps limitée aux pays développés, dont elle a accompagné la croissance économique. Au-

jourd'hui, les pays du tiers-monde encaissent l'essentiel de l'explosion urbaine.

D'ici à 2025, le nombre de citadins devrait encore doubler pour atteindre 5 milliards, dont les trois quarts se concentreront dans des pays pauvres. L'évolution de la carte du monde des mégapoles, c'est-à-dire des villes

de plus de 8 millions d'habitants, selon la définition de l'ONU, est édifiante. En 1950, seules New York et Londres avaient franchi ce seuil. Il existe aujourd'hui vingt-deux « mégacités » et quelque trois cents villes de plus de 1 million d'habitants. Désormais, c'est en Asie, en Afrique et en Amérique du Sud que prolifèrent les agglomérations géantes. Alors que les capitales du Vieux Monde avaient mis des siècles à parvenir à une taille critique, des mégapoles du tiers-monde explosent en quelques années.

Sur les trente-trois mégapoles annoncées par l'ONU pour 2015, vingt-sept seront situées dans les pays les moins développés, dont dix-neuf en Asie. Tokyo sera la seule ville « riche » à continuer de figurer sur la liste des dix plus grandes villes du monde. Paris, classée au quatrième rang des villes du monde les plus peuplées en 1950, sera reléguée en 29^e position en 2015. C'est dire que le gigantisme est en train de changer d'échelle en même temps que de continent. Bombay (Inde), Lagos (Nigeria), Shanghai (Chine), Djakarta (Indonésie), Sao Paulo (Brésil) et Karachi (Pakistan) dépasseront toutes 20 millions d'habitants.

Philippe Bernard

Lire la suite page 19

Une nouvelle fusée pour l'Europe

ARIANE-5, dernière-née des fusées européennes, devrait effectuer son vol inaugural mardi 4 juin. Conçu dès l'origine pour assurer aussi des vols habités, ce lanceur lourd, qui peut emmener deux satellites de 3 tonnes vers l'orbite géostationnaire (36 000 km d'altitude), est d'une conception très différente de celle d'Ariane-4, avec laquelle l'Europe a conquis la moitié du marché mondial des lancements civils. La naissance d'Ariane-5 confirme la vocation de port spatial mondial de la base de Kourou, en Guyane. Une aubaine, mais aussi une source préoccupante de déséquilibre économique pour ce département français d'Amazonie.

Lire pages 15 et 24

Un gagnneur sous la pluie



MICHAEL SCHUMACHER

EN SE JOUANT de la pluie au Grand Prix d'Espagne de formule 1, l'Allemand Michael Schumacher a montré un panache et des talents de pilote qui lui valent d'être comparé à Ayrton Senna. En rugby, Toulouse a conquis son troisième bouclier de Brennus d'affilée face à Brive. A Roland-Garros, le Russe Evgueni Kafelnikov atteint les quarts de finale en séduisant le public parisien.

Lire notre rubrique Sports pages 25 et 36

International	2	Agenda	26
France	10	Abonnements	28
Société	12	Météorologie	28
Carnet	14	Mots croisés	28
Horizons	15	Culture	29
Entreprises	20	Guide culturel	31
Finances/marchés	22	Communication	32
Aujourd'hui	23	Radio-Télévision	33

table d'une « identité européenne de défense » au sein de l'OTAN, a-t-on appris lundi matin à Berlin, où sont réunis les seize ministres des affaires étrangères. C'est l'un des

aspects de la rénovation de l'OTAN auxquels les Européens, et tout particulièrement la France, sont attachés. ● L'ACCORD porte notamment sur la définition des groupes

de forces interarmées multinationales (GFIM), qui permettront, le cas échéant, à des pays européens d'intervenir avec des moyens de l'OTAN, mais sans les Américains,

pour des opérations humanitaires ou de maintien de la paix. ● LA FRANCE sera représentée à une réunion des ministres de la défense, le 13 juin à Bruxelles.

Un accord de principe est acquis sur la possibilité d'opérations sans les Américains, mais ce n'est qu'un début. Il reste à en préciser les modalités pratiques et à engager concrètement d'autres aspects de la réforme des structures de l'organisation atlantique.

LE CONSEIL atlantique qui se réunit le lundi 3 et le mardi 4 juin à Berlin, au niveau des ministres des affaires étrangères, marquera une étape décisive dans la « rénovation » de l'Alliance, si les principes qui y sont adoptés sont rapidement suivis d'effet. Cette rénovation porte sur une meilleure adaptation de l'OTAN aux nouvelles missions apparues depuis la fin de la guerre froide et sur une prise en compte de la volonté européenne de jouer un rôle autonome et reconnu en son sein.

Sur les grandes déclarations, les seize membres de l'Alliance sont d'accord. Leur mise en œuvre butte depuis des années sinon des décennies sur les compromis et les sacrifices qu'elle implique des deux côtés de l'Atlantique. Après tout, ce sont les Américains qui les premiers ont parlé de doter l'OTAN de deux « piliers », l'un nord-américain (avec les Etats-Unis et le Canada), l'autre européen. John Kennedy, au début des années 60, avait employé les expressions de « *burden sharing and equal sharing of responsibilities* » (partage du fardeau et partage égal des responsabilités).

Sans doute était-ce pour faire pièce alors aux revendications du général de Gaulle qui avait réclamé dès 1958 un directoire à trois (France, Etats-Unis, Grande-Bretagne) afin de débattre des affaires politiques et militaires, non seulement de l'Alliance mais de la pla-

nète. Dans leurs efforts encore balbutiants pour définir une politique de sécurité commune, les Européens - ceux en tout cas qui sont à la fois membres de l'OTAN et de l'Union européenne - ont repris depuis quelques années à leur compte cette idée de « pilier européen ». En même temps, ils ont toujours affirmé qu'il ne s'agissait pas de créer un système européen autonome, susceptible de se passer de l'appui américain, ni a fortiori d'un système concurrent.

LE DOUBLE CONSTAT FRANÇAIS

La France, qui pendant un temps a caressé l'idée d'une Europe de la défense, allée et complémentaire des Etats-Unis, mais indépendante par rapport à eux, vient de faire officiellement un double constat : les Européens n'ont ni les moyens financiers ni la volonté politique de leur indépendance. Nos principaux partenaires étant intégrés dans l'OTAN, c'est dans l'OTAN que doit s'affirmer *l'identité européenne de défense*. Ce constat a conduit la France à annoncer, le 5 décembre 1995, qu'elle revenait dans certaines instances de l'OTAN, abandonnées en 1966, et qu'elle participera pleinement aux activités d'une Alliance renouée, si renouée il y a.

Le dernier sommet atlantique, en janvier 1994 à Bruxelles, avait fait à ce sujet deux déclarations. D'une part, suite à d'autres réunions, il avait accepté une trans-

La sécurité en Europe : les différentes institutions

PAYS	OBSERVATOIRES	MILITAIRES ASSOCIÉS	MEMBRES ASSOCIÉS
Allemagne	●	■	■
Belgique	●	■	■
Danemark	●	■	■
Espagne	●	■	■
France	●	■	■
Gde-Bretagne	●	■	■
Grèce	●	■	■
Irlande	●	■	■
Italie	●	■	■
Luxembourg	●	■	■
Norvège	●	■	■
Pays-Bas	●	■	■
Portugal	●	■	■
Turquie	●	■	■
Canada	●	■	■
Etats-Unis	●	■	■

PAYS	OBSERVATOIRES	MILITAIRES ASSOCIÉS	MEMBRES ASSOCIÉS
Albanie	●	■	■
Anversin	●	■	■
Australie	●	■	■
Austro-Hongrie	●	■	■
Belarus	●	■	■
Belgique	●	■	■
Estonie	●	■	■
Finnlande	●	■	■
Georgie	●	■	■
Hongrie	●	■	■
Irlande	●	■	■
Kazakhstan	●	■	■
Kirghizistan	●	■	■
Lettonie	●	■	■
Lituanie	●	■	■
Malte	●	■	■
Maroc	●	■	■
Pologne	●	■	■
Roumanie	●	■	■
Slovaquie	●	■	■
Slovénie	●	■	■
Soudan	●	■	■
Tchécoslovaquie (Rép.)	●	■	■
Tadjikistan	●	■	■
Ukraine	●	■	■

(1) OBSERVATOIRES (2) MILITAIRES ASSOCIÉS (3) MEMBRES ASSOCIÉS

formation de la structure des forces pour permettre à l'Alliance de faire face à ses nouvelles tâches. Pendant quarante-cinq ans, les militaires de l'OTAN s'étaient préparés à repousser une attaque massive des chars du pacte de Varsovie dans les plaines de l'Europe centrale. Après l'effondrement du communisme, l'OTAN devait, sous peine de perdre sa raison d'être, pouvoir affronter des défis d'une tout autre nature : opérations de maintien ou de rétablissement de la paix, voire missions humanitaires.

D'autre part, le sommet de 1994

à Bruxelles avait pour la première fois pris acte de l'« émergence d'une identité européenne de défense ». L'OTAN doit maintenant passer des déclarations aux actes. C'est l'enjeu de la réunion des ministres des affaires étrangères à Berlin et du travail pratique qui suivra jusqu'à la fin de l'année. Les Européens, la France en tête – mais elle est en l'occurrence soutenue par ses partenaires –, veulent des orientations précises qui permettront ensuite aux autorités de l'OTAN de travailler sur les réformes concrètes de la structure de commandement, de la planifi-

cation, de la préparation des exercices, de la dévolution de la décision politique et du contrôle stratégique à l'Union de l'Europe occidentale, pour les opérations auxquelles les Etats-Unis ne participeront pas directement.

UNE EXPÉRIENCE AMBIVALENTE

Les Américains, en particulier l'establishment militaire, ne semblent pas avoir la même conception du « burden sharing ». Ils ont tendance à considérer qu'il y a déjà beaucoup d'officiers d'origine européenne dans les commandements de l'OTAN - ce

qui est vrai - et qu'il n'est nul besoin de les identifier comme tels. Ils sont réticents à laisser à des Européens le contrôle de matériels et de moyens logistiques appartenant à l'OTAN. Ils reflètent ainsi de manière très pratique les contradictions traditionnelles de l'attitude américaine envers l'intégration européenne: les Etats-Unis l'encouragent aussi longtemps qu'elle représente un facteur d'équilibre sur le Vieux Continent; ils s'en méfient dès qu'elle contient des germes d'émancipation.

L'expérience dans l'ex-Yougoslavie, première crise européenne de l'après-guerre froide, est ambivalente. Elle montre que l'OTAN est capable de monter des opérations de maintien de la paix, avec une bonne coopération entre alliés et avec des pays extérieurs à l'Alliance ; mais elle n'a pas vaincu la méfiance des Américains quant à la capacité des Européens de gérer une telle crise.

Les philippiques répétées de Richard Holbrooke, ancien secrétaire d'Etat adjoint et négociateur des accords de Dayton, ne sont peut-être pas représentatives de la position officielle à Washington; elles n'en sont pas moins significatives d'une opinion largement répandue aux Etats-Unis, qui freine le développement de relations d'égalité entre les deux rives de l'Atlantique.

Daniel Vernet

Les dossiers discutés à Berlin

POUR LA PREMIÈRE fois depuis trente ans, Charles Milon doit représenter la France, le 13 juin, à Bruxelles, à la réunion des seize ministres de la défense de l'OTAN censée jeter les bases plus proprement militaires des groupes de forces interarmées multinationales (GFIM). C'est ce concept que devaient approuver, lundi 3 juin, à Berlin, les ministres des affaires étrangères (dont Hervé de Charette) en conseil, l'instance suprême de l'Alliance atlantique. Depuis le 5 décembre 1995, le principe de cette participation du ministre français de la défense était acquis.

Depuis presque deux ans et demi, les alliés débattaient de cette mise sur pied des GFIM. Non sans difficultés pratiques, ni arrière-pensées stratégiques. En effet, le sujet est, pour des raisons politiques et techniques, singulièrement complexe, puisqu'il s'agit ni plus ni moins d'un premier pas menant à une « européanisation » de l'Alliance.

L'idée des GFIM a été lancée en janvier 1994 - à partir d'une réflexion américaine sur le partage des charges d'une défense collective - pour permettre aux alliés de conduire des missions hors de la zone habituelle de l'OTAN, telle qu'elle avait été définie au départ, pendant la « guerre froide », pour faire face à une agression du bloc communiste.

il s'agit de pouvoir déployer des structures de commandement et des états-majors (ce qu'on appelle des « *noyaux* ») et des forces compatibles entre elles (des « *modules* ») qui puissent s'articuler au cas

par cas, selon les besoins de sécurité, et remplir des missions pour le compte de coalitions opérationnelles d'un volume variable dirigées par l'OTAN ou par l'Union de l'Europe occidentale (UEO), et jusqu'à des actions plus spécifiquement nationales. Il s'agit d'opérations de circonstance, y compris le maintien de la paix ou une assistance humanitaire, mais dont les « noyaux », chargés de les conduire sur le terrain, devront être permanents au sein même de l'OTAN.

L'idée des groupes de forces interarmées multinationales a été lancée en janvier 1994 à partir d'une réflexion américaine sur le partage des charges d'une défense collective

par anticipation, lesquels sont distincts dans leur emploi même de ce que l'OTAN a déjà mis sur pied (comme les corps d'armée germano-américains, néerlandais-allemands ou le corps britannique de réaction rapide) ou encore de ce que la France, l'Allemagne, l'Espagne et la Belgique ont déjà constitué avec l'Eurocorps.

Mais, pour permettre à des alliés européens de mener des actions d'urgence dans le cas où les Etats-Unis décideraient de ne pas intervenir, le recours à des GFIM sup-

interarmées en janvier 1994 icaine sur le partage blective

équipements aussi technologiquement avancés que leurs concurrents américains. Pour sa part, le Pentagone - au nom du principe stratégique traditionnel selon lequel celui qui dispose des moyens a, du même coup, la responsabilité de la mission - a longtemps traîné des pieds dans le montage d'un dispositif militaire qui présente le risque d'être compliqué et lourd à l'usage.

Les Etats-Unis auront cependant un droit de regard sur toute opération; c'est le conseil de l'OTAN, où ils ne manquent pas d'influence, qui autorisera l'UEO à utiliser les moyens en question. L'UEO apparaît, dans ces conditions, assez encadrée par l'OTAN. En effet, il est prescrit que l'UEO devra avoir donné au préalable des informations sur le volume, les objectifs et la durée probable de l'opération envisagée. De même, il est prévu une consultation entre l'OTAN et l'UEO pendant la conduite des opérations. Enfin, l'UEO devra produire des rapports périodiques sur l'exécution de ses actions militaires si elle bénéficie des moyens de l'OTAN en personnels — jusqu'à ce que des Européens remplacent les Américains — et en matériels.

Jacques Isnard

UN ACCORD a été conclu samedi 1^{er} juin à Vienne entre les représentants des trente Etats parties au traité sur la réduction des armements conventionnels en Europe (CFE), pour mettre un terme au différend opposant la Russie aux autres pays.

Le traité, signé le 19 novembre 1990, avait pour objet de réduire le niveau de cinq catégories d'armes conventionnelles : chars, blindés, pièces d'artillerie, avions de combat et hélicoptères dans une zone s'étendant de l'Atlantique aux monts Oural. Il finait des plafonds, par pays ou par zone pour chacune de ces catégories d'armes. Selon le président de la conférence de suivi qui s'est tenue à l'été, « en vertu du traité, on a été signifié en juillet 1991, 12 millions d'hommes dans la zone de combat ».

La Russie refuse toutefois de signer le traité dans la région de Saint-Petersbourg, au nord. Dans ces deux districts ni Moscou, aux prises avec l'échec, concentre 18 (au lieu de 700). 4.397 bil-

lieu de 580) et 2 422 pièces d'artillerie (au lieu de 1 280). Depuis des mois plusieurs pays signataires du traité (occidentaux ou voisins de la Russie) protestaient contre cette violation du texte par Moscou. C'est ce conflit qui a trouvé une solution à Vienne. Le compromis rappelle que la Russie n'est pas autorisée à dépasser les plafonds dans la zone incriminée, mais donne trois ans (jusqu'au 31 mai 1999) à Moscou pour s'y conformer. Ce compromis avait été négocié entre Américains et Russes. La fin de la conférence de Vienne a cependant été retardée de près de 24 heures en raison des réserves émises par des pays voisins de la Russie.



SEJOURS LINGUISTIQUES

Les prix les plus fous !

JUNIORS • ETUDIANTS • ADULTES

- **3 SEMAINES ANGLETERRE : 4480***
Départ de Paris, Avignon, Bordeaux, Lyon, Le Mans, Marssaille, Metz, Mulhouse, Nancy, Nice, Niort, Reims, Strasbourg, Toulon, Toulouse, Tours.
- **2 SEMAINES GOLDSMITH COLLEGE PRÈS DE LONDRES : 3080***
Départ de Paris
- **CAMPUS DE RHODE ISLAND PRÈS DE BOSTON**

USA

: 2990*

: 3990*

: 4990*

2 SEMAINES
SÉJOUR • COURS COMPOS

3 SEMAINES
SÉJOUR • COURS COMPOS

4 SEMAINES
SÉJOUR • COURS COMPOS

STAGES EN ENTREPRISES

- **DE 2 à 6 MOIS EN ANGLETERRE, ECOSSE, IRLANDE, ALLEMAGNE, ESPAGNE, DANEMARK, U.S.A.**

Demandez la brochure gratuite



5, rue Richemance

75006 PARIS

Tél. **42 60 35 57**

La poussée des sociaux-démocrates prive la droite tchèque d'une majorité au Parlement

Le président Havel a engagé les consultations pour la formation du gouvernement

Le Parti social-démocrate a créé la surprise en arrivant en deuxième position des élections législatives tchèques du samedi 1^{er} juin en obtenant

26,44 % des voix, talonnant le parti du premier ministre, Vaclav Klaus, arrivé en tête avec 29,62 %. La formation du prochain gouverne-

ment s'annonce difficile car ni les sociaux-démocrates ni les partis de la coalition de droite au pouvoir n'ont une majorité au Parlement.

PRAGUE

Une fois de plus, les sondages se sont trompés. Les dernières enquêtes d'opinion prédisaient toutes une victoire confortable au gouvernement de centre-droit de Vaclav Klaus, en place depuis quatre ans, lors des élections législatives des vendredi 31 mai et samedi 1^{er} juin.

Les électeurs, qui ont été moins nombreux à se rendre aux urnes qu'en 1992 (75 % de participation contre 86 %), en ont décidé autrement. Le Parti démocratique civique (ODS) de M. Klaus, crédité de 29,62 % des voix, devance d'à peine trois points les sociaux-démocrates (CSD) de Milos Zeman (26,44 %). De plus, l'ODS ne disposera pas, avec ses partenaires de la coalition sortante, de la majorité des sièges au Parlement. Selon les résultats, non définitifs, de la commission électorale, l'ODS (68 sièges) et ses alliés n'atteindront que 99 sièges dans l'assemblée qui en compte deux cents. Malgré l'amélioration de leur score par rapport à 1992, les chrétiens-démocrates du KDU-CSL (8,08 % contre 6,28 %) et les libéraux de

l'Alliance démocratique civique (ODA, 6,36 % contre 5,93 %) disposeront respectivement de 18 et 13 sièges.

HISTOIRE CENTENAIRE

Le vrai vainqueur de ces élections qui se sont révélées, a posteriori, un référendum sur la réforme économique menée par M. Klaus, est le Parti social-démocrate conduit par l'économiste Milos Zeman. En quadruplant le nombre de voix par rapport à 1992 (6,33 %), le CSD a non seulement obtenu le meilleur score de son histoire centenaire, mais se retrouve surtout en mesure de dicter le cours des événements pendant les prochains mois. Autre motif de satisfaction : Milos Zeman a facilement remporté le duel électoral contre Vaclav Klaus qu'il a affronté sur son terrain, dans la circonscription d'Ostrava, en Moravie du Nord ; la liste du candidat social-démocrate a obtenu 34,5 % des suffrages contre 27,5 % à celle du chef du gouvernement.

M. Zeman a affirmé, dimanche, qu'il excluait une « grande coalition » avec l'ODS, de même que toute alliance avec les deux partis

extrêmes qui maintiennent globalement leurs positions. Le Parti communiste, bien qu'en légère baisse (-3 %), a confirmé son implantation avec 10,33 % (22 sièges). Le Parti républicain (extrême droite) de Miroslav Sladek, apparu en 1992, a même progressé de 5,98 % à 8,01 %, prouvant ainsi que son discours xénophobe et anti-allemand rencontrait de plus en plus d'écho.

Le président Vaclav Havel, qui avait rendu un hommage élogieux au gouvernement peu avant le scrutin, a rencontré M. Klaus dimanche. Le chef de l'Etat devait recevoir, lundi, les dirigeants de trois autres partis pour consultations. Bien que M. Havel ne se soit pas encore officiellement exprimé, il devrait, selon toute vraisemblance, demander à M. Klaus d'essayer de former un gouvernement qui ne pourra qu'être que minoritaire. M. Zeman, qui ne serait pas plus en mesure de former un gouvernement viable, a d'ores et déjà évoqué « un plan » qu'il devrait présenter au président. Outre la possibilité d'un recours à un cabinet de techniciens pour gérer les affaires courantes jusqu'à l'hiver -

le Parlement ne peut pas être dissous avant la formation du Sénat lors des élections du 15 novembre -, M. Zeman a évoqué une troisième voie. Celle-ci consisterait à porter à la tête du gouvernement le chef des chrétiens-démocrates, Josef Lux, vice-premier ministre et ministre de l'agriculture dans l'équipe sortante. L'homme, connu pour sa modération et son sens du compromis, défendeur d'une économie sociale de marché, se trouve politiquement à mi-chemin entre les deux principaux rivaux.

RÉSERVES

Cette solution, qui pourrait rencontrer les faveurs de M. Havel, dont les réserves sur l'ultralibéralisme de M. Klaus ne sont pas un secret, exigera néanmoins que l'ODS et le CSD mettent beaucoup d'eau dans leur vin. Et même dans ce cas, M. Zeman limite l'existence de ce cabinet jusqu'au printemps 1998 et lui assigne deux tâches prioritaires : mener à bien la réforme administrative et la régionalisation du pays.

Martin Plichta

Vaclav Klaus, un libéral technocrate

PRAGUE

de notre envoyé spécial
Vaclav Klaus, l'homme à qui tout semblait réussir, vient d'essayer le premier revers de sa courte mais éclatante carrière politique. Même si sa formation, le Parti démocratique civique (ODS), est arrivée en tête du scrutin de samedi, le premier ministre tchèque, de jus-



Portrait

te, avec cette victoire à la Pyrrhus, Vaclav Klaus devra désormais composer. Un exercice difficile pour un homme de tempérament peu conciliant, qui a toujours revendiqué le monopole de la raison, à défaut d'avoir celui du cœur.

Jusque-là, tout paraissait pourtant réussir à cet économiste de cinquante-cinq ans, fringant et éternellement bronzé, depuis son apparition sur la scène au lendemain de la « révolution de velours » de 1989. Nommé ministre des finances dans le premier gouvernement de l'après-communisme et élu député aux élections libres de juin 1990, Vaclav Klaus s'est rapidement imposé à la tête du Forum civique, formé par Vaclav Havel, avant de presider à son éclatement, en 1991, pour créer son parti.

Aux interrogations de bon nombre de dissidents de la première heure, parachutés aux

commandes de l'Etat après des années de persécution, Vaclav Klaus oppose alors une détermination farouche - brutale, disent ses détracteurs. A l'instar de Margaret Thatcher, son mentor politique, dont la photo trône dans son bureau au pied du château de Prague, Vaclav Klaus cultive une aversion pour les « débats d'idées ».

CONVICTION INÉBRANABLE

Dans la Tchécoslovaquie de l'époque, en plein bouleversement entraîné par les insurrections sur l'avenir de la fédération, dont la partition fut finalement mise en œuvre par M. Klaus et son homologue slovaque, Vladimir Meciar, le premier ministre tchèque affiche une méthode - l'efficacité avant tout - et une conviction inébranlable : « Nous sommes contre les trois voies en tout genre, en politique étrangère, en politique intérieure, comme en économie » (Le Monde du 3 mars 1993).

Cette assurance à toute épreuve vaut à Vaclav Klaus d'être, avec Vladimir Dlouhy, son collègue de l'industrie, le seul ministre à siéger au gouvernement sans interruption depuis le changement de régime de 1989. Mais elle lui a aussi valu une réputation d'homme intrinsèque et doctrinaire. Cette fois-ci, le style charmeur et préemptoire de Vaclav Klaus, ainsi que le bilan honorable de son gouvernement, n'ont pas suffi.

Même si la République tchèque n'a pas connu la douloureuse facture sociale de la sortie du communisme, M. Klaus a visiblement pé-

ché par optimisme en menant l'essentiel de sa campagne sur le thème du « bilan globalement positif ». Signe, toutefois, qu'une certaine nervosité gagnait son camp, Vaclav Klaus a donné un ton plus démagogique à ses interventions à l'approche du scrutin, en promettant, notamment, de « doubler le salaire moyen d'ici à l'an 2000 » ou en renouvelant ses tirades contre sa bête noire, la politique agricole commune (PAC).

Technocrate dans l'âme au point que ses concitoyens l'ont surnommé « Oncle Pichou », Vaclav Klaus a effectué une partie de ses études d'économie en Italie et aux Etats-Unis. Après la « normalisation » qui a suivi l'écrasement du « printemps de Prague » en 1968, il perd son emploi à l'Académie des sciences. Il dissident ni collaborateur, Vaclav Klaus consacrera le plus clair de son temps à l'étude de la théorie économique, que ce soit à la Banque nationale tchécoslovaque ou au sein de l'Institut de prévision, où il côtoya, notamment, Milos Zeman, son heureux adversaire aux élections de samedi.

Vaclav Klaus n'a plus à prouver ses capacités de gestionnaire. Il lui reste maintenant à démontrer que dans le nouveau contexte politique tchèque, il saura se montrer moins dogmatique, plus conciliant. A moins que l'affaiblissement de son pouvoir ne le pousse à succomber, comme le redoute l'un des ses ministres, « à une dérive à la Thatcher ».

Yves-Michel Riols

Jeliou Jeleu, grand perdant des primaires en Bulgarie

L'opposition anticommuniste s'est choisi un candidat unique en vue de l'élection présidentielle

A TOUT JUSTE quarante-quatre ans, Peter Stojanov vient de se voir confier une lourde charge : il sera le candidat unique de l'opposition anticommuniste à l'élection présidentielle de l'automne, pour combattre le candidat des ex-communistes, revenus au pouvoir à la faveur des législatives de décembre 1994.

Aux premières élections primaires de l'histoire de la Bulgarie, organisées samedi 1^{er} juin, ce juriste, grand sportif, était présenté par la principale formation anticommuniste, l'Union des forces démocratiques (UFD). Novice en politique, il a pourtant remporté une nette victoire, avec plus de 71 % des suffrages, contre son rival, l'actuel président, Jeliou Jeleu. Ce dernier, ancien chef de l'opposition démocratique désormais soutenu uniquement par des formations mineures, espérait que sa popularité personnelle lui permettrait de briger un second mandat. Il semble avoir perdu son pari.

Nul ne doutait vraiment de la victoire du candidat de l'UFD, en tête de tous les sondages ces dernières semaines. Même l'entourage du chef de l'Etat bulgare, très défavorable dans son ensemble à l'organisation d'élections primaires, reconnaissait, en privé, avoir perdu

tout espoir. Non sans regret puisque les instituts de sondages donnaient, à laprésidentielle, plus de chance à Jeliou Jeleu qu'à Peter Stojanov face à l'un ou l'autre des deux candidats potentiels du Parti socialiste bulgare (PSB, ex-communiste), qui préfère attendre les résultats des élections en Russie pour le désigner.

Au mois de mai, le lev a été dévalué de 68 %

Personne ne s'attendait, en revanche, à ce qu'un tel fossé se creuse entre les deux adversaires des primaires. L'élimination sans appel de Jeliou Jeleu de la course électorale marque certainement un tournant dans la vie politique bulgare. Et s'il est encore trop tôt pour anticiper sur sa mort politique, force est de reconnaître que l'électorat de l'opposition a voulu sanctionner l'ancien dissident devenu président en 1990 et que sa fonction a transformé en témoin impuissant des piètements de la démocratie bulgare. Six ans après la chute du régime communiste, le

mythe - toujours vivant à l'étranger mais déjà bien entamé à l'intérieur du pays - de Jeliou Jeleu comme « père de la démocratie bulgare » semble définitivement brisé.

Pratiquement inconnu jusqu'ici, bien qu'il eût été vice-ministre de la justice dans l'éphémère gouvernement UFD de Filip Dimitrov en 1992, Peter Stojanov doit sans doute sa victoire à une campagne électorale menée avec dynamisme à travers tout le pays et bâtie sur le slogan du « nouveau commencement ». En prônant « une modification de politique pour redonner vie au vent des changements qui, depuis la fin 1989, est en train de disparaître », il a su mobiliser les déçus de la transition. Il devrait, par la même occasion, permettre à son parti de se remettre en selle. L'UFD, coalition anticommuniste hétéroclite, laminée par des scissions à répétition, avait subi face aux ex-communistes une défaite cuisante aux législatives de décembre 1994 et aux municipales de novembre 1995.

« En dépit de son revers aux dernières municipales, l'opposition a montré qu'elle remportait les élections là où elle faisait front commun », explique le politologue Ivan Krstev, instigateur de ces primaires, une « bizarrerie » pour les

Balkans mais à laquelle il a réussi à rallier une opposition incapable de désigner par consensus un candidat commun. « Une tentative ultime et désespérée d'unir l'opposition divisée », avait reconnu, pour sa part, le président Jeleu. Le pari était difficile, la légitimité du vainqueur dépendant du taux de participation.

Pas moins de huit cent vingt mille personnes, soit 12,6 % de tous les électeurs bulgares et près de la moitié de l'électorat traditionnel de l'opposition, se seraient rendues aux urnes samedi. Un taux inespéré qui rend contraignants les résultats des primaires pour M. Jeleu et qui devrait inquiéter les ex-communistes au pouvoir. « La mobilisation des électeurs, une gifle pour le gouvernement », titrait, dimanche, le quotidien de gauche *Troud*, alors que le pays traverse l'une des plus graves crises économiques et financières de son histoire : pendant le seul mois de mai, cinq banques ont fait faillite, la devise nationale, le lev, a été dévalué de 68 % et les prix se sont envolés. Au point que les ex-communistes ont demandé, vendredi, à leur premier ministre, Jean Videnov, de démissionner ou de remanier son gouvernement, ce qu'il a refusé.

Florence Hartmann

Denis Robert

Denis Robert

Pendant les « Affaires », les affaires continuent...

Stock

270 p.
120 F

Un livre décapant, roman vrai de la corruption. Sans se départir d'une ironie froide, redoutable et ravageuse, il accomplit ce que recommande Albert Londres : « Porter la plume dans la plaie ». Ce livre est une bombe.

Jean-Claude Raspigeas, *Télérama*

Ce livre est passionnant de bout en bout. Son impressionnisme est dévastateur. Sans tomber dans le pourjadisme du « tous pourris », il démonte l'échec ou tous les fils politiques, industriels, magistrats, journalistes, ne cessent de se croiser.

André Rollin, *Le Canard enchaîné*

Denis Robert est plein d'une vraie indignation civique. Il conduit le lecteur dans les confidences du travail d'investigateur comme s'il a rarement eu fait.

Jean-Michel Heug, *Libération*

Stock

Les Occidentaux ne sont pas parvenus à obtenir la destitution de Radovan Karadzic

Les Etats-Unis menacent Belgrade d'un rétablissement des sanctions économiques

Réunis à Genève, dimanche 2 janvier, à l'initiative du secrétaire d'Etat américain Warren Christopher, les présidents bosniaque, croate et serbe

se sont mis d'accord pour que des élections se tiennent comme prévu en Bosnie avant le 15 septembre. Les Occidentaux n'ont en revanche

pas réussi à obtenir la destitution des dirigeants des Serbes de Bosnie, Radovan Karadzic et Ratko Mladic.

ANNONCÉE comme le principal enjeu de la réunion de Genève, l'éviction attendue du « président » des Serbes de Bosnie, Radovan Karadzic, n'a donc finalement pas été formellement obtenue par les Occidentaux. A l'issue de la réunion, à laquelle participaient des représentants du groupe de contact (Etats-Unis, Russie, Grande-Bretagne, France, Allemagne), le secrétaire d'Etat américain Warren Christopher a clairement menacé le président serbe Slobodan Milosevic : « Ce n'est pas mon genre de fixer des ultimatums », a souligné M. Christopher, mais la communauté internationale commence sérieusement à s'impatienter. » Et le secrétaire d'Etat a ajouté que si les accords de Dayton n'étaient pas respectés, les sanctions économiques contre la République fédérale de Yougoslavie (Serbie et Monténégro) pourraient être réactivées.

Le plan de paix, signé le 14 décembre 1995, prévoyait que les criminels de guerre inculpés par le Tribunal pénal international de La

Haye – principalement Radovan Karadzic et Ratko Mladic – devaient cesser toutes fonctions publiques au plus tard un mois après la signature de l'accord. Malgré la multiplication des pressions occidentales, les dirigeants des Serbes de Bosnie sont toujours en place. Et les multiples et récents engagements pris à ce sujet par le président serbe Slobodan Milosevic, promettant d'écarter Radovan Karadzic du pouvoir, ne sont pas suffisants, a averti Warren Christopher. « Je ne lui ai laissé aucun doute concernant mon point de vue. Je lui ai dit que cela ne suffisait pas. Ce que nous voulons voir, ce sont des mesures concrètes », a déclaré le secrétaire américain.

La déclaration finale acceptée par les trois présidents a simplement rappelé « les obligations de toutes les parties de coopérer pleinement aux enquêtes sur les crimes de guerre et aux poursuites contre toutes les personnes inculpées de crimes de guerre, et de respecter l'interdiction faite aux personnes in-

TPI de rechercher ou d'exercer en Bosnie-Herzégovine une fonction à laquelle on est nommé, élu, ou tout autre poste public ». Mais aucun nom ne figure dans cet engagement.

ENGAGEMENT Le haut représentant civil pour la Bosnie, Carl Bildt, a souligné que « des pas avaient été faits » vers une élimination du pouvoir des accusés de crimes de guerre : « mais cela n'est pas suffisant », a-t-il aussi estimé en réclamant « d'autres mesures ». Avant l'ouverture de la réunion de Genève, le coordinateur américain pour la Bosnie, John Korb, avait pour sa part indiqué qu'une lettre de démission du chef des Serbes de Bosnie, dont BETA, une agence indépendante yougoslave, avait annoncé la publication, serait « un pas positif », mais qui ne « prouverait » pas nécessairement qu'il a cessé d'exercer toute influence.

Ce sommet sur la Bosnie était destiné à accélérer l'application du

volet civil de l'accord de Dayton, alors que la force multinationale dirigée par l'OTAN – l'IFOR – doit théoriquement quitter la Bosnie à la fin du mois de décembre. Les présidents bosniaque, croate et serbe ont réitéré leur engagement de tout faire pour que des élections libres et démocratiques puissent avoir lieu avant la mi-septembre en Bosnie-Herzégovine, conformément au plan de paix. L'organisation de ce scrutin, soulignait un diplomate européen, nécessite encore « des progrès sur trois points principaux : le vote des réfugiés, la liberté de mouvement et l'accès aux médias ».

Les commandants militaires, qui ont participé aux discussions, ont également été d'accord pour que l'IFOR facilite la liberté de mouvement. Ces questions devaient à nouveau être discutées mardi à Berlin, lors d'une réunion ministérielle du groupe de contact, tenue en marge d'une conférence de l'Alliance atlantique.

D. H.-G.

Des séminaires de « guerre propre » organisés... en Bosnie

CAPLJINA

de notre envoyé spécial
Combattre selon les « lois de la guerre », ne pas humilier un ennemi blessé ou prisonnier, ne pas provoquer la souffrance des populations civiles : les ex-belligérants de Bosnie-Herzégovine retournent sur les bancs de l'école, après quatre années d'un conflit atroce. Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) organise des séminaires pour les officiers serbes, croates et bosniaques, et essaie de leur inculquer certains principes humanitaires. A Capljina, dans un champ aride et caillouteux, deux prisonniers sont matraqués par un officier lors d'un interrogatoire. Le gardien intervient, priant son supérieur d'arrêter de martyriser les soldats ennemis. Une fois le tortionnaire parti, le geôlier leur offre de l'eau fraîche. « Fin de l'exercice numéro 11 », hurle le professeur.

La Croix-Rouge sait parfaitement qu'elle organise ces séminaires dans un pays où les charniers se comptent par centaines, où les civils furent chassés des territoires où ils vivaient, où maisons et monuments religieux furent systématiquement rasés. Un pays où la

« purification ethnique » fut un objectif aussi crucial que les conquêtes territoriales. Les instructeurs du CICR voient arriver des hommes « cyniques et amers », « absolument fermés à des cours théoriques ».

Certains officiers du HVO – les forces croates de Bosnie –, qui ne sont pas exactement réputés pour leur tendresse envers les Musulmans ou les Serbes, écoutent cependant les conseils d'une oreille attentive. « Vous avez intérêt à traiter correctement vos prisonniers, à accueillir les délégués du CICR, et à permettre aux captifs d'envoyer un message à leurs familles, martèle l'instructeur. Lorsque, derrière les lignes ennemies, les soldats sauront que vous prenez soin de vos prisonniers, ils accepteront plus facilement de se rendre lors d'une bataille. Au contraire, s'ils savent qu'ils seront torturés ou tués, ils se battraient comme des lions. »

Dans la campagne autour de Capljina, accablés par le soleil, les soldats rient. Ils préféreraient être à une terrasse de café plutôt que de recevoir des leçons de ces étrangers en souliers vernis. « Je ne suis pas un « illuminé humanitaire », certifie Jean-Jacques Bovay,

délégué du CICR. Je sens que le HVO, comme les forces serbes ou l'armée bosniaque, souhaite améliorer son image. Nous établissons donc un lien entre le droit humanitaire et l'efficacité militaire. Nos séminaires auront-ils été efficaces si le conflit reprendrait un jour ? Si nous avions permis de sauver cent vies humaines, ce serait déjà un succès. »

Les instructeurs estiment que le premier bénéfice sera une meilleure connaissance de la stricte neutralité, parfois controversée, du CICR. La Croix-Rouge espère avoir ainsi un meilleur accès aux zones de combat et aux camps de prisonniers. « Ils ont compris que nous ne voulons pas arrêter une guerre, ni même gêner leurs opérations militaires, poursuit M. Bovay. Ils savent que nous prendrons soin de leurs propres soldats, prisonniers dans le camp adverse. » Le CICR n'a qu'un seul regret : que le programme ait débuté en Bosnie seulement après qu'un accord de paix eût été signé. Un pays où l'objectif occidental est que ni les atrocités ni les dignes « lois de la guerre » ne soient plus jamais d'actualité.

Rémy Ourdan

Cinq nouveaux cas de la maladie de Creutzfeldt-Jakob auraient été recensés en Grande-Bretagne

CINQ NOUVEAUX cas de la forme « atypique » de la maladie de Creutzfeldt-Jakob (MCJ) auraient été recensés en Grande-Bretagne par le réseau officiel chargé de la surveillance épidémiologique de cette affection. Cette information, révélée dimanche 2 juin à Londres par le Sunday Times, a fait l'effet d'une douche froide à la veille de la reprise des négociations entre les ministres de l'agriculture

de l'Union européenne, les 3 et 4 juin à Luxembourg. Selon le journal dominical anglais, les nouveaux cas concernent des personnes de moins de quarante-deux ans souffrant de symptômes de nature psychiatrique avant que l'on identifie la nature neurologique de leur affection. S'ils étaient confirmés, ils viendraient s'ajouter aux onze déjà connus en Grande-Bretagne. Les autorités sa-

nitaires britanniques ont refusé de commenter l'information. Une confirmation définitive ne pourra être faite qu'après analyse de prélèvements de tissus cérébraux effectués du vivant des malades ou lors de leur autopsie.

Réunis à Vienne le 1^{er} juin, une cinquantaine d'anatomopathologistes spécialistes de la MCJ ont conclu à l'émergence d'une nouvelle entité pathologique humaine. « Cette nouvelle entité se caractérise par la nature et la quantité des lésions cérébrales observées chez les victimes », a expliqué au Monde le docteur Dominique Dormont (service de santé des armées), président de la nouvelle structure multidisciplinaire créée par le gouvernement pour suivre ces questions. « En d'autres termes, dit-il, ce qu'on observe ces derniers temps les spécialistes anglais correspondent bel et bien à une réalité. Les « plaques » pathologiques retrouvées sont caractéristiques par leur forme et leur nombre, tout comme la distribution des lésions de spongiose dans l'ensemble du système nerveux central. »

Pour les épidémiologistes spécialisés, ces cinq nouveaux cas ne constitueraient pas une véritable « surprise », tout indiquant que l'on ne pourrait pas en rester aux onze cas révélés depuis mars. Pour autant, on ne saurait sous-estimer les conséquences psychologiques, économiques et diplomatiques de telles annonces. Chaque nouveau cas accrédite un peu plus l'hypothèse d'une transmission à l'homme de l'agent pathogène de la maladie de la « vache folle ». Les autorités sanitaires britanniques devraient prochainement mettre

en place un système assurant la publication mensuelle des cas confirmés. « Nous ne faisons là qu'observer ponctuellement un certain nombre d'événements concomitants et nous ne sommes pas en mesure d'en tirer des leçons quant à la cause de cette nouvelle maladie, souligne le docteur Dormont. Mais nous serions dans une situation dramatique si l'on voyait émerger dans les prochains mois plusieurs dizaines de nouveaux cas en Grande-Bretagne. Aucun doute ne serait plus alors permis. »

C'est dans ce contexte tendu que les ministres de l'agriculture se réunissent pour discuter des modalités préliminaires à un possible assouplissement de l'embargo frappant les exportations de bovins britanniques et de produits dérivés (gelatine, suif, sperme). Leon Brittan, commissaire européen au commerce, a déclaré le 3 mai à Sydney avoir bon espoir que les ministres s'entendent sur une première phase de la levée de l'embargo. Il a toutefois précisé qu'il n'existerait pour l'heure aucun calendrier. Malcolm Rifkind, secrétaire au Foreign Office, a pour sa part indiqué que la Grande-Bretagne formulait des « propositions spécifiques » et fournirait une description des mesures retenues pour éradiquer l'épidémie. L'issue de la réunion de Luxembourg dépendait pour beaucoup de l'attitude de la France. A la veille de cette rencontre, on indiquait dans l'entourage de Philippe Vasseur, le ministre français de l'agriculture, qu'aucun assouplissement immédiat n'était envisageable.

Jean-Yves Nau

Les islamistes turcs renforcés par les élections municipales

ISTANBUL. Profitant des querelles entre partis gouvernementaux, le Parti de la prospérité (RP, islamiste) est sorti vainqueur dimanche 2 juin des élections municipales partielles en Turquie. Les islamistes gagnent 3,6 points par rapport aux 29,9 % obtenus aux législatives de décembre 1995 dans les mêmes circonscriptions, alors que le Parti de la juste voie (DYP) de Tansu Ciller, soupçonnée de corruption, perd 3,7 points, et que l'ANAP du premier ministre Mesut Yilmaz, enregistre une baisse de 4,8 points. (Corresp.)

Les Croates ont boudé le référendum sur le statut de Zagreb

ZAGREB. Les électeurs ont boudé, dimanche 2 juin, une consultation sur le statut de la capitale croate, au cœur d'un bras de fer entre l'opposition et le gouvernement. La participation était de 11,44 % dans la capitale et de 21,54 % aux alentours de Zagreb, à deux heures de la fermeture des bureaux de vote. Le scrutin devait déterminer si la ville de Zagreb doit rester dans un canton élargi ou doit être considérée comme une entité dont le maire n'aurait plus à être confirmé par le président croate, comme c'est actuellement le cas. L'opposition, qui était sortie victorieuse du scrutin municipal à Zagreb, en octobre 1995, n'avait pas pu choisir un maire sorti de ses rangs en raison du veto du président Tudjman, qui a successivement rejeté quatre maires. (AFR)

EUROPE

■ ALBANIE : le second tour des législatives s'est déroulé, dimanche 2 juin, dans neuf circonscriptions en Albanie, avec un faible taux de participation (35 %, à quatre heures de la clôture du scrutin), dû au boycottage du second tour par six partis de l'opposition, qui protestaient contre les irrégularités. (AFR)

■ RUSSIE : l'élection du maire de Saint-Petersbourg, dont le second tour s'est tenu dimanche 2 juin, à deux semaines de l'élection présidentielle, s'est, semble-t-il, conclue par la défaite du maire réformateur sortant, Anatoli Sobtchak, partisan déclaré de Boris Eltsine. C'est l'ancien adjoint du maire sortant, Vladimir Iakovlev, un autre réformateur, qui l'emporterait. Selon des résultats encore provisoires – portant toutefois sur 98 % des votes – M. Iakovlev bat M. Sobtchak par 47,5 % des voix (contre 45,7 %). (Corresp.)

■ ITALIE : le cinquantième anniversaire de la fondation de la République italienne a été célébré, dimanche 2 juin, tandis que la Ligue du Nord organisait, devant 50 000 partisans du séparatisme, la prestation de serment d'un « gouvernement de la Padanie indépendante », à Pontida. Devant les Chambres, à Rome, le chef de l'Etat, Oscar Luigi Scalfaro, a rappelé solennellement le caractère « indivisible » de la République. Il a également ouvert la voie à un retour en Italie de la famille royale de Savoie, invitant le Parlement à reconsidérer la clause constitutionnelle qui, depuis 1946, bannit les héritiers du trône. (AFR)

■ ROUMANIE : les Roumains ont voté, dimanche 2 juin, pour le premier tour des élections municipales. Le taux de participation (17,36 %) est plus bas qu'aux dernières municipales de 1992 et pourrait conduire à l'annulation du premier tour, conformément à la loi électorale, qui exige 50 % de participation. Le second tour est prévu le 16 juin. (AFR)

AMÉRIQUES

■ ÉTATS-UNIS : plus de 200 000 Américains se sont rassemblés, samedi 1^{er} juin, au Lincoln Memorial à Washington, pour attirer l'attention des autorités sur la situation inquiétante des 69 millions d'Américains de moins de dix-huit ans confrontés à une violence croissante. Les organisateurs du rassemblement ont reçu le soutien du président Clinton, qui a promis d'opposer son veto à tout projet de loi du Congrès qui réduirait les programmes de protection sociale destinés aux enfants défavorisés. (AFR)

Union de la droite en République dominicaine

SAINT-DOMINGUE. Après s'être affrontés pendant un demi-siècle, Joaquín Balaguer et Juan Bosch, les deux caudillos octogénaires de la politique dominicaine, se sont réconciliés, dimanche 2 juin, pour annoncer la formation d'un Front patriotique national d'appui à Leonel Fernandez, candidat du Parti de la libération dominicaine (PLD) arrivé deuxième lors du premier tour de l'élection présidentielle, le 16 mai. Dans un discours aux accents nationalistes, le vieux président Balaguer a exposé sans ambages le but du « Front patriotique national » : « Empêcher que la patrie ne tombe en des mains qui ne soient pas véritablement dominicaines », une claire allusion au candidat social-démocrate José Francisco Pena Gomez, un Noir accusé par l'extrême droite d'être d'origine haïtienne. M. Pena Gomez, qui est arrivé en tête au premier tour avec 46 % des suffrages, a qualifié le Front patriotique national de « raciste et de fasciste ». (Corresp.)

SICAV

ORACTION

- Orientation : actions spécialisées liées à l'or et aux métaux précieux
- Durée de placement : plus de 5 ans
- Valeur liquidative au 15.05.1996 : 1 811,63 F

Assemblée Générale

Les actionnaires de la Sicav Oration sont convoqués à l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra le lundi 1^{er} juillet 1996 à 10 h 30, 23 place de Catalogne - 75014 Paris.

Cette Assemblée Générale aura principalement pour objet d'arrêter les comptes de l'exercice clos le 29 mars 1996.

Pour tout renseignement complémentaire, les actionnaires peuvent s'adresser à leur agence habituelle du Crédit Agricole.

Chaque jour le cours d'ORATION sur SICAVÉCOUTE Tél. : 36.68.56.55 Code : 35 (1 unité par mm)

SEGESPAR la société de gestion du Crédit Agricole

SICAV

REVENU-VERT

- Orientation : obligations françaises ; revenus trimestriels
- Durée de placement : 3/5 ans
- Valeur liquidative au 15.05.1996 : 1 171,60 F

Assemblée Générale

Les actionnaires de la Sicav Revenu-Vert sont convoqués à l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra le lundi 1^{er} juillet 1996 à 15 h 30, 23 place de Catalogne - 75014 Paris.

Cette Assemblée Générale aura principalement pour objet d'arrêter les comptes de l'exercice clos le 29 mars 1996.

La distribution du dividende de la Sicav Revenu-Vert est prévue le samedi 20 juillet 1996.

Pour tout renseignement complémentaire, les actionnaires peuvent s'adresser à leur agence habituelle du Crédit Agricole.

Chaque jour le cours de REVENU-VERT sur SICAVÉCOUTE Tél. : 36.68.56.55 Code : 52 (1 unité par mm)

SEGESPAR la société de gestion du Crédit Agricole

صكنا من الامم

(Publicité)

LE MONDE / MARDI 4 JUIN 1996 / 5

**“UNE
MULTINATIONALE
DOIT-ELLE TOUT
SACRIFIER À SES
OBJECTIFS, Y COMPRIS
LE RESPECT DES DROITS
DE L'HOMME?”**

Lorsque des actionnaires
demandent ce genre de chose, la plupart du temps,
on leur répond de se mêler de leurs affaires...



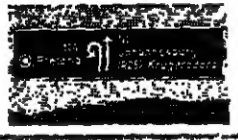
AGENCE

... Et c'est exactement ce qu'ils ont fait.

EN AFRIQUE DU SUD, LES ACTIONNAIRES-TÉMOINS ONT DÉCOUVERT COMMENT TOTAL A MIS EN PLACE UNE POLITIQUE D'INTÉGRATION MULTIRACIALE BIEN AVANT LA FIN DE L'APARTHEID.



Les actionnaires-témoins à Pétropart.



Jusqu'où va la responsabilité d'un groupe international ?

La volonté de développement est-elle compatible avec l'engagement social et politique ?

Les actionnaires-témoins qui se sont rendus en mission d'étude en Afrique du Sud du 21 au 24 avril dernier ont pu mesurer la complexité et les difficultés d'application de l'«affirmative action», le thème majeur de leur réflexion. Cette démarche, qui touche toutes les entreprises dans le pays, vise en substance à intégrer de manière volontariste le personnel noir à tous les

niveaux de la hiérarchie, de la base au management.

Présent en Afrique du Sud depuis plus de 40 ans dans le raffinage et la distribution pétrolière, détenteur d'intérêts dans trois mines de charbon, premier fabricant d'encre d'imprimerie au travers de sa filiale Coates Brothers, TOTAL y est le premier investisseur français et le quatrième investisseur étranger.



Au fil des visites et des exposés, nos actionnaires-témoins ont découvert l'originalité du contexte de l'Afrique du Sud. Successivement, ils ont découvert l'existence d'«un vrai protectionnisme, alors que je croyais que c'était comme les USA ou l'Europe», «la réglementation stricte du marché pétrolier», «un personnel incroyable dans les stations, jusqu'à 4 ou 5 par pompe, afin de multiplier les emplois», «l'interdiction faite aux compagnies étrangères de gérer les stations en direct», «l'obligation pour l'ensemble des pétroliers de disposer dans chaque point de vente d'une pompe Sasol» - compagnie nationale qui raffine de l'essence de synthèse à partir du charbon, maintenant ainsi l'emploi dans les



Vue aérienne du Cap.

Un diplômé du programme d'«affirmative action».



Un manager de la station de Midway à Soweto.



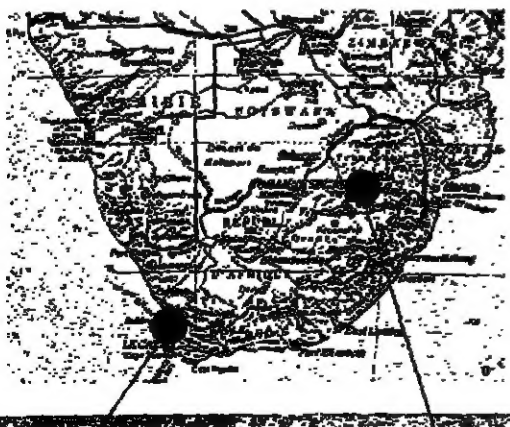
Séjour de TOTAL à Johannesburg.



Les actionnaires-témoins à la raffinerie de Natref.

nombreuses mines du pays -, «l'insécurité et la violence toujours présentes, d'où ces mesures de sécurité : vitres blindées, barbelés en bordure de stations...»

Total South Africa y apparaît comme «une compagnie animée d'une réelle volonté de faire bouger les structures, de changer les mentalités



Le Cap.

Johannesburg.

صكنا من الاميل

(Publicité)

LE MONDE / MARDI 4 JUIN 1996 / 7



F. Platard



J. P. Bodren



G. Jobin



M. Duval



J.L. Cassel



P. Nongarou



J.M. Guéhen



P.O. Nodot



J.L. Profit



C. Tinchant

au sein de la société, de façon à créer les bases de sa prochaine expansion.

Une démarche très positive, qui s'adapte avec habileté à la réalité géographique, économique et démographique du pays.



De la station-service de Soweto, tenue par un gérant noir imaginaire, jamais à court d'idées pour attirer les clients, à la station ultra-moderne de Pétroport, qui débite 450 000 litres d'essence certains week-ends de Pâques, sur les 625 000 stockés, nos actionnaires ont multiplié les observations qui témoignent du bon vouloir, du dynamisme, et du sens du partage au sein du personnel de Total South Africa.

L'«affirmative action», «Quelle traduction en français ? Difficile... c'est un challenge à la fois politique, économique et social. c'est l'intégration des Noirs dans la société blanche. C'est la volonté du gouvernement qui souhaite que les Noirs prennent la direction des grandes entreprises.» C'est un «subtil équilibre, précaire et difficile à trouver.» Total South Africa est vécu comme «se donnant les moyens de relever le défi. Il faut le faire et tout le monde s'y met. Visiblement, ils y croient. L'action de TOTAL est ainsi menée non seulement pour des raisons stratégiques, mais également par conviction profonde.» «En plus, Total South Africa a deux avantages sur ses concurrents : une forte implantation en zone noire, historique puisqu'initiée bien avant la fin de l'apartheid, et les 40% de son capital détenus par des intérêts sud-africains, ce qui est aussi original que symbolique.»

Le cadre politique et législatif actuel, les mutations économiques attendues à plus ou moins brève échéance, la poursuite du programme d'intégration ont été perçus par nos actionnaires-témoins comme faisant partie d'un tout, aussi complexe à appréhender que passionnant à aborder. «Non seulement la compagnie est en phase avec l'évolution du pays, mais elle semble

«Total South Africa aide la population noire à entrer dans l'entreprise et à y progresser, permettant par exemple à un simple manoeuvre de devenir conducteur, puis à un conducteur de faire de la gestion administrative et ensuite - cas beaucoup plus rare - de devenir manager. Et s'il

Salle de contrôle de la raffinerie de Natref.



T. Moolung - Directeur des ressources humaines de Total South Africa.



n'y a qu'un seul manager noir au niveau de la direction générale, on se rend compte de la dimension du problème : évolution des mentalités, éducation d'une population souvent illettrée... Ça remet les pendules à l'heure.» En 1990, on ne comptait qu'un cadre noir chez

Total South Africa. Aujourd'hui, ils sont 45.

Chacun est conscient des enjeux futurs. «La chance à long terme qui existe en Afrique du Sud impose aux dirigeants de TOTAL un juste milieu entre le profit de la société et le programme d'«affirmative action». La compagnie a toujours en tête de rester rentable, même si les profits réalisés

s'inscrivent dans la perspective du lendemain.»

Ce que nos actionnaires-témoins ont pu mesurer en Afrique du Sud, c'est que le respect de l'individu, quelles que soient son origine et sa race, est la seule et unique façon d'assurer le développement harmonieux à long terme et la réalisation des objectifs d'une entreprise multinationale.

Le rapport intégral de la mission d'étude peut être obtenu sur demande à la Direction de la Communication «Actionnaires-Témoins», Tour TOTAL, 24 Cours Michelet, 92009, Paris La Défense Cedex.



VOUS NE VIENDREZ PLUS CHEZ NOUS PAR HASARD.

Dennis Poole - Directeur général de Total South Africa.



Station ultra-moderne de TOTAL en Afrique du Sud.



Station de Midway.



même en avance, ce qui est encore mieux. Total South Africa, plutôt que de recruter des Noirs à tout prix, structure sa démarche par un programme de formation dont les perspectives apparaissent très intéressantes.»

Les difficultés n'ont pourtant échappé à personne : «On pouvait penser que ça prendrait 5 ou 10 ans. Mais il s'agit avant tout d'acquiescer une compétence véritable dans la communauté noire. Et la compétence ne se décrète pas, il faut l'acquiescer. Cela passe nécessairement par l'éducation, il faudra donc au moins une génération.»

Benjamin Nétanyahou est demeuré vague sur le sort du processus de paix.

Le nouveau premier ministre de l'Etat juif, qui a entamé des négociations pour former son cabinet, prône la réconciliation entre Israéliens. Il a réaffirmé que Jérusalem « ne sera jamais divisée de nouveau »

Le premier ministre élu d'Israël, Benjamin Nétanyahou, a promis, dimanche 2 juin, que son gouvernement œuvrerait pour la paix avec les Palestiniens et les Arabes, mais il est resté dans les généralités. Il a

tracé deux grandes lignes à son action : la réconciliation entre Israéliens et la paix avec les voisins de son pays, qu'il s'est néanmoins borné à inviter à rejoindre l'Etat juif « sur la voie de la paix ». Il a été

d'une grande dardé sur l'avenir de Jérusalem, qui « ne sera jamais divisée », a-t-il dit. M. Nétanyahou a entamé des consultations pour la formation d'un gouvernement, qu'il devrait présenter au Parle-

ment, le 17 juin, selon un dirigeant du Likoud, Itzhak Mordechai. Entouré d'une brochette de « durs », dont Ariel Sharon et Rafail Eytan, qui se sont en particulier il-

lustrés, en 1982, lors de l'invasion du Li-

JÉRUSALEM

de notre envoyé spécial
Pour son premier discours public depuis sa victoire à l'arraché sur Shimon Pérès, le 29 mai, le nouveau premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou, s'est bien gardé, dimanche 2 juin, de choisir entre les slogans agressifs de sa campagne et les obligations, rappelées par ses partenaires internationaux, d'un pays engagé sur la voie de la paix.

Sur la scène du palais de la Nation, à Jérusalem, devant « ses » députés et des dizaines de militants du Likoud surexcités, « Bibi » Nétanyahou s'est surtout attaché à se présenter comme le premier ministre de tous les Israéliens, qu'ils soient juifs ou musulmans, travailleurs ou nationalistes. « La paix doit tout d'abord s'instaurer à l'intérieur de notre maison », a-t-il assuré, après avoir promis une nouvelle « ère » de paix, de sécurité et de prospérité pour tous.

Les sifflets qu'il a dû affronter lorsqu'il a voulu rendre un hommage appuyé à la carrière « exceptionnelle » de son prédécesseur

auquel « le peuple, a-t-il assuré, rendra justice », mais aussi les huées qui ont accueilli son engagement à défendre « toutes les classes de la société israélienne », ont au moins apporté à M. Nétanyahou la satisfaction d'avoir été parfaitement entendu, après une campagne qui l'avait vu moins consensuel.

UN SEUL AVIS

Particulièrement disert sur l'état de la société israélienne, menacée, à l'en croire, par mille fractures, le premier ministre s'est montré en revanche plutôt cursif au chapitre des enjeux régionaux. S'il a promis de continuer le « processus de paix » engagé par ses prédécesseurs travaillistes et rappelés par toutes les chancelleries depuis son élection, s'il s'est engagé à continuer de négocier avec les Palestiniens et à nouer le dialogue avec les voisins arabes qui n'ont tous jours pas conclu de traité de paix avec Israël, M. Nétanyahou n'est pas allé plus loin que l'exhortation lancée à « tous les responsables arabes » : « Rejoignez-nous sur le

chemin de la paix ! » Martial quand il a assuré que « la force et la sécurité [en] constituent la base », rassurant à propos des relations entre Israël et les Etats-Unis, jugées solides comme du « roc », le premier ministre ne s'est guère autorisé qu'une seule précision, sans surprise, à propos de l'avenir de Jérusalem, dont l'hydre, composé après la conquête de sa partie orientale, en 1967, avait été entonné par toute l'assistance avant le début de son allocution. « Jérusalem ne sera jamais divisée de nouveau et restera sous la souveraineté des juifs », a-t-il assuré sous les vivas, alors même que le sort de la ville figure au menu des négociations sur le statut définitif des territoires palestiniens.

Si les décisions pressent, notamment l'évacuation partielle par l'armée israélienne, sans cesse retardée, de Hébron - dernière ville de Cisjordanie encore occupée, sans compter Jérusalem-Est -, le premier ministre a choisi, dimanche, le silence, qui lui permet de donner du temps au temps. Décreté après les attentats-suicides

de février et de mars, le bouclage hermétique de la bande de Gaza et de la Cisjordanie, qui avait été presque total pendant les élections, n'a été que très légèrement desserré depuis la proclamation des résultats.

Le nouvel élu, il est vrai, a déjà fort à faire. Engagé dans la formation d'une coalition parlementaire entre le Likoud, les sionistes religieux, les ultra-orthodoxes et la droite ultra, M. Nétanyahou s'est attaché à affirmer son autorité, en

expliquant péremptoirement, dans un entretien publié, dimanche, par le quotidien *Yediot Aharnot*, qu'il n'y aurait désormais qu'un seul avis autorisé à propos des affaires publiques israéliennes : le sien.

Depuis l'annonce officielle de son élection, les déclarations à l'emporte-pièce de ses alliés Rafail Eytan et Ariel Sharon, à propos de Hébron ou de Jérusalem, détonaient singulièrement avec les paroles plus mesurées du plus jeune premier ministre - quarante-six

ans - de l'histoire de l'Etat juif. La composition de son futur gouvernement témoignera aussi de la capacité de M. Nétanyahou à se faire respecter par ses troupes. La nouvelle loi fondamentale relative au gouvernement ne facilitera pas sa tâche, puisque la prochaine équipe ne pourra pas compter plus de dix-huit ministres, alors que les prétentions des uns et des autres en exigeaient davantage.

Gilles Paris

L'entourage du chef de gouvernement

JÉRUSALEM

de notre envoyé spécial
Benjamin Nétanyahou s'est entouré, au cours de la campagne, de « poids lourds » du Likoud et de l'ultra-droite, qui postulent aux portefeuilles les plus importants, dont ceux de la défense, des affaires étrangères ou des finances.

● Benjamin Begin : fils de l'ancien premier ministre Menahem Begin, mort en 1992, « Benny » Be-

gin est né en 1943. Diplômé des universités de Jérusalem et du Colorado, géologue, il entre en politique en 1988, en même temps que M. Nétanyahou. Elu comme lui à la Knesset, réélu en 1992, il compte parmi les « princes » du Likoud qui ont assisté à l'ascension du futur premier ministre.

● Rafail Eytan : né en 1929, général, il participe à l'opération « Paix en Galilée », l'invasion du Liban, en 1982. La commission d'enquête Kahane a souligné sa responsabilité indirecte dans les massacres des camps de réfugiés palestiniens de Sabra et de Chatila, à Beyrouth, perpétrés par les milices chrétiennes avec l'accord tacite des forces israéliennes. Il prend sa retraite deux ans plus tard et s'engage en politique dans le parti ultra, Tehiya, qu'il quitte en 1986 pour fonder le Tsomet (Carrefour). Ministre de l'Agriculture du gouvernement d'Itzhak Shamir de 1990 à 1991, il devient l'un des porte-parole des opposants au « gel » de la colonisation et au processus de paix, après le retour des travaillistes au pouvoir, en 1992.

● David Levy : né en 1937 au Maroc, soutenu tout particulièrement par les juifs venus d'Afrique du Nord, David Levy est nommé ministre du logement et de la construction en 1988. Rangé alternativement parmi les « colombes » et les « faucons », au gré de ses alliances, il devient ministre des affaires étrangères en 1990. Favorable aux initiatives de paix du secrétaire d'Etat américain James Baker, il boude la conférence de Madrid, en 1991, parce qu'Itzhak Shamir conduisit lui-même la délégation israélienne. Opposé à M. Nétanyahou devenu chef du Li-

koud, il rompt, en 1995, avec son parti pour fonder le sien, Gesher (le Pont) ; il conclut pourtant une alliance électorale avec son ennemi juré, qui lui assure la deuxième place sur la liste du Likoud aux élections du 29 mai.

● Dan Meridor : né en 1947 à Jérusalem, bras droit d'Itzhak Shamir, alors premier ministre, de 1982 à 1984, il entre à la Knesset. Ministre de la Justice dans le nouveau gouvernement Shamir, en 1988, il est jugé trop libéral par l'aile droite du Likoud. Réélu député en 1992, il se compte lui aussi parmi les « princes » du Likoud.

● Itzhak Mordechai : né en 1944 en Irak, il arrive en Israël six ans plus tard. Devenu général, il dirige la région militaire sud d'Israël - qui inclut Gaza - lorsqu'éclate l'intifada, le 9 décembre 1987. Après avoir dirigé ultérieurement la région nord - celle du Liban sud -, il quitte l'armée pour défendre, en politique, au sein du Likoud, l'idée que la sécurité d'Israël est menacée par les concessions territoriales.

● Ariel Sharon : né en 1928 en Israël, il participe à toutes les guerres israélo-arabes, au cours desquelles ses coups de main le rendent célèbre. Général, il organise, en 1982, en tant que ministre de la Défense, l'invasion du Liban et est contraint à la démission après les massacres de Sabra et de Chatila. Il est brièvement ministre du commerce, puis, en 1990, ministre du logement et de la construction. « Faucon » irréductible, partisan du « Grand Israël », il mène une politique d'extension des colonies à outrance, jusqu'à la victoire travailliste de 1992.

G. P.

Les Etats-Unis menacent Total pour ses investissements en Iran

Le quotidien *Herald Tribune* révèle, dans son édition du 3 juin, que la direction de Total a reçu une lettre du sénateur républicain américain Alfonso D'Amato menaçant la compagnie pétrolière de sanctions si elle investissait en Iran. Dans un courrier du 14 mars, il souligne que le Congrès interdira tout projet qui, en développant le secteur de l'énergie en Iran, porterait atteinte à la sécurité des Etats-Unis, ajoutant que « la poursuite du projet de Total sur les champs de Sirri est vraiment affligeante et est une insulte à la mémoire de tous ceux qui ont été tués dans les récentes attaques terroristes en Israël ». Commentant lundi matin cette information, la compagnie française stipule, dans une brève réponse envoyée dès le 22 mars, qu'elle ne peut « accepter le lien fait entre les récentes attaques en Israël et notre contrat de Sirri signé en juillet 1995. Depuis sa création, la compagnie a toujours été présente au Moyen-Orient. Nous n'avons jamais soutenu le terrorisme (...). Notre société respecte le droit français européen et international ».

UN PROJET DE LOI

En mai 1995, le président Bill Clinton décidait d'arrêter tous les investissements et échanges commerciaux des Etats-Unis avec l'Iran, l'objectif étant d'affaiblir un régime qui « soutient le terrorisme ». Depuis cette date, M. D'Amato milite pour une loi qui sanctionne aussi les entreprises non

américaines qui investissent en Iran ou en Libye. Déjà adopté par le Sénat, le texte, en cours d'examen à la Chambre des représentants, prévoit des sanctions économiques contre des firmes qui contribuent à renforcer le secteur pétrolier dans ces pays. Les entreprises visées sont celles qui y investissent au moins 40 millions de dollars par an (200 millions de francs).

Dans le secteur pétrolier, Total est la principale entreprise visée, étant la première compagnie occidentale à retourner en Iran où elle a déjà opéré de 1954 à 1979. Le montant de l'investissement sur le gisement de Sirri est estimé à 3 milliards de francs et le démarrage de l'activité est prévu dans moins de trois ans. La capacité de production attendue à terme est de cent vingt mille barils par jour.

Total a profité du retrait, quelques mois auparavant, de la compagnie américaine Conoco, contrainte de se désister après la décision de son pays d'imposer un embargo sur les achats pétroliers. « Nous avons respecté lors de la signature et nous continuons à le faire l'ensemble des législations internationales et françaises en vigueur. Nous n'avons pas de raison de nous faire du souci », explique, dans un entretien au *Monde*, le 1^{er} février, Thierry Desmarest, président de Total, en évoquant les menaces américaines.

D. G.

Fatigué de jouer, piocher, tirer, découper, coller et décoller... ?



Avec Microsoft, gagnez 500 F ou 250 F à coup sûr et sans craquer.

DU 15 AVRIL AU 30 JUIN 1996

500 F REMBOURSÉS

pour tout achat entre le 15 avril et le 30 juin 1996, d'un produit complet Microsoft® Office, Office Professional, Word, Excel, PowerPoint ou Access**.



250 F REMBOURSÉS

pour tout achat entre le 15 avril et le 30 juin 1996, d'une Mise à Jour ou d'une Mise en Maintenance 1ère année en Licence OPEN*** d'un logiciel Microsoft® Office, Office Professional, Word, Excel, PowerPoint ou Access**.



Pour en savoir plus sur cette opération et connaître la liste des revendeurs : 2016 MICROSOFT (125 F TTC) E-mail : info@www.microsoft.com/fr

* Les modalités de remboursement sont indiquées sur les lettres ou dans les Licences des différents produits concernés.
** A l'exception des Licences Open Education et des Licences en Licence Office, Licence Select, produites en association avec les revendeurs.
*** Mise en Maintenance 1ère année : 125 francs remboursés.

Les obsèques des sept moines assassinés ont été célébrées avec émotion à Alger

Le premier ministre Ahmed Ouyahia a assisté à la cérémonie

Un millier de personnes environ ont assisté, dimanche 2 juin, à Alger, à la basilique Notre-Dame d'Afrique, aux obsèques du cardinal Léon-

Etienne Duval, ancien archevêque d'Alger, décédé le 30 mai, et des sept trappistes français tués près de Médéa. Ceux-ci seront inhumés, mardi,

dans leur monastère de Tibéhirine où ils avaient été enlevés, le 27 mars, avant d'être égorgés, le 21 mai, par des islamistes se réclamant du GIA.

ALGER

La mort des sept moines l'avait « crucifié », témoignent les derniers visiteurs du cardinal Léon-Etienne Duval, décédé le 30 mai. Car l'ancien archevêque d'Alger connaissait bien les sept frères assassinés du monastère Notre-Dame d'Afrique, que les autorités avaient menacé de fermeture et qu'il avait toujours défendu. Dans le chœur soudain devenu trop étroit de la basilique Notre-Dame d'Afrique, dimanche 2 juin, à Alger, placée sous haute surveillance policière, son cercueil de bois blanc reposait au milieu de ceux des sept moines, sans aucune autre distinction que les ornements épiscopaux. Comme s'il avait voulu partager, jusqu'au bout, la tragique aventure des trappistes de Tibéhirine. Le « pasteur », souligne un prêtre, a choisi de mourir « au milieu de son troupeau ».

« Tibéhirine, c'était notre pouton », raconte une religieuse d'Alger, qui se souvient des offices de prières en pleine nuit et de l'accueil joyeux des moines à l'heure du plus grand danger. Ce dimanche, elle compte les morts assassinés - dix-huit prêtres, moines, religieux et religieuses - qu'elle a accompagnés à leur dernière demeure, en trois ans, à Alger ou à Tizi-Ouzou. « Cette fois, c'est trop », dit-elle d'une voix blanche, devant les huit cercueils surmontés de gerbes et des huit portraits. Venue d'Oran, de Constantine, d'Annaba, du Maroc et de France, c'est une communauté chrétienne éprouvée, mais étonnamment calme, qui a réservé des obsèques d'une grande sobriété à son cardinal et à ses sept trappistes.

Aux côtés des membres de famille de quelques moines, l'Algérie officielle était représentée à haut niveau et en nombre. A l'entrée de la basilique, un cordon d'officiers de la protection civile faisait une haie d'honneur devant les cercueils qui avaient été transférés de l'hôpital militaire d'Ain Nadja, avant d'y retourner en attendant l'inhumation, mardi, au monastère de Tibéhirine, près de Médéa, situé à une centaine de kilomètres au sud-ouest de la capitale. Ahmed Ouyahia, premier ministre, et plusieurs membres du gouvernement, dont le chef de la diplomatie et les ministres de l'Intérieur, de la Culture, et des Affaires religieuses, étaient au premier rang, venus rendre un dernier hommage au cardinal Du-



PANCHO

val, leur compatriote, ancien militant de l'indépendance, mais soumis aussi à l'« humiliante exposition » des sept autres cercueils qui témoignaient de leur incapacité à contrôler la situation. Vilain tour de la « diplomatie divine », a commenté Guy Gilbert, « prêtre des loubards », proche des moines de Tibéhirine, arrivé de Paris dans son éternel blouson noir.

RÉACTIONS INATTENDUES

Pas la moindre ombre de réconciliation, pourtant, dans une cérémonie orientée vers le pardon et la réconciliation. Dans son homélie, le cardinal Francis Arinze, président nigérian du conseil pontifical pour le dialogue interreligieux, délégué par le pape, a relevé l'« offense faite à Dieu » par cette violence. « Inouïe », commise « au nom de la religion ». Mais pour ajouter aussitôt : « Ces événements ne doivent pas compromettre les relations entre chrétiens et musulmans. Au contraire, ils mettent en relief la nécessité de les renforcer. » De son côté, le cardinal Jean-Marie Lustiger, archevêque de Paris, représentant l'Eglise de France - avec Mgr Joseph Duval, neveu du défunt, président de la conférence épiscopale, et Mgr Bernard de Paris, archevêque de Marseille - devait souhaiter que « Dieu protège ce peuple d'Algérie, pour lequel ces sept fils ont donné leur vie ».

L'assassinat des moines précisément provoqué, au dire de nombreux témoins, des réactions inattendues en Algérie. Comme un haut-le-cœur collectif devant tant de violences inutiles. « En égorgeant sept moines, désarmés et égarés comme sept brebis dans les 5 hectares de leur monastère, le GIA

« Un acte ignoble »

Le représentant du pape en France, le nonce apostolique Mario Tagliaferri, a célébré, dimanche 2 juin, une messe solennelle à Notre-Dame de Paris, à la mémoire des sept moines assassinés et du cardinal Léon-Etienne Duval. Il a évoqué, au cours de cette cérémonie, « les sept trappistes, dont le sort dramatique n'a pas fini d'éveiller des échos dans nos consciences bouleversées », et a appelé à prier pour que leur martyre « devienne une semence de réconciliation dans le pays où ils sont demeurés fidèles ». De son côté, dans un communiqué, l'Organisation de la conférence islamique (OCI) a qualifié ces assassinats d'« acte ignoble, totalement contraire à l'Islam ».

a levé, pour les Algériens, le dernier tabou », affirme un prêtre. En témoignent cette musulmane venue allumer sept cierges dans une église d'Oran, pour protester contre ceux qui avaient été éteints à Paris, ou ces délégations d'Algériens inconnus allant présenter leurs condoléances au clergé et lui demander de rester. Quelques dizaines avaient réussi à se faufiler, parmi les officiels et les diplomates, dans la basilique. « Le silence des moines explose à la face

du monde. Quelle ironie ! », s'est exclamé Mgr Pierre Claverie, évêque d'Oran.

Ce qu'ils perçoivent comme un retournement de l'opinion semble avoir convaincu les trois cents prêtres, religieux et religieuses français de rester en Algérie. « C'est l'amitié de la population qui nous permet de vivre, alors même que nous risquons notre peau », dit une religieuse de la congrégation de Notre-Dame des Apôtres, qui compte deux sœurs assassinées. « Ce serait trop facile de partir, ajoute une autre, alors que les journalistes, les enseignants, les médecins algériens, également menacés, n'ont pas d'autre choix que de rester. »

« DÉFIGURÉS »

Chez ces hommes et ces femmes, qui ne prétendent être ni des héros ni des saints, la cruauté de la mort des moines va toutefois laisser des traces. Ceux qui, comme l'archevêque d'Alger, Mgr Henri Teissier, ou le Père Armand Veilleux, procureur général de la congrégation des cisterciens-trappistes, ont identifié les corps, en sont revenus horrifiés : « Méconnaissables, défigurés, ils ont été enterrés, puis déterrés », lâchent-ils péniblement, par bribes.

Selon eux, les médecins-légistes ont confirmé la mort par égorgeement, à la date du mardi 21 mai,

publiée dans le communiqué numéro 44 du GIA. Ils n'en savent pas davantage sur les circonstances, encore moins sur les éventuelles interventions des services français. Dimanche, pour eux, l'essentiel était ailleurs, dans ce mot du cardinal Duval rapporté par son successeur, qui sonne comme un rappel et un pardon : « Chaque personne humaine porte l'empreinte de Dieu. »

Henri Tincq

Un réformateur nommé ministre des finances en Inde

NEW DELHI. La composition du gouvernement de coalition indien que dirigera Deve Gowda (Janata Dal, centre gauche), investi, samedi 1^{er} juin, a été annoncée dimanche. Des douze ministres, le plus notoire est Palaniappan Chidambaram, âgé de cinquante ans, qui a été nommé aux finances, et qui aussi en charge de la justice.

M. Chidambaram a été l'un des principaux artisans de la politique d'ouverture économique engagée en 1991 par le premier ministre sortant, M. Rao. Il était en charge du commerce jusqu'en avril, avant de quitter le parti du Congrès en raison d'un désaccord avec M. Rao sur une alliance électorale dans son Etat natal du Tamil Nadu (sud). Il s'est présenté aux élections législatives sous les couleurs d'une nouvelle formation, le Tamil Maanila Congress (TMC), qui a été couronné de succès. M. Chidambaram, un avocat formé à Harvard, était un proche de Rajiv Gandhi, qui fut premier ministre (1984-1989) avant d'être assassiné en 1991. Under Kumar Guiral - soixante-dix-sept ans - a été nommé aux affaires étrangères : il avait déjà dirigé la diplomatie de l'Union de 1989 à 1990. Enfin, Mulayam Singh Yadav - cinquante-six ans - chef du Samajwadi (SR) socialiste, ardent défenseur des droits des basses castes, dirigera le ministère de la défense. - (AFP)

Mgr Desmond Tutu prend sa retraite

LE CAP. M^{re} Desmond Tutu, archevêque du Cap et chef de l'Eglise anglicane d'Afrique du Sud depuis dix ans, a célébré, dimanche 2 juin, devant 10 000 personnes, une messe d'adieu aux fidèles avant son départ à la retraite à la fin du mois. Le Prix Nobel de la paix 1984, qui a été une des figures de proue de la lutte contre l'apartheid, dirige la commission Vérité et réconciliation, récemment instaurée pour enquêter sur les violations des droits de l'homme commis sous le précédent régime. Le prélat a mentionné le nom des candidats à sa succession : l'évêque de Johannesburg, Mgr Duncan Buchanan, et l'évêque de Kimberley et Kuruman, Mgr Njongonkulu Ndungane. - (AFP)

AFRIQUE

■ CENTRAFRIQUE : 5 000 personnes ont manifesté, samedi 1^{er} juin, à Bangui, pour soutenir le président Ange-Félix Patassé et l'intervention des forces françaises lors de la récente mutinerie d'une partie de l'armée. - (Reuters)

PROCHE-ORIENT

■ ÉGYPTE : six membres de l'organisation extrémiste islamique clandestine Djamaa Islamiya ont été pendus, ont annoncé, dimanche 2 juin, des sources policières. C'est la première fois qu'un nombre aussi important d'intégristes sont exécutés en même temps depuis le lancement de la vague de violences islamistes en mars 1992. - (AFP)

■ IRAN : l'hojatoleslam Ali Akbar Nategh-Nouri, a été réélu, dimanche 2 juin, à la présidence du bureau du Parlement par 132 voix contre 105 à son rival, Abdollah Nouri, candidat d'une coalition composée de modérés et de radicaux. M. Nategh-Nouri est chef de la puissante Association du clergé combattant, qui groupe la droite conservatrice. - (AFP)

■ SYRIE : plusieurs personnalités, dont le ministre du pétrole et Osmane El Aidi (propriétaire d'établissements touristiques de luxe appartenant à la chaîne Cham et du Royal Monceau à Paris), ont été traduits en justice pour corruption, et leurs biens ont été saisis en vertu d'une directive du ministre des finances, Khaled El Mahayni. - (AFP)

ASIE

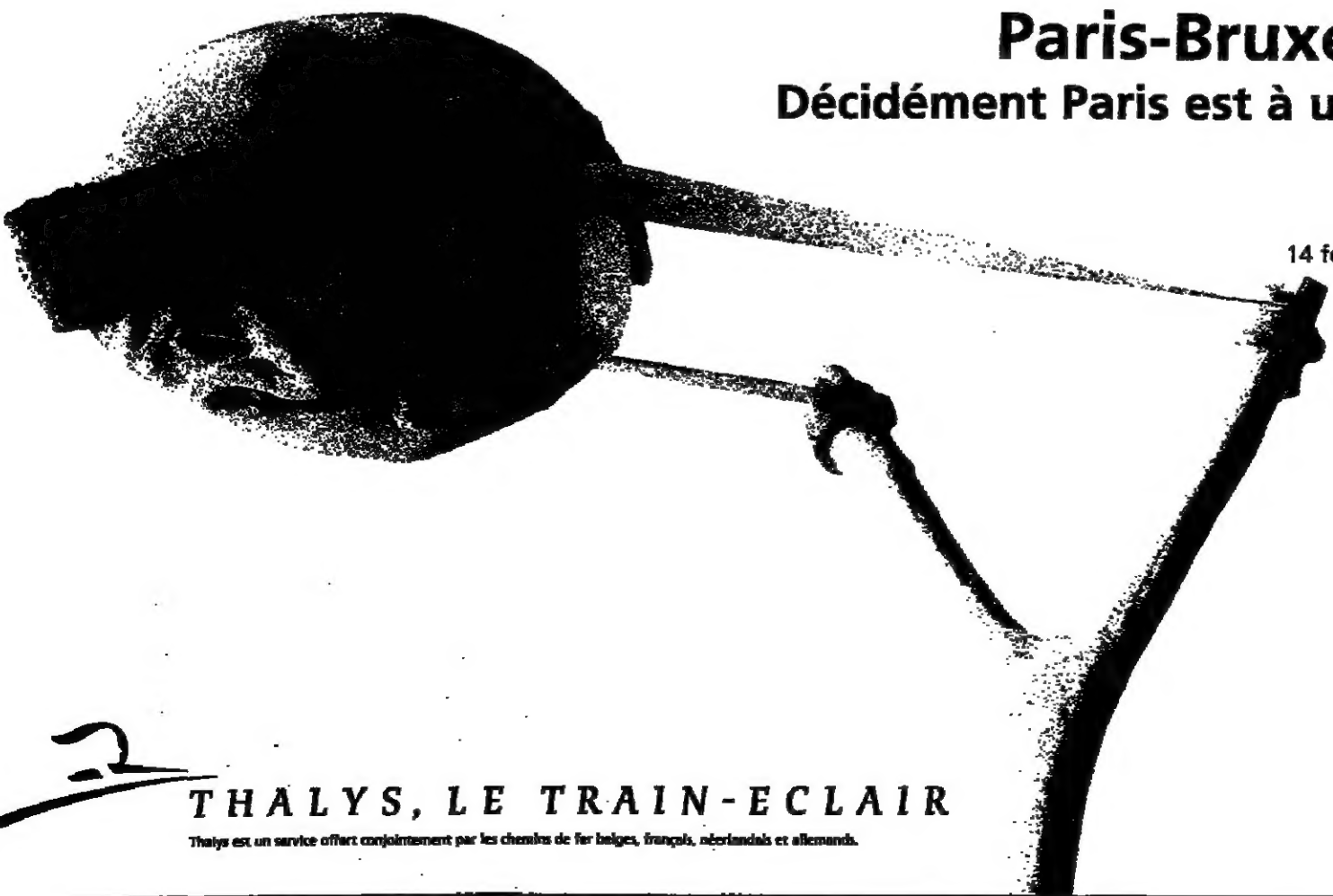
■ VATICAN : Jean Paul II a proclamé premier saint de Chine, dimanche 2 juin, le religieux lazariste français Jean-Gabriel Perboyre. Le pape a déclaré qu'il était « très proche par le cœur et par la prière » du peuple chinois et de l'Eglise de ce pays. Il a également canonisé, au cours de la même cérémonie, le bienheureux Juan Grande Roman, religieux espagnol de l'ordre de Saint-Jean-de-Dieu, mort de la peste en 1600 et auteur de la réorganisation des hôpitaux à Xérès. - (AFP)

■ CHINE : 41 « criminels » ont été exécutés, pendant la semaine du 27 mai au 2 juin, dans la seule province du Shaanxi, au centre de la Chine, a rapporté la presse. Une nouvelle campagne contre la criminalité, lancée à la fin d'avril, a déjà abouti à des centaines d'exécutions à travers le pays. Pour l'année 1994, plus de 2 000 exécutions avaient été répertoriées par Amnesty International. - (AFP)

■ AFGHANISTAN : trente personnes ont été tuées dans des combats qui ont eu lieu, samedi 1^{er} juin, dans la province du Logar, à 70 kilomètres au sud-est de la capitale, entre talibans (« étudiants en religion », intégristes) et forces du président Rabbani, a annoncé le ministère de la défense. Les milices islamiques, qui ont lancé l'offensive avec six cents hommes, auraient perdu vingt-cinq de leurs combattants. - (AFP)

Paris-Bruxelles. 2 heures. Décidément Paris est à un chou de Bruxelles.

Paris-Bruxelles en train à grande vitesse. En 2 heures, de centre à centre. 14 fois par jour, soit un départ toutes les heures de 6h30 à 19h30. Service attentionné et collation à la place, offerte en Confort 1 pendant la semaine.



THALYS, LE TRAIN-ECLAIR

Thalys est un service offert conjointement par les chemins de fer belges, français, néerlandais et allemands.

Info et réservations : 36.35.35.36 (2,23 FF la minute)
Gares et agences de voyages
Informations sur Internet : <http://www.Thalys.com>

FRANCE

LE MONDE / MARDI 4 JUIN 1996

CONJONCTURE Les chiffres de l'emploi pour le mois d'avril, rendus publics lundi 3 juin par le ministère du travail, font apparaître une baisse de 0,5 % par rapport à mars, soit

15 400 chômeurs de moins. La baisse est perceptible dans toutes les catégories, y compris les jeunes de moins de vingt-cinq ans et les personnes inscrites à l'ANPE depuis plus d'un

an. Le chômage, en hausse régulière depuis août 1995, a ainsi reculé deux mois d'affilée. **EDOUARD BALLADUR**, invité du « Grand Jury RTL-Le Monde » dimanche, a mis en cause

l'efficacité de certaines aides à l'emploi. L'ancien premier ministre a plaidé de nouveau pour la réduction des dépenses de l'Etat et des impôts. **LE RETOUR DE LA CONFIANCE** ne

passera pas prioritairement, selon Charles Pasqua, par la baisse des prélèvements. L'ancien ministre de l'intérieur défend l'idée d'un grand emprunt.

Le chômage a régressé en avril pour le deuxième mois consécutif

Le nombre des demandeurs d'emploi a diminué de près de vingt mille en deux mois, mais la faible croissance économique attendue pour le deuxième trimestre ne laisse guère espérer une reprise des embauches d'ici à l'été

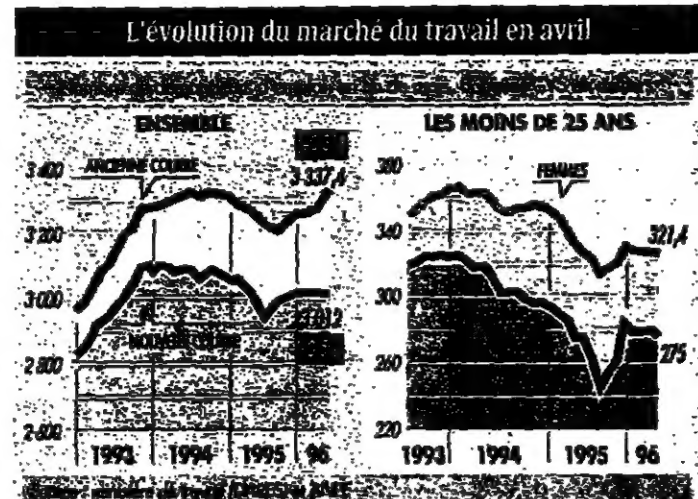
AU DÉBUT d'une semaine qui sera marquée par une forte agitation sociale dans le secteur public (lire page 20), le gouvernement a eu au moins une satisfaction relative : le recul du chômage, en avril, pour le deuxième mois consécutif. Après une baisse de 4 200 en mars, le nombre de demandeurs d'emploi a, en effet, reculé de 15 400 en avril (0,5 %) en données corrigées des variations saisonnières, selon les statistiques mensuelles publiées, lundi 3 juin, par le ministère du travail. Fin avril, le nombre total de chômeurs représentait 11,9 % de la population active au sens du Bureau International du Travail et s'élevait à 3 012 000 personnes (-0,7 % sur un an).

Il ne s'agit là que des chômeurs qui cherchent un emploi à temps plein et à durée indéterminée, et qui ont travaillé moins de 78 heures dans le mois (catégorie 1). Or, le nombre de demandeurs d'emploi ayant travaillé plus de 78 heures (catégorie 6) a forte-

ment augmenté en avril, pour atteindre 316 000. Si l'on additionne ces deux catégories, qui constituent le baromètre officiel du chômage jusqu'en août 1995, le chômage frappe 3 337 400 personnes, soit une hausse de 0,3 % entre mars et avril et de 2,2 % sur un an.

Le gouvernement se félicite, notamment, de la poursuite de la baisse du nombre de chômeurs de longue durée, qui représentent néanmoins 34,3 % des personnes inscrites à l'ANPE : il a reculé de 1 % en avril (10 500) et de 3,9 % sur un an. Il faut y voir l'effet du contrat initiative-emploi (CIE), dont le succès ne se dément pas auprès des chefs d'entreprise en raison de son caractère très attractif (réduction de 40 % du coût du Smic pendant deux ans). Ce sont environ 8 000 CIE qui sont signés chaque semaine (112 228 depuis janvier).

Le ministre du travail, Jacques Barrot, a également un autre mo-



tif de satisfaction : le léger recul du chômage des jeunes (-0,5 %), même si celui-ci touche encore 596 000 moins de vingt-cinq ans. Depuis le sommet social du 21 dé-

cembre, le premier ministre en a fait la priorité de sa politique de l'emploi. Alain Juppé réunira les partenaires sociaux le 13 juin à Matignon sur le thème de l'insér-

tion des jeunes. Il a demandé que chaque région ait, d'ici à la fin juin, signé un programme régional pour l'emploi des jeunes.

MARCHÉ ATONE

En dépit d'une baisse de 20 000 du nombre des chômeurs en deux mois, les pouvoirs publics se gardent de tout triomphalisme. Au premier trimestre, l'emploi salarié a reculé de 9 000 dans le secteur marchand non agricole, selon l'Insee, et le marché du travail a été atone, comme en témoigne, notamment, la baisse de 0,8 % des offres d'emplois enregistrées à l'ANPE. La faible croissance attendue au cours du deuxième trimestre ne laisse guère d'espoir d'une reprise de l'emploi d'ici à l'été. C'est dans ce contexte que le gouvernement prépare une réduction des aides à l'emploi. Le ministère du travail doit, comme les autres, participer à l'effort de rigueur réclamé par M. Juppé dans le cadre de la préparation du bud-

get pour 1997. Le ministre du travail reste cependant convaincu que la plupart des aides à l'emploi sont nécessaires. A commencer par la baisse des charges sociales sur les bas salaires, une mesure structurelle que tous les experts s'accordent désormais à juger très positive à moyen terme sur les créations d'emplois. M. Barrot ne souhaite pas, non plus, toucher aux aides à la formation en alternance ni aux mesures pour accompagner l'adaptation des entreprises françaises à la concurrence internationale (pré-retraites, conventions de conversion). M. Juppé cache d'ailleurs mal son irritation devant les parlementaires de la majorité qui jouent les vertueux quand il s'agit de tailler dans les aides à l'emploi, mais qui, en tant qu'élus locaux, sont les premiers à réclamer le maintien des CES (contrats emploi-solidarité).

Jean-Michel Bezat

Charles Pasqua, sénateur (RPR) des Hauts-de-Seine

« Seule une initiative du président de la République peut établir la confiance dans ce pays »

« Votre association, Demain la France, est bien silencieuse depuis un an. Existe-t-elle toujours ?

— Il était normal que dans les mois suivant l'installation de Jacques Chirac à la présidence de la République et la mise en route d'un nouveau gouvernement, nous prenions un peu de champ. Le moment me paraît venu de relancer nos activités. Demain la France redémarre. Jacques Chirac a axé toute sa campagne sur l'emploi et la restauration du pacte républicain : tout le monde comprend bien que c'est l'affaire d'un septennat. Le président a coutume de dire qu'il a le temps, ce qui est vrai ; mais la majorité, elle, en a moins, puisqu'elle sera jugée dès 1998.

« Depuis l'élection de Jacques Chirac, il y a eu deux phases, caractérisées par deux dates : le 7 mai 1995, le second tour de la présidentielle, et le 5 mai 1996, la convention nationale du RPR avec le discours d'Alain Juppé. Une nouvelle phase s'est ouverte à cette date. La différence est essentielle : le 5 mai, Alain Juppé a reconnu et affirmé que la majorité sera jugée sur le bilan de sa législature, c'est-à-dire depuis 1993.

— Souhaiteriez-vous donc que le président de la République prenne davantage en compte le rythme de la majorité, qu'il n'est pas son rythme à lui ?

— Chaque fois qu'un président de la République est élu, c'est une rupture, c'est une nouvelle phase qui commence, mais, dans la mesure où Jacques Chirac n'a pas procédé à la dissolution de l'Assemblée nationale pour constituer une majorité présidentielle ad hoc, il est conduit à assumer l'ensemble de la politique menée depuis 1993. C'est d'ailleurs logique : les électeurs jugeront l'ensemble.

— Diriez-vous que sur deux thèmes de la campagne de M. Chirac — résorption de la fracture sociale et restauration du pacte républicain — le gouvernement est sur la bonne voie ?

— Globalement, cela va dans la bonne direction. Le président de la

République a lancé un certain nombre de grandes réformes, mais l'obstacle que Jacques Chirac et le gouvernement ont d'abord à affronter est de nature économique. Le gouvernement s'assigne comme principal objectif la lutte contre les déficits et l'endettement. La question est de savoir si cela doit être le seul objectif.

— Et votre réponse ?

— La priorité, c'est la croissance et, surtout, une croissance moins chiche en création d'emplois. Voilà pourquoi je plaide pour une relance de l'investissement, seule



CHARLES PASQUA

susceptible à mes yeux de créer des entreprises et des emplois nouveaux. C'est la principale différence d'analyse entre le gouvernement et un certain nombre d'entre nous.

— Comment préconisez-vous de stimuler la croissance alors même que les moyens budgétaires sont réduits ?

— Il y a deux façons de stimuler la croissance : soit par une augmentation des salaires, ce qui aurait aujourd'hui une incidence néfaste sur l'emploi ; soit par la relance de l'investissement, qui est le maillon faible de notre croissance économique. La France n'a plus son avenir. Jamais l'investissement, privé comme public, n'a été aussi bas. Nous ne créons pas assez d'entreprises.

— Les PME et PMI n'ont pas de fonds propres. Nous avons un retard considérable dans le domaine des liaisons autoroutières, ferrées et fluviales. Si nous ne faisons rien,

dans les dix ans qui viennent, les deux tiers de la France seront marginalisés. Il y a donc de grands projets d'investissement à conduire. Ces projets existent et on ne les financera pas par l'impôt et le budget de l'Etat. On le fera par l'emprunt, en associant les Français au redressement et à l'avenir du pays.

— Pensez-vous que la confiance serait au rendez-vous ?

— Et pourquoi non ? Depuis son élection, Jacques Chirac a parfaitement réussi à redresser l'image de la France et à se donner les moyens de ce redressement sur le plan international. C'est indiscutable. Seule une initiative du président de la République peut établir la confiance dans ce pays. Il n'est pas très excitant pour les Français d'entendre que nous allons mobiliser tous nos efforts pour rembourser les dettes. C'est indispensable, mais ce n'est pas très porteur.

« Mais si on dit aux Français qu'il faut préparer l'avenir de nos enfants, qu'il faut investir pour préparer la France à la compétition internationale et qu'on leur explique à quoi sera affecté l'emprunt d'au moins 150 milliards de francs qu'on leur proposera, alors on trouvera beaucoup d'argent. On changera surtout leur état d'esprit. Je voudrais bien qu'on m'explique pourquoi une politique de grands travaux paraît indispensable, par le biais d'emprunts, au niveau européen, pour lutter contre le chômage et permettre la redynamisation de l'économie européenne, et pourquoi une politique du même ordre serait mau-

vaïse si elle était conduite en France. Un peu d'audace ne nous a jamais fait de mal.

— Que proposez-vous, concrètement, sur la réduction des dépenses publiques ?

— Dès lors qu'on veut réduire les dépenses publiques, on a le choix entre deux formules : diminuer les crédits de fonctionnement ou diminuer les crédits d'investissement. Ce qui est le plus facile, c'est de réduire les crédits d'investissement, mais on hypothèque l'avenir. La diminution des crédits de fonctionnement, c'est beaucoup

« Je ne suis pas certain que l'objectif numéro un soit la diminution des impôts. (...) La priorité des priorités, c'est la relance économique »

plus difficile. Dans notre pays, les gens considèrent qu'il y a trop de charges et trop d'impôts mais ils sont tentés, en même temps, de demander de plus en plus à l'Etat. Il y a une opération-vérité à conduire. Il faudrait arriver à un double budget de l'Etat : un budget de fonctionnement, qui doit tendre à l'équilibre, et un budget d'investissement, qui peut être financé à crédit.

— En même temps qu'il souhaite une réduction des déficits publics, le président de la République engage le gouvernement à diminuer les impôts.

— Une nouvelle fois, je ne suis pas certain que l'objectif numéro

un soit de cette nature. Les gouvernements ne sont pas sadiques, et encore moins masochistes. Dès que c'est possible, ils baissent les impôts. Il faut, certes, un moratoire, mais la priorité des priorités, c'est la relance économique. On pourra plus facilement diminuer les impôts si l'économie est prospère que si le jeu se fait à somme nulle.

— L'abandon du service national obligatoire n'était-il pas une réforme assez importante pour nécessiter un recours au référendum ?

« Je ne suis pas certain que l'objectif numéro un soit la diminution des impôts. (...) La priorité des priorités, c'est la relance économique »

— Oui, j'aurais été très favorable à un référendum sur cette question. Le président de la République s'est entouré d'avis de constitutionnalistes, qui lui ont expliqué qu'il n'est pas possible de soumettre cette idée au référendum. Je crois qu'il y avait autant de constitutionnalistes pour penser le contraire. Sur un tel sujet, l'intérêt national eût été de consulter le peuple. Qui, d'ailleurs, s'en serait offensé ?

— Si tel avait été le cas, quelle aurait été votre position ?

— Je suis favorable à la démarche de Jacques Chirac en ce qui concerne l'armée professionnelle. La base de notre défense reste la

dissuasion ; il n'est pas question pour nous de livrer des batailles de chars ou de disposer de millions de poitrines. Il nous faut une armée efficace et opérationnelle. La réforme, telle qu'elle est envisagée, nous donne cette armée.

— Le gouvernement donne l'impression de suivre deux politiques sur le dossier Corse : la fermeté exprimée par le premier ministre et le dialogue développé par son ministre de l'intérieur. Analysez-vous la situation de cette manière ?

— Ce n'est pas mon sentiment. Le gouvernement, avec son style propre, poursuit la politique que nous avions engagée en 1993. Cette politique vise, à travers l'association des représentants de toutes les sensibilités politiques, économiques et sociales de la Corse, à la définition d'un projet de développement de l'île. Parallèlement, j'avais engagé le dialogue avec tout le monde pour inciter à l'abandon de la violence. Cette politique a été suivie, avec un peu de décalage, par le gouvernement actuel. Le problème est qu'il n'y a pas au gouvernement une personnalité investie de tous les pouvoirs concernant la Corse : c'est une lacune qu'il faudrait combler.

— Le ministre de l'intérieur ne peut-il pas jouer ce rôle ?

— Le ministre de l'intérieur ne peut pas jouer ce rôle pour une raison simple : j'étais, moi-même, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire ; en outre, un conseil interministériel avait arrêté une ligne politique et j'étais chargé d'assurer la conduite de cette politique. Aujourd'hui, le ministre de l'intérieur se trouve dépourvu de l'aménagement du territoire, il a également perdu la direction des collectivités locales. Il n'est donc pas dans une situation qui lui permette d'être cet interlocuteur, sauf pour le gouvernement à l'habiller.

« En tout état de cause, on ne peut pas accepter ce qui se passe à l'heure actuelle : les gendarmes mitraillés, les représentants de l'Etat menacés, etc. Il faut donc que les gens retrouvent leurs esprits mais je crois aussi qu'on ne peut pas attendre encore très longtemps avant de remettre les choses à plat. Il faudrait — je l'ai dit au premier ministre — dissoudre l'Assemblée de Corse et organiser de nouvelles élections. Ainsi, on verrait qui représente qui.

— De façon assez récurrente, la rumeur d'un remaniement ministériel revient sur le devant de la scène. Fréquemment, on évoque votre nom.

— Ah, les braves gens ! »

Propos recueillis par Jean-Louis Andreani et Olivier Biffaud

M. Balladur doute de l'utilité de certaines aides à l'emploi

À LA VILLE de la présentation des grandes lignes de la réforme fiscale du gouvernement, l'ancien premier ministre, Edouard Balladur, a indirectement mis en garde, dimanche 2 juin, son successeur à Matignon, Alain Juppé. « Il y a des années qu'on parle aux Français de baisse des impôts. On ne les convaincra pas que c'est vrai par des demi-mesures, a-t-il déclaré au « Grand Jury RTL-Le Monde ». L'économie redémarrera vraiment quand les Français auront davantage d'argent à investir et à consommer (...). Nous devons absolument avoir une réduction des dépenses suffisante pour pouvoir réduire les déficits et baisser les impôts. (...) Je pense que, dès le budget de l'année prochaine, il faudrait faire baisser les impôts d'au moins 20 milliards de francs et réduire les dépenses d'environ 60 milliards de francs. Évoquant les choix à faire en matière d'économies budgétaires,

le rival malheureux de Jacques Chirac à l'élection présidentielle a indiqué qu'il n'était « pas du tout sûr que toutes les dépenses présentes comme utiles pour la lutte pour l'emploi soient efficaces ». M. Balladur juge « beaucoup plus utile » de pourvoir « la baisse des charges sur les salariés les moins qualifiés pour favoriser l'emploi ». « Il faut rendre l'espoir aux Français », a-t-il expliqué, tout en observant que « la France ira mieux si nous acceptons de faire un certain nombre d'efforts ». « Mais, a-t-il ajouté, c'est très difficile. (...) Dès que l'on veut changer les choses, on heurte les intérêts en place. »

Au sein de la majorité, Alain Madelin, qui était l'invité de France 3 dimanche soir, s'est également montré critique sur l'action économique du gouvernement. « La politique économique menée ne me paraît pas à la hauteur », a déclaré le député (UDF) d'Ille-et-

Vilaine, ancien ministre de l'économie. M. Madelin juge utile la construction d'une alternative à l'intérieur de la majorité. « Si on veut éviter l'alternance, il faut préparer l'alternative à l'intérieur de la majorité », a-t-il dit, en précisant qu'il s'y emploie à travers son mouvement Idées-Action.

« J'aimerais proposer à ceux qui sont découragés un autre projet », a ajouté M. Madelin. Selon lui, « il faut faire repartir la machine économique en baissant les impôts d'abord ». Il a souligné que les économies budgétaires doivent « être le résultat de réformes » et il a expliqué que les réductions de dépenses interviennent avec « un an de retard ». « Le candidat Chirac avait parlé d'une politique sur deux pieds : l'assainissement des finances publiques et les réformes. Pour le moment, on a le premier. J'attends le second », a ajouté M. Madelin.

Institut supérieur de technologie et de management
Paris La Défense

En 1^{re} année
ADMISSION BAC + 1

En 2^e année
ADMISSION BAC + 2

En 3^e année
ADMISSION BAC + 3

En 4^e année
ADMISSION BAC + 4

Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris

Rôle Universitaire Liberté de Visu 72916 Paris La Défense Cedex

Téléphone : (1) 41 16 73 55

Diplôme BAC + 4

Le Parti socialiste veut rendre permanente sa « concertation » avec les associations

Des « Assises citoyennes » se sont réunies dans soixante-quinze départements

Dressant un bilan positif des « Assises citoyennes » qu'il a organisées samedi 1^{er} juin, le Parti socialiste estime qu'il a réussi à renouer le

dialogue avec le mouvement associatif - ce qui était son principal objectif -, tout en s'étant assuré une bonne participation des autres partis

de gauche. Tenues dans soixante-quinze départements, les réunions n'ont rassemblé qu'un nombre modeste de participants.

SECRÉTAIRE NATIONAL chargé des relations extérieures du Parti socialiste, Jean-Christophe Cambadélis a dressé, dimanche 2 juin, un bilan positif des « Assises citoyennes » organisées, la veille, dans soixante-quinze départements (Le Monde daté 2-3 juin).

M. Cambadélis, qui présentera un rapport sur ces Assises (dont certaines se réunissent lundi) le 8 juin au conseil national, veut créer « un espace de concertation permanente » avec les associations, principalement à travers les militants de gauche qui y participent. Localement, des conseils de la vie associative devraient être constitués, un peu sur le modèle des comités d'initiative et de consulta-

tion d'arrondissement (CICA) prévus par la loi PLM, pour Paris, Lyon et Marseille.

A Paris, les maires de gauche recherchent, depuis un an, de nouvelles formes de dialogue avec la population de leurs arrondissements, soit à travers les associations, soit par quartier. Nationalement, M. Cambadélis devrait proposer de créer, avec le mouvement associatif, un comité économique et social auprès du PS. Cette suggestion avait été approuvée, en octobre 1995, lors de la consultation qui avait conduit à l'élection de Lionel Jospin au poste de premier secrétaire, par 81,98 % des militants socialistes. Il ne reste plus qu'à la mettre en œuvre, alors

que la mise en place d'un « quart social » au sein du conseil national n'a pas répondu aux attentes du PS.

Lors des Assises citoyennes, selon le bilan de M. Cambadélis, les communistes ont insisté sur la démocratie dans l'entreprise, les écologistes sur la représentation des femmes sur les listes électorales et le vote des étrangers aux élections municipales. « Le renouvellement des élites de la gauche a été fortement demandé », a souligné M. Cambadélis, en observant que, « partout, le refus du cumul des mandats (aussi bien dans le temps qu'au niveau des postes) a été exprimé ». Dans le Doubs, des participants ont affirmé, par exemple,

que la démocratie ne devait pas se confondre avec la « gérontocratie ».

A Paris, deux cents personnes ont participé, samedi, à des Assises sur la démocratie à la mairie du XX^e arrondissement. « Nous ne croyons pas que la démocratie soit un luxe ou un supplément d'âme d'un projet qui serait par ailleurs dissous dans la pensée unique », a affirmé Jean-Marie Le Guen, premier secrétaire fédéral de Paris.

Pour Martine Durlach (PCF), qui a plaidé pour « un changement des méthodes et du contenu de la politique », il faut que « les citoyens soient des acteurs et des décideurs et ne se trouvent plus à la remorque des élus-majors ». « La souveraineté populaire est aujourd'hui à reconquérir », a affirmé Jean-Yves Auteuxier, pour le Mouvement des citoyens, tandis que Didier Claude, pour les Verts, insistait sur la nécessité de « redonner » non pas seulement la parole mais « le pouvoir ».

Président de Droit au logement (DAL), Jean-Baptiste Eyraud a surtout exprimé ses inquiétudes : « Je sens venir, a-t-il dit, une attitude de rejet à l'égard des pauvres. » Il a mis en cause les arrêtés « anti-émiettement » pris l'été dernier par des maires de gauche à La Rochelle, Pau ou Tarbes. En conclusion de ce débat, jugé « trop poll » par une intervenante, Bertrand Delanoë, sénateur de Paris, a vu dans la démocratie, à la fois, « un besoin social immense » et « une idée moderne ».

Leçons de démocratie courtoise dans le Val-de-Marne

LE TON était résolument à la courtoisie, samedi 1^{er} juin, dans le vieux centre sportif Léo-Lagrange d'Alfortville, aux murs jaunes défraîchis, où se tenaient les « Assises citoyennes » du Val-de-Marne.

Au premier rang, l'ancien secrétaire général du Parti communiste, Georges Marchais a pris place, entouré de Nicolas Marchand, son « fils spirituel » et patron de la fédération départementale du PC, et de Guy Rouquet, un des chefs de file du PS val-de-marais.

Du vote des étrangers aux élections locales au DSQ (développement social des quartiers), le débat sur la démocratie locale rouvrant. Le PCF a choisi de mettre l'accent sur la démocratie sociale. Stôt le débat lancé, M. Marchais lève le doigt et prend la parole. « Pour notre part, nous avons - dans un processus qui s'est déroulé de 1976 à aujourd'hui - mis la démocratie au centre de tout ce qu'est le Parti communiste aujourd'hui », lance-t-il. L'assistance écoute sans piper mot. « C'est pourquoi il est difficile de hacher le dé-

bat. Car la démocratie n'est pas un supplément d'âme. » CQFD. Des syndicalistes (CGT, CFDT, FO, FEN) prennent le relais. « Le mouvement syndical doit être totalement indépendant des partis », lâche M. Marchais avant de s'éclipser. Une responsable de FO juge *mezzo voce* qu'elle pourrait reprendre une telle citation...

La seule escarmouche sera interne au PS. Pressée de conclure par le modérateur, Henri Israël, journaliste à CQFD-Magazine, Laurence Rossignol, une responsable de la Gauche socialiste, se cabre. « J'interviendrai dans les quatre débats », dit-elle. « Je suis un stalinien autogestionnaire », réplique M. Israël. « C'est une insulte », proteste M^{me} Rossignol. « Non, c'est une plaisanterie », répond le modérateur.

Arrive Roger-Gérard Schwartzberg, de Radical. Il avise une chaise vide au premier rang et s'y assoit. C'était la chaise de M. Marchais.

Alain Beauvillier

Michel Noblecourt

La création de REAL esquisse une autre recomposition de la gauche

MARSEILLE

de notre envoyée spéciale Pour le Mouvement des citoyens (MDC) de Jean-Pierre Chevènement, les communistes refondateurs de Futurs, la gauche radicale de la Convention pour une alternative progressiste (CAP), les écologistes (Verts, CES, AREV) et les trotskistes de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), c'était un « mini-événement ».

Trois cents élus, réunis à Marseille samedi 1^{er} et dimanche 2 juin, ont fondé REAL (Rencontre des élus et acteurs locaux), la première fédération « unitaire » d'élus. Jusqu'à la nomination du président délégué, Marcel Trigon, maire d'Arcueil et membre de

l'exécutif de la CAP, tout s'est déroulé dans une ambiance « franchement cordiale, malgré tout ce qu'il y a eu dans le passé », selon la formule de Gaston Viens, maire d'Orly (Val-de-Marne) et ex-communiste.

ÉLUS ET ACTEURS LOCAUX

Association d'élus et d'acteurs locaux de la gauche « alternative, citoyenne et écologiste », REAL se veut un lieu de « débat et de travail ». Un premier rendez-vous a été pris pour novembre, avant le congrès de l'Association des maires de France, pour débattre de ce qui « se joue dans la loi de finances 1997 », notamment en matière culturelle et, « faire surgir,

en matière d'emploi, d'économie, de développement, des pratiques nouvelles », a expliqué Christian Proust, président (MDC) du conseil général du Territoire de Belfort.

REAL, qui s'appuie sur les élus de la CAP, du MDC et de Futurs et réunit des dirigeants comme Patrick Braouezec, Jean-Pierre Brard, Charles Fiterman, Marcel Rigout, mais aussi Georges Sarre, Dominique Voynet ou Madeleine Blandin, vise « raisonnablement » 5 000 adhérents.

« On ne peut pas rassembler les élus pour après présenter des candidats les uns contre les autres », a noté Christian Piquet (LCR), à l'issue des rencontres, en faisant allu-

sion aux élections législatives, régionales et cantonales de 1998. Le maire d'Arcueil, Jean-Pierre Brard, a parlé de « nouvelle démarche ». « Nous constituons une masse critique qui refuse de se mettre en orbite du PC ou du PS », a souligné Joël Batteux, maire de Saint-Nazaire (MDC).

M. Proust est allé plus loin : « Si nous ne souhaitons pas une dynamique politique nouvelle, REAL n'intéresserait pas autant. Il faut remettre en cause les anciens outils de l'alternance, le PC et le PS, pour qui nous ne pensons rien. » L'humanité de 3 juin ne consacre pas une ligne à « l'événement »...

Ariane Chemin

« Il faut tuer son ennemi », affirme un représentant du FN

SELOIN SERGE DE BEKETCH, responsable de la communication à la mairie FN de Toulon, « la droite nationale » n'a pas d'adversaire, mais « des ennemis » qu'« elle ne peut pas battre avec des gants de mousse ». Affirmant qu'« il faut tuer son ennemi », M. de Beketch a précisé, lors de la journée culturelle du Front national de la jeunesse, organisée samedi 1^{er} juin à Paris, que « la droite israélienne a tué Rabin et a gagné les élections. Je ne veux pas dire qu'il faut tuer Chirac, mais il faut cesser d'avoir du respect pour l'ennemi ».

M. de Beketch réagissait ainsi à son placement en garde à vue, jeudi 30 mai, pour ne pas s'être présenté devant le juge Robert Tchalian, qui l'avait convoqué dans le cadre d'une instruction judiciaire ouverte à propos d'un article publié dans le *Libre journal*, publication dont M. de Beketch est le directeur.

DÉPÊCHES

■ CORSE : Hervé Gaymard, secrétaire d'Etat à la santé, a estimé, dimanche 2 juin, au Forum de Radio J, que la récente déclaration de Raymond Barre sur le problème corse - « Si les Corses veulent leur indépendance, qu'ils la prennent » - pouvait contribuer à « clarifier ce dossier ». De son côté, Edouard Balladur, député RPR de Paris, a déclaré au « Grand jury RTL-Le Monde » que « la Corse, c'est la France et la République d'une manière intangible ». M. Balladur a précisé qu'il n'était pas favorable « à ce que chacun puisse disposer de sortir ou non de la France ».

■ CRITIQUES : Jack Lang, estimant que le Parti socialiste doit retrouver « l'enthousiasme réformateur de 1981 », critique vivement, dans un entretien au *Journal du dimanche*, le comportement de ses anciens collègues au gouvernement. « Ils avaient peur de leur ombre. Je ne veux pas revivre cela, le spectacle de responsables, le cul serré sur leur fauteuil, attendant que l'orage passe, paralysés par la moindre initiative. Ils avaient le trouillomètre à zéro », affirme l'ancien ministre socialiste de la culture.

■ RADICAL : Bernard Kouchner, président délégué de Radical, tout en affirmant que sa formation « doit présenter au moins cinquante candidats sérieux » pour les élections législatives de 1998, dimanche 2 juin sur TF 1, au cours de l'émission 7 sur 7, a estimé qu'il faut « taxer la richesse, organiser la semaine de quatre jours et casser les villes ». « Les cités du désespoir, cela ne se repeint pas », a précisé l'ancien ministre.

Le RPR bien placé dans le canton de Mareuil (Dordogne)

FRÉDÉRIC DE SAINT-SERNIN, député, délégué général du RPR pour les élections, arrive en tête au premier tour de l'élection cantonale partielle destinée à pourvoir au remplacement de Raymond Roland (UDF), décédé, dans le canton de Mareuil (Dordogne). Part favori, il distance son principal adversaire, le socialiste et ancien maire de Mareuil, Gérard Tura, dans ce canton traditionnellement ancré à droite. Mais M. de Saint-Sernin n'a pas réussi à convaincre tous les électeurs de la majorité, puisqu'une partie d'entre eux ont préféré un homme du pays, le divers-droite Serge Biche. Le score de celui-ci lui permet de se maintenir au second tour. Dimanche soir, il indiquait ne pas avoir encore pris sa décision.

DORDOGNE

Canton de Mareuil (1^{er} tour).

L. 2 934 ; V. 2 159 ; A. 26,41 % ; E. 2 065. Frédéric de Saint-Sernin, RPR, d., 826 (40,00 %) ; Gérard Tura, PS, 497 (24,06 %) ; Serge Biche, div.d., 426 (20,62 %) ; Francis Irtan, PC, 244 (11,81 %) ; Michel Courtois, FN, 61 (2,95 %) ; Claude Garoutte, MPF, 11 (0,53 %).

[20 mars 1994 : L. 3 048 ; V. 2 385 ; A. 21,75 % ; E. 2 287 ; Raymond Roland, div.d., 749 (32,75 %) ; Yves Bernard, CNI, 681 (29,77 %) ; Jean-Marc Brejassou, PS, 547 (23,91 %) ; Francis Irtan, PC, 187 (8,17 %) ; Alain de Raffray, FN, 123 (5,37 %).]

■ MUNICIPALE : la liste conduite par André Rouvière, sénateur (PS) du Gard, est arrivée en tête du premier tour de l'élection municipale organisée, dimanche 2 juin, à Bessèges (Gard). Avec 987 voix (45,97 %), elle ne devance que de 39 suffrages la liste de Jacques Saint-Etienne (div.d.), qui est soutenue par Jacques Blanc (UDF-PR), député de Lozère et président du conseil régional. Une troisième liste, conduite par Yves Lobler (divers), obtient 9,87 % des voix. L'élection de juin 1995, remportée par M. Rouvière, avait été invalidée par le Conseil d'Etat en raison de la candidature, lors de ce scrutin, de l'ancien maire Roland Asporid, déclaré inéligible par une décision de justice.



Paris-Bruxelles. 2 heures.

Comme quoi Bruxelles est à un champignon de Paris.

Paris-Bruxelles en train à grande vitesse.
En 2 heures, de centre à centre.
14 fois par jour, soit un départ toutes les heures de 6h30 à 19h30.
Service attentionné et collation à la place, offerte en Confort 1 pendant la semaine.

THALYS, LE TRAIN-ECLAIR

Thalys est un service offert conjointement par les chemins de fer belges, français, néerlandais et allemands.

Info et réservations : 36.35.35.36 (2,23 FF la minute)
Gares et agences de voyages
Informations sur Internet : <http://www.Thalys.com>

IMMIGRATION Le ministre du travail et des affaires sociales, Jacques Barrot, assure que le dossier « est à l'étude ». Depuis plusieurs années pourtant, l'Etat est systéma-

tiquement condamné pour refuser le versement de certaines prestations sociales à des étrangers non ressortissants de la Communauté européenne. ● Après avoir travaillé et

cotisé en France plusieurs dizaines d'années, ces étrangers ne peuvent avoir accès à l'allocation adulte handicapé et au minimum vieillesse. Ces deux prestations sont financées par

le budget de l'Etat, fait valoir le gouvernement. La Cour de justice de Luxembourg et les tribunaux français estiment en revanche que le « principe d'égalité » doit être res-

pecté. ● C'est contre la « maltraitance administrative » qu'ont manifesté, ce week-end à Nantes plusieurs associations soutenant des parents étrangers d'enfants français

L'Etat persiste à refuser certaines prestations sociales aux étrangers

De multiples condamnations par les tribunaux français et la Cour de justice de Luxembourg n'y ont rien fait. Le gouvernement continue à interdire le versement de l'allocation adulte handicapé et du minimum vieillesse aux ressortissants non communautaires

DEPUIS des années, l'Etat refuse de payer à des dizaines de milliers d'étrangers les prestations sociales auxquelles ils ont droit. En toute illégalité, les caisses d'assurance-maladie et les caisses d'allocation familiales délient aux ressortissants non communautaires l'accès à l'allocation adulte handicapé (AAH) et au minimum vieillesse. Les personnes concernées gagnent procès sur procès ; les associations d'aide aux immigrés et de défense des handicapés multiplient les démarches auprès des pouvoirs publics ; les professionnels tentent, comme encore le mardi 28 mai lors d'un colloque organisé à Paris par l'Observatoire gérontologique des migrations, de faire connaître ce « véritable déni de droit ». Rien n'y fait. Jeudi 31 mai, le ministère des affaires sociales reconnaissait qu'il existait « une contradiction majeure entre le droit et notre pratique », mais ignorait « quand ce problème pourrait être réglé ».

Sous des allures complexes, le dossier est pourtant des plus

simples. Nul absence de carte de séjour n'est ici en cause. Pas davantage un quelconque retour au pays, qui pourrait mettre fin au versement d'une prestation. Non, les travailleurs immigrés concernés vivent en France, en toute régularité, et ont travaillé des dizaines d'années dans ce pays. Les uns souffrent aujourd'hui d'un handicap leur donnant droit à l'allocation adulte handicapé (AAH) d'un montant de 3 992,25 francs par mois. Les autres ont simplement atteint l'âge de la retraite, mais comme de nombreux Français, disposent de ressources si faibles que la loi prévoit de leur attribuer une allocation supplémentaire - le minimum vieillesse (40 707 francs par an pour une personne seule) - au titre du Fonds national de solidarité (FNS).

Seulement ces prestations - plusieurs centaines de millions de francs - ne proviennent pas, comme les retraites ou l'assurance-maladie, de cotisations sociales versées par les salariés eux-mêmes, l'administration fait la sourde oreille.



L'AAH comme le FNS sont en effet pécuniés dans le budget de l'Etat. Pour les pouvoirs publics, leur attribution ne doit donc pas être considérée comme relevant de l'« assurance sociale », mais simplement de l'« assistance sociale ». C'est pourquoi le code de la Sécurité sociale n'envisage leur versement aux étrangers que « sous réserve de la signature de conditions internationales de réciprocité ».

Assurance, assistance... Cette distinction a été plusieurs fois battue en brèche. Le 22 janvier 1990, le Conseil constitutionnel a censuré la nouvelle rédaction de l'article L815-5 du code de la Sécurité sociale, qui excluait du bénéfice du FNS les ressortissants de pays non signataires de conventions de réciprocité avec la France. Le conseil estimait alors que l'Etat devait respecter les principes fondamentaux d'une Constitution qui, dans son préambule, « garantit à tous, notamment à l'enfant, à la mère et aux vieux travailleurs, la protection de la santé et la sécurité matérielle ».

RESPECT DES ACCORDS

Les gardiens de la Constitution n'ont pas été les seuls à agir. Dans trois arrêts datant de 1987, 1991 et 1994, la Cour de justice des Communautés européennes de Luxembourg a condamné la France. Invoquant chaque fois le « principe d'égalité », elle a en outre invité le gouvernement français à respecter les accords passés entre l'Union européenne et une douzaine de pays, parmi lesquels l'Algérie, la Tunisie, le Maroc et la Turquie - des accords qui, tous, prévoient une réciprocité dans les

prestations sociales comme le FNS et l'AAH.

Restait la Cour de cassation. Le 7 mai 1991, elle a condamné la caisse primaire d'assurance-maladie de Grenoble qui refusait le bénéfice des prestations du FNS à un retraité algérien. Invoquant l'accord de coopération CEE-Algérie, la Cour a précisé que « le ressortissant algérien résidant en France et relevant du régime de sécurité sociale français [avait] droit aux prestations de ce régime et à celles qui en sont accessoires dans les mêmes conditions que les ressortissants français ». Ce fameux arrêt Mazari a depuis fait jurisprudence. Les associations ont ainsi recensé plus de cent cinquante décisions des tribunaux. Toutes vont dans le même sens, condamnant l'Etat à verser tantôt l'intégralité du minimum vieillesse, tantôt l'AAH.

Ces condamnations ne sont pas restées sans effet. Le 17 février, une circulaire ministérielle est venue trancher les conclusions des revers juridiques enregistrés. Signée du directeur de la Sécurité sociale, elle invite les caisses à verser l'allocation à ceux des étrangers non communautaires « qui se verraient reconnaître des droits à la suite d'actions contentieuses ». En d'autres termes, et comme le dira clairement le directeur adjoint de la Caisse nationale d'allocation familiales dans une lettre-circulaire à ses agents (lire ci-contre), on attendra que les Algériens, Marocains, Tunisiens ou Turcs aient

entamé un recours en justice pour leur verser l'allocation qui leur revient.

Le 11 avril 1994, le député centriste de la Haute-Loire Jacques Barrot interrogeait le gouvernement sur les raisons de telles « pratiques » : le ministre des affaires sociales de l'époque, Simone Veil, lui assura « réfléchir » à une « extension » du bénéfice de ces allocations mais expliquait qu'elle « comporterait des incidences financières immédiates très fortes qui seraient à la charge intégrale du budget de l'Etat ». Dix-huit mois plus tard, c'est au tour du député communiste Alain Bocquet de demander au gouvernement, le 2 octobre 1995, comment il entend faire « respecter le principe d'égalité » : le ministre de la santé publique, Elisabeth Hubert, répond en expliquant que la France « étudie actuellement » les moyens de « traduire dans l'ordre juridique français la jurisprudence de la Cour de justice des Communautés européennes ».

Depuis, Jacques Barrot a hérité l'intégralité du dossier de l'assurance-maladie. Interrogé vendredi 31 mai par *Le Monde*, le ministre du travail et des affaires sociales nous a fait savoir que le dossier était « à l'étude » et qu'« une réforme devrait voir le jour ». De quelle nature ? A quelle échéance ? Le cabinet du ministre n'a pu fournir aucune précision.

N. H.

« Ce droit ne peut être reconnu qu'après réclamation »

Le 29 juin 1995, le directeur adjoint de la Caisse nationale d'assurance-maladie (Cnam) informe ses agents, dans une lettre-circulaire, des conclusions qu'il convient de tirer de la jurisprudence sur l'allocation adulte handicapé (AAH). « En l'état actuel des choses, explique-t-il, il n'est toujours pas possible d'ouvrir droit à l'AAH en faveur des ressortissants maghrébins ou turcs. Ce droit ne peut être reconnu qu'après réclamation. » Développant sur deux pages les arguments invoqués par la Cour de justice européenne pour exiger l'extension de l'AAH aux étrangers et rappelant que la justice française a déjà condamné les caisses primaires, il conclut : « S'agissant de personnes susceptibles de se voir reconnaître un droit par le tribunal (...), il convient dans toute la mesure du possible que les commissions de recours amiables statuent favorablement afin d'éviter les contentieux inutiles. »

Mobilisation à Nantes contre « la maltraitance administrative »

NANTES
de notre correspondant
Le cas d'étrangers, parents d'enfants français demandant la régularisation de leur situation, a mobilisé bien au-delà du cercle habituel, samedi 1^{er} et dimanche 2 juin à Nantes. Soixante-quinze personnes, membres de la Coordination 44 pour le droit des immigrés à vivre en famille, ont effectué un jeûne d'une durée de vingt-quatre heures sur les marches de la cathédrale. Chacun portait un brassard affichant un numéro symbolisant l'un des dossiers présentés au préfet de Loire-Atlantique, Charles-Noël Hardy, le 28 février.

« Nous lui demandons simplement d'utiliser les circulaires de mai et juin 1995 permettant les régularisations. Il nous a dit que les cas simples seraient traités en trois semaines et les cas compliqués en deux ou trois mois. Aujourd'hui, un seul dossier a été régularisé. Les autres familles continuent de vivre dans le non-droit », explique Philippe Gautier, au nom de la Coordination.
L'évêque de Nantes, M^{re} Emile Marcus ainsi que Jacques Floch, député (PS) de Loire-Atlan-

tique et plusieurs conseillers municipaux de Nantes ont apporté leur soutien à la Coordination 44 par ailleurs appuyée par trente-trois associations, syndicats et partis de gauche. Pour Elise Serres de l'association Cimade, le vide juridique dans lequel sont laissés les parents « ni expulsables, ni régularisables » n'est qu'une « maltraitance administrative » dont les premières victimes sont les enfants.

DES CAS SOUS-MONTÉS EN ÉPIQUE

Les arguments juridiques et la ligne de conduite du préfet ne tiennent pas, à ses yeux, quand une mère étrangère doit chercher une pharmacie acceptant d'être payée plus tard pour des médicaments nécessaires à l'enfant qui n'a pas de Sécurité sociale, quand une famille doit vivre avec 1 400 francs par mois d'aide à l'enfance sans espoir de travail faute de papiers, quand un père marocain est bloqué chez lui depuis quatorze mois et une mère turque chez elle depuis trois ans parce qu'elle est allée demander dans leur pays un visa d'établissement pour obtenir un permis de séjour en France. Les « faux

certificats de naissance » évoqués par la préfecture ne sont que « quelques cas isolés montés en épingle pour semer le doute dans la population ». Certes, quarante cas ont été régularisés depuis un an et demi à Nantes sur les cent cinquante dossiers examinés et l'instruction est longue, explique la préfecture. Mais la Coordination 44 répond qu'ailleurs en France tous les cas sont régularisés et met en exergue le cas des Guinéennes, nombreuses à Nantes : « Il existe une circulaire demandant aux préfets de faire valider les papiers de l'administration guinéenne par l'ambassade de France à Conakry. Celle-ci répond que ce n'est pas de son ressort. »

« L'expulsion des parents d'enfants français en situation irrégulière n'étant plus possible par la contrainte, ils veulent que les étrangers partent d'eux-mêmes, assure la Coordination 44. Ce qui oblige les enfants et les conjoints français à quitter leur pays, les couples à se séparer ou les enfants restant en France à être pris en charge par la DASS ».

Alain Favreau

COMMENTAIRE CYNISME OFFICIEL

Peut-on être pauvre ou malade lorsque l'on est immigré ? L'attitude du gouvernement français sur le dossier des prestations sociales aux étrangers laisse clairement entendre que non. Voilà en effet des années que l'Etat s'obstine à refuser à des dizaines de milliers de personnes un droit que leur ont pourtant reconnu les plus hautes juridictions françaises et internationales. Des années qu'il alterne mauvaise foi et cynisme, invoquant devant les usagers des arguments juridiques qu'il sait inexacts, et devant les tribunaux ou les spécialistes des contraintes de calendrier des plus fastidieuses. Vendredi 31 mai, encore, l'entourage du ministre des Affaires sociales, Jacques Barrot, assurait que « l'extension de l'allocation adulte handicapé (AAH) et du Fonds national de solidarité (FNS) aux ressortissants étrangers ne pourrait se faire que dans le cadre d'une réforme globale du minimum vieillesse ».

La réalité est bien différente.

Radicalement même, si l'on en croit la direction de la Sécurité sociale, qui assure que « la réforme du minimum vieillesse est prête » et qu'« il ne manque plus qu'une décision politique sur l'attribution de l'AAH et du FNS aux étrangers ». Mais cette décision, apparemment inéluctable, irait à l'encontre de toute la politique menée actuellement par le gouvernement. Loin de réaliser des économies budgétaires, elle coûterait à l'Etat des centaines de millions de francs. Pire encore : à l'heure où les droits des étrangers sont assimilés à autant d'incitations à l'immigration clandestine, on aurait l'air de baisser la garde devant ce que l'on se plaît aujourd'hui à présenter comme un véritable fleau.

Alors l'Etat attend. Comme attendant quelques centaines d'étrangers dont les recours devant les tribunaux continueront à trouver une issue favorable. Mais à côté, des dizaines de milliers d'autres - travailleurs handicapés, retraités - continuent d'ignorer leurs droits.

Nathaniel Herzberg

L'Insee note la bonne insertion professionnelle des jeunes Portugais

Moins qualifiés que les Français, ils souffrent cependant moins du chômage

RAFAL
Face à la paroisse St-Lazare
Habille les hommes
GRANDS FORTS
15, place du Havre
Paris 06 - Tél. 42.87.34.64
COP 8000 - NICE
14, av. J. Médecin
LYON - PARY
80, rue E. Herriot

PREMIÈRE COMMUNAUTÉ étrangère par son nombre - sept cent trente mille personnes -, les Portugais occupent une place à part dans le paysage de l'immigration en France. Les jeunes, en particulier, se distinguent par un niveau d'études peu élevé et, cependant, par une insertion professionnelle relativement facile. Une étude de l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee), issue de la vaste enquête sur l'intégration des populations d'origine étrangère menée par l'Institut national d'études démographiques (INED), précise les mécanismes de leur insertion.

L'écrasante majorité des Portugais vivant en France - six cent mille personnes - sont des immigrés entrés en France pour la plupart depuis plus de vingt ans. Mais cette population compte aussi 130 000 jeunes nés en France de parents nés au Portugal. Les différences entre les jeunes

immigrés (140 000 sont âgés de vingt à vingt-neuf ans) et cette « deuxième génération » éduquée à la française témoignent de l'insertion en cours. La majorité des jeunes immigrés parlent portugais avec leurs parents alors que les enfants nés en France ne sont que 15 % à le faire. Les deux catégories se rejoignent par leur faible niveau de scolarité : la moitié ne dépasse pas le niveau CAP ou BEP. Seuls 11 % des jeunes immigrés et 20 % des Portugais nés en France poursuivent des études supérieures alors que la moyenne nationale est de 32 %.

Paradoxalement, ce peu d'engagement pour les études ne semble pas constituer un handicap à l'heure de la recherche d'un travail. Les jeunes Portugais attendent même leur premier emploi moins longtemps que les Français : 55 % d'entre eux l'ont recherché pendant moins d'un an alors que la moyenne nationale n'atteignait que 48 %. La tradition de l'emploi direct dans une entreprise de bâtiment familiale semble encore être vivace puisque 25 % des jeunes Portugais nés en France sont employés dans le BTP, une proportion double de celle des Français. Pourtant, le secteur tertiaire est aujourd'hui le premier employeur de jeunes Portugais alors que l'industrie se montre moins accueillante ou moins convoitée.

Plus précoces dans l'emploi, les jeunes Portugais sont aussi relativement protégés du chômage. Les immigrés, qui sont les moins qualifiés, se distinguent par un niveau d'emploi particulièrement élevé (93 % entre vingt et vingt-neuf ans), alors que ceux qui sont nés en France, dont le parcours tend à se banaliser, ont un taux de chômage plus haut mais qui reste inférieur à la moyenne française, sauf pour les filles.

Philippe Bernard

Le site Internet de Polytechnique a été fermé à la suite d'intrusions

Les auteurs des troubles auraient été interpellés en Israël

Le site Internet de l'Ecole polytechnique a été fermé durant le week-end de la Pentecôte. Un fait rarissime sur le réseau informatique. Les pirates, localisés en Israël,

avaient trouvé l'accès à tous les ordinateurs du site, qui dépend du ministère de la défense. Une mise en alerte rapide du réseau a permis de limiter les dégâts.

LES RESPONSABLES de plusieurs sites universitaires français reliés au réseau Internet sont sur le qui-vive. Depuis trois semaines, leurs ordinateurs sont l'objet d'intrusions massives et répétées. Ces attaques ont amené les responsables de l'Ecole polytechnique à fermer leur site durant le week-end de la Pentecôte, l'hôpital ainsi du reste de la communauté Internet. Une attitude rarissime dans ce monde du cyberspace où la libre circulation est la règle.

L'origine géographique du ou des auteurs de troubles a pu être identifiée. Le pirate serait situé en Israël, et utiliserait un simple ordinateur personnel muni d'un modem pour se connecter à son prestataire d'accès Internet, un site universitaire israélien. Il a pu entrer en contact avec une université française en piégeant le mot de passe d'un chercheur français résidant actuellement en Israël, au moment où celui-ci se connectait sur l'ordinateur de son université d'origine. Cette porte d'entrée lui a

ensuite ouvert l'accès de tous les ordinateurs reliés au même réseau. Pirate (hacker) passionné ou espion patenté, toutes les suppositions sont aujourd'hui possibles quant à la personnalité de l'intrus et à ses motivations. Le fait que le site de Polytechnique, dépendant du ministère de la défense, ait été visé a conduit la DST à s'intéresser à la question. Les pirates auraient été interpellés par les autorités israéliennes.

Le repérage des troubles s'est effectué classiquement. Les gestionnaires de réseaux informatiques disposent d'équipes et de logiciels de surveillance leur permettant de noter l'origine de tous les ordinateurs se connectant sur leur système. Ils peuvent aussi repérer rapidement certaines modifications anormales de fichiers qui sans cette vigilance pourraient passer inaperçues. Dans le cas présent, il semble qu'aucun dégât important n'ait été occasionné. Mais il est néanmoins certain que bon nombre de mots de passe ont

pu être portés à la connaissance de ce voyeur cybernétique. Il lui a en effet suffi de poser un « mouchard informatique », logiciel spécialisé dans la matière, dans le système pour capter les codes d'accès de toutes les personnes ayant eu le malheur de se connecter en sa présence virtuelle. Il semble bien d'ailleurs que ce mouchard a été posé de manière quasi permanente ces dernières semaines.

Mais la solidarité propre aux internautes aurait permis de limiter la casse. Dès les premières intrusions identifiées, le CERT (Computer Emergency Response Team), c'est-à-dire le centre d'étude et de réponse aux agressions sur Internet, a en effet fait circuler l'information et incité chacun à redoubler d'attention. Les différents responsables se sont rapidement prévenus les uns les autres.

Le site de Polytechnique était, lundi 3 juin, à nouveau ouvert.

Erich Inciyan
et Annie Kahn

Le jeu dangereux du piratage informatique

HISTORIQUEMENT, le réseau informatique mondial a été conçu pour restaurer la suprématie des États-Unis dans les domaines scientifiques et technologiques ayant des applications militaires. C'est le lancement du premier satellite artificiel par l'URSS, en 1957, qui a provoqué cette réaction et conduit à la création de l'Arpa (Advanced Research Projects Agency) par le DoD (Department of Defense) du gouvernement américain.

À la fin des années 60, les premiers ordinateurs sont connectés au réseau Arpanet, mais, dès 1973, le réseau s'internationalise avec des connexions en Angleterre et en Norvège. Vers la fin des années 70, le caractère militaire du réseau s'estompe, avec l'entrée en jeu de la NSF (National Science Foundation).

C'est en 1982 qu'apparaît le concept d'Internet avec l'objectif de relier entre eux les différents réseaux existants. Deux ans plus tard, le cap des mille ordinateurs connectés est franchi et, en 1990, le réseau Arpanet cesse d'exister : Internet devient réseau mondial essentiellement dédié à la recherche civile. Dès 1991, Tim Berners-Lee, un chercheur du CERN (Laboratoire européen de physique des particules) de Genève, présente les travaux qui vont engendrer le World Wide Web, la Toile d'Internet, qui ouvre le réseau au grand public en facilitant la consultation des sites.

Aujourd'hui, chercheurs et internautes amateurs cohabitent sur le même réseau. Et l'on passe sans transition du site du CEA ou de la Nasa à celui de Playboy, l'un des plus visités, ou des Trois Suisses. Une telle mixité pose des pro-

blèmes. Les deux communautés partagent un besoin indéniable : toujours plus de bande passante, c'est-à-dire de débit d'information disponible. Sur la « toile », les sites, qui se veulent attrayants, multiplient graphismes et animations très gourmands en octets. De quoi engorger les réseaux et perturber le travail des scientifiques. D'autant que les chercheurs échangent des projets de travail coopératif virtuel de plus en plus ambitieux.

DÉBIT ET SÉCURITÉ

La NFS vient de lancer un nouveau projet de réseau à grande vitesse utilisant une ligne à 155 mégabits par seconde au lieu des classiques 2 mégabits par seconde reliant les universités. La NFS espère développer ainsi les recherches sur la simulation des turbulences en astrophysique ou la conception visuelle de molécules. Avec de tels débits, plusieurs ordinateurs situés dans des laboratoires différents pourraient travailler ensemble sur le même calcul. Dans le même temps, le grand public tente de téléphoner en utilisant le réseau mondial et même de réaliser de la visio-communication.

En marge de la question cruciale du débit, se pose celle de la sécurité. Par définition ouvert à tous, Internet se prête au piratage. Et l'informatique déchaînant souvent les passions de ses pratiquants, ils ne résistent pas toujours à la tenta-

tion de se mesurer aux meilleurs systèmes de protection. La plupart des pirates sont emprisonnés pour s'être attaqués à des banques plus qu'à des universités. Ce fut le cas du plus célèbre d'entre eux, Kevin Mitnick, arrêté le 15 février 1995, après avoir décrypté quelques vingt mille numéros de cartes de crédit et détourné plusieurs millions de dollars. En août 1995, c'est la Citibank qui fait les frais de pirates russes qui lui dérobent une dizaine de millions de dollars.

Mais, souvent, le décryptage de codes secrets tient plus de la performance technique que du crime véral. Ainsi, le 14 juillet 1995, un américain, Hal Finney, lançait-il sur un forum de discussion le défi de décrypter le code de sécurité du logiciel Navigator de Netscape, la société qui venait de faire une entrée fracassante à la Bourse de New York. Et c'est un chercheur français âgé de vingt-sept ans, Damien Rodriguez, qui a réussi l'exploit en faisant fonctionner ensemble les cent douze ordinateurs de l'Institut national de recherche en informatique et automatique (Inria) où il travaillait. À l'époque, la presse anglo-saxonne avait rattaché Damien Rodriguez à l'Ecole polytechnique. L'Inria avait alors tenu à corriger l'erreur d'un communiqué triomphant. La preuve que le piratage sur Internet distingue encore mal la délinquance du sport.

Michel Alberganti

Une fausse bombe devant le domicile du maire (FN) d'Orange

AVIGNON de notre correspondant. Nécessitant le déplacement des démineurs de la Sécurité civile de Toulon, la bombe déposée devant le domicile du maire (FN) d'Orange, Jacques Bompard, samedi 1^{er} juin au matin, était fautive.

Il était 8 h 45 lorsque Jacques Bompard découvre une bombe, bien en évidence derrière le portail de sa propriété de campagne orangeoise. Une bonbonne de gaz de cinq kilogrammes reliée par des fils électriques à un réveil et à une masse qui ressemble à un pain de plastique. Le maire prévient alors immédiatement la police et un périmètre de sécurité est délimité en attendant l'intervention des démineurs. Ces derniers s'aperçoivent très vite que la bonbonne de gaz est vide et que le réveil ne fonctionne pas. L'engin a été déposé là pour faire peur.

Reste la question : pourquoi et qui, dans la mesure où il n'y a pas eu de revendications ? Mercredi 29 mai dans la soirée, le conseil municipal d'Orange ayant refusé l'implantation d'une école cora-

lique sur la commune, Jacques Bompard porte ses soupçons sur une piste islamiste, ou ce qu'il appelle des « illuminés gauchistes ». Il est possible, dit-il, que l'engin ait été déposé par un « farfelu qui campe à Caderousse », un village situé à 6 kilomètres d'Orange et qui a accueilli, durant le week-end, un festival de bande dessinée auquel ont participé des dessinateurs des hebdomadaires Charlie Hebdo et du Canard enchaîné.

La veille de la découverte de cette « bombe », un employé municipal et délégué syndical (FO), Pierre Nouveau, s'était suicidé (Le Monde du 1^{er} juin). Cet homme âgé de quarante-huit ans, qui s'est tiré une balle en plein cœur, dans son bureau de l'annexe de la mairie, avait laissé un message sur un tableau : « Francœur, Schmitt et Bompard m'ont tué », un message qui comporte la même faute orthographique que dans l'affaire Omar Raddad. Jacques Bompard exclut toute relation entre le suicide de l'employé municipal et le dépôt de la fausse bombe.

Monique Glasberg

Plusieurs alertes à la pollution de l'eau ont eu lieu en France

Des communes ont déposé des plaintes contre X...

UNE SÉRIE d'alertes à la pollution, touchant des cours d'eau ou le réseau de distribution d'eau potable se sont produites au cours du week-end. Dans le département du Val-d'Oise, les trente-cinq mille habitants des communes de Goussainville, Le Thillay et Vaudherland ont été appelés, samedi 1^{er} juin, par voie de tracts, à ne pas utiliser l'eau du robinet à la suite d'une légère pollution d'eau cyanurée observée sur un forage. Vendredi 31 mai, les services préfectoraux avaient pris une mesure identique dans la commune voisine de Louvres où la pollution a été observée pour la première fois lors d'un contrôle de routine.

« La pollution qui reste infime se déplace dans la nappe phréatique. Le teneur en cyanure a dépassé légèrement la limite légale. Après chloration, l'eau ne présente aucun risque pour la santé publique mais il tire préventif il convient pour le moment de réserver son utilisation à la cuisine ou à la toilette », a précisé la préfecture du Val-d'Oise. Les forages où a été constatée une teneur en cyanure supérieure à la norme maximale admise (50 microgrammes) ont été fermés. La source de cette pollution n'a pas encore été établie. Son origine est vraisemblablement industrielle mais elle pourrait aussi provenir d'une décharge sauvage. Les municipalités de Goussainville, Le Thillay, Louvres et Vaudherland ont déposé une plainte contre X.

Par ailleurs, quelque 150 000 litres d'huile de vidange, provenant des cuves d'une entreprise de récupération installée à

Harnes, près de Lens (Pas-de-Calais) ont été déversés, samedi 1^{er} juin dans un canal à la suite d'un acte de malveillance. Le local d'une société de récupération d'huile de vidange a été incendié dans la nuit de vendredi à samedi par un ou plusieurs inconnus qui ont pris la fuite après avoir ouvert les robinets de plusieurs cuves. L'huile de vidange a coulé dans un fossé sur plusieurs centaines de mètres, avant de se déverser dans le canal de la Deûle malgré la mise en place de deux barrages. La pollution s'étendait sur trois kilomètres entre Harnes et Courrières. Des opérations de pompage ont commencé samedi en fin d'après-midi. La quantité exacte d'huile de vidange qui s'est déversée dans le canal devrait être établie en début de semaine. La capacité des cuves est de 300 000 litres, selon la sous-préfecture de Lens.

Enfin, 10 000 litres de foin se sont échappés accidentellement de la cuve d'un bâtiment HLM de Mulhouse, vendredi 31 mai dans la soirée. La pollution s'est déversée dans les égouts sur deux kilomètres avant d'être pompée. Une conduite bouchée du système d'admission de la cuve d'un bâtiment HLM de cinq étages, remplie vendredi soir, est à l'origine de cet incident : le foin a été refoulé dans un bac de rétention prévu pour recueillir les eaux usées et rejeté ensuite dans les égouts de la ville. Selon les pompiers, qui ont fait appel à des camions spécialisés, les eaux de l'Ull, la rivière qui se jette dans le Rhin à Strasbourg, ont été éparpillées.

Manifestation de la FSU pour le budget de l'éducation

PLUSIEURS MILLIERS d'ENSEIGNANTS du second degré (15 000 selon les organisateurs, 4 800 selon la préfecture) ont manifesté samedi 1^{er} juin à Paris, pour dénoncer la volonté « d'agression » du gouvernement, allusion à la « mauvaise graine » dont Alain Juppé voudrait débarrasser la fonction publique. À l'appel de cinq syndicats de la Fédération syndicale unitaire (FSU), les manifestants entendaient dénoncer les tentatives de réduction du budget de l'éducation nationale. Les militants du Snetas (enseignement professionnel), qui craignent une augmentation du nombre d'apprentis, étaient parmi les plus nombreux, derrière le SNES (enseignement général et technologique). « C'est une première étape », a déclaré Michel Deschamps, secrétaire général de la FSU, avant une action qu'il « espère ultérieure au niveau de la fonction publique ». La situation est « si grave » que la « grève s'imposera », soit à la rentrée, soit en juin « en ultime recours », a ajouté M. Deschamps.

DÉPÊCHES

■ RÉFÉRENDUM : Hervé Gayraud s'est prononcé pour l'organisation d'un référendum sur l'éducation, dimanche 2 juin sur Radio 1. « Il ne me semble pas scandaleux que l'on demande aux Français de se prononcer sur l'avenir de leur système éducatif » après un « grand débat », a déclaré le secrétaire d'État à la santé, ajoutant qu'il ne fallait pas, sur un sujet comme le référendum, provoquer de « guerres de religion ».

■ ABBÉ PIERRE : l'association Droit au logement (DAL) s'est inquiétée, dimanche 2 juin dans un communiqué, des répercussions que peut avoir la prise de position de l'abbé Pierre concernant le livre de Roger Garaudy, remettant en cause l'Holocauste. Pour la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (Licra), l'abbé Pierre « a définitivement choisi le camp des Garaudy, Faurisson et Le Pen », notamment en dénonçant un « lobby sioniste international » dans un entretien au quotidien italien Corriere della sera du 31 mai (Le Monde daté 2-3 juin).

■ ATTENTAT : une explosion d'origine criminelle a eu lieu à Paris, lundi 3 juin vers 1 heure, provoquant des dégâts matériels sans faire de blessé. L'engin explosif semble avoir été placé sous une voiture qui, garée rue Linné (5^e arrondissement), devant les locaux d'une agence de voyages, a été entièrement détruite.

■ AUTODÉFENSE : un cambrioleur a été tué par l'occupant d'un pavillon du Val-d'Oise qui venait de le surprendre à l'intérieur de son domicile, dans la nuit du samedi 1^{er} au dimanche 2 juin, à Deuil-la-Barre. Agé de vingt ans et demeurant en Seine-Saint-Denis, Farid Hayed a été touché dans le dos d'un coup de carabine. L'auteur du coup de feu a été mis en examen pour coups et blessures volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner.

Dans une grande Université

CALIFORNIE FLORIDE

Stages linguistiques en Études.
Cours, logement, repas inclus.
University Studies in America
CEPES 42, avenue Bosquet 75007 PARIS
(7) 45 50 28 28

Un séjour linguistique réussi



Pour des informations complémentaires sur les cours d'anglais ou d'allemand, contactez
21, rue Théobald-Renaudot, 75015 Paris
Tél : 1 44 19 66 66
Bordeaux 56 55 28 12 Lille 20 40 28 38
Lyon 76 24 60 74
Head Office
Buxton Lane, Oxford OX2 0EY, England

O.I.S.E.
INTENSIVE LANGUAGE SCHOOLS

REUSSIR

HEC - SCIENCES-PO
Stages intensifs et Classes préparatoires "Phitos"

MATH SUP et SPÉ
Stages intensifs et Math Spé PC "Phitos"

MÉDECINE-PHARMA
Préparation et Encadrement scientifique annuel

DROIT - SC. ECO
Préparation et Encadrement annuel

HEC - ESCP / ESSEC
SCIENCES-PO / CFP

IPESUP PREPASUP
43.25.63.30 3615 IPESUP
18 rue du Cloître Notre-Dame 75004 Paris
ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PRIVÉ



06 H 34



06 H 55



07 H 37



08 H 37



09 H 37



10 H 37



11 H 37



12 H 40



14 H 34



15 H 37



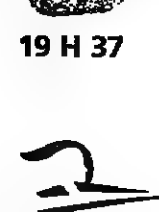
16 H 37



17 H 37



18 H 37



19 H 37

THALYS

DISPARITIONS

Luciano Lama

Une grande figure du syndicalisme italien

LUCIANO LAMA, ancien secrétaire général pendant seize ans du grand syndicat italien CGIL (proche pendant quarante ans des communistes), est mort vendredi 31 mai à Rome, à l'âge de soixante-quatre ans, des suites d'un cancer.

On l'avait surnommé « M. CGIL », tellement il incarnait la grande centrale syndicale italienne où il était entré au lendemain de la guerre, à la sortie du maquis. Né le 15 octobre 1921 à Gambettola, dans la province de Forlì, il avait rejoint très jeune la résistance et les rangs du Parti socialiste. Entré au Parti communiste, il y représenta pendant des années la tendance social-démocrate qui devait triompher à la fin des années 80, avec la transformation du PCI en Parti démocratique de la gauche. Luciano Lama aura eu le temps de voir son ambition se réaliser : l'arrivée au pouvoir à Rome d'une gauche modérée. Il était en effet l'homme de la svolta, du virage des communistes italiens.

Dans les années 70, à la tête de la CGIL qui comptait alors 3,5 millions de membres (4,5 millions en 1986), il avait obtenu l'échelle mobile des salaires, mais il plaçait aussi pour une ligne responsable, pour l'ouverture du syndicat traditionnellement bastion de la classe ouvrière à tous les salariés, pour la

qualité professionnelle contre l'égalitarisme, pour la prise en compte des réalités économiques et pour la flexibilité du temps de travail.

Pendant les années sombres du terrorisme, il avait été l'un des premiers, à gauche, à se lever pour la défense de l'Etat : « Entre la violence et nous, entre les Brigades rouges et la classe ouvrière, disait-il, il doit y avoir le même fossé politique et idéologique qu'il y avait entre les partisans et les Brigades noires. »

Après son départ du secrétariat général de la CGIL, Luciano Lama avait été élu sénateur et vice-président de la Haute Assemblée.

D. V.

Jean Schloesing

Le dernier survivant des actionnaires-fondateurs du « Monde »

JEAN SCHLOESING, qui vient de mourir à Paris à l'âge de quatre-vingt-trois ans (Le Monde daté 2-3 juin), était le dernier survivant des neuf porteurs de parts réunis en décembre 1944 pour fonder Le Monde. Ce fils et petit-fils de pasteur, né à Saint-Jean-du-Gard le 8 août 1902, avait été convié par Joannès Dupraz, secrétaire général du ministère de l'information, chargé par le ministre, Pierre-Henri Teitgen, de gérer le dossier de la succession du Temps, à se joindre au petit groupe d'actionnaires qui, sous la direction d'Hubert Beuve-Méry, allait créer le quotidien de la rue des Italiens. Jean Schloesing venait d'être nommé administrateur provisoire

de l'agence Havas, désormais séparée de son secteur d'information, devenu l'Agence France-Presse. Il allait être, de mars 1945 à juillet 1948, président-directeur général de l'agence Havas, avant de prendre la direction d'une filiale, Havas-Express, agence de voyages qu'il devait présider jusqu'à sa retraite.

PROCES AVEC BEUVE-MÉRY

Avant la guerre, Jean Schloesing, après des études secondaires à Lunel et à Montpellier et des études supérieures à l'Ecole des hautes études commerciales (HEC), avait travaillé à Vienne et à Prague à la Compagnie des compteurs. Il avait été ensuite at-

taché commercial à Prague, New York et Chicago. Revenu en France pour prendre part à la guerre, il avait été fait prisonnier puis, s'étant évadé, il avait pris le maquis dans les Cévennes, après un bref séjour à Limoges. Il avait ensuite combattu dans les rangs de l'Armée de Laitre. Chevalier de la Légion d'honneur, il avait obtenu la croix de guerre 1939-1945.

Dans ses fonctions d'administrateur du Monde, il s'était vivement heurté à Hubert Beuve-Méry lorsque celui-ci, en 1951, avait ouvert le capital de la SARL Le Monde à la Société des rédacteurs. Un procès s'était même tenu débouté en 1959. A l'issue de cette

brouille, un échange de lettres avait eu lieu entre Jean Schloesing et Hubert Beuve-Méry. La lettre de ce dernier se terminait par ces mots : « Reprenez votre place à la table commune des délibérations. »

Jean Schloesing, présent ou représenté, jusqu'à la fin de sa vie, aux assemblées des porteurs de parts fondateurs du Monde, réunies ensuite dans la société Hubert Beuve-Méry, n'avait pas changé d'avis. Il demeurait hostile à la participation des journalistes à la gestion de l'entreprise et l'avait encore fait savoir lors de l'élection de Jean-Marie Colombani en 1994.

T. E.

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Maria-Pierre PEREY, Pierre BOUYERESSE, Clara et Juliette, ont la joie d'annoncer la naissance de

Rémi,

le mardi 14 mai 1996.

« La petite perle »

Il faut attendre longtemps, longtemps Pour qu'elle pulse grossièrement. C'est un garçon, il s'appelle Rémi. Clara.

- Cergy.

Année GIAMI, Dominique L'EPERVRE, ont la joie d'annoncer la naissance de

Marc,

à Paris, le 31 mai 1996.

12, rue de l'Abondance, 95000 Cergy.

Mariage

M. et M^{me} François JULLIEN, M^{me} Monique PHILIPPON, sont heureux de faire part du mariage de

Olivier et Sandrine,

le samedi 15 juin 1996, en l'église Notre-Dame de Piété, au Croisic (Loire-Atlantique).

6, sente des Vergers, 78240 Chambois, L'Orléans, 5, route de la Maison-Rouge, 44490 Le Croisic.

Décès

- Ses collègues, amis et amis du Centre national de la recherche scientifique et de l'université Pierre-et-Marie-Curie (Paris-VII), ont la tristesse de faire part du décès de

Alain BRUNISSIN,

survenu le 1^{er} juin 1996.

Sa lutte pour la vie, après son accident, aura une fois de plus forcé le respect qu'il portait à une femme d'exception.

- M^{me} Janick Dalle, M. et M^{me} Régis Dalle, M^{me} Mariline Foubert-Dalle, M. et M^{me} Jean-Pierre Lezablin, M. et M^{me} Jean-Pierre Perriaux, M^{me} Anne Blanc-Dalle, M^{me} Marie-Emanuelle Dalle, M. Michel Lucas, ses enfants, Ses vingt-cinq petits-enfants, Ses vingt et un arrière-petits-enfants, M^{me} Dougy, Les familles Dalle, Duprez, Froiture et Mourillon, font part du décès de

M. Xavier DALLE,

entré dans la lumière de Dieu le 31 mai 1996, dans sa quatre-vingt-septième année.

La messe des funérailles aura lieu le mardi 4 juin, à 10 h 30, en l'église Sainte-Geneviève de Gournay (60270).

Cet annonce tient lieu de faire-part.

- M^{me} Renée Elsson, née Geneviève Grima, sa mère, M^{me} Marie-Andrée Elsson, née Edith Maun, son épouse,

Ariane Elsson, Antonio Pierfederici, et Delphine Pierfederici, née Elsson, Ses filles et son gendre, Sa sœur, son frère, Ses belles-sœurs et beaux-frères, Sa belle-mère, Ses cousins et cousines, Ses oncles et neveux, Toute sa famille et ses amis, ont le chagrin d'annoncer que

Marc-André ELISSON, greffier de la Cour européenne des droits de l'homme, du 1^{er} août 1968 au 31 mai 1994, chevalier de la Légion d'honneur,

a quitté le monde le 25 mai 1996, à l'âge de soixante-sept ans.

Merci à celles et ceux qui l'ont accompagné.

26, rue Aubry-et-Rau, 67000 Strasbourg.

- On nous prie d'annoncer le décès dans sa quatre-vingt-cinquième année de

Hélène JASSERON,

L'inhumation a eu lieu à Hessegor dans la plus stricte intimité.

M^{me} S. Jasseron, Aliée des Péris-Tranquilles, 40150 Hessegor.

- Le docteur Catherine Lassale, son épouse, Sylvain, Virginie et Benjamin, ses enfants,

M. et M^{me} André Lassale, ses parents, M^{me} Brigitte Lassale, M. Philippe Lassale, M. et M^{me} Stéphane Marcellay, et leurs enfants, M. et M^{me} Pierre-Charles Angrand, et leurs enfants, M. et M^{me} Jean-Paul Angrand, et leurs enfants, Et toute la famille, ont le chagrin de faire part du décès brutal du

professeur Bruno LASSALE,

survenu à l'hôpital Beaujon, à Clignancy, le 1^{er} juin 1996, à l'âge de quarante-six ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 4 juin, à 11 heures, en l'église Saint-Pierre à Neuilly-sur-Seine.

Cet avis tient lieu de faire-part.

45, rue du Val-d'Or, 92210 Saint-Cloud, 4, boulevard Jean-Mermoz, 92200 Neuilly-sur-Seine.

- M. et M^{me} Peter Müller, et leurs enfants,

M. et M^{me} Nicholas Colchauer, et leurs enfants,

Le gendre et M^{me} Alain Hourdeau, ont le chagrin de faire part du décès de

M. Jean SCHLOESING,

survenu le 28 mai 1996.

Selon sa volonté, il a été inhumé.

Un service religieux aura lieu le vendredi 7 juin, à 15 heures, en l'église réformée de l'Annonciation, 19, rue Cornibert, Paris-16^e.

130, rue de la Pompe, 75116 Paris, « Soulagés », 30460 Lussac.

(Lire ci-dessous.)

- On nous prie d'annoncer le décès de

M^{me} Jeanette SÉGUIN, inspectrice honoraire de l'éducation nationale de la Seine, chevalier de la Légion d'honneur, commandeur des Palmes académiques, médaillé d'argent de la Ville de Paris,

survenue le 22 mai 1996, dans sa cent et unième année, à la résidence-club des Noës, 20, rue des Noës, 10000 Troyes.

De la part des familles Hiez, Séguin et de toute sa parenté.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

- Ceux qui l'ont connu et aimé ont le chagrin de faire part du décès de

M. le rabbin Isaac SIBONY,

survenu le 25 mai 1996 en Israël, à Netanyah, après des mois de souffrances intenses.

Nathalie Sibony, 28, rue de la Clémence, 75013 Paris.

THÈSES

Tarif Étudiants

65 F la ligne H.T.

Séminaires

COLLÈGE INTERNATIONAL DE PHILOSOPHIE

● Séminaire Catherine ALDARD : « Citoyenneté et individualisme moral ».

Le citoyen et les institutions politiques : rapport moral ou rapport instrumental. 7 juin, 18 h-20 h, espace Jussieu, université Paris-VII, 2, place Jussieu, Paris-5^e. Philippe NYS : « Herméneutique et phénoménologie des lieux de l'habiter ». 6, 13 et 27 juin, 18 h-20 h, Salle 4, EHESP, 105, boulevard Raspail, Paris-6^e. Hélène CIXOUS : « Poétique de la différence sexuelle ». 8 juin, 9 h-10 h 30, salle Dussane, ENS, 45, rue d'Ulm, Paris-5^e.

● Samedi autour d'un livre

Thématique et subjectivité de Jean-Marie Veyras avec S. Salomon, F. Dasser, P.-F. Moreau, B. Oplivie, 8 juin, 9 h-10 h 30, amphithéâtre, carré des Sciences, 1, rue Descartes, Paris-5^e.

● Colloque Les affects en musique Responsables : Danielle Cohen-Lévy, Paolo Fabelli, avec C. Buci-Glucksmann, G. Dazzi, J. Lichtenstein, M. Levinas, M.-L. Maliet, F. Nicolas, P. Romelli, 10 et 11 juin, 9 h-10 h 30, Institut culturel italien, 50, rue de Valenciennes, Paris.

Edith Stein, Ludwig Landgrebe, Roman Ingarden. Contributions critiques à la phénoménologie husserlienne.

Responsables : Ashraf Noor, Marc Richir, Edith Stein, Nathalie Depas, avec R. Berres, W. Biemel, P. Buckley, L. Brogowski, F. Babestan, E. Ciaramelli, G.A. Goldsmith, G. Van Kerkhoven, D. Lohmar, P. Mc Cormick, A. Ponsotto, M. Ruggenbitz.

13, 14 et 15 juin, 9 h-18 h, amphithéâtre des Sciences, 1, rue Descartes, Paris. Toutes les activités du Collège international de philosophie sont libres et gratuites.

Renseignements sur salles, répondre : 44-81-46-35. - Autres renseignements : 44-81-46-30.

Conférences

- A l'occasion de l'hommage organisé par la bibliothèque littéraire Jacques-Doucet en l'honneur d'André Breton pour le centenaire de sa naissance, Yves Bonnefoy prononcera le jeudi 6 juin, à 18 h 30, dans le grand salon de la Sorbonne, une conférence sur le poète fondateur du surréalisme. Une présentation de manuscrits, de livres et de photographies accompagnera cette manifestation.

47, rue des Ecoles, 75005 Paris. Réservations dans la limite des places disponibles au : (16) 40-46-20-15.

Communications diverses

- Il reste encore quelques places disponibles en classe préparatoire économique et commerciale option économie au lycée Hector-Berlioz, 106, avenue de Paris, 93430 Vincennes, métro Bérault, tél. : 43-82-32-82.

Soutenances de thèse

- Le 24 mai 1996, M. Abdallah Ould Khalil a soutenu devant l'université Paris-VI sa thèse de doctorat de mathématiques : « Les théorèmes fonctionnels d'Erdoős-Rényi relatifs aux processus binaires ». Le jury présidé par M. Boq lui a décerné la mention très honorable.

- M^{me} Zahra Khadra présente, jeudi 6 juin 1996, à 9 h 30, salle Marcel-Maus, à l'Ecole pratique des hautes études, section des sciences religieuses, 45, rue des Ecoles, 75005 Paris, une thèse de doctorat intitulée :

Enquête coranique et islamologie dans les traditions attribuées à l'imam Ga'far al-Sadiq.

Cette soutenance est publique.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

ABONNEMENT VACANCES

Vous êtes abonné (e)

Votre numéro d'abonné : (IMPRIMERIE)

Commune de résidence habituelle : (IMPRIMERIE)

☐ Suspension vacances (votre abonnement sera prolongé d'autant)* du : au :

☐ Transfert sur le lieu de vacances (France métropolitaine uniquement)* du : au :

Votre adresse de vacances :

Nom : Prénom :

Adresse : Ville :

Code postal : Ville :

Votre adresse habituelle :

Adresse : Ville :

Votre règlement : ☐ Chèque joint ☐ Carte bancaire or

* Pour l'étranger, non cumulable.

LE MONDE - Service abonnements - 24, av. du Général-Lacour - 93046 Chantilly Cedex

Recevez Le Monde sur le lieu de vos vacances. Retournez-nous au moins 12 jours à l'avance ce bulletin accompagné de votre règlement.

DURÉE	FRANCE
<input type="checkbox"/> 2 semaines (12 n°)	91 F
<input type="checkbox"/> 3 semaines (18 n°)	126 F
<input type="checkbox"/> 1 mois (26 n°)	161 F
<input type="checkbox"/> 2 mois (52 n°)	360 F
<input type="checkbox"/> 3 mois (78 n°)	536 F
<input type="checkbox"/> 12 mois (312 n°)	1890 F

Date et signature obligatoires

les grands entretiens du Monde

TOME 3

Numéro spécial de Dossiers et Documents du Monde

JUIN 96

EN VENTE A PARTIR DU 4 JUIN 1996

- penser le malaise social : Martine Aubry, Jean-Marie Delarue, Patrick Weil, Jean-Baptiste de Foucault, Jean Guéhenno, Dominique Strauss-Kahn et Alain Touraine, Madeleine Rebérioux, Pierre Rosanvallon, Alain Duhamel et Pierre Rosanvallon, Jean Davignand, Paul Virilio.
- penser la ville : Paul Chemetov, Jean Nouvel, Oriol Bohigas, Paul Andreu, Renzo Piano, Bernard Huet, Yves Lion.
- penser l'économie mondiale : Michel Béaud, François Rachline, Jean-Paul Fitoussi, Edmond S. Phelps, Edward Luttwak, Louis Dumont, Albert Hirschman.

Ariane t en Guya

HORIZONS

ENQUÊTE

Vu du ciel, le spectacle est grandiose. L'infini moutonnement vert de la forêt primaire rencontre l'Atlantique teintée de brun par les alluvions du fleuve Amazone. J'ai à la frontière de ces deux océans, un stylet argenté monte à l'assaut des nuages, poussé par un dard de feu avengnant. Ariane, symbole de la puissance scientifique et industrielle de l'Europe, s'arrache des côtes de Guyane. Mardi 4 juin, pour son vol inaugural, le lanceur lourd Ariane-5 sera la 87^e fusée européenne à décoller ainsi du centre spatial guyanais (CSG) de Kourou depuis un quart de siècle (lire aussi page 24).

Ville nouvelle perdue sous l'équateur, où des joggers croisent les ménagères en robe légère qui se hâtent vers le supermarché, Kourou l'euro-penninsulaire n'a pas grand-chose à voir avec Cayenne la coloniale, endormie à 60 kilomètres de là autour de la place des palmistes, son bar et sa préfecture, ancien hôtel des jésuites. Un chiffre traduit cette disparité : les 15 000 habitants de Kourou paient, au total, autant d'impôts locaux que les 40 000 Cayennais.

La métamorphose de Kourou a débuté en 1968, date à laquelle la base de lancement du Centre national d'études spatiales (CNES) est venue installer ses 90 000 hectares de haute technologie à côté de ce petit village d'agriculteurs perdus dans « l'enfer vert » français. Le bagne, popularisé par Albert Londres et Papillon, avait fermé trente ans plus tôt seulement. « C'était, lance un Guyanais, la première fois que l'on apportait une image positive à ce pays. Auparavant, vu de métropole, ici, c'était plutôt « le cimetière des Européens », ou « la guillotine sèche », comme on disait au XIX^e siècle. »

Aujourd'hui, la moitié des quelque 1 400 salariés du centre spatial sont originaires du pays. « Certes, il est encore difficile de trouver un Guyanais qui soit ingénieur spécialisé en balistique ou en trajectographie, reconnaît un cadre du CNES. Mais, dans le secteur administratif, certains occupent des postes de responsabilité. »

Si cette greffe apparemment contre nature semble avoir pris, ce ne fut pas sans douleur. Au départ, en effet, ce n'est pas vraiment le coup de foudre entre l'espace et la Guyane. Certains crient au colonialisme. Les techniciens, il est vrai, viennent directement des sables du Sahara, chassés de la base d'Hammaguir par l'indépendance algérienne. « Leur dénuement coïncida, en outre, avec l'arrivée de la Légion étrangère. Ce fut, pour nous,

un vrai traumatisme, qui fut à l'origine de grosses manifestations », se souvient Christiane Taubira Delannoy, ancienne militante indépendantiste, élue député (Radical) de Cayenne en 1992.

L'installation se fait néanmoins et, pendant une dizaine d'années, le centre spatial développe tranquillement ses activités, sans trop se préoccuper du monde qui l'entoure. « Nous vivions totalement repliés sur nous-mêmes, en ignorant souvent les autorités locales, mais aussi nationales, reconnaît aujourd'hui un cadre du CSG. Le préfet n'a pas dû recevoir beaucoup de demandes de permis de construire. De son côté, la commune de Kourou n'a, longtemps, géré que « le vieux bourg ». C'est le CNES qui a construit, seul, la poste, les écoles, le lycée et les réseaux urbains. » Une attitude évidemment peu propice à la compréhension mutuelle. « Pendant une quinzaine d'années, nous avons entretenu, avec le spatial, une relation un peu schizoïdienne, explique Christiane Taubira Delannoy. Nous ne voulions pas savoir ce qu'il représentait et nous faisons la fête à chaque lancement raté. »

Suit une période, que l'ancienne militante indépendantiste appelle « la décennie de l'obsession fiscale ». En 1975, après l'arrêt du programme national français Diamant et l'échec retentissant de la fusée européenne Europa, le centre spatial est mis en sommeil jusqu'au premier vol d'Ariane-1, à

Noël 1979. Le 22 mai 1984, le nouveau lanceur européen entame officiellement, à l'occasion de son neuvième tir, une brillante carrière purement commerciale. Les occasions de réjouissance pour ses ennemis devenant rares, le centre spatial va passer du rôle de bouc émissaire à celui de vache à lait.

Jusqu'à la fin des années 80, les Guyanais cherchent à tirer le maximum d'argent du CNES. Ce dernier fait le gros dos. Et paie. Il exerce ainsi son attitude passée. Campus technologique fonctionnant en vase clos, il a fédéré toutes les rancœurs contre la métropole, constituant un remarquable « accélérateur des consciences politiques locales », qui favorise « l'émergence d'une culture créole et d'une identité guyanaise », estime Patrice Mouren-Lascoux, ancien haut fonctionnaire ayant servi en Guyane (auteur de *La Guyane*, aux éditions Karthala). Indépendantistes et « départementalistes » mêlés, toute la Guyane est derrière ses élus pour réclamer sa part de la manne spatiale.

MAIS cette belle euphorie ne dure pas. L'échec retentissant du dix-huitième vol, en mai 1986, entraîne près de seize mois d'interruption des tirs. Plus grave encore : en 1992, les ministres européens réunis à Grenade décident d'abandonner le projet d'avion spatial Hermès. Pour les Guyanais qui se

battaient déjà afin que le bel oiseau atterrisse sur une piste de l'aéroport de Cayenne-Rochambeau, la déception est amère.

Elle fut à l'origine d'une nouvelle prise de conscience. Les élus comprennent combien il est dangereux de ne compter que sur l'espace pour développer le pays. Les responsables du CNES, de leur côté, jugent qu'ils ont tout à gagner à sortir d'urgence de leur splendide isolement. La rencontre devient, enfin, possible.

Premier galop d'essai des nouveaux partenaires, le plan Phédre, lancé en 1989, reste très marqué par les vieilles habitudes. Il vise surtout à élargir un peu, à coups de subventions, le développement de Kourou au profit de Cayenne et de la commune voisine de Sinnamary. Lui succède, en 1994, une amorce au contrat de plan, qui prévoit le versement, sur cinq ans, de 120 millions de francs par le CNES. L'utilisation de cet argent, mis à la disposition de la région, sera plus équitablement répartie sur tout le territoire.

Mais cela ne suffit pas. « Le développement économique ne se crée pas, même à dix ans d'une table », s'insurge Christiane Taubira Delannoy. Il est vrai que, subventions ou pas, la manne déversée sur la Guyane depuis deux décennies n'a guère profité au plus grand nombre. « Chaque lancement représente 100 millions de francs injectés dans l'économie

Le centre spatial de Kourou assure la moitié de la production et près du tiers des salaires du département.

Une aubaine, mais aussi une source préoccupante de déséquilibre économique

guyanaise. Mais notre taux de dépendance est tel que cet apport d'argent ne représente rien d'autre qu'une subvention à l'importation. Résultat, lance l'élue cayennaise, dans ce pays d'où une quinzaine de satellites sont lancés chaque année, il est toujours impossible de joindre par téléphone les communes de l'intérieur ! »

Une étude réalisée en 1995 par l'Insee révèle l'ampleur des dégâts. A lui seul, le secteur spatial représente 49,8 % de la production totale de la Guyane (et 59,3 % de la production marchande). La base de Kourou génère 9 760 emplois directs ou indirects et 28,3 % de l'ensemble des salaires payés dans le pays. La situation pourrait être explosive. Département le moins peuplé de France, ce confetti d'Amazonie qui abrite « approximativement » 150 000 habitants n'en connaît pas moins un taux de natalité record (29,2 % en 1992), doublé d'un afflux incontrôlable d'immigrants. Résultat : la population croît de 5,8 % par an et le chômage atteint des sommets. Au dernier recensement, 44 % des actifs de 15 à 24 ans étaient à la recherche d'un emploi !

« La croissance de l'emploi n'est pas suffisante au regard du dynamisme démographique », écrit sobrement l'Insee. Avec 33 % de salariés (contre 20 % en métropole), la fonction publique a probablement fait le plein. Il en est du même du spatial : l'abandon d'Ariane-4 au profit du lanceur lourd Ariane-5 entraînera une diminution du nombre des tirs qui se traduira, d'ici quatre ans, par un tassement des effectifs de la base de Kourou. Il faut donc trouver d'autres débouchés. Hors du spatial, si possible. « Le fait de représenter la moitié de l'activité économique du pays m'apparaît dangereux, aussi bien pour nous que pour la Guyane. 30 % me semblerait déjà plus raisonnable », dit Michel Mignot, directeur du CSG.

allation de PME. » Mais la Guyane doit, surtout, miser sur les atouts que ne possèdent pas ses voisins, estime Michel Mignot. Pour le patron du centre spatial, l'espace et son environnement de haute technologie représentent une chance à exploiter.

Le CNES s'efforce de favoriser au maximum une telle évolution. Ses stages de formation technique sont ouverts aux étudiants qui le désirent. Mieux : les boosters d'Ariane-5 – énormes pétards de 230 tonnes – et la poudre qu'ils contiennent sont fabriqués en Guyane. « Nous avons voulu prouver qu'il était possible de faire de la production industrielle rentable ici, explique Michel Mignot. Et cela marche, ce qui en a surpris quelques-uns. Les surcoûts sont compensés par un cycle plus court, et donc un gain sur les transports ainsi que de meilleures conditions de fabrication. »

HÉLAS ! ces nouvelles installations représentent un investissement de 2 milliards de francs, n'emploient que 150 salariés parmi lesquels – pour l'instant – moins de 30 % de Guyanais. Cela ne compensera pas les quelque 250 suppressions d'emploi que risque d'entraîner l'arrêt de l'exploitation d'Ariane-4. Mais, espère Michel Mignot, cette réalisation aura peut-être un effet d'entraînement. Moyennant un peu de persuasion. « Nous incitons nos grands partenaires à suivre notre exemple », explique-t-il. Nous sommes en période d'appel d'offres pour les contrats portant sur la prochaine décennie et la volonté de délocalisation sera un de nos éléments de choix. »

Selon le directeur du CSG, les industriels de l'aéronautique pourraient, avec profit, installer en Guyane des ateliers de maintenance pour, par exemple, les avions, les hélicoptères ou les radars qu'ils vendent en Amérique

« Dans ce pays d'où une quinzaine de satellites sont lancés chaque année, il est toujours impossible de joindre par téléphone les communes de l'intérieur ! »

Hélas !, le pays souffre du même handicap que tous les départements d'outre-mer. La législation française y induit un niveau de salaires sans commune mesure avec celui des pays en voie de développement voisins. Cela fausse la concurrence dans toutes les activités nécessitant une main-d'œuvre nombreuse et peu qualifiée. Le bois, les produits de la pêche, le riz, les légumes et les fruits produits localement seront toujours plus chers que leurs équivalents importés du Brésil ou du Surinam.

L'or semble intéresser un nombre croissant d'investisseurs. Pas forcément recommandables. « La situation est préoccupante », s'inquiète Christiane Taubira Delannoy, qui a fait de ce sujet l'un des points forts de son action. Le développement sauvage de la forêt brésilienne débordée en Guyane. Il y a beaucoup de clandestins. Quelques Guyanais, certes, mais surtout des Brésiliens, patronnés par de gros investisseurs. Les opérations « coup de poing » organisées régulièrement ne semblent pas les arrêter. On voit aussi, ces derniers temps, arriver des grosses compagnies minières comme la Golden Star ou la KWC. Il convient d'être vigilant. Etablir des cahiers des charges rigoureux qui imposeront à ces sociétés de créer des routes, des pôles de développement susceptibles de favoriser l'ins-

du Sud. Le pays deviendrait ainsi « une tête de pont de la France et de l'Europe sur le sol sud-américain », avec tous les avantages commerciaux que cela peut impliquer. « Culturellement assez proches des Européens, les Guyanais ont un rôle important à jouer dans le dialogue Nord-Sud, pour lequel ils sont mieux placés que les États-Unis », estime M. Mignot.

En attendant, et pour parer au plus urgent, le tourisme semble représenter un gisement d'emplois intéressant à court terme. Le centre spatial est aussi présent dans ce domaine. Avec le Conservatoire du littoral, il a participé à la restauration des vestiges du bagne sur les îles du Salut, qui font partie de son « territoire », et a ouvert un musée pour les touristes s'intéressant à l'espace. Certes, la Guyane n'a pas les plages de rêve de la Guadeloupe ou de la Martinique. Mais, sur ses fleuves puissants, calés dans une pirogue qui s'enfoncent dans la forêt entre deux murs végétaux bruisant du babillage des singes, n'importe quel voyageur peut se prendre pour Indiana Jones. L'accueil de 50 000 amateurs de grand frisson amazonien par an suffirait à fournir du travail à un millier de Guyanais.

Jean-Paul Dufour
Dessin : Patrick Lestienne



Existe-t-il une politique culturelle de droite ?

par Frédéric Martel

IL semble opportun, au moment où le gouvernement Juppé envisage pour le budget 1997 une baisse importante des crédits de la culture, ce qui se traduirait par l'abandon de la perspective du fameux « 1 % pour la culture », de s'interroger sur quelques ambiguïtés de la politique culturelle menée depuis 1993, à droite, par Jacques Toubon puis Philippe Douste-Blazy.

Alors qu'il était encore apparatchik, Jacques Toubon avait mis la main en 1993 à la rédaction du « programme culturel » du RPR. Nourri par les critiques parfois fondées de Marc Fumaroli, autant que par les élucubrations d'un Louis Pauwells contre « l'année Rimbaud », celui qui allait devenir ministre de la culture pointait avec une agressivité légitimement parisienne les dérives, *non* les perversions, du « langage » et, pour tout dire, la « désérence des valeurs morales ».

Une fois arrivé aux affaires, Jacques Toubon a esquissé un programme culturel « de droite », tourné vers les disciplines habituellement défendues par sa famille politique : le patrimoine (l'ancrage dans le passé), les musées et les enseignements artistiques (une marotte), mais déjà enrichi de l'expérience de gauche, notamment en matière de francophonie et plus encore de décentralisation. Heureuse époque où Maryvonne de Saint-Pulgent, son directeur du patrimoine, rêva, l'espace d'une saison, de venir en aide aux propriétaires de châteaux et de manoirs, qui demandaient, mélancoliques, que leurs domaines privés soient classés par l'Etat, c'est-à-dire restaurés à ses frais.

Certes, le ministre de la culture d'Edouard Balladur a su rectifier le tir sur quelques dossiers difficiles : il a pu régler les polémiques sur la Bibliothèque nationale de France (BNF), dès lors que le cessez-le-feu avait été signé avec Emmanuel Le Roy Ladurie, mais sans pour autant apaiser les inquiétudes relatives au coût de son budget de fonctionnement. Il a - mais à quel prix ! - ramené à bon port l'Opéra de Paris qui était à la dérive sous Pierre Bergé. Le ministre a su également mener une politique intelligente vis-à-vis du théâtre de rue. Il a réussi à reconvertir une fraction de l'argent affecté aux grands travaux parisiens dans une habile politique de grands projets en régions. Il a su enfin - et c'est le plus important - faire en sorte qu'Edouard Balladur l'épargne dans ses arbitrages budgétaires à deux reprises.

Sous Jacques Toubon pourtant, les enseignements artistiques sont revenus au ministère de l'éducation nationale et, plus grand échec encore - puisque c'était le seul véritable projet du RPR en la matière -, la politique culturelle étrangère est restée sous la coupe du ministère des affaires étrangères.

Le ministre de la culture laissa à la dérive le théâtre public et les

centres dramatiques nationaux pour leur préférer les sons et lumières en région et les avant-premières du Théâtre 13 à Paris, arrondissement dont il est maire. Il s'est exalté devant la découverte d'une grotte en Ardèche, attaché à vanter les « arts culinaires » et les cafés-musique tout en cultivant, grâce aux précieuses subventions du titre IV de son budget, un clientélisme à la petite semaine. Celui qui, naguère, raillait Jack Lang pour avoir salué NTM (« Nique ta

Le bilan, décevant, vient confirmer que le portefeuille de la culture est devenu une simple étape dans toute ascension et une carte maîtresse pour « être médiatique »

mère ») a défendu sans pâlir la langue française du rappeur MC Solar.

Sur la fin de son mandat, Jacques Toubon a découvert un nouveau territoire culturel, celui des métiers d'art traditionnels : n'est-il pas vrai qu'un bon brodeur, un chapelier, un laqueur ou un pareur de peau méritent autant d'attention que les mises en scène d'un Jacques Lassalle ou les activités de l'institut mémoires de l'édition contemporaine ?

Puis vint Philippe Douste-Blazy. Ce balladurien qui avait fait amende honorable avait « débuté » au ministère de la santé. Il y avait acquis, à l'ombre de Simone Vell, un sens aigu de la répartition des tâches : elle gèrerait les dossiers, il assurerait la médiatisation. C'est la lutte contre le sida qui lui permit d'accéder à la cour des grands. Le ministre gèra avec une telle perfection la communication sur le sida qu'il réussit à déconcerter jusqu'aux militants les plus radicaux, habitués à ce qu'on leur envoie non des fax, mais des CRS ! Un centriste venait de donner une leçon de relations publiques à l'extrême gauche en refondation et une extraordinaire agence de presse (Actup) avait été dépassée sur son propre terrain par un ministre-attaché de presse. Nous étions en mai 1995, Philippe Douste-Blazy était prêt pour le ministère de la culture.

Ebloui par la popularité de son prédécesseur socialiste, le maître de Lourdes s'est converti aux méthodes du langage, mais sans le panache, l'imitant jusqu'à la caricature dans ses mondanités, ses « fêtes », ses « colloques » et jusqu'à la création de nouvelles associations de tutelle en trompe l'œil.

Certes, le nouveau ministre a marqué des points. D'abord en obtenant le rattachement de l'architecture à son département ministériel - le ministère disposant en outre, pour ce qui relève de sa compétence, du conseil général des ponts et chaussées et des directions régionales de l'environnement - et en confiant la nouvelle direction de l'architecture à un

professionnel indépendant : François Barré. Ensuite, en reprenant en main la politique de la langue française qui relevait jusqu'ici du premier ministre. Enfin, dans un subtil jeu de chaises, il a su nommer au Centre Georges-Pompidou un fervent partisan de Jacques Chirac, qui n'est pas moins un bon connaisseur doublé d'un bon gestionnaire : Jean-Jacques Aillaud.

Quant à la politique culturelle et aux priorités qu'elle implique, le

ministre n'avait retenu qu'une leçon d'une campagne présidentielle ratée par le tard : « La politique culturelle comme élément essentiel de réduction de la fracture sociale » (cité dans le bimensuel du ministère du 5 octobre 1995). En politique, rappelle opportunément une formule un peu oubliée, si l'on défend des idées, il n'est pas nécessaire de réussir pour persévérer.

Le programme « culture pour tous » de Jacques Chirac, auquel

Paul-Loup Sulitzer, Serge Lama et Sheila avaient, entre autres, apporté leur soutien, a pris la forme d'une vingtaine d'opérations mal ficelées dans les banlieues, mais savamment médiatisées rue de Val-

lois. Faute de pouvoir bâtir une véritable politique culturelle dans les quartiers, le ministre promet bientôt de bivouaquer dans la banlieue d'Orange ou de faire de la résistance à Châteauneuf, territoire libre près de Toulon.

Avec tout autant de bonnes intentions, Philippe Douste-Blazy se propose d'être le grand maître de cérémonie du Sidaction 1996 - sur toutes les chaînes de télévision le 6 juin. C'est lui qui a convoqué les directeurs de chaîne pour les amener à s'unir. C'est lui encore qui, tel Jack Lang animant hier SOS-Racisme grâce à l'entregent de Pierre Bergé, a choisi d'organiser aujourd'hui, avec la même complicité du PDG d'Yves Saint Laurent, le Sidaction 1996. A l'époque, on portait la petite main de « Touche à mon pote » et on lançait le magazine *Globe*. Aujourd'hui, on arbore le ruban rouge et on lance une revue au style glamour et au contenu quelque peu fade, *Tout*. Philippe Douste-Blazy n'aura pas oublié qu'il doit sa promotion à la lutte contre le sida. La continuité avec Jack Lang est déconcertante - le

courage en moins. Tout cela, naturellement, ne fait pas une politique. Que deviennent les Fonds régionaux d'art contemporain (FRAC) qui sont fragilisés par des coupes budgétaires ? La Bibliothèque nationale de France réussira-t-elle à ouvrir ses portes un jour ? Quand s'achèvera le Grand Louvre et avec quels crédits ? Qu'en est-il des gels annoncés régulièrement d'une partie des crédits pour les grands projets en régions ? Que deviennent les aides à la danse contemporaine ?

Depuis 1993, le ministère de la culture a donc un destin singulier. Les successeurs de Jack Lang auraient pu surfer avec habileté sur la vague anti-Lang qui avait eu un écho tout au long du second septennat jusqu'à dans les rangs des nostalgiques du programme commun. Plus logiquement encore, s'ils avaient été simplement habiles, ils auraient pu réussir dans une ligne déjà pratiquée à droite par un Jacques Duhamel, qui voulait faire en sorte que l'accès à la culture donne à chacun la possibilité de vivre une « deuxième journée de vie », ou par un Michel Guy, dont la passion pour le spectacle vivant et les jeunes créateurs porte encore ses fruits aujourd'hui.

Ce bilan pourrait être simplement décevant. Plus cruellement peut-être, il vient confirmer que le

ministère de la culture est devenu une simple étape dans toute ascension politique et une carte maîtresse pour « être médiatique ».

Ainsi va la vie culturelle à droite. La gauche avait eu, en son temps, ses critiques opportunes (Michel Schneider, Alain Finkielkraut...). La droite aura-t-elle les siens ? Que sont devenus les Marc Fumaroli, les Jean-François Revel, les Claude Imbert qui froussaient hier sur « l'Etat culturel » et sont aujourd'hui bien silencieux ?

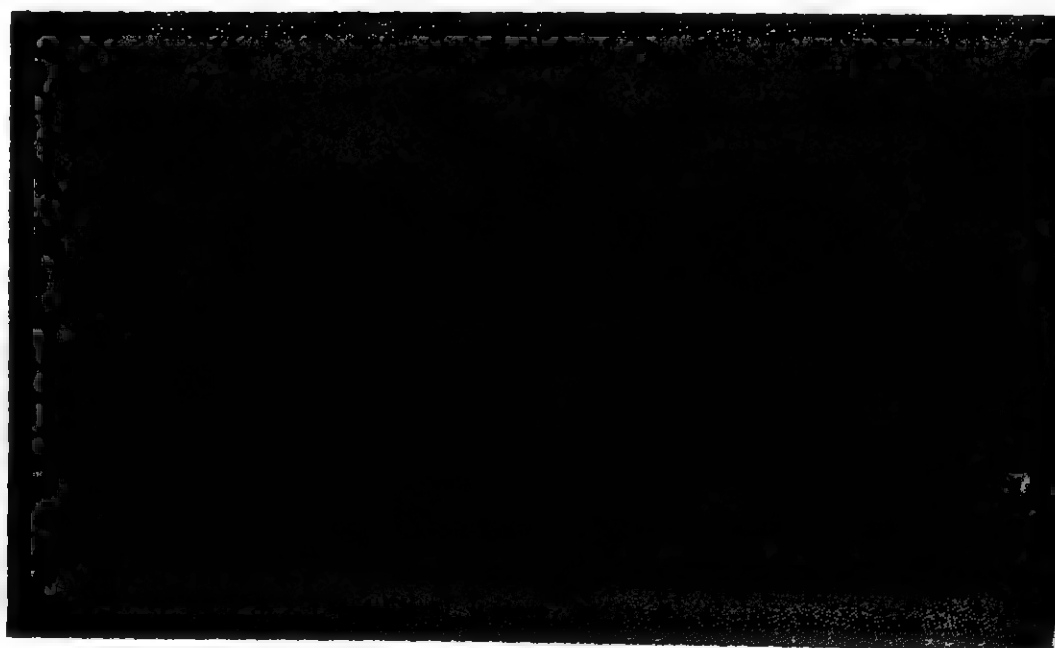
Politisé, démobilité, le ministère de la culture, conduit indifféremment par un chiraquien dans un gouvernement balladurien ou par un balladurien dans un gouvernement chiraquien, est devenu un ministère creux, sorte de coquille vide d'un genre nouveau : le ministère sans la culture, sans la francophonie, mais avec la communication.

Quelle lecture ferons-nous d'un destin aussi paradoxal ? Comment de telles dérives seront-elles appréhendées demain ? Ne nous renvoyent-elles pas, hommes de gauche, à notre propre pensée sur la culture ?

Frédéric Martel est ancien chargé de mission (démissionnaire en mai 1994) au ministère de la culture.

théâtres, lumi

FONDATIONNE N'OUBLIER AUCUNE FORME D'EXCLUSION



La Fondation de France lutte contre les formes les plus diverses d'exclusion, d'isolement et de souffrance.

Donner à la Fondation de France, c'est avoir la certitude que chaque don est transformé en action. La Fondation de France veille au bon emploi des fonds qui lui sont confiés pour venir en aide à ceux qui en ont besoin.

La Fondation de France est membre fondateur de la Charte de déontologie des organisations sociales et humanitaires faisant appel à la générosité du public. Privée, elle est indépendante et reconnue d'utilité publique.

AU COURRIER DU « MONDE »

LA CONTROVERSE SUR LA LOI GAYSSOT

Une disposition de la loi Gayssot du 13 juillet 1990 prévoit contre les révisionnistes une peine d'un mois à un an de prison, et une amende de 2 000 F à 300 000 F. Cette loi est aujourd'hui l'objet d'une controverse publique. Dans *Le Monde*, Madeleine Rebérioux la juge hautement critique ; elle souhaite - vœu pieux ? - qu'on poursuive les révisionnistes, au pénal, sur le fondement de la loi antiraciste du 1^{er} juillet 1972. Dans un autre quotidien, un membre de l'institut juge totalitaire le texte de cette loi ; il conseille au justiciable condamné de saisir, en dernier recours, la Cour européenne de Strasbourg, et il suggère de poursuivre les révisionnistes au civil. Enfin, une équipe de députés RPR, réunie autour d'un député de l'Isère, prépare une révision de la loi Gayssot. J'ai une suggestion à faire. Le 21 juin 1991, alors qu'il était dans l'opposition, Jacques Toubon a demandé l'abrogation de cette loi ; devenu ministre, il a changé d'avis et l'a dit le 6 février 1996. Je suggère l'abrogation d'une loi qui, on le voit, perturbe les esprits les plus distingués.

M. Artais, Paris

PILOTES ET MATHEUX

Grand merci à M. Weisshaupt pour son article « Pilotes, encore un effort... » (*Le Monde* du 28 mai). La surémulation des pilotes d'avions de ligne est scandaleuse ! Je suis à la fois docteur en mathématiques et breveté pilote d'avion. Piloter un avion, c'est excitant, mais franchement plus facile que la pratique des maths de haute volée. J'ai choisi la carrière universitaire ; après trente-deux années d'enseignement, je gagne glorieusement 12 000 F par mois, sans treizième mois. Alors, quand j'apprends qu'un pilote d'Air France Europe gagne en moyenne 80 000 F par mois, pour quarante-cinq heures de vol par mois ! je me sens plus que floué ! Au centre universitaire Tolbiac-Pierre-Mendès-France où j'enseigne depuis vingt-trois ans, mon directeur d'UFR ose même estimer que je « sature » les trois mètres carrés qui me sont alloués dans un modeste bureau parce que j'ose occuper ma place quatre jours par semaine ! J'envie les « chevaliers du ciel » bien séparés de leurs passagers, toujours logés dans les quatre-étoiles lors des escales, et sans fins de mois difficiles !

Edith Kosmarck, Paris

de droite?

Théâtres, lumières fragiles

Malaise rue de Valois

par Jean-Michel Djian

LE gouvernement s'apprête, semble-t-il, à proposer au Parlement une nouvelle baisse des crédits du ministère de la culture. Cette mesure ne semble nécessaire que parce qu'elle a l'apparence de l'équité : si effort national il y a, la culture ne saurait être épargnée.

Fausse évidence, qui se nourrit d'un leurre administratif : le financement de l'immense majorité des activités culturelles et artistiques se fait dans le cadre de ce qu'on appelle le titre IV du budget, les crédits d'intervention. « Intervention » semble indiquer qu'il ne s'agit que de projets aux- quels on pourrait renoncer – crise oblige. Sauf qu'en la matière ce ne sont pas des projets seulement qui sont visés, mais des entreprises au plein sens du terme : les théâtres.

D'aucuns paient aujourd'hui de « démanteler » le titre IV. Pour certains, sanctuariser la culture (ne pas diminuer le budget pour un oui pour un non), ce serait lui porter un respect excessif ou immérité, quasi religieux, incompatible avec les nécessités économiques nouvelles.

Il faut savoir qu'emploi et circulation des richesses sont au cœur des activités de culture dont le théâtre, en particulier, reste un exemple fort et un élément phare. Les subventions accordées au théâtre sont très majori-

tairement créatrices d'emplois. Pour 100 francs accordés à un théâtre, 30 à 40 vont à l'emploi des personnels permanents ; 30 au moins vont à l'emploi des acteurs, techniciens, décorateurs et autres intermittents dont les statuts, au lieu d'être objet de litige avec le CNPF, devraient être l'exemple vivant et intéressant pour tous d'un réel temps de travail partagé, à condition toutefois d'en lever la précarité : 20 francs environ vont à des services eux-mêmes créateurs d'emplois (graphistes, constructeurs, etc.).

A la fin des années 70, le ministère de la culture n'avait cessé de lutter contre le poids jugé excessif des masses salariales fixes. Elles furent largement allégées, les entreprises gagnant en productivité. Ce bénéfice est toujours d'actualité et a donc permis, à financement constant, une augmentation des emplois intermittents artistiques.

Ne nous laissons pas aveugler par les crises passées de quelques grandes et rares maisons (Opéra par exemple) qui ne révèlent en rien un état communément partagé. Au contraire, ces emplois utiles et généralement occupés par les personnes sont une véritable force. Mieux encore, il serait judicieux de réfléchir à la productivité du système actuel car il peut toujours être source de création d'emplois.

Ces équilibres sont néanmoins très

fragiles. Les budgets disponibles à la création (ou à la diffusion), déjà rognés, ne peuvent l'être de nouveau sans que l'architecture d'ensemble soit dynamitée. En cette sombre période pour l'emploi, chaque artiste, chaque technicien, chaque cadre administratif employé de la sorte est une charge en moins pour la collectivité. Enlevons de ces 100 francs de subventions publiques, 5, 10 ou 15 francs et la collectivité retrouvera en aval autant de charges de chômage. Nous aurons en plus dénué un édifice dont la diversité et la productivité font encore l'admiration du monde entier.

Jean-Marie Hordé, directeur du Théâtre de la Bastille.
Alain Crombecque, directeur du Festival d'automne à Paris.
Ariel Goldenberg, directeur de la MC 93-Théâtre de Bobigny.
Jacky Ohayon, directeur du Théâtre Garonne à Toulouse.
Alain Fourneau, directeur du Théâtre des Bernardines à Marseille.

La critique libérale argue souvent du caractère minoritaire du théâtre. En 1995, ce sont pourtant 8 millions de spectateurs qui auront fréquenté les théâtres, les opéras, les scènes nationales (ex-maisons de la culture). Ce n'est pas une « majorité » certes,

mais quel sens donner à ce partage en ces domaines ? Le football, dans les stades, réunit-il plus de 50 % des Français ? Allons ! Ferme-t-on les piscines au motif qu'elles ne sont fréquentées que par une « minorité » ?

Craignons au contraire qu'un économisme hâtif ne dissimule une idéologie plus brutale. Certains s'emploient aujourd'hui à dénoncer à grands coups d'indignation cultivée et hautaine on ne sait quelle mainmise de l'appareil d'Etat sur la création artistique. L'aide de l'Etat est au contraire source d'invention et de diversité. Ce n'est pas l'existence de quelques chapelles peut-être critiques qui peut prouver la réalité d'un « art d'Etat ».

Le budget national de la culture ne peut donc être évalué à la seule aune de la « désanctuarisation ». Outre les retombées économiques larges de ce domaine, outre les milliers d'emplois directs et indirects qu'il engendre, il reste notre meilleure chance de ne pas fragmenter encore davantage une société déjà malade, exclusive, de moins en moins « républicaine ».

La capitale est encore une ville-lumière. C'est pourquoi les nuits y sont si belles. Beaucoup de cités perdent leur vie à la tombée du jour. Un théâtre, c'est une lumière, puis celles du bistrot qui pourra rester ouvert, du restaurant voisin. La vie circule. Prenons garde de ne pas briser cela sous de fragiles prétextes comptables.

AINSI va la politique culturelle : tiraillée entre une contrainte d'ordre imposée par l'éthique de l'Etat et une obligation de désordre engendrée par la fonction artistique. La marge de manœuvre commune aux pouvoirs publics et aux artistes pour agir devient de plus en plus étroite.

On peut même avancer aujourd'hui qu'une certaine conception de la politique culturelle a vécu et que seule sa force d'inertie lui permet encore de conserver une forme de légitimité formelle. Trois lourdes réalités conduisent à penser qu'elle changera de nature, sinon de sens.

● La mondialisation structurée des échanges marchands. Elle n'est pas sans incidence sur le fait culturel, et la bataille de l'exception culturelle, loin d'être une victoire pour la France et pour l'Europe, peut être considérée comme un baroud d'honneur du Vieux Continent. Devant l'hégémonie croissante de la culture américaine, la culture comme « produit » ne peut résister à des réglementations et des quotas qu'ils soient.

Il faudrait, pour renverser la tendance lourde de la mondialisation des flux d'images et de sons, un tel volontarisme politique européen qu'il remettrait en cause le consensus même qui a permis d'adopter le principe des quotas européens d'œuvres audiovisuelles.

Cet amer constat s'accompagne en retour de la part des acteurs de l'économie de l'image d'une réelle volonté de transposer à l'échelle européenne un magma de réglementations nationales qui freine la création des programmes. Mais l'Europe est-elle prête à considérer qu'au-delà de la culture artistique du cinéma qui est la sienne il y a, dans la diffusion d'images venues d'Amérique, de quoi modifier en profondeur ses propres ressorts culturels ?

● L'appartenance progressive des peuples à de nouvelles idéologies religieuses ou nationalistes. L'islamisation doublée de l'intégrisme musulman fait figure de modèle culturel dans bien des régions du monde et transcende par ses pratiques toute volonté de rationalisation politique. Quid d'une politique où la culture serait comme par miracle affranchie de ce carcan ? Salman Rushdie, l'écrivain, est encore là pour nous rappeler que la liberté de parole reste la composante essentielle sinon unique de la liberté de création.

Il a fallu des siècles de guerres et de révolutions pour parvenir à créer les conditions d'une démocratie culturelle. Il faudra peut-être moins de temps pour la perdre si l'Occident ne prend pas conscience que ses peuples aspirent aussi à une forme de spiritualité.

La ferveur nationaliste constatée en Europe répond d'abord à un sentiment d'appartenance exclusive à une culture historique ou mythique. Là comme ailleurs, la dimension politique a peu de prise devant ce qui ressemble à un « sauve-qui-peut ».

La révolution à l'Est n'est pas celle qu'on croyait et les politiques culturelles que les nouveaux Etats se sont empressés de mettre en scène dès 1990 n'ont été que les avatars de celles de l'Ouest, avec en prime l'importation d'un monde culturel américain en main à rendre schizophrène n'importe quel citoyen est-européen éclairé. L'empressement des politiques à vouloir « fixer » une démocratie éternelle a probablement privé les artistes d'un terrain fertile à la création d'un nouvel imaginaire social.

● Une conception élitiste de l'art et de la création. Cette conception renverrait celle de culture à des fonctions exclusives sociales. L'émergence des politiques culturelles a permis d'institutionnaliser une offre artistique face à une demande qui ne lui correspondait qu'en partie. Cette demande est *grosso modo* celle d'un public plutôt cultivé. Il existe toujours une demande non satisfaite qui ne se retrouve pas dans ces institutions : 55 % des Français ne sont encore jamais al-

lés au théâtre, 12 % au cinéma, 82 % n'ont jamais assisté à un concert de jazz, 71 % à un concert de musique classique. C'est le « non public ».

Il est éligible au même titre que l'autre aux efforts des politiques culturelles de l'Etat et des collectivités locales. Il est d'autant plus sensible qu'il est majoritaire, donc politiquement prioritaire. En période de restrictions budgétaires, c'est le ministère de la culture qui est mandaté pour faire œuvre de politique culturelle, sans distinction d'âge, de sexe ou d'origine.

On oublie trop que le ministère de la culture est d'abord le ministère des artistes et du patrimoine et qu'en conséquence il n'est pas le mieux qualifié pour intervenir au présent sur ce que d'autres ministères (éducation, affaires sociales, jeunesse et sports...) ont pour mission de réussir dans leur champ de compétences.

Il n'est pas certain que la tendance à vouloir instrumentaliser la culture contribue à la régulation sociale.

Le temps politique ne correspond pas au temps artistique

Cette dérive républicaine conduit l'Etat à associer naturellement les artistes à la réduction de la « fracture sociale » : eux seuls auraient les outils pour y parvenir. Il n'est pas certain que cette tendance à vouloir instrumentaliser la culture contribue à la régulation sociale. Elle montre surtout les limites d'un système où les impératifs politiques (avec obligation de résultat) ne peuvent coïncider avec un processus culturel dont l'activité n'engendre que des comportements (sans obligation de résultat). Le temps politique ne correspond pas au temps artistique.

Dans le même temps, la professionnalisation des artistes et de ceux qui ont la charge de les promouvoir s'est amplifiée et leur champ d'intervention considérablement élargi. Des corporations se sont forgées, discipline par discipline, certaines nourries par l'idée que l'art et la création « n'ont pas de compte à rendre dans l'instant ». Seul le public est jugé, aujourd'hui ou demain.

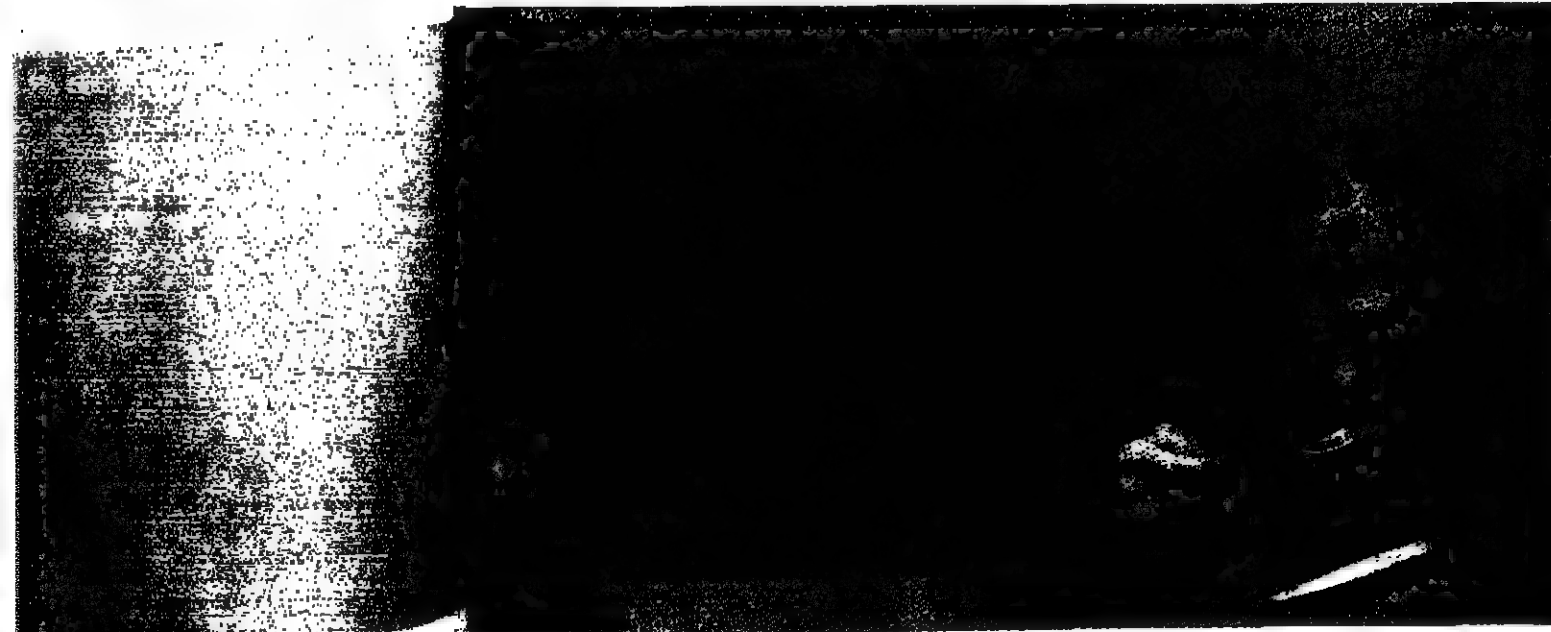
Cette distanciation est dans l'absolu défendable. Mais elle prête le flanc à une volée de critiques qui, loin de faciliter l'accès à l'art (contemporain en particulier), deviennent autant de prétextes supplémentaires à « l'enfermement » des artistes.

Une population artistique qui se veut élitiste et qui le revendique n'a aucun intérêt à s'affranchir d'une tutelle publique qui la renforce dans cette « distanciation ». Il se trouve suffisamment de hauts fonctionnaires au ministère de la culture pour défendre honnêtement des choix artistiques audacieux et risqués. Mais il n'y a personne pour en contester le bien-fondé. La politique artistique a ceci de spécifique : elle se décide entre professionnels. Sauf dans des secteurs où la marge de pression du public est la plus forte (musique et cinéma). Peut-être l'existence même d'un ministère de la culture aussi sacralisé constitue-t-elle un obstacle rédhibitoire à la nécessité impérieuse de laisser la culture et l'art se nourrir du réel. On peut honnêtement le penser. L'heureuse initiative de Philippe Douste-Blazy de confier à Jacques Rigaud le soin de « repenser les fondations » du ministère en dit long sur les interrogations de l'Etat en la matière.

Jean-Michel Djian est professeur associé à l'université Paris-VIII.

FON DE FRANCE

FORME D'EXC TRANSFORMER CHAQUE DON EN ACTION.



La Fondation de France intervient pour redonner une place à ceux qui sont exclus ; grâce à la générosité des donateurs, elle mène des actions destinées, par exemple à :

- aider les personnes exclues à se réinsérer,
- accompagner dignement la fin de vie des malades et aider les familles éprouvées,
- permettre à des enfants malades de partir en vacances,
- aider les familles confrontées au problème du vieillissement de leurs enfants handicapés,
- favoriser la création de structures d'accueil dans lesquelles les personnes âgées peuvent vieillir comme chez elles,
- soutenir la recherche médicale sur le cancer, les maladies cardio-vasculaires, le diabète...

FONDATION DE FRANCE, NOUS AIDONS CEUX QUI VEULENT AIDER.
(1) 44 21 51 00 OU 3615 FONDATION DE FRANCE

Robert Boyer, directeur de recherche au CNRS

Le mauvais capitalisme chasse le bon

Le théoricien de l'« école de la régulation » distingue, par-delà les contraintes de la mondialisation, quatre modèles d'économie capitaliste, dont l'un, issu des pays anglo-saxons, est aujourd'hui favorisé par la conjoncture internationale

« L'URSS s'est effondrée, la social-démocratie voit ses fondements contestés, l'interventionnisme d'Etat est partout en recul : le capitalisme le plus im-
pitoiable a-t-il gagné ?

Si, dans les années 30, des systèmes économiques instables puis en stagnation avaient appelé une série d'interventions et de réglementations publiques, de nos jours c'est la conception inverse qui prévaut : les marchés seraient intrinsèquement stables, seulement perturbés par les interventions de l'Etat, qu'il conviendrait donc de supprimer ou tout au moins de rationaliser. Pour surmonter la grande crise de 1929, John Maynard Keynes recherchait une troisième voie entre un capitalisme libéral instable et inégalitaire et un régime soviétique autocratique et potentiellement inefficace. La dernière décennie marque au contraire la déstabilisation de la plupart des configurations héritées de ces recherches d'une troisième voie.

Après 1983, l'échec d'un volontarisme étatique à la française souligne les conséquences de l'internationalisation et la prégnance des idées favorables au libre jeu du marché. Vient ensuite, à la grande surprise des meilleurs spécialistes, l'effondrement des régimes de type soviétique, qu'on s'empresse d'attribuer à la supériorité du capitalisme. Et, à la fin des années 80, le modèle social-démocrate suédois, qui avait si longtemps su concilier dynamisme économique, plein emploi et justice sociale, entre dans une crise majeure : quand le chômage, qui était que de 1,6 % en 1989, atteint 12,5 % en 1996, sous l'impact d'une récession sans précédent, la viabilité de ses principes fondateurs est mise en doute.

Last but not least, le capitalisme nippon, qui avait fort impressionné, voire terrorisé, les gestionnaires américains au milieu des années 80, semble immobilisé. Au Japon même, de multiples voix réclament l'importation des méthodes américaines et proclament la fin de l'exceptionnalisme de ce pays. Par contraste, le capitalisme américain connaît un regain de dynamisme et de prestige au point de polariser l'attention des hommes politiques et des dirigeants d'entreprise comme « le » modèle à imiter.

Ces apparences correspondent-elles à la victoire définitive d'un capitalisme anglo-saxon qui serait supérieur à tous les autres ?

Rien n'est moins sûr, car les difficultés bien réelles des divers capitalismes ne sauraient dissimuler les déséquilibres et les tensions qui traversent la société américaine. Certes, l'économie nord-américaine est dans sa cinquième année d'expansion depuis 1992, au rythme de 3 % par an, ce qui fait comparer à l'atonie européenne (seulement 1,4 % par an) et aux incertitudes de la croissance japonaise (0,8 % par an). Mais ces résultats conjoncturels favorables résultent très largement d'une ges-



tion habile de la parité du dollar et de l'excès de l'épargne japonaise qui permet aux consommateurs américains et au gouvernement de vivre à crédit.

Si, de 1947 à 1973, le revenu réel de la « famille américaine typique » a cru au rythme substantiel de 2,8 % par an, de 1973 à 1992 il est quasiment stagnant, puisqu'il ne croît plus que de 0,1 % par an. Adieu le rêve fondateur de la société américaine d'une progression continue du niveau de vie. Au-delà des performances remarquables de certaines firmes, il n'a pas été trouvé de successeur au régime de croissance régulière, le fordisme. C'est par le recours au crédit, l'allongement du temps de travail, la multiplication des sources de revenus par ménage et l'essor de l'activité féminine qu'a pu être maintenu un certain dynamisme de la consommation.

Simultanément, alors qu'avant 1973 le revenu des plus défavorisés

tendait à croître plus vite que celui des plus riches, après cette date s'accroissent les inégalités. De 1973 à 1992, le revenu moyen des 20 % des familles américaines les plus riches a cru de 19 % alors que les 20 % plus pauvres ont subi une perte de 12 %. De 1983 à 1992, les 20 % plus riches ont accaparé 98,8 % de l'accroissement de la richesse. Est-il sans importance pour la viabilité de la société américaine à long terme de noter que les 1 % les plus riches ont bénéficié des 61,6 % de l'augmentation du patrimoine ? La pauvreté s'est transformée en un phénomène cumulatif qui ne se limite plus aux minorités ethniques mais touche l'ensemble des ouvriers à qualification modeste ou inexistante.

Ne constate-t-on pas que, malgré ses travers, ce système semble être adopté partout ?

Il faut se défier des apparences. Les institutions les plus essentielles, qui gouvernent l'allocation

du capital, les relations professionnelles, le type de solidarité et de couverture sociale, ou encore les rapports à l'Etat et l'insertion internationale demeurent, extrêmement différentes, y compris pour des sociétés géographiquement proches. Le capitalisme anglo-saxon ne définit que l'une des quatre configurations qui continuent à coexister.

En Nouvelle-Zélande, en Australie, au Canada et à un moindre degré en Angleterre, prévaut, comme aux Etats-Unis, un capitalisme de marché. Ce mécanisme gouverne la quasi-totalité des sphères de l'activité économique et sociale : l'innovation est stimulée par l'appropriation individuelle de ses bénéfices et s'organise sur la base d'un respect strict des droits de la propriété intellectuelle, l'accès à l'éducation est régi par un calcul en termes de rendement du capital humain, l'allocation du crédit passe par des marchés financiers extrêmement sophistiqués et la législation vise à maintenir une vigoureuse concurrence. La compétition prévaut aussi en matière de programmes et de carrières politiques, et l'accent est mis sur la limitation du pouvoir de l'Etat central, ce qui implique une faible couverture sociale et une fiscalité peu redistributive. Malheur aux vaincus, car la puissance et la gloire vont vers les entrepreneurs qui réussissent.

Le capitalisme méso-corporatiste est bâti au contraire sur une myriade de processus de coordination des forces du marché. Ainsi au Japon, l'innovation résulte de la mise en commun de savoir-faire pratiques, dont la constitution suppose une grande stabilité de la main-d'œuvre qualifiée au sein de la firme, qui est le lieu où coopèrent gestionnaires et salariés (plus qu'elle n'est la propriété et l'objet du contrôle d'actionnaires). La sélection des élites est confiée au système éducatif plus qu'à la mobilité sur le marché des professionnels hautement qualifiés. Des participations croisées et des relations étroites entre entreprises et banques permettent un horizon long pour les investissements. La

mobilisation des effets d'apprentissage et la sophistication des procédures de coordination induisent une spécialisation dans des secteurs à fortes économies d'échelle et différenciation de produits tels que l'automobile, l'électronique grand public, la robotique, soit les secteurs dans lesquels le capitalisme marchand anglo-saxon a montré ses limites.

Et le troisième modèle ?

C'est celui du capitalisme social-démocrate, dans lequel la négociation entre patronat, syndicats et représentants de l'Etat est privilégiée pour assurer la compétitivité à long terme, la progression permanente du revenu dans le respect de la plus grande égalité possible. En Suède, le chômage a été contenu jusqu'en 1989 grâce à la conjonction d'une politique de change, d'une flexibilité salariale négociée, de la création d'un grand nombre d'emplois dans les services sociaux publics et de politiques de formation actives.

Le modèle est entré en crise sous l'effet de la contraction des débouchés extérieurs, de l'internationalisation des grandes firmes suédoises et surtout des limites fiscales à un essor continu de l'emploi public, dans un contexte où les jeunes générations renvoyaient en cause la faible ouverture de la hiérarchie salariale. La négociation centralisée est abandonnée et les dépenses publiques réduites, mais, au-delà de cet épisode dramatique, la logique social-démocrate n'a pas dit son dernier mot. Le capitalisme suédois est particulièrement bien placé pour innover en matière de protection de l'environnement, de services médicaux, d'humanisation du travail.

Comment se situent les autres pays européens ?

L'Allemagne emprunte à la fois au modèle social-démocrate et au capitalisme à impulsion étatique, le quatrième modèle, qui domine dans les pays latins, dont la France. Comme les partenaires sociaux ne parviennent pas aisément à négocier, que le patronat n'est pas suffisamment puissant pour imposer sa stratégie et que la logique du marché est contenue, il revient dans ces pays à l'Etat d'assurer de façon directe ou indirecte une grande partie des ajustements économiques et financiers. En France par exemple, l'Etat est le Maître

théorie, la possibilité d'une multiplicité de formes du capitalisme. Si la vigoureuse croissance des « trente glorieuses » tendait à dissimuler leurs imperfections respectives, la conjoncture beaucoup plus contrastée des deux dernières décennies a favorisé successivement l'un ou l'autre de ces capitalismes : social-démocrate dans les années 70, méso-corporatiste dans les années 80, de marché depuis lors.

Les pays choisissent moins leur capitalisme qu'ils ne l'adaptent à la manière des logiques et des institutions dont ils héritent. Lorsque le régime international est à peu près stabilisé, chacun des capitalismes développe son avantage compétitif autour de secteurs bien particuliers qui trouvent dans les « dotations institutionnelles » nationales les sources de leur dynamisme.

Au capitalisme marchand l'avancée des connaissances fondamentales et les innovations susceptibles d'être brevetées : la biologie, les logiciels, l'industrie des loisirs. Au modèle méso-corporatiste le soin de développer les nouveaux produits de la consommation de masse, tels l'électronique grand public, les nouveaux moyens de transport. Le capitalisme social-démocrate est bien placé pour inventer et produire les nouveaux biens collectifs associés à l'éducation, la santé, au vieillissement de la population, mais aussi à la préservation de l'environnement. Enfin, il revient au capitalisme à impulsion étatique de développer les innovations en matière d'infrastructures collectives, tels les trains à grande vitesse, l'industrie spatiale, les télécommunications... On peut ainsi concevoir une coexistence des capitalismes fondée sur leur complémentarité, sans qu'aucun d'entre eux finisse par s'imposer.

Mais cette vision de la complémentarité des quatre capitalismes ne correspond pas à la réalité.

En effet, deux changements majeurs sont venus perturber cette distribution internationale des capitalismes. D'abord, l'affirmation des nouveaux pays industrialisés en Asie déplace le centre de gravité du monde capitaliste et multiplie encore la variété des configurations. Il est peu vraisemblable que le capitalisme chinois ressemble à

De 1973 à 1992, le revenu moyen des 20 % des familles américaines les plus riches a cru de 19 %, alors que celui des 20 % les plus pauvres a diminué de 12 %

Jacques de la régulation. Il attire et sélectionne les élites à travers le système scolaire public, il gère les services publics et sociaux, mais aussi des entreprises du secteur réputé concurrentiel, il légifère abondamment en matière de relations professionnelles et intervient dans l'allocation du crédit. Il n'est pas seulement un Etat keynésien en charge de la conjoncture, il organise aussi et surtout les conditions de la compétitivité structurelle : sous son égide se règle une grande partie de l'ajustement de l'offre et de la demande. Les analystes anglo-saxons en sont fort déçus. Ils sont passés d'une appréciation favorable du « miracle français », à un jugement particulièrement sévère en termes d'euroclérose : lorsque le moteur public s'essouffie ou se bloque, le dynamisme de ce capitalisme s'affaiblit et l'on voit croître le nombre des partisans d'une révolution libérale.

En somme, aucun des capitalismes ne marche bien !

La théorie économique des années 60 donnait à penser que le capitalisme de concurrence pure et parfaite était un idéal peu éloigné des économies concrètes. Depuis lors, les recherches ont fait ressortir qu'il existait potentiellement un grand nombre d'imperfections (tenant à l'appréciation de la qualité, du risque, à l'existence d'externalités à l'innovation, à la concurrence stratégique), dont chacune appelle des institutions ou des organisations alternatives au marché ou qui le complètent. Voilà qui fonde, en

terme au capitalisme japonais, pas plus que ceux de la Corée ou Taiwan n'en sont une copie.

Mais le second changement concerne la libéralisation et la multiplication des innovations financières, qui changent radicalement les déterminants du taux de change, du taux d'intérêt, et contraignent l'autonomie de la politique monétaire et même budgétaire. La nouvelle conjoncture internationale qui en dérive donne l'avantage à ceux des systèmes économiques qui ont la plus vive capacité de réaction. Dans ce contexte, le capitalisme marchand anglo-saxon prospère et, par contraste, les capitalismes étatique, social-démocrate ou méso-corporatiste perdent du terrain, se défont ou entrent en crise car ils appellent un horizon économique beaucoup plus long et des systèmes financiers patients.

Nous vivons donc une période paradoxale : le capitalisme triomphe mais c'est l'une de ses formes les moins prometteuses qui tend à l'emporter sur d'autres, faute d'un système international qui permette la complémentarité des croissances nationales. La loi de Gresham, qui dit que « la mauvaise monnaie chasse la bonne », s'applique globalement : à long terme les « mauvais » capitalismes, inégalitaires, peu efficaces mais flexibles, chassent les « bons », assez égalitaires, plus efficaces mais trop lents face à la conjoncture courte.

Propos recueillis par Eric Le Boucher

L'école de la régulation

L'UN DES ÉCONOMISTES les plus connus de l'« école de la régulation », Robert Boyer, a fortement contribué à en faire connaître les travaux à l'étranger en tissant des réseaux avec des économistes et des chercheurs d'autres disciplines dans de nombreux pays. Né en 1943 à Nice, polytechnicien, ingénieur des Ponts, il a travaillé dans les années 70 à la direction de la prévision du ministère de l'économie, autour du modèle économétrique Star. Rapidement, il s'inscrit dans le courant régulationniste, avec une spécialité : les liens entre le progrès technique, les formes de régulation et l'emploi. Directeur de recherche au CNRS, il enseigne à l'École des hautes études de sciences sociales.

Née dans les années 70, après les travaux de Michel Aglietta sur les Etats-Unis, l'école de la régulation part du constat que le ralentissement de la croissance observé après 1973 ne provient pas seulement du choc pétrolier, mais, plus profondément, de l'épuisement du « mode de croissance » qui prévalait depuis la grande crise de 1929. Ce mode, le « fordisme », se définit par un enchaînement : les gains de productivité permettent une hausse des salaires, qui, à son tour, autorise la diffusion des biens de consommation durables (électro-ménager,



ROBERT BOYER

automobile...). Depuis la fin des années 60, le ralentissement des gains de productivité grippe cette régulation, qui parvenait à associer progrès social et performance économique, et provoque la crise.

Une crise n'est donc pas un dysfonctionnement passager qui a écarté l'économie de l'équilibre, mais le vent la théorie classique, comme le moment difficile du passage d'un mode de régulation à un autre. Réintroduisant ainsi l'histoire en économie, l'école met au jour, comme nous l'explique Robert Boyer, les différences importantes qui subsistent entre les pays. Chacun associe à sa manière des « formes institutionnelles » qui rassemblent un type de concurrence, un rapport salarial, un régime monétaire et un positionnement de l'Etat. Si la régulation fordiste s'est diffusée à tous les pays et si elle est en crise partout, ses formes concrètes restent hétérogènes. Robert Boyer dénombre quatre formes de capitalisme qui ont cohabité et qui pourraient même devenir relativement complémentaires. Mais la mondialisation financière vient saper les fondements de cette coopération potentielle.

E. L. B.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du conseil de surveillance : Jean-Marie Colombani
Directeur : Jean-Marie Colombani ; Directeur général : Noël-Jean Bergeron, directeur général adjoint ;
Directeur de la rédaction : Edwy Fievet
Directeurs adjoints de la rédaction : Thomas Pénicaud, Robert Solé
Rédacteur en chef : Jean-Paul Besset, Bruno de Canon, Pierre Georges, Laurent Gaudier, Danièle Heymann, Bertrand Le Gendre, Jean-Vincent Lecomte, Manuel Luchet, Luc Nosenzweig
Directeur artistique : Dominique Royette
Médiateur en chef technique : Eric Azan
Secrétaire général de la rédaction : Alain Pouchet
Directeur technique : Eric Pichon ; Directeur délégué : Anne Chaussegros
Conseiller de la direction : Alain Robit, directeur des relations internationales : Danyèle Vermet
Médiateur : André Lacombe
Conseil de surveillance : Alain Manc, président ; Olivier Biffaud, vice-président
Anciens directeurs : Hubert Depuy-Méry (1944-1950), Jacques Fauvet (1950-1982), André Laurent (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1894
Capital social : 995 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert Depuy-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Investissements, Le Monde Presses, Les Presses, Le Monde Privatisation
SIEGE SOCIAL : 21, rue Claude-Bernard - 75002 PARIS CEDEX 05
Tél. : (0) 42-17-20-40. Télécopieur : (0) 42-17-20-33. Telex : 206 806 F

Le Monde

ÉDITORIAL

M. Nétanyahou, des promesses aux actes

Li allait de soi que pour un premier discours, prononcé quarante-huit heures à peine après l'annonce de son élection à la fonction de premier ministre, Benjamin Nétanyahou n'allait pas prendre le risque de tracer, même dans ses grandes lignes, sa propre vision du « processus de paix » qu'il s'est engagé à continuer. Le lieu – un rassemblement de trois mille militants de son parti, le Likoud – ne s'y prêtait pas davantage que les appréhensions, suscitées en Israël et dans le monde depuis son élection, quant à l'avenir des négociations de paix. Le premier ministre élu de l'Etat juif est en outre engagé dans des tractations avec les petits partis, religieux, russophones, de centre-droit et d'extrême droite, pour former une coalition gouvernementale, et son projet de gouvernement est sans doute au cœur de ces marchandages.

M. Nétanyahou s'est donc replié sur des thèmes généraux qui, s'ils ne provoquent pas d'inquiétudes nouvelles, ne dissipent pas pour autant celles que sa plate-forme électorale et un entourage de « faucons », tels les anciens ministres Ariel Sharon et Rafail Eytan, avaient déjà fait naître. Il s'est borné à

dire qu'il voulait « renforcer et améliorer les relations pacifiques avec la Jordanie et l'Égypte », continuer les négociations avec les Palestiniens et « essayer de faire progresser les pourparlers avec les autres États arabes », c'est-à-dire essentiellement la Syrie.

A l'extérieur d'Israël, notamment dans le monde arabe, on aura surtout retenu de son discours sa promesse de faire en sorte que Jérusalem, « capitale éternelle du peuple juif », ne soit « jamais plus divisée ». S'il est vrai que son rival malheureux, Shimon Pérès, ne tenait pas un discours différent sur la ville sainte, il demeure que plusieurs mouvements – dont le Likoud – lui prêtaient une certaine disposition à une forme de compro-

mis sur le sort de la partie orientale de Jérusalem, dont les Palestiniens revendiquent la souveraineté.

Il était en revanche plus aisé pour le premier ministre élu de s'étendre sur les divisions au sein de la société israélienne. M. Nétanyahou n'a pas oublié qu'une partie au moins de ses concitoyens, et singulièrement la venue de l'ancien premier ministre assassiné, Itzhak Rabin, lui reprochent d'avoir favorisé le climat de haine qui a conduit à l'assassinat de ce dernier. Il sait aussi qu'il ne l'a emporté contre M. Pérès que d'une très courte tête et qu'il ne lui sera pas facile de combler les « divisions profondes », ni d'apaiser « les tensions » qui minent la société israélienne. D'où son appel à « tous les Israéliens, à ceux qui ont voté pour [lui], à ceux qui ont voté contre [lui] » pour leur dire : « Je veux être le premier ministre de tous les Israéliens sans exception. »

Discours d'apaisement que les Israéliens, comme les Arabes et la communauté internationale pour ce qui concerne le processus de paix, ne pourront juger qu'à l'aune des actes. Et peut-être d'abord à la composition du nouveau gouvernement, qui devrait être connue dans les quinze jours.

Les villes, avenir du monde

Suite de la première page

Même si ces chiffres et ces listes inquiètent, il est vain de prétendre contrecarrer l'explosion urbaine. Qu'on le veuille ou qu'on le redoute, l'avenir du monde se joue dans les villes. Tel est le dogme fondateur de la conférence Habitat II qui s'est ouverte, lundi 3 juin à Istanbul, sous l'égide de l'ONU. Selon le secrétaire général de ce « sommet des villes », le Gambien Wally N'Dow, « les villes ne sont pas seulement des lieux de catastrophe sociale ; ce sont des endroits où se joue notre survie ».

Plusieurs réalités tendent à démontrer que la croissance des villes est un phénomène non seulement inéluctable mais porteur d'espoirs. Le mouvement d'urbanisation est déjà si profondément engagé que l'essentiel de l'expansion des villes repose désormais non plus sur l'exode rural mais sur leur démographie interne. « La ville s'auto-peuple », résume le philosophe Thierry Paquot, qui a coordonné le très riche ouvrage collectif *Le monde des villes* (éditions Complexe). Les experts internationaux ajoutent à ce constat un élément de pragmatisme : « Mieux vaut être pauvre en ville que de mourir à la campagne », assènent-ils pour expliquer les migrations vers des villes pourtant dramatiquement déshéritées, violentes et polluées. Selon le rapport préparatoire au sommet d'Istanbul, les citadins pauvres sont trois à dix fois plus riches que les ruraux pauvres. Urbanisation et développement vont de pair, plaide l'ONU.

L'essor des « humains »

Les villes, carrefour des compétences et des initiatives, support stimulant pour l'éducation et l'innovation, lieux d'ouverture au monde, favorisent non seulement le décollage économique, mais aussi la baisse de la fertilité. Déjà, les rythmes de croissance s'essouffent. L'urbanisation porterait en elle les remèdes à ses propres ravages. En soulageant les campagnes, la croissance des villes permettrait une hausse de la productivité agricole et une meilleure préservation des ressources naturelles.

Dans les pays riches, le fait urbain est non seulement une réalité démographique ancienne (85 % des Français vivent dans une commune comptant plus de 30 000 habitants ou jouxtant une telle commune) mais l'unique référence en matière de mode de vie. Les villes-centres stagnent ou se dépeuplent mais c'est au profit des « rurbains » qui n'acceptent de vivre à la campagne qu'à condition d'y trouver tous les services d'une ville.

L'enjeu central du sommet d'Istanbul consiste à faire reconnaître ces principes comme des évidences

RECTIFICATIF

ASSOCIATION CÉSAR

Ce n'est pas, comme indiqué par erreur dans *Le Monde* du 28 mai, à l'initiative de Roland et Nadine Müller que vient d'être créée, à Neuhäuser (Alsace), l'association César, dont l'objet est de comprendre ce qu'est devenu l'argent récolté en 1986, pour l'opération du fils polyhandicapé de M. et M^{me} Müller, mais à l'initiative des donateurs eux-mêmes : ces derniers souhaitent que l'association Les Enfants de l'espoir, chargée en 1986 de gérer l'argent reçu, leur présente ses comptes.

mondiales, jusque dans leurs conséquences politiques et financières. L'affaire n'est pas mince puisqu'il s'agit de rompre avec l'idée encore largement dominante qui veut que le salut du tiers-monde passe par l'agriculture. Il faudrait désormais « mettre le paquet » sur les villes, afin de les rendre vivables pour les masses qui vont continuer d'y défiler et de s'y multiplier. La réorientation de l'aide internationale au développement vers les enjeux urbains (3 % des budgets seulement va aujourd'hui aux villes) s'annonce comme l'un des défis d'Istanbul.

AFFRONTEMENTS IDÉOLOGIQUES

A l'évidence, la tâche est titanesque. La planète compte 500 millions de sans-abri ou mal logés. Dix millions de citadins meurent chaque année du fait de la mauvaise qualité des logements, de l'eau et de l'hygiène. Le déracinement et le chômage, la violence, l'éclatement social et ethnique comptent parmi les plaies consécutives à la prolifération des villes. « Techniquement, nous savons comment régler les problèmes urbains », assure Daniel Biam, responsable au centre des Nations unies pour les établissements humains de Nairobi. Ce qui manque, c'est la volonté politique. Et de citer l'exemple de l'eau potable, que les habitants des bidonvilles africains paient jusqu'à vingt fois plus cher que les habitants ayant accès à un réseau de distribution. Des conflits fonciers et politiques empêchent l'arrivée des canalisations dans les quartiers pauvres.

Pour rendre les villes plus viables et respirables, le sommet d'Istanbul devrait tourner le dos aux remèdes centralisés, planifiés et focalisés sur le logement, prônés sans grand succès en 1976 à Vancouver, lors de la première conférence Habitat. La décentralisation, la démocratie, le partenariat avec les collectivités locales, le secteur privé (BTI notamment) et les associations d'habitants sont présentés aujourd'hui comme les voies du progrès, préfigurant le schéma sur lequel l'ONU elle-même entend s'appuyer pour reconquérir légitimité et financement.

En vertu de cette logique, les maires et les ONG ont conquis droit de cité officiel dans la conférence, innovation à laquelle seules la Chine, Cuba et l'Algérie se sont opposées. En lever de rideau du sommet, une assemblée mondiale de villes vient même de s'ériger en coordination permanente afin de participer directement aux programmes de coopération des Nations-unies.

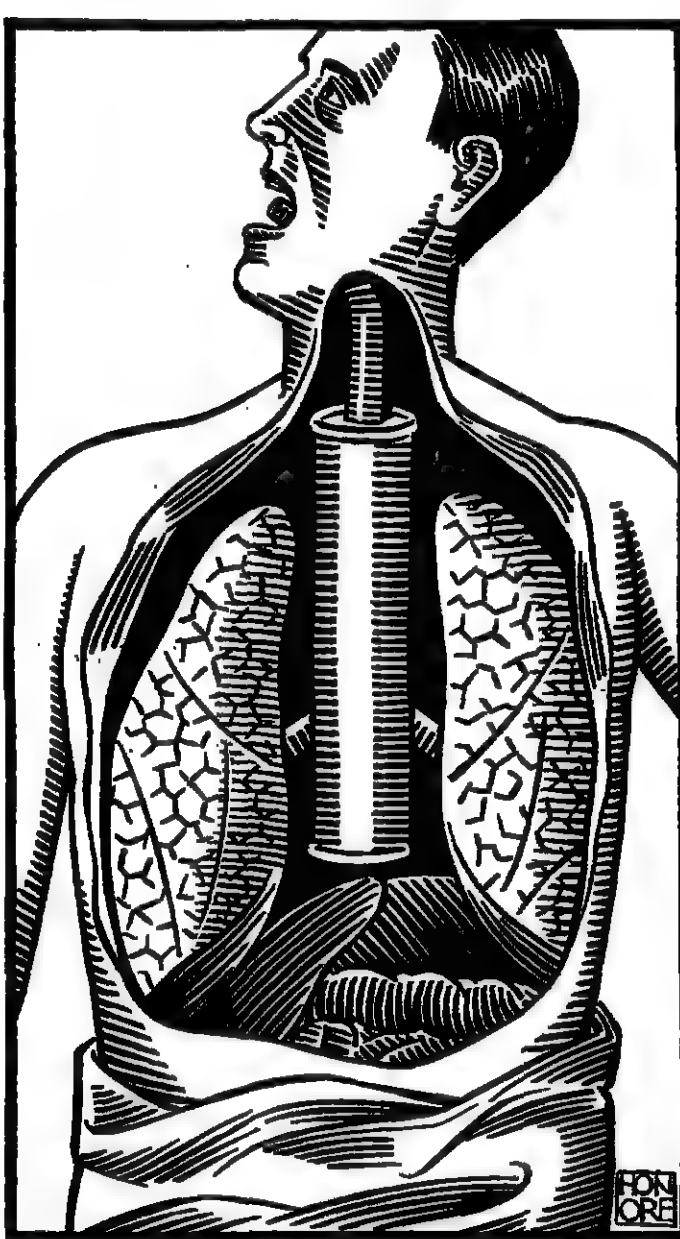
Les affrontements idéologiques qui avaient secoué les précédentes « grands-messes » de l'ONU au Caire et à Pékin, notamment sur l'avortement, ne devraient pas être absents à Istanbul. S'annoncent des débats sur l'égalité des sexes dans l'accès à la ville, sur le principe du droit au logement (que les États-unis refusent de reconnaître), sur les pouvoirs respectifs des gouvernements et des maires, et sur la nécessité d'une solidarité internationale à l'égard des pays en voie de développement. Mais la forte présence des responsables de villes, d'associations et d'ONG pourrait faire passer au second plan les traditionnels enjeux onusiens.

« Istanbul » esquisserait alors un futur moins déprimant pour notre planète citadine, enrichissant la pensée de Georges Perec selon laquelle « il n'y a rien d'inhumain dans une ville, sinon notre propre humanité ».

Philippe Bernard

★ A propos des enjeux du sommet d'Istanbul, on se reportera avec profit à la dernière livraison de la revue *Urbanisme* qui y est entièrement consacrée (116 pages, 120 F).

Inspiration par Honoré



DANS LA PRESSE

THE NEW YORK TIMES
■ Les paroles rassurantes de M. Nétanyahou seront mises en relation avec ses actes lorsqu'il formera son gouvernement, qu'il héritera de la responsabilité d'appliquer les accords de paix et qu'il révélera son approche à l'égard des pourparlers ultérieurs à mener avec la Syrie. (...) Si M. Nétanyahou est sérieux dans sa volonté de poursuivre le processus de paix, il devra observer une approche plus constructive que celle qu'il a manifestée jusqu'ici dans la perspective de la prochaine phase des négociations. (...) Pour M. Nétanyahou, la responsabilité la plus urgente est de réunifier une nation qui a toujours puisé sa force dans des idéaux largement partagés et des objectifs nationaux ambitieux mais pragmatiques.

LA TRIBUNE DES FOSSÉS

Jacques Jubin
■ Audiovisuel, France Télécom, EDF-GDF, SNCF, RATP et même armement, le secteur public est en émoi. (...) Les privatisations, même si elles sont très larges, de l'assurance à l'armement, ne peuvent pas tout résoudre. La France est condamnée à vivre avec un vaste secteur public. Il serait temps que le gouvernement lui fixe de nouvelles missions pour le propulser dans le futur. En pensant tant à la

compétition internationale qu'à la mutation culturelle des entreprises et aux usagers.

RTL

Philippe Alexandre
■ Voici donc, promise à chaque élection nationale, et encore en mai 1995, la réforme fiscale. C'est la troisième réforme du septennat de Jacques Chirac. La première, celle de la protection sociale, a coûté au gouvernement et à la majorité une des manifestations populaires les plus massives et impressionnantes de la V^e République. (...) La seconde, celle du service national, était sans danger. A première vue, la réforme fiscale est également sans danger. S'il s'agit de simplifier radicalement un système devenu un chef-d'œuvre de complexité (...) et aussi une source d'inégalités, le travail étant beaucoup plus imposé que le capital, s'il s'agit enfin de diminuer les impôts sans en créer de nouveaux, les Français ne vont évidemment pas protester. Mais (...) quand l'Etat manque d'argent parce que les recettes diminuent au même rythme que l'activité économique, on ne peut pas réduire de façon significative les impôts. (...) Enfin et surtout, Alain Juppé risque de voir sa majorité se diviser sur une réforme à laquelle les électeurs sont tellement sensibles.

Le modèle culturel français en panne

UNE PARTIE se joue ces jours-ci entre le ministère de la culture et celui du budget, dont il ne faut pas être grand clerc pour prédire l'issue : une baisse, faible ou importante, des crédits d'Etat alloués à l'activité artistique. Lors de son entrée en fonctions au ministère de la culture, en 1995, Philippe Douste-Blazy avait dû renoncer, après le vote d'un collectif budgétaire par le Parlement, à 682 millions de francs, soit 5 % du budget du ministère.

Aujourd'hui, 15 % de ses crédits de dépenses ordinaires et 25 % de ses crédits de paiement, soit 1,2 milliard de francs, sont « gelés », et les exigences du ministère du budget sont si pressantes qu'une partie de cette somme pourrait être purement annulée avant la fin de l'année. Les prévisions pour 1997 sont sombres : plus de 3 milliards pourraient être effacés du budget du ministère (*Le Monde* du 24 mai).

C'est désormais un certain « modèle français » de la politique culturelle qui est en panne. Ce modèle fut forgé par André Malraux et décliné par les deux ministères Lang, suscitant l'admiration et l'envie de nombreux artistes sur tous les continents, fût-ce souvent loin de Paris, à la faveur des visites officielles de François Mitterrand et de son ministre de la culture, à un point qu'il est difficile d'imaginer en France tant on a reproché ici au tandem socialiste son souci, quelquefois extravagant, de la grandeur et du qu'en-dira-t-on.

Jack Lang ne peut pas être exempté de toute responsabilité dans la crise actuelle. Si son premier ministère (1981-1986) fut celui de la construction d'un édifice culturel dont on ne voyait qu'avec peine les fondations avant 1981, son second mandat (1988-1993) fut marqué d'abord par la mise en route d'institutions lourdes, comme l'Opéra-Bastille et surtout la Bibliothèque nationale de France, qui sont d'impitoyables dévoreuses de fonds publics pour un nombre restreint d'utilisateurs.

Après une parenthèse Toubon de petite mémoire – sinon qu'elle a permis de maintenir l'essentiel du budget du ministère –, c'est dans ce contexte que Philippe Douste-Blazy a, affirme-t-il, « demandé » le portefeuille de la culture à Alain Juppé (*Le Monde* du 24 juin 1995). Le fait de « demander » un portefeuille pouvait laisser augurer de fortes intentions. C'est là que le bât blesse. Si le ministre de la culture a fait une entrée remarquée sur la scène de la communication en défendant la directive « Télévision sans frontières », en mettant en place le plan « Média 2 », en conduisant une politique de l'image, et donc du cinéma, s'appuyant largement sur les propositions des professionnels, on ne peut pas dire que les affaires culturelles aient été l'objet d'un discours ou d'un élan nouveau.

Depuis que Philippe Douste-Blazy est entré en fonctions, il serait vain de chercher une déclaration d'intention de quelque poids. Certes, il a multiplié les références à l'un de ses devanciers, Jacques Duhamel, centriste comme lui, et

s'est déclaré « ministre de la vie ».

Puis, très tôt, il a repris le credo présidentiel de la réduction de la « fracture sociale » sans constater que ceux dont il avait désormais la charge, musiciens, acteurs, metteurs en scène, chorégraphes, danseurs, écrivains, plasticiens, n'ont de cesse de décrire, de dénoncer et de combattre toutes les « fractures » de l'activité des hommes – les inégalités sociales évidemment, mais aussi le repli sur soi, la violence, la résurgence des nationalismes et des intégrismes, les conflits armés, les famines –, autant de souffrances qui sont l'essence même de la création artistique dans un pays démocratique.

Ce constat premier lui aurait peut-être permis d'afficher hautement sa mission. Au lieu de quoi il s'est employé à faire croire qu'en débouquant 40 millions de francs pour « vingt-neuf projets culturels de quartier » – autant de caillottes sur une jambe de bois –, il recentrait l'action et donc l'utilité sociale de son ministère. Dans le même temps, il lançait un appel aux Français, leur enjoignant de rejoindre les rangs d'une Fondation du patrimoine inspirée du modèle anglo-saxon.

On ne peut pas dire que les affaires culturelles aient été l'objet d'un discours ou d'un élan nouveaux

Cette tentative libérale – qui sautait jadis Georges Pompidou avant qu'il ne reconnaisse les vertus républicaines d'une politique publique de la culture – n'ose pas dire son nom et commence d'inquiéter le monde des arts. Celui-ci doit désormais composer avec la baisse de ses subventions, l'absence d'un discours politique clair, les prémisses d'une « déréglementation » de la vie culturelle et les menaces de potentats locaux qui, comme à Corbeil-Essonnes ou à Verdun, deux municipalités RPR, s'engouffrent sans arrière-pensée dans la brèche ainsi ouverte par un ministre aux abonnés absents, sinon quand la menace vient du Front national.

« La culture est une chose trop importante pour être réduite à des subventions ! Développons l'idée que ce pays doit avoir une mission de service public culturel. Je veux faire passer une loi d'orientation qui liera mes successeurs sur ces idées fortes », déclarait Philippe Douste-Blazy au début de cette année. Encore faudrait-il qu'il énonce ces « idées fortes » que nul ne connaît, et pas même lui, puisqu'il a confié à Jacques Rigaud une mission de « refondation » du ministère de la culture. On aurait pu penser qu'un ministre « demandant » son portefeuille au premier d'entre eux y avait un peu réfléchi avant de prendre ses fonctions.

Olivier Schmitt

ENTREPRISES

LE MONDE / MARDI 4 JUIN 1996

SOCIAL Six mois après les grandes manifestations de l'automne dernier et un an après deux journées d'action dans les services publics contre des directives européennes,

les syndicats tentent à nouveau de mobiliser les agents des entreprises publiques. ● A FRANCE TÉLÉCOM, une participation très forte consti-

tuera une surprise, tant la réforme de l'entreprise paraît acquise. En revanche, près de 50 000 gaziers-électriciens sont attendus à Paris le 5 juin pour protester contre un projet de directives. Un nombre équivalent de

cheminots devraient manifester le lendemain pour peser sur les futurs arbitrages gouvernementaux concernant la SNCF. La manifestation nationale du 6 juin ne devrait pas s'ac-

compagner d'arrêts de travail perturbant le trafic. ● A BRUXELLES, la commission accepte une charte sur les services publics mais n'entend pas modifier les traités.

Les syndicats des services publics appellent à manifester cette semaine

Les agents de France Télécom mardi, d'EDF-GDF mercredi, de la SNCF et de la RATP jeudi sont appelés à défendre leur statut. Les organisations sont divisées et les dossiers différents. La réforme de l'opérateur des télécommunications paraît acquise. A la SNCF, tout reste en suspens

BIS REPETITA ? Le 30 mai 1995, les agents d'EDF-GDF, de La Poste et de France Télécom étaient en grève, suivis le lendemain par leurs collègues cheminots. Un an plus tard, l'histoire semble se répéter. Les agents de France Télécom sont appelés à cesser le travail mardi 4 juin « contre la privatisation et pour le service public ». Ceux d'EDF-GDF batront à nouveau le pavé parisien mercredi 5 juin pour protester contre une directive européenne qui pourrait être adoptée le 20 juin. Les cheminots monteront à Paris jeudi 6 juin pour peser sur le débat parlementaire qui doit s'ouvrir cinq jours plus tard sur l'avenir de la SNCF. La CGT appelle aussi à des arrêts de travail à la RATP. Pourtant la comparaison s'arrête là car, depuis un an, chaque dossier a profondément évolué. C'est bien évidemment le cas à France Télécom. La réforme, qui naguère était jugée irréalisable, est en

bonne voie. Une forte mobilisation apparaîtrait davantage comme un dernier baroud d'honneur que comme une réelle tentative de faire échouer une réforme de fond. « Pour les agents comme pour les syndicats, la réforme est derrière eux. Il est frappant de constater que la loi sur la dérégulation du secteur n'a soulevé quasiment aucune protestation », remarque un observateur. Les agents risquent d'autant moins de se mobiliser que la direction s'est montrée très ferme sur le paiement des jours de grève à l'automne 1995 et que l'unanimité syndicale n'est que de façade depuis l'acceptation par Force ouvrière de négocier le changement de statut. A EDF-GDF, la situation n'est pas davantage comparable à celle de l'an dernier. En mai 1995, le président d'alors, Gilles Ménage, et le directeur général, François Allieret, voyaient d'un œil favorable une manifestation destinée à faire pres-

sion sur les partenaires européens de la France. Depuis, Gilles Ménage a laissé son fauteuil au centriste Edmond Alphandéry et la stratégie de la direction s'en ressent. Dans les unités, celle-ci organise actuellement des rassemblements pour expliquer que, directive ou pas, la concurrence est inéluctable et qu'EDF doit s'y préparer sans tarder.

SUCCESSION DE LOUIS VIANNET L'attitude de la CGT n'est pas sans ambiguïté. Deux éléments peuvent expliquer que plusieurs dizaines de milliers d'électriciens-gaziers sont attendus à Paris dès le 5 juin et non le 19, veille de la prochaine rencontre entre les ministres européens : Denis Cohen, secrétaire général de la fédération CGT de l'énergie, a voulu rassembler ses troupes avant son congrès, qui se tient du 9 au 14 juin à Montuçon. Il n'est pas non plus interdit

de penser que, battu à l'Audimat social à l'automne dernier par Bernard Thibault, le patron des cheminots CGT, Denis Cohen ait tenté de lui ravir cette fois la vedette dans la perspective de la succession de Louis Vianet, qui pourrait voir les deux fédérations devenir rivales. Mais la CGT n'est pas loin de penser, comme la direction, que la concurrence est inévitable et, en coulisse, prépare l'après-directive. « L'adoption de celle-ci va obliger le gouvernement à revoir la loi de 1946 sur le monopole. Actuellement, toute société, même privée, qui produit ou distribue de l'électricité en France doit offrir à ses agents le même statut qu'EDF. Tout l'enjeu, pour la CGT, consiste à ce que cette obligation perdure dans la future loi. Ainsi, si la Loi relative aux énergies veut produire du courant, ses salariés concernés pourraient voir leur statut calqué sur le nôtre. La CGT ne désespère pas de mettre en place une véritable filière

électrique », analyse un syndicaliste. Jusqu'à présent passé sous silence, ce dossier tout comme l'avenir du 1 % du chiffre d'affaires consacré aux œuvres sociales constituent la toile de fond du dossier social à EDF-GDF.

DES CONSÉQUENCES LIMITÉES Pour le gouvernement, la SNCF est actuellement le dossier le plus sensible. Non seulement parce que le sujet reste socialement brûlant après les grèves de novembre et décembre 1995, mais surtout parce que rien n'est tranché. Ni la stratégie de l'Etat ni le niveau de désendettement. Conscients que tout reste possible jusqu'au débat parlementaire des 11 et 20 juin et aux arbitrages gouvernementaux qui suivront, les syndicats font habilement monter la pression sans brûler toutes leurs cartouches. C'est pourquoi la manifestation nationale du 6 juin ne devrait pas

s'accompagner d'arrêts de travail perturbant le trafic. Les usagers parisiens seront-ils davantage touchés par la grève lancée à la RATP le même jour par la seule CGT ? Sans la participation des Autonômes, les conséquences du conflit, qui n'a rien à voir avec Bruxelles, devraient restées limitées. Discrettement, le président de la RATP Jean-Paul Bailly, poursuit la réforme de son entreprise. Après avoir signé un accord salarial au début de l'année puis un autre texte sur l'insertion des jeunes le 9 mai, la direction et les syndicats sont sur le point de conclure un accord portant, entre autres, sur la répartition des heures de délégation syndicale, au détriment de la CGT mais au bénéfice des autres syndicats. Le climat n'est donc guère propice à une grève massive. Paradoxalement, des tensions pourraient surgir dans une entreprise dont le calme étonne chacun : La Poste. Contrairement à 1995, les cinq premiers mois de 1996 n'ont été marqués par quasiment aucun conflit social, même dans les centres de tri, bastion de la CGT et de SUD. Or une directive européenne ouvrant à la concurrence une partie de la distribution du courrier pourrait être adoptée par les ministres le 27 juin. Un expert remarque que « la situation de La Poste est inverse de celle de France Télécom. Dans cette dernière, les agents sont confiants pour l'avenir de leur entreprise mais inquiets pour leur avenir personnel. Au contraire, les postiers savent qu'ils resteront fonctionnaires mais ils sont inquiets de la concurrence que commence à exercer le secteur privé et dont ils n'ont pris conscience que lors des grèves de l'automne dernier ».

Alois que la commission européenne accepte désormais d'annexer une charte sur les services universels au traité de Rome mais refuse toujours de modifier les articles litigieux du traité, il est probable que les grèves à venir contraindront le gouvernement français à demander que cette question soit débattue au cours de la Conférence intergouvernementale modifiant les textes fondateurs de l'Union européenne.

Frédéric Lemaître

Trois journées d'action

- France Télécom : les syndicats CGT, CFDT, CFTC, Sud, FNSA, FO appellent à une journée d'action le mardi 4 juin avec grève et manifestations régionales « contre la privatisation de l'opérateur public ».
 - EDF-GDF : la CGT, la CFDT et FO appellent à la grève et à une manifestation nationale à Paris le 5 juin contre la libéralisation du marché européen de l'électricité.
 - Défense : la CGT et la CFDT appellent à une journée d'action le 5 juin également, pour la défense de l'emploi dans l'armement.
 - SNCF : manifestation nationale le 6 juin à l'appel de la CGT, de la CFDT, de FO, de la CFTC, rejoignant SUD.
- A cette occasion, la CGT organise une journée d'action interprofessionnelle et appelle, avec FO, à soutenir la manifestation des cheminots.
- RATP : la CGT appelle les conducteurs de bus et de métro à débrayer, le 6 juin à chaque fin de service pour « les droits et les libertés syndicales ».

Le droit des affaires à la traîne du développement économique

DANS LES FACULTÉS, le droit et les sciences économiques vivent le plus souvent en concubinage notoire. Sans doute peuvent-ils mener des existences séparées mais le « principe de réalité » les oblige à d'indispensables rencontres. Dans la pratique, le droit des affaires a du mal à suivre le développement économique. Ainsi, la loi ne reconnaît-elle pas les groupes de sociétés et les petites entreprises éprouvent-elles souvent les plus grandes difficultés à se couler dans le moule beaucoup trop rigide des sociétés anonymes, des SARL ou des sociétés de personnes.

En revanche, le droit pénal économique s'est adapté plus vite à l'évolution de l'activité de l'industrie et des services et son application retient l'opinion publique grâce à la diligence des juges beaucoup plus qu'il y a vingt ans. Les « affaires » ne représentent en fait que la matière la plus sensible d'un sujet beaucoup plus vaste que vient d'analyser Jean-François Renucci avec le sérieux pédagogique qui convient.

Le droit de la concurrence, issu de l'ordonnance de 1986, a certes retiré aux agents de l'administration des pouvoirs exorbitants que leur avait conférés une ordonnance de 1945. Ce-

la dit, les ententes et abus de position dominante ne relèvent pas que des juges répressifs. Le Conseil de la concurrence peut également intervenir ainsi que le juge civil. Impressionnante panoplie procédurale. Elle aurait dû consacrer une transparence du marché qui, hélas ! dans les faits, n'est pas ce que l'on attendait. Quant à la protection du consommateur, Jean-François Renucci passe d'abord au crible les multiples techniques d'attraction de la clientèle, détaillant les actions promotionnelles puis les actions publicitaires, en traçant dans chaque cas la ligne jaune entre ce qui est toléré et prescrit. Un répertoire beaucoup plus fourni que l'on imagine. C'est enfin sur la qualité des produits et des services que l'auteur nous invite à un tour d'horizon complet. L'information du consommateur et sa sécurité conduisent à des obligations multiples allant de l'emploi de la langue française (sauf rares exceptions) aux règles d'étiquetage, à la prévention des risques, aux débits de tromperie, etc.

Un ouvrage qui, sous un volume restreint, répertorie l'essentiel de ce qu'il faut savoir sur les lois qui s'opposent à la... loi de la jungle.

Pierre Drouin

● **Droit pénal économique** de Jean-François Renucci. Armand Colin, 168 p., 105 F.

CNP

Compte rendu de l'Assemblée générale ordinaire

"1995 aura été une année positive pour la CNP. Elle a enregistré des résultats en progression tout en consolidant ses perspectives de développement pour l'avenir", a déclaré M. Pierre Darnis, Président du Directoire de la CNP, en ouverture de l'Assemblée générale ordinaire, réunie le jeudi 30 mai 1996. Sous la présidence de M. Alain Prete, Président du Conseil de surveillance, l'Assemblée a approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1995. Au cours de l'Assemblée, M. Pierre Darnis, a souligné les traits saillants de l'année écoulée :

Poursuite de la croissance de l'activité

Dans un marché de l'assurance de personnes en moins forte progression que les années précédentes, le chiffre d'affaires de la CNP a atteint 84,3 milliards de francs, soit une croissance de 10,9 %, plus importante que celle du marché. Le Président Pierre Darnis commentait cette progression : « La CNP consolide sa position de premier assureur de personnes en France avec une part de marché d'environ 17 %. En assurances individuelles, le chiffre d'affaires atteint 69,2 milliards de francs (+12 %), répartis entre La Poste (32,9 milliards de francs), les Caisses d'épargne (29,9 milliards de francs), et le Trésor public (6,1 milliards de francs). En assurances collectives, la CNP a collecté 15,1 milliards de francs de primes (+ 6,3 %) ; elle développe notamment son activité dans le domaine de la retraite, en direction des entreprises, avec la mise en place de la démarche Anticipo ». L'encours géré à la fin de 1995 atteint 350 milliards de francs soit une nouvelle progression de + 25 %, que le Président explique : « La croissance régulière de l'encours témoigne, au-delà du chiffre d'affaires annuel, de la fidélisation des assurés. Plus de 8 millions de contrats individuels sont aujourd'hui gérés par la CNP ».

Une rentabilité élevée

La croissance du résultat net a été freinée par les diverses mesures fiscales nouvelles intervenues en 1995, et notamment par le relèvement du taux de l'impôt sur les sociétés. Le résultat net progresse cependant, pour la huitième année consécutive : il s'établit à 1 484 millions de francs, en augmentation de 4,8 % par rapport au bénéfice de 1994. Pour Pierre Darnis, cette croissance démontre l'amélioration de la rentabilité de la CNP : « La qualification accrue des collaborateurs, l'amélioration continue des systèmes d'information et une maîtrise des frais généraux nous ont permis d'améliorer la compétitivité de la CNP. Les frais de gestion représentant, en 1995, 0,63 % de l'encours géré, contre 0,75 % en 1994. Ce ratio était de 1,08 % en 1992 ».

Consolidation des liens avec les grands partenaires

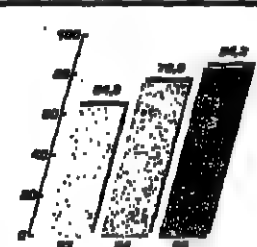
La CNP a conclu avec ses principaux partenaires des accords de longue durée, tant en assurances individuelles qu'en assurances collectives. Entre novembre 1994 et février 1996 de nouvelles conventions ont ainsi été signées avec La Poste, les Mutuelles de fonctionnaires, le Trésor public, les Caisses d'épargne, et le Crédit agricole. Ces accords ont tous une durée comprise entre 5 et 10 ans. Ils précisent les engagements réciproques et garantissent à la CNP des perspectives favorables sur le long terme. Dans le même temps, le développement des activités internationales s'intensifie. En association avec des partenaires locaux, la CNP a mis en place des implantations sur des marchés à fort potentiel : l'Italie, l'Argentine, la Pologne.

Pierre Darnis clôture ainsi son message : « Toutes les conditions paraissent ainsi réunies pour réaliser dans de bonnes conditions l'introduction en bourse des actions de la CNP : croissance de l'activité, rentabilité élevée, perspectives solides de développement ».

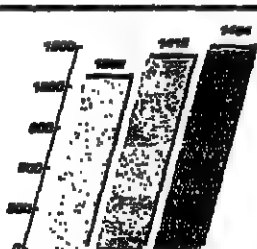


CNP, VIVEZ BIEN ASSURÉ

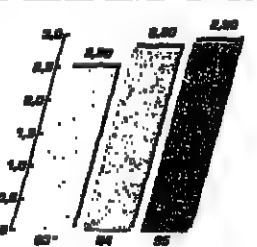
ÉVOLUTION DU CHIFFRE D'AFFAIRES (MdsF)



ÉVOLUTION DU RÉSULTAT NET PART DU GROUPE (MdsF)



ÉVOLUTION DU DIVIDENDE NET (F)



* avec division par 4 du nominal
L'Assemblée a décidé de porter le dividende à 2,90 F par action hors avoir fiscal, soit un revenu global de 4,35 F contre 2,80 F au titre de 1994.

Pour obtenir le Rapport Annuel de la CNP :

- tel : (16-1) 48 38 33 47
- adresse Internet : <http://www.cnp.fr>

Renault souffre sur un marché automobile en recul de 0,4 % en mai

Les constructeurs s'inquiètent de la fin des aides de l'Etat

Le marché automobile français a reculé de 0,4 % en mai 1996 par rapport à mai 1995, selon le CCA (Comité des constructeurs français d'auto-

mobiles). La demande fléchit après le fort début d'année. Renault voit sa part de marché sur les cinq premiers mois réduite à 26,2 % contre

30,9 % l'an précédent. Les marques étrangères progressent avec des immatriculations en hausse de 25 % depuis le début de l'année.

LE PREMIER TRIMESTRE 1996 n'était décidément qu'une embellie pour le marché automobile français. Les bons trois premiers mois (+12,2 %) ont été suivis par un nouveau ralentissement. Les ventes ont plafonné en avril et en mai, selon les chiffres publiés lundi 3 juin par le Comité des constructeurs français d'automobiles, elles ont baissé de 0,4 % à 157 000 unités, même si à jours ouvrables comparables la variation a été positive de 4,8 %. Sur les cinq premiers mois de l'année, l'augmentation des ventes (894 096 unités) a été ramenée à 10 % par rap-

port à un début d'année 1995 jugé très médiocre. C'est à Renault que le marché français doit cette mauvaise performance: l'ex-Régie a perdu près de 10 000 ventes par rapport au mois de mai 1995, soit une baisse de 15,7 %. Sans Renault, les ventes du marché automobile français auraient augmenté de 8 %. Depuis le début de l'année, les ventes du constructeur n'en finissent pas de chuter. Sa part de marché sur les cinq premiers mois a été ramenée à 26,2 % contre 30,9 % un an avant. Renault explique ce mauvais résultat par les reports d'achat consécutifs aux lancements en avril de la Clio « restylée » et de nouvelles motorisations turbodiesel sur Megane et Laguna.

Les ventes de Clio ont certes chuté de plus de 20 % en mai. Mais cela n'explique pas tout: les Megane et Laguna se sont plutôt bien vendues alors que la Twingo a perdu 2,2 points de pénétration pour ne plus représenter que 4,5 % du marché automobile français. Pour un groupe, en passe d'être privatisé, qui perdait en 1995 1,7 milliard de francs dans l'automobile, ces chiffres sont plus qu'inquiétants.

REUSSITE DE FIAT Peugeot-Citroën tire son épingle du jeu. Les nouveaux modèles du groupe - Saxo chez Citroën et 406 chez Peugeot - sont plutôt bien accueillis. Au total, le groupe dirigé par Jacques Calvet a vu ses immatriculations croître de 3,3 % en mai et de 8,2 % depuis le début de l'année. Mais les relativement bonnes performances de PSA n'ont pas suffi à compenser la dégradation des ventes de la marque au losange. Les marques

nationales font pâle figure par rapport à leurs homologues étrangères qui affichent, pour la plupart d'entre elles, des taux de croissance à deux chiffres.

Depuis le début de l'année, les marques hexagonales ont perdu du terrain, avec une part de mar-

ché de 56,3 % à fin mai, contre 61,5 % un an avant. Dans le même temps, les Fiat, Volkswagen et autres Opel ont vu leur pénétration du marché français passer de 38,5 à 43,7 %.

Une nouvelle solution française pour Valeo

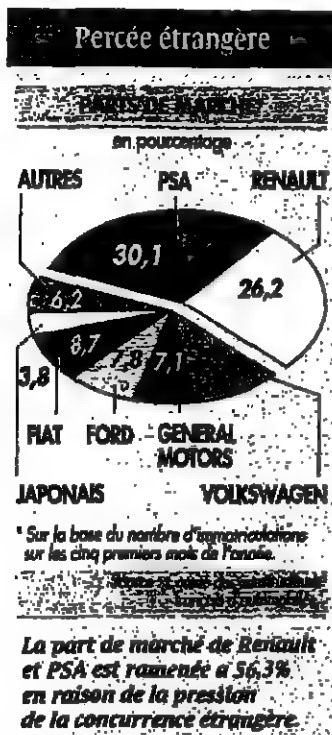
Selon Jacques Calvet, PSA, Renault et Volkswagen sont prêts à ne plus passer de commande chez Valeo si ce groupe tombe dans des mains américaines. Le PDG de Peugeot Citroën s'inquiète d'une délocalisation progressive des compétences de Valeo d'Europe vers l'Amérique. C'est ce qu'il a expliqué dimanche 2 juin devant quelques journalistes. Si le groupe TRW, donné favori, devait l'emporter malgré ses menaces, M. Calvet demanderait des garanties.

Sagem, Framatome et Cogéma sont de possibles repreneurs français des 28 % de Valeo détenus par Cerus (Groupe De Benedetti) mais les obstacles semblent très importants (prix ou cohérence industrielle). M. Calvet a évoqué une « nouvelle solution française » qui devrait être connue dans les prochains jours. Chez Total - nom avancé par Les Echos -, on indiquait lundi 3 juin « être intéressé par les équipements automobiles, mais le prix demandé est trop élevé ».

ché de 56,3 % à fin mai, contre 61,5 % un an avant. Dans le même temps, les Fiat, Volkswagen et autres Opel ont vu leur pénétration du marché français passer de 38,5 à 43,7 %.

constructeurs étrangers et s'inquiète de la fin d'année. Anticipant la suppression de la « prime qualité » du gouvernement Juppé le 30 septembre 1996, le président prône, tout comme il l'avait fait il y a un an avant que la prime Balladur n'expire, une baisse de la TVA. Cette solution, évoquée par ailleurs par Edouard Balladur, est toutefois difficile à mettre en œuvre. Une baisse spécifique à l'automobile est interdite par Bruxelles et devrait atteindre au moins 5 points (soit 4 000 francs sur une voiture de 80 000 francs) pour être efficace.

Virginie Malingre



Le président des industriels de Vénétie défend le modèle des PME italiennes

À SA MANIÈRE, le groupe Carraro illustre le renouveau de l'industrie italienne, de ces petites PME familiales devenues, au fil des ans, de redoutables concurrents. Partie d'une toute petite structure travaillant dans les tracteurs dans les années 60, cette société de Vénétie s'affirme désormais comme le premier fabricant mondial d'essieux avec 21 % de parts de marché. L'an dernier, elle a doublé son chiffre d'affaire, grâce, notamment, aux exportations qui représentent 90 % de son activité.

« Dire que la dévaluation de la lire ne nous a pas aidé serait faux. Elle a accéléré notre développement. Mais nous n'aurions pas été capable d'en profiter si nous n'avions pas réalisé d'importants efforts pour renforcer notre compétitivité auparavant », explique Mario Carraro, président du groupe. « Avec la remontée de la lire, l'avantage monétaire est en train de disparaître. Nous ne voulons pas nous appuyer sur des artifices. Pour s'imposer sur le marché mondial, il faut être compétitif sur le long terme, avoir des produits innovants », poursuit-il.

Alors que l'activité se ralentit en Italie, M. Carraro, également président de la fédération des industriels de la Vénétie, la partie la plus dynamique de l'Italie, ne doute pas de la capacité des entreprises de la région à s'adapter. « Notre chance est de ne pas avoir eu de passé industriel, à la différence d'autres parties de l'Italie, comme la Lombar-

die. Nous n'avons pas eu à assumer la lourdeur des transitions. Nous avons pu tout de suite nous équiper avec les technologies les plus récentes et de devenir rapidement performants », souligne-t-il. Par rapport à la flexibilité, la qualité, les PME de la région, qui comptent souvent moins de sept personnes, ont déjà conquis le monde. En moyenne, elles réalisent plus de 40 % de leur chiffre d'affaires à l'exportation. Dans le même temps, la Vénétie affiche un taux de chômage de 5 % contre 15 dans le reste de l'Italie.

LA LOURDEUR DE L'ÉTAT Ces succès, cependant, restent fragiles aux yeux de Mario Carraro. « La technologie nous donne les moyens d'améliorer notre productivité. Mais les transferts technologiques sont de plus en plus rapides. Demain, nous aurons à affronter la concurrence des pays émergents qui seront aussi bien équipés que nous, disposant d'une main-d'œuvre formée mais beaucoup moins chère. Pour s'imposer sur les marchés, surtout les marchés occidentaux saturés, l'innovation, les nouveaux produits, la qualité feront seuls la différence », soutient-il.

Conscient d'une certaine faiblesse, son entreprise, comme un certain nombre de sociétés de sa région ont commencé à organiser leur recherche, à nouer des relations avec les universités de la Vénétie. Les réseaux se mettent en place peu

à peu. « Le malheur de l'Europe, dit Mario Carraro, est de ne pas avoir de Silicon Valley. C'est là que se joue l'avenir ».

Mais les entreprises italiennes, selon lui, ont un autre handicap à surmonter: la lourdeur de l'Etat. Un mouvement de révolte grandit dans les entreprises, allant jusqu'à la formation d'une association appelant à la grève des impôts, mouvement dont la traduction politique a été le vote, lors des dernières élections, pour le candidat séparatiste Rossi. « Je comprends cette révolte. L'Etat a atteint un niveau de bureaucratie insupportable, constate M. Carraro. Tout notre problème est de consolider nos progrès économiques. Cela passe par une réforme de l'Etat. Celui-ci doit laisser la place à l'initiative privée. Mais il doit être capable aussi de mettre en place les infrastructures et les services dont nous avons besoin, ce qu'il n'a jamais fait jusqu'à présent ».

Doutant de la capacité du gouvernement à pouvoir insuffler un même mouvement à l'ensemble de l'Italie, tant les situations économiques sont différentes, le président des industriels de la Vénétie rejoint ceux qui préconisent l'instauration d'une fédération « à la manière allemande ». A ses yeux, ce serait le meilleur système pour garantir à la fois l'unité de l'Italie et son avenir économique.

Martine Orange

Les voyageurs de l'Hexagone sont condamnés à se regrouper

TROP NOMBREUX, confrontés à une concurrence qui les fait affronter des mastodontes européens et privés d'une partie de leur clientèle qui se replie sur l'Hexagone: les voyageurs doivent se regrouper, s'adosser, ou disparaître.

Au cours de ces vingt dernières années, la durée moyenne du séjour sur le lieu de vacances est passée de 22 jours à 12 jours. En outre, seuls 50 % des Français partent à l'étranger, selon une étude du cabinet de conseil GFK en mai 1995. L'Espagne, deuxième destination, n'accueille que 8 % des foyers français.

Pour les tours-opérateurs ce contexte est d'autant plus défavorable que la profession compte encore 350 sociétés. Si certains ont une position bien assise comme Nouvelles Frontières, Look, Fram ou Kuoni, les plus fragiles souffrent. C'est le cas de Camino en dépôt de bilan ou celui du Tourisme français. Jet Tours, filiale

d'Air France, a accusé en 1995 une perte nette de 90 millions de francs, tandis que son chiffre d'affaires reculait de moitié à 1,6 milliard de francs. Une reprise par Nouvelles Frontières, le groupe de Jacques Maillot, a été évoquée avant d'être démentie.

Une planche de salut existe pour les petits dont la surface financière ne permet pas d'offrir une palette de circuits: les niches, c'est-à-dire une seule destination pour un seul type de voyage. Mais les autres doivent se regrouper: Look Voyages, le deuxième voyageur français, s'est adossé au canadien Transat au début du mois de mars. Lucien Klat, PDG de Look, s'est doté, selon ses termes d'« une crédibilité financière imparable » qui devrait lui permettre de « prendre une part plus grande du marché français ». Le groupe canadien Transat, qui n'a jamais caché ses ambitions européennes, s'intéresse également à Forum Voyages, en difficulté, dont le principal ac-

tionnaire, le Club Méditerranée, assure la garantie financière en attendant de trouver un repreneur.

Premier du peloton Les voyageurs français ne sont pourtant pas tous dans des situations dramatiques. Premier du peloton, Nouvelles Frontières réalise un chiffre d'affaires de 7,2 milliards de francs et a fait voyager l'an passé 1,7 million de touristes. Derrière lui Look affiche un chiffre d'affaires de 2 milliards de francs. Fram fait également partie de ceux qui réussissent à tirer leur épingle du jeu. Le groupe de Georges Colson, spécialiste du Maghreb, a su, à temps, pallier la défection des touristes français pour le Maroc et la Tunisie, en raison des événements, en jouant sur plus d'une trentaine de destinations lointaines qui lui ont permis d'afficher en 1995 un chiffre d'affaires de l'ordre de 2 milliards de francs.

Dernier intervenant du groupe de tête, Frantour, filiale de la

SNCF, a payé un lourd tribut aux grèves du mois de décembre 1995 mais vise la sortie du rouge cette année avec un chiffre d'affaires de 1,85 milliard de francs. Kuoni-France joue également dans la cour des grands et se porte plutôt bien, même si Jean-Pierre Veslot, président de la filiale française du groupe suisse, déplore un relatif désintérêt pour les voyages « longs et sophistiqués ». Pourtant, le groupe a réalisé au cours de l'exercice écoulé un chiffre d'affaires de 1,2 milliard de francs et n'exclut pas de continuer à se développer par croissance externe. En février, Kuoni a pris le contrôle de Scanditours-Celticours.

Mais mis à part ces six voyageurs, peu d'intervenants peuvent prétendre jouer un rôle majeur dans un marché où les dix premiers Français font à peine mieux que l'allemand TUI, numéro un mondial du secteur.

François Bostnavaron

L'Etat ne détiendra plus aucune action des AGF

Environ 850 000 particuliers ont acheté des titres du groupe d'assurances. La demande des institutionnels a dépassé six fois l'offre

LA PRIVATISATION des AGF s'est révélée être « un très large succès » et conforte le gouvernement dans sa volonté de poursuivre cette

politique, a indiqué samedi 1^{er} juin le ministre de l'économie et des finances en publiant les résultats de la cession de la compagnie d'assurances. Les titres offerts ont été largement souscrits, à la fois par les investisseurs institutionnels, dont la demande a dépassé six fois l'offre, et, plus surprenant, par les particuliers, dont la demande a dépassé trois fois l'offre et qui ont été 850 000 environ à se laisser convaincre de l'intérêt d'acheter des actions AGF.

Une réussite qui s'apparente un peu à une divine surprise, tant les privatisations étaient devenues au cours des deux dernières années de plus en plus difficiles. Après les réussites spectaculaires des premières opérations menées en 1993 et au début de 1994 par le gouvernement Balladur (BNP, Rhône-Poulenc, Elf), à partir du printemps 1994 et de la cession forcée de l'UAP au moment du krach obligataire, l'accueil en France, par les institutionnels et plus encore les particuliers, des privatisations n'a cessé de se dégrader. Il faut dire que seules les ventes de la Sella, et dans une moindre mesure de Pechiney, se sont traduites par des gains pour les investisseurs. Privatiser dans un marché boursier qui baisse ou fait du surplace est très difficile.

A l'inverse, la réussite du passage au privé des AGF est directement liée à la bonne performance des actions françaises qui ont gagné plus de 12 % en moyenne depuis le début de l'année et à un prix de l'action jugé unanimement attractif (128 francs, soit une décote de 11 % par rapport au cours de Bourse).

L'opération AGF va faire entrer dans les caisses de l'Etat entre 8,5 milliards et 9,2 milliards de francs, selon que les banques exercent ou non leurs options d'achat sur 5,8 millions de titres AGF.

Quand les actions gratuites auront été distribuées dans dix-huit mois, l'Etat ne possèdera plus aucun titre des AGF. Il détenait avant la

privatisation 56,9 % du capital de l'assureur.

Les pouvoirs publics avaient décidé initialement de proposer peu de titres aux particuliers par rapport à la tranche destinée aux institutionnels: sur 62 millions de titres proposés, seuls 17 millions étaient offerts aux petits porteurs contre 40 millions aux institutionnels. Devant le bon accueil des actionnaires individuels, l'Etat a décidé samedi de mettre sur le marché une partie des titres qu'il s'était réservés en cas de réticences des acheteurs: il a ainsi augmenté la tranche de l'offre publique de vente (OPV) de 1,7 million d'actions. Au total, ce sont donc 18,7 millions de titres AGF qui sont vendus aux particuliers, pour un montant de 2,4 milliards de francs.

SON ACCUEIL À L'ÉTRANGER

La majeure partie des 6 millions d'actions que l'Etat avait mises de côté a été reportée sur la tranche institutionnelle. Au total 42,8 millions de titres sont vendus aux investisseurs institutionnels, pour 5,8 milliards de francs. Cette tranche institutionnelle peut encore être augmentée des 5,8 millions de titres correspondant aux options d'achat des banques conseils, mais d'ores et déjà 48,6 millions de titres sont placés. L'accueil a été particulièrement satisfaisant à l'étranger. Les premiers demandeurs de titres parmi les non-résidents sont les Britanniques (20 %). Ils sont suivis par les Nord-Américains et les Suisses (10 % chacun) et par les Japonais, qui ont demandé 5 % de l'offre totale. A l'instar de la plupart des opérations précédentes, les institutionnels ont dû s'acquitter d'une surprime de 6,25 % par rapport au prix proposé aux particuliers, soit 136 francs pour l'achat d'une action AGF.

Concernant les 6,8 millions d'actions réservées aux salariés des AGF, les résultats définitifs ne sont pas encore connus, a souligné Bercy, mais les premiers éléments traduisent un bon accueil. Elles ont été proposées au personnel à 102,50 francs par action, soit 20 % de moins que le prix de l'OPV.

Eric Leser

Paribas va entrer dans le capital d'Electrafina

LA COMPAGNIE FINANCIÈRE de Paribas va participer à l'augmentation de capital de la holding belge Electrafina du groupe Albert Frère pour environ 1 milliard de francs. Paribas se retrouvera à la tête de 6,5 % du capital d'Electrafina. Cette opération fait suite à la cession par Paribas, pour 2,9 milliards de francs à Electrafina, de sa participation de 15,6 % dans Audioline, actionnaire de contrôle de la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT).

Electrafina est une des holdings majeures de l'ensemble Albert Frère. Il possède des participations à la fois dans l'électricité (Tractebel), le pétrole (Pétrofin et Nimex) et surtout dans l'audiovisuel avec 60 % de la Compagnie luxembourgeoise multimédia.

■ **SNCF**: le dernier tronçon de l'interconnexion des réseaux à grande vitesse Nord, Sud-Est et Atlantique de la SNCF et du réseau classique Nord-Ouest a été mis en service dimanche 2 juin. Il permettra aux passagers du TGV de se déplacer d'une ville de province à l'autre en contournant Paris. Lille est désormais à 5 heures de Bordeaux et Lyon est à 3 h 35 de Rouen. Le nouveau TGV franco-belge Thalys a également été mis en service dimanche. Paris n'est plus qu'à 2 h 05 de Bruxelles.

■ **KLOCKNER-HUMBOLDT-DEUTZ (KHD)**: les créanciers du groupe allemand, en quasi-faillite, pourraient rejeter le plan de sauvetage de 750 millions de deutschemarks (1,55 milliards de francs), si des compagnies d'Arabie saoudite n'acceptent pas de revoir leurs positions, selon des proches du dossier. Une des filiales de KHD avait dissimulé 650 millions de deutschemarks de pertes provenant de contrats pour la construction de trois cimenteries en Arabie saoudite.

■ **GENERAL ELECTRIC**: le motoriste américain a démenti avoir demandé à son partenaire français Snecma de renoncer à une récente alliance avec son concurrent Pratt et Whitney, dans le domaine des moteurs d'avions régionaux.

LA BANQUE MONDIALE
LIBRAIRIE
66, avenue d'Iéna
75116 PARIS
Tél : 40.69.30.56/57
Fax : 40.69.30.68
envoi gratuit du catalogue sur demande

■ **HABILEMENT**: les conditions pour l'entrée en vigueur des mesures d'allègement des charges sociales dans le secteur de l'habillement « sont réunies », a annoncé le ministre de l'Industrie vendredi 31 mai.

■ **CHRYSLER**: les autorités californiennes envisagent d'interdire pendant deux mois les importations d'automobiles Chrysler, le constructeur étant accusé d'avoir violé la loi de l'Etat de Californie sur les garanties en cas de défaut majeur sur les véhicules neufs. Chrysler vend cent soixante mille véhicules par an en Californie.

سكنا في الامل

RÈGLEMENT MENSUEL

LUNDI 3 JUIN
Lundi 3 juin
Taux de report : 3,75
Cours relevés à 12h30

CAC 40
PARIS
-0,34%
CAC 40 : 2102,90

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précédents, Derniers cours, % variation. Lists various French stocks like BNP, C. Lyonnais, Renault, etc.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précédents, Derniers cours, % variation. Continuation of French stock list.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précédents, Derniers cours, % variation. Continuation of French stock list.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précédents, Derniers cours, % variation. Continuation of French stock list.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précédents, Derniers cours, % variation. Continuation of French stock list.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précédents, Derniers cours, % variation. Continuation of French stock list.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précédents, Derniers cours, % variation. Continuation of French stock list.

COMPTANT

Une sélection Cours relevés à 12h30
LUNDI 3 JUIN

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précédents, Derniers cours, % variation. Lists various French stocks.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précédents, Derniers cours, % variation. Continuation of French stock list.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précédents, Derniers cours, % variation. Continuation of French stock list.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précédents, Derniers cours, % variation. Continuation of French stock list.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précédents, Derniers cours, % variation. Continuation of French stock list.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précédents, Derniers cours, % variation. Continuation of French stock list.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précédents, Derniers cours, % variation. Continuation of French stock list.

SECOND MARCHÉ

Une sélection Cours relevés à 12h30
LUNDI 3 JUIN

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précédents, Derniers cours, % variation. Lists various French stocks.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précédents, Derniers cours, % variation. Continuation of French stock list.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précédents, Derniers cours, % variation. Continuation of French stock list.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précédents, Derniers cours, % variation. Continuation of French stock list.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précédents, Derniers cours, % variation. Continuation of French stock list.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précédents, Derniers cours, % variation. Continuation of French stock list.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précédents, Derniers cours, % variation. Continuation of French stock list.

SICAV et FCP

Une sélection Cours de clôture le 31 mai

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précédents, Derniers cours, % variation. Lists various French stocks.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précédents, Derniers cours, % variation. Continuation of French stock list.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précédents, Derniers cours, % variation. Continuation of French stock list.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précédents, Derniers cours, % variation. Continuation of French stock list.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précédents, Derniers cours, % variation. Continuation of French stock list.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précédents, Derniers cours, % variation. Continuation of French stock list.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précédents, Derniers cours, % variation. Continuation of French stock list.

M. GUYOU Beauchamp



quelqu'un qui...

quelqu'un qui...

quelqu'un qui...

quelqu'un qui...

quelqu'un qui...

quelqu'un qui...

quelqu'un qui...

quelqu'un qui...

quelqu'un qui...

AUJOURD'HUI

COMMUNICATION

TÉLÉVISION Le nouveau président de France Télévision, Xavier Gouyou Beauchamps, nommé en moins de quarante-huit heures par le Conseil supérieur de l'audiovisuel

(CSA) par huit voix et un bulletin blanc, a la charge de réinstaurer l'image de la télévision publique. Notamment celle de France 2, au moment où le secrétaire général du RPR,

Jean-François Mancel, évoque à nouveau son éventuelle privatisation. ● LA SOLUTION du problème des contrats consentis aux animateurs-producteurs, qui a abouti au départ

de Jean-Pierre Elkabbach, fait partie des priorités de Xavier Gouyou Beauchamps. Le ministre de la culture, Philippe Douste-Blazy, a proposé de renforcer les contrôles sur ce type de

contrats au sein des chaînes. ● LE NOUVEAU président de France Télévision devra aussi gérer, dans le courant du mois, le problème des négociations salariales à France 2 et à France 3.

M. Gouyou Beauchamps devra restaurer l'image de France 2

Le nouveau président de France Télévision sera confronté à la définition des missions de service public de la chaîne, alors que des personnalités politiques évoquent à nouveau son passage au privé

NOMMÉ président de France Télévision par le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) moins de quarante-huit heures après la démission de Jean-Pierre Elkabbach, Xavier Gouyou Beauchamps a-t-il conscience d'être « la dernière chance du service public », selon les termes d'un membre du gouvernement ? L'évocation, par Jean-François Mancel, secrétaire général du RPR, dimanche 2 juin, d'une privatisation de France 2, « tant qu'on n'aura pas défini clairement un cahier des charges pour la télévision publique qui doit faire de l'information et de la distraction de qualité (...) il ne faut pas exclure une privatisation de France 2 » — révèle surtout l'état d'esprit d'une partie de la base des parlementaires du RPR. Et cela alors que le chef de l'Etat s'est exprimé, vendredi 31 mai, contre la privatisation et a réaffirmé son « profond attachement au service public de l'audiovisuel » (Le Monde daté 2-3 juin).

C'est peu dire que l'action de Xavier Gouyou Beauchamps à la tête de la télévision publique sera examinée de près. Notamment en matière de programmation. France 2, déjà accusée d'être une « chaîne commerciale d'Etat » lorsqu'Hervé Bourges assura la présidence commune de 1990 à 1993, a franchi un pas de plus dans sa confrontation avec l'Etat sous la houlette de Jean-Pierre Elkabbach. L'affaire des animateurs-producteurs pose l'éternelle question de la nature de l'offre du service public audiovisuel en matière de programmation. A Xavier Gouyou Beauchamps donc, la charge redoutable de répondre à la demande, tout en redonnant à France 2 une image non-



commerciale... sans lui faire perdre de points d'audience et donc ses recettes publicitaires.

Pour cela, Xavier Gouyou Beauchamps devra aller vite. D'emblée, « en matière de test », les personnalités de France 2 et de France 3 ont fixé les deux premières tâches auxquelles le nouveau président de France Télévision devra s'astreindre : « Faire partir l'équipe mise en place par Jean-Pierre Elkabbach » et « régler les problèmes de fond comme ceux de la production, de l'éthique du service public et vérifier la régularité des contrats ».

C'est par des nominations que Xavier Gouyou Beauchamps pourra d'abord manifester sa volonté d'apai-

sement auprès des salariés de France 2. La rancœur accumulée par les salariés à l'encontre de certains membres de l'équipe nommée par Jean-Pierre Elkabbach est si forte que des départs

s'avèrent inévitables. Le choix des nouveaux promoteurs sera donc un test crucial, et l'ancien directeur général de France 3 jouit a priori d'un crédit important. « Nous le connaissons bien. Avec lui nous perdrons un minimum de temps », reconnaissent les syndicats de France Télévision.

Xavier Gouyou Beauchamps aura également pour tâche de renégocier à la baisse les contrats des animateurs-producteurs qui ont été à l'origine de la vague médiatique aboutissant au départ de Jean-Pierre Elkabbach. Notamment celui de Jean-Luc Delarue, présentateur de « Ça se discute », en conflit ouvert avec l'ex-président de France Télévision. Celui-ci a depuis longtemps fait savoir qu'il était prêt à discuter de tout « avec son successeur ». Mais Arthur Nagui, Michel Drucker ou Mireille Dumas, sont-ils dans les mêmes dispositions ?

Pour éviter que renaissent des soupçons de malversations autour des finances d'une entreprise publique, le nouveau président a indiqué au Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), dimanche 2 juin, qu'il entendait mettre en place une structure d'audit permanent comme celle

existant déjà à France 3. Philippe Douste-Blazy, ministre de la culture, chargé de la communication, juge le projet excellent et a donc décidé de faire sien cette idée d'un « audit permanent ».

RENÉGOCIATIONS

Invité, dimanche 2 juin, du Club de la presse d'Europe 1, le ministre a proposé « que, systématiquement, le contenu de tous les contrats soit présenté au conseil d'administration des chaînes publiques et qu'il existe une filière de décision permettant une succession de contrôles à l'intérieur même de la société ».

Plus difficiles devaient être les futures négociations salariales. Dans l'épreuve de force engagée contre Jean-Pierre Elkabbach, les syndicats de France Télévision avaient mis de côté leurs revendications salariales. La nomination de Xavier Gouyou Beauchamps acquiesce, elles devaient ressurgir. Certains espèrent même que le nouveau président de France Télévision n'arrivera pas les mains vides. « Gouyou Beauchamps peut acheter un peu de paix sociale avec Bercy », avance-t-on à France 2, où l'on espère que le nouveau président

s'est entendu avec le ministère des finances avant d'accepter son nouveau poste. Reste que la marge de manœuvre pourrait être étroite. « Cela fait trois ans que l'on serre la vis de tous les personnels, prévient un syndicaliste, mais avec l'affaire des animateurs-producteurs le verrou a sauté ». Nul doute que le 0,4 % de hausse pour 1996, évoqué par le *Canard Enchaîné* aura du mal à passer.

En matière de financement, le ministre de la culture semble favorable à un plafonnement des recettes publicitaires sur les chaînes publiques. Mais la limite de 50 % qui pourrait être fixée laisse toute latitude à France 3 d'augmenter encore les siennes, sans entamer les recettes actuelles de la deuxième chaîne. Enfin, Xavier Gouyou Beauchamps disposera désormais d'un interlocuteur permanent au sein du ministère de la culture : Christopher Baldelli, conseiller de M. Douste-Blazy, va prendre la tête d'une structure entièrement dédiée aux problèmes de la télévision au sein du ministère de la culture.

Guy Duthiel
et Yves Mianou

Un subrécargue à la barre

SURTOUT, ne pas se laisser prendre par l'apparente douceur du passage de relais ! Et renier d'emblée tout ce vocabulaire qui plait tant aux portraitistes de l'ancien PDG. Il va falloir s'y faire : « Fier, tendu, écorché, coiffe, flamboyant, magnétique », ne servira plus guère à Radeau sur les superlatifs et glossaire de l'exercice. Pour évoquer « Gouyou », le nouveau président de France Télévision, ses collaborateurs de France 3 parleront, avec



Portrait

constance, de « sérénité » et d'« écoute », d'« humanité », de « discrétion ». « Un homme de paix », dira Jean-Pierre Cottet, directeur des programmes de France 3, son bras droit.

Xavier Gouyou Beauchamps serait-il donc en passe de réconcilier la télévision avec les « géomètres » (en l'occurrence énarques) que Pierre Desgraupes, avec un point de mépris, s'employait à opposer toujours aux valeureux « solimbanques » ? Rarement « haut fonctionnaire » à la barre d'une chaîne eut, en tout cas, pareille cote. La réussite récente de France 3, qui a su échapper aux dérives de sa grande sœur France 2, y est bien sûr pour beaucoup. Sa capacité à déléguer en est aussi la cause.

Il fut sous-préfet et préfet, chef adjoint des cabinets d'Edgar Faure (à l'Agriculture puis à l'Éducation nationale), porte-parole et conseiller technique de Valéry Giscard d'Estaing à l'Élysée. Mais vite, il gravita dans le secteur de l'audiovisuel. D'abord comme PDG de la Sofrad et de TDF, puis comme artisan, avec François Léotard, de la loi sur l'audiovisuel de 1986 qui privatisa TF 1, et, depuis 1994, comme directeur général de France 3. Agé de cinquante-neuf ans, l'énarque ne découvre donc pas la télé.

Il n'a ni cour, ni clan, ni bande. Mais sa bonne entente avec la hiérarchie de France 3 est connue. « Confiance et harmonie », disent ses

pairs, un peu honteux de cette accumulation de louanges. « Délégation et rigueur », ajoutent-ils pour décrire la méthode et insister sur la rectitude qu'il estime inhérente au service public. Ecoutez-le décrire avec fierté le voyage du « parapheur », ce classeur dans lequel le moindre contrat de production, inséré entre deux bords, est soumis à la signature d'une poignée d'instances. « Cinq au moins ! », s'exclame Georges Pernoud, le patron de Thalassa, qui se félicite d'une procédure un peu longue et contraignante mais jugée, depuis ces dernières semaines « d'efficacité protectrice ».

CONTRATS À LA LOUPE

Le directeur général, qui examine chaque contrat à la loupe, « retourne le parapheur en demandant de préciser un point de détail et en mettant toujours le doigt là où ça fait mal », rapporte Bernard Rapp, ravi de le savoir attentif, bienveillant, envers l'émission *Un siècle d'écrivains*, peu pourvoyeuse d'audience. Calendrier, scénario, production... Xavier Gouyou Beauchamps ne laisse rien dans le flou et passe les matinales de samedi à éplucher à la loupe, devant Jean-Pierre Cottet, le fameux parapheur... « Il bosse », reconnaissent les moins ardents.

Le contact est discret et chaleureux. Rompu aux négociations sociales, l'homme est réputé ouvert à la discussion. Les syndicats, d'ailleurs, saluent son arrivée. « Pas étonnant, il leur tâche tout ! », commente un membre du CSA. « Habile ! », corrige un proche qui soupçonne la technique de Raminagrobis : une détente vélocité, une défense féroce derrière une patte de velours. Car il est ambideux autant qu'il fut patient.

N'a-t-il pas su sagement ravalier son orgueil pour s'effacer, en 1993, à la demande du pouvoir, devant Jean-Pierre Elkabbach, plus riche ment parrainé ? N'a-t-il pas préféré refuser, en 1995, la perspective de présider Radio-France, comme certains l'y poussaient, pour rester sur

la 3 et miser sur un destin glorieux à France Télévision ? Son heure devait sonner... De sa chaîne, il a en tout cas su capter l'esprit et la culture maison, définir une ligne éditoriale (curiosité et proximité), et manifester par de très nombreux voyages en régions sa foi dans le renforcement des informations « locales » et son souci de fédérer la maison.

Jamais, peut-être, la « petite chaîne publique » ne s'était à ce point sentie pousser des ailes. La montée spectaculaire de l'audience, la cohérence de ses programmes, l'image culturelle de l'antenne ont galvanisé le personnel et renforcé l'esprit maison. Le choix de son directeur pour présider France Télévision est donc ressenti comme une reconnaissance du travail accompli depuis ces dernières années et un hommage à tous. Reste l'inquiétude de voir décapiter une direction réputée harmonieuse au profit de France 2, aujourd'hui sans bousoile.

À l'automne 1995, lors d'une conférence de presse célébrant le vingtième anniversaire de Thalassa, étendard désormais emblématique de la 3, Georges Pernoud, entouré de marins, passa la parole à Xavier Gouyou Beauchamps. « Sans doute me croyez-vous tout fier d'être du monde maritime, commença le directeur. Eh bien, dérompez-vous ! Dans une autre vie, j'ai été subrécargue ! Oui, subrécargue ! »

Constatation générale. Subrécargue ? Il faut préciser que la fonction consiste à représenter les chargés d'un navire. Le *Petit Robert* précise : « Agent embarqué en supplément de l'équipage normal, qui représente à bord les intérêts de l'armateur ou de l'affrètement et veille à la gestion de la cargaison. »

L'anecdote, aujourd'hui, rassure. Un amateur de chasse, de golf et d'opéra, tout à tour préfet, lanceur de satellite, patron de télévision et même subrécargue ne peut que réserver des surprises...

Arnick Cojean

Les réactions

● **Philippe Douste-Blazy**, ministre de la culture : « Je considère que l'élection de Xavier Gouyou Beauchamps par le CSA à la présidence de France Télévision est de nature à donner à France 2 et France 3 une confiance, une qualité et une ambition qui conforteront le rôle du service public. Ce choix est celui d'un homme de grande qualité qui a une expérience appréciable de la direction des entreprises et de l'audiovisuel. En effet, Xavier Gouyou Beauchamps a déjà eu l'occasion de montrer son professionnalisme et son talent en étant successivement président de la Sofrad,

de TDF et directeur général de France 3. Dans ce dernier poste, sa réussite a été remarquable, puisqu'il a fait progresser l'audience de la chaîne, en maintenant une ligne éditoriale fidèle à l'esprit et aux missions du service public. »

● **Jean-François Mancel**, secrétaire général du RPR : « Tant qu'on n'aura pas défini clairement un cahier des charges pour la télévision publique qui doit faire de l'information et de la distraction de qualité, on n'en sortira pas. Si nous n'arrivons pas à le faire, il ne faut pas exclure, pourquoi pas, une privatisation de France 2. »

● **Vendredi 31 mai, 16 h 15.** Jean-Pierre Elkabbach annonce qu'il démissionne, décision prise sur l'insistance de Jacques Pilihan, conseiller de Jacques Chirac, et proche du président de France Télévision. Georges-François Hirsch, encore membre du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), présent à la conférence de presse du président de France Télévision, explique « que tout devrait aller très vite ». Le secrétaire de la section CGT de France 2, Luc Deléglise, interrogé sur les noms des candidats qui circulent, note que « Xavier Gouyou Beauchamps est un homme de l'audiovisuel qui a su s'entourer ».

● **16 h 30.** Hervé Bourges, président du CSA, prend l'initiative de réunir les membres du Conseil sur la question de la succession. Il s'agit de dresser une première liste de « présidables », mais surtout, dans son esprit, d'éviter que

les pressions extérieures et les candidatures fantaisistes ne parasitent cette transition difficile. La réunion express sert à mettre en place une procédure électorale : en l'absence de réglementation précise, le CSA fixe librement la sienne. Plutôt qu'un appel à candidatures avec auditions — trop long —, Hervé Bourges, Philippe Labarde et Georges-François Hirsch persuadent les autres « sages » d'entendre seulement les personnalités qu'ils présentent.

Au premier tour de piste, le nom de Xavier Gouyou Beauchamps, directeur général de France 3, apparaît nettement en tête. D'autres personnalités de l'audiovisuel, comme Michèle Cotta (journaliste à RTL et France 2, ex-PDG de Radio-France), Jean-Marie Cavada (président de La Cinquième) sont également citées. « On s'est rendu compte qu'il fallait quelqu'un qui connaisse la situation et puisse y

faire face tout de suite », dit un « sage ».

Certains membres du Conseil souhaitent voter dès le vendredi 31 mai, pour donner un successeur à Jean-Pierre Elkabbach le jour même de sa démission. Hervé Bourges les convainc de prendre le temps de la réflexion. Il ne faut pas que le « coup » paraisse organisé d'avance. Rendez-vous est donc pris pour la matinée du dimanche 2 juin.

● **Samedi 1^{er} juin.** C'est la « journée du téléphone ». Jean-Marie Cavada semble s'être beaucoup démené pour faire prendre en compte sa candidature. Michèle Cotta, qui aurait été intéressée par le poste si le CSA le lui avait proposé, fait savoir dans le courant de la matinée qu'elle n'est pas candidate. Janine Langlois-Glandier fait de même. Georges Vanderschmidt, président de la Sofrad, ne peut, quant à lui, être candidat déclaré,

sous peine de perdre toute crédibilité dans l'entreprise qu'il dirige. Des fax émanant de personnalités connues et moins connues — comme Jacques Rutman, auteur-réalisateur —, parviennent au siège du CSA, toute la journée.

Hervé Bourges passe une bonne partie de la journée de ce 1^{er} juin à son bureau. Il a de longs entretiens téléphoniques avec diverses personnalités du secteur. Le nom de Xavier Gouyou Beauchamps est testé auprès de « l'actionnaire ». Contrairement à ce que déclarera Hervé Bourges, dimanche 2 juin dans l'émission « Lignes de mire » (France 3) — « l'instance de régulation n'a pas sollicité l'avis de l'Etat-actionnaire » — la neutralité bienveillante de la tutelle a bel et bien été recherchée. Il s'agit d'éviter, comme pour Philippe Guilhaume en 1989, de nommer un président de France Télévision qui serait en conflit permanent avec l'Etat.

● **Dimanche 2 juin.** Les membres du CSA se réunissent vers 10 h 30. Ils confirment rapidement leur première intention de vote. Xavier Gouyou Beauchamps est élu à l'unanimité, moins une voix : celle de Philippe Labarde, qui trouve qu'une procédure expéditive prive le CSA d'un temps de réflexion. Convoqué discrètement par le CSA, Xavier Gouyou Beauchamps est entendu par les conseillers. Il leur explique longuement sa vision du service public, son analyse des structures de France Télévision, sa vision des programmes de France 2, la manière dont il compte résoudre la crise sociale affectant la deuxième chaîne et la renégociation des contrats des animateurs-producteurs, sans oublier les personnalités qu'il pourrait nommer dans les directions générales des deux chaînes.

A midi, Hervé Bourges, ac-

compagné de Xavier Gouyou Beauchamps, annonce cette nomination aux médias. « Je m'attacherai à ce que France 2 et France 3, qui sont financées en grande partie par des fonds publics, soient conduites dans la rigueur et dans la transparence », déclare alors notamment le nouveau président de France Télévision.

Y. M.

● **Georges-François Hirsch**, qui devait quitter le CSA samedi 1^{er} juin — il part diriger l'Orchestre national de France —, a finalement participé à la nomination du nouveau président de France Télévision. Hervé Bourges, président du CSA, souhaitait fermement que la composition de l'instance de régulation ne soit pas modifiée, afin d'éviter tout soupçon d'une influence politique sur le vote du successeur de Jean-Pierre Elkabbach.

Baptême de l'air pour Ariane-5

La fusée devrait décoller mardi 4 juin de Kourou avec quatre satellites scientifiques à son bord. Un deuxième tir de validation aura lieu cet automne avant que l'engin n'entre en service commercial

Après onze ans de développement, le premier exemplaire du lanceur lourd européen Ariane-5 devrait s'envoler, mardi 4 juin, à partir de 13 h 35 (heure française) du centre spatial guyanais de Kourou, porteur de quatre satellites scientifiques.

Capable de mettre deux satellites de télécommunications d'environ 3 tonnes sur orbite géostationnaire, Ariane-5 devrait, d'ici à l'an 2000, remplacer Ariane-4, qui, en sept ans, a conquis plus de la moitié du marché mondial. Douze pays

européens participent à cette aventure, que la France finance à plus de 46 %. Plus de 38 milliards de francs ont été dépensés pour ce programme, qui a dépassé son budget prévisionnel de 0,9 %, soit 314 millions de francs. (Lire aussi page 15.)

« **DIFFICILE** de faire plus simple », tâche Guy Laslandes, directeur du programme Ariane-5 au Centre national d'études spatiales (CNES), en contemplant le dernier rejeon de la lignée Ariane rejoignant son pas de tir. L'enfant, perché sur une gigantesque plateforme orange qui glisse silencieusement sur une double voie ferrée, paraît petit et empâté. Il n'en est rien. Ariane-5 « est un costaud ». Plus de 50 mètres de haut, un poids de forme de 745 tonnes et la puissance d'un super-lourd avec une poussée au décollage de 1 300 tonnes.

Pour en arriver à cette puissance, les Européens ont dû rompre avec leurs habitudes, délaissant le ticket gagnant d'Ariane-4 grâce auquel la société Arianeespace a pu conquérir plus de la moitié du marché mondial des lancements de satellites civils. Ce changement de culture n'a pas été simple, car, en dépit de sa complexité - six modèles tri-étages dotés de six moteurs, plus quatre petits boosters à poudre ou à liquides pour les versions les plus puissantes -, Ariane-4 rassurait.

VISIONNAIRES

Mais il était difficile d'aller plus loin avec ce lanceur. « Nous arrivions aux limites du concept », reconnaît Serge Petit, directeur du programme Ariane-5 à l'Aérospatiale, architecte industriel du projet. Nous ne pouvions pas continuer à l'améliorer. Nos études montraient qu'une Ariane-5 dérivée d'Ariane-4 risquait de ne plus être pilotable, surtout si on la surmontait, comme il en était question à l'époque, d'un avion spatial habité baptisé « Hermes ».

De tout cela, chacun convient

aujourd'hui. Mais cette sagesse n'est pas venue d'un coup. François Duret, de l'Aérospatiale, se souvient des projets nés de l'imaginaire toujours fertile des ingénieurs. « Dans l'album des dessins de famille d'Ariane-5, dit-il, que de changements, que de frères et sœurs prématurément déçus. » Une version à trois étages dont le premier ne comprenait pas moins de treize moteurs dont quatre propulseurs à poudre : abandonnée. Une autre, à

de s'engager dans le développement d'un nouveau lanceur lourd, alors que la fusée européenne n'avait été tirée que onze fois en cinq ans, qu'elle avait subi deux échecs et que, déjà, les industriels développaient un nouveau modèle, Ariane-4, qui n'allait connaître les feux de la rampe que trois ans plus tard.

Mais l'Histoire n'aime que les forts et les visionnaires. Sous les

Mettre en orbite l'équivalent d'un autobus

Ariane-5, telle que l'ont conçue le Centre national d'études spatiales (CNES) et l'Agence spatiale européenne (ESA), possède seulement deux étages : un premier, l'EPS, propulsé par un moteur à hydrogène et oxygène liquides entièrement nouveau d'environ 115 tonnes de poussée (Vulcain), et un second - exceptionnellement construit hors de France -, l'EPS, plus classique, équipé d'un moteur allemand réallumable de seulement 2,7 tonnes de poussée. Comme, dans cette configuration de base, le lanceur serait bien incapable, parce que trop lourd, de décoller, les ingénieurs lui ont adjoint deux énormes fusées d'appoint à poudre (boosters), les EAP, analogues à celles qui équipent la navette américaine, de 630 tonnes de poussée chacune. De quoi mettre l'équivalent d'un autobus en orbite basse ou, plus sérieusement, 6 900 kilos en orbite de transfert géostationnaire (200 km x 36 000 km), là où le plus vieux lanceur de la famille, Ariane-1, plafonnait avec un peu plus de 1 800 kilos en 1979.

trois étages aussi, entièrement propulsés par des mélanges cryogéniques (hydrogène et oxygène liquides) si délicats à maîtriser : également rejetée.

Le concept actuel, qui a mobilisé en Europe les énergies de six mille personnes employées par deux cent cinquante firmes de douze pays d'Europe, est donc le fruit d'une longue maturation, mais aussi d'un formidable pari. Les décisions ne furent pas faciles. Il fallait un sacré culot pour convaincre l'Europe, en janvier 1985 à Rome,

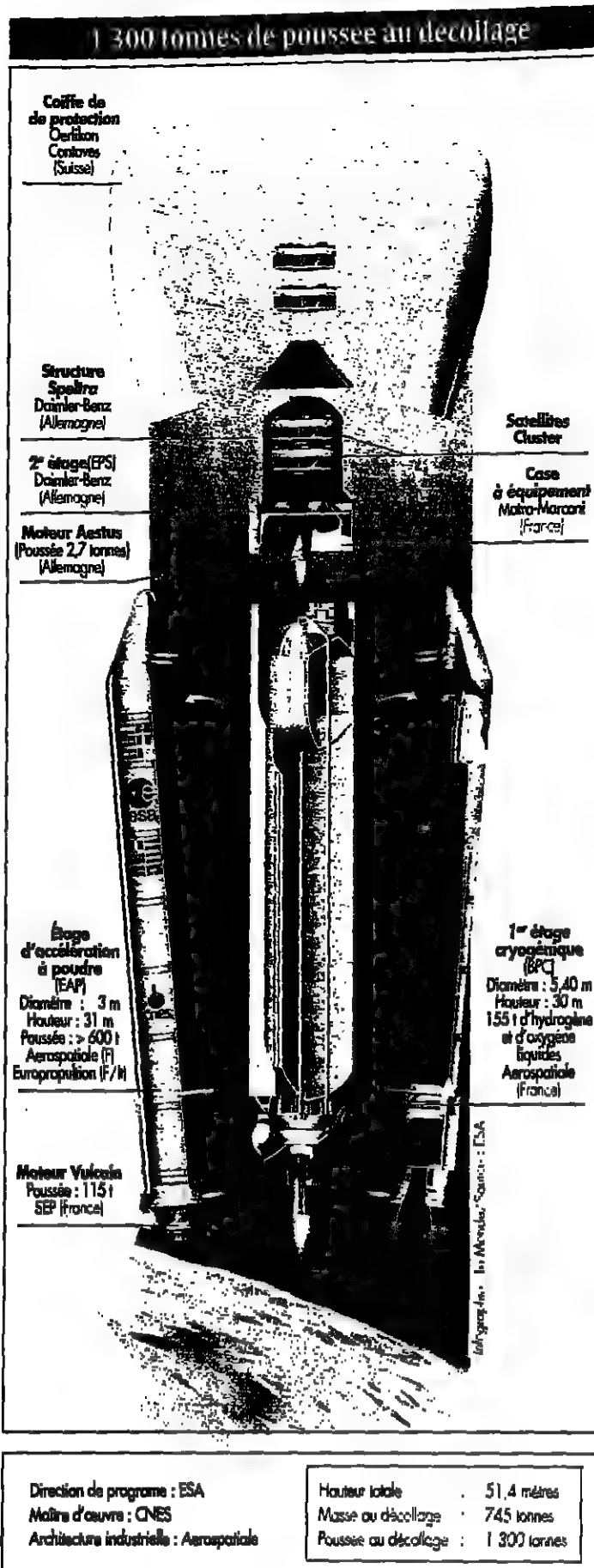
peu à peu, les Français dans leur apparente « folie ». L'enthousiasme du directeur général du CNES, Frédéric d'Allest, promoteur infatigable d'Ariane, fut le catalyseur, et les talents de diplomate de Hubert Curien, ministre de la recherche chargé de l'espace, le rallier. Ce n'était encore que des accords de papier mais la machine était lancée, et, deux ans plus tard, à La Haye, dans le décor froid du Palais des congrès, les Européens finançaient cet ambitieux programme estimé

aujourd'hui à 5 790 millions d'unités de compte (38,1 milliards de francs, prix 1995).

Aujourd'hui, avec une douzaine de mois de retard sur le calendrier, le premier exemplaire d'Ariane-5 s'apprête à partir, porteur de quatre satellites scientifiques (Cluster) destinés à étudier le vent solaire. « Quatre garçons dans le vent » pour vérifier en un peu moins de trente minutes le bien-fondé de ce programme dont « les maîtres mots étaient augmentation des performances, amélioration de la fiabilité et réduction des coûts de production », rappelle Jacques Durand, directeur du programme Ariane-5 à l'ESA.

Vérifier que la simplicité était bien la solution, même si, malgré ce choix, la facilité n'a pas été au rendez-vous, bien au contraire, confesse Guy Laslandes : « Il nous a fallu acquiescer des techniques que l'on ne maîtrisait pas - comme celle des boosters géants -, changer d'échelle sur certains composants, apprivoiser les moteurs cryogéniques de grande taille et courir ce marathon à la vitesse d'un sprint. » « Essouffé » lui aussi, Serge Petit ne dément pas : « En études et en calculs, on a sûrement produit un poids de papier supérieur à celui du lanceur. » Cela a-t-il été suffisant ? « Ariane-5 a volé plus d'un millier de fois sur ordonnance », lâche-t-il, tandis que ses collègues de la Société européenne de propulsion (SEP), pères du très sophistiqué moteur Vulcain, la pièce la plus sensible du premier étage, rappellent en croisant les doigts que l'exemplaire qui équipe ce vol 501 « a déjà subi deux fois l'épreuve du feu ».

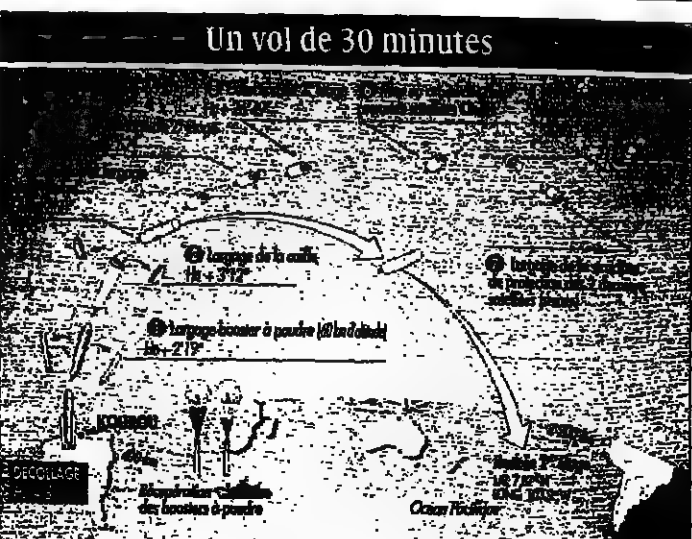
Jean-François Augereau



Un programme mené au sprint

L'aventure d'Ariane a commencé en 1979, le 24 septembre. Tout un symbole. Ce jour-là, après une longue attente et de nombreux ennemis, la première de toutes les Ariane prenait la route du ciel. L'Europe accédait au cercle très restreint et contrôlé par les États-Unis des transporteurs spatiaux avec un « lanceur de dissuasion ». Bien peu, ce jour-là, auraient parié sur Ariane. Pourtant, « l'astroport » guyanais de Kourou va, avec Ariane-5, entendre rugir les moteurs de sa 87^e Ariane. Un lanceur lourd tout nouveau, décidé en janvier 1985, lors d'une conférence tenue à Rome par les ministres de l'espace européens.

Onze ans ont passé, 38 milliards de francs (5 790 millions d'unités de compte) ont été dépensés - dont 5,2 milliards de francs pour les seules études préparatoires (790 MUC) - pour ce lanceur lourd, déjà commandé à quatorze exemplaires par Arianeespace, qui devrait effectuer cette année deux tirs de qualification avant d'être opérationnel. Pour en arriver là, les Européens n'ont pas chômé. Ils ont testé pour la première fois le moteur Vulcain en juillet 1990, le moteur à poudre en février 1993, le premier booster en juin 1995, le second étage en octobre 1994, le premier étage cryogénique en novembre 1994. A peine Ariane-5 sera-t-elle partie que les bureaux d'études commenceront à fourbir leurs armes pour lui donner plus de puissance encore. Celle-là même que devrait lui apporter le programme Ariane-5 Evolution qui, pour un coût de 11,2 milliards de francs (1,7 MUC), permettra, en 2003, à Ariane-5 d'emporter sous sa coiffe 1400 kilos de plus, ce qui fera passer sa capacité en lancement double de 5 970 kilos aujourd'hui à 7 400 kilos. Les ingénieurs n'étant jamais à court d'idées, un programme Ariane-5 « Evolution Plus » est déjà en cours d'élaboration.



Inspirations, innovations et changements d'échelle

LES EUROPÉENS avaient fixé en 1987 à La Haye trois objectifs à Ariane-5 : être capable de mettre en orbite une charge utile totale de 5 970 kilos, soit 1,2 tonne de plus qu'Ariane-4 ; offrir à la clientèle une fiabilité de 98,5 % (un échec tous les soixante-dix lancements) bien supérieure à celle d'Ariane-4 (95 %) ; diminuer enfin les coûts de production de 10 % par rapport à ceux de la plus puissante des Ariane-4. Cette règle du jeu simple va demander la mise en œuvre d'importantes innovations :

● Le développement d'un puissant moteur cryogénique de plus de 100 tonnes de poussée. Sorte de moteur de formule 1, le Vulcain brûle de l'hydrogène et de l'oxygène liquides en guise de carburant. Il est capable de tenir sur une très longue distance. La Société européenne de propulsion (SEP) ne maîtrisait cette technique que pour des engins de quelques tonnes de poussée seulement. Des études

entreprises dès 1977 allaient néanmoins permettre ce changement d'échelle. Vingt ans plus tard, et après avoir dépensé un peu plus de 12 milliards de francs - dont 9 milliards de francs pour le seul Vulcain -, la SEP et ses partenaires européens disposent d'un bijou de technologie capable de développer plusieurs milliers de mégawatts dans un volume de moins de 1 mètre cube.

● La mise au point de très gros propulseurs à poudre. Avec 115 tonnes de poussée, le Vulcain ne suffit pas pour arracher l'ensemble d'Ariane-5 à son pas de tir. Deux énormes propulseurs à poudre (boosters) de 230 tonnes, analogues à ceux de la navette américaine, ont été ajoutés au lanceur. Or les plus gros boosters civils réalisés jusqu'alors par Europropulsion ne dépassaient pas quelques dizaines de tonnes. Pour en couler plus de 2 quintaux dans un propulseur, il a fallu

d'une part se procurer aux États-Unis les machines capables de produire de grandes quantités de poudre et d'autre part innover à partir de la technologie de la navette américaine, notamment pour ce qui concerne le fluotourage de grandes pièces ou les tyndres des propulseurs d'appoint avec l'utilisation de composites en carbone-carbone. Au total rien de bien révolutionnaire, puisque même le concept du moteur à hydrogène et oxygène liquides de 100 tonnes de poussée avait été développé dans les années 60 et utilisé sur la fusée lunaire Saturne sous le nom de J-2. Toutefois, seul le résultat compte. Dans ce domaine, les concepteurs des différents Ariane n'ont pas à rougir de leurs enfants, qui ont su avec le temps conquérir, à la barbe des Américains, le marché mondial des services de lancement.

J.-F. A.

Frédéric d'Allest, le visionnaire

ARIANE-1 venait d'aller au tapis pour son deuxième tir. « Cela ne l'a pas arrêté. Il a tiré la sonnette de l'organisation mondiale de télécommunications spatiales Intelsat et décroché, dès 1980, le premier contrat à l'export pour Ariane », lance, admiratif, l'un de ses anciens ingénieurs. La valise à la main, Frédéric d'Allest fonceait, prêt à vendre n'importe où et n'importe quand son lanceur. Dans la coulisse, les mains dans le cambouis, Roger Vignelles, aujourd'hui président de la SEP, fabricant des moteurs d'Ariane, assurait le suivi technique et dessinait l'avenir.

Entré au CNES en 1966, à l'âge de vingt-six ans, tout frais diplômé de Polytechnique et de Sup-Aéro, Frédéric d'Allest se fait les dents sur les lanceurs français Diamant-B et européen Europa-3 avant d'être nommé chef du projet Ariane dès le lancement du programme, en 1973. Quatre ans plus tard, la fusée n'a pas encore décollé, quand lui vient l'idée que tout le monde lui envie aujourd'hui. « C'était au soir de Noël 1977, raconte-t-il. Après mûre réflexion, j'ai

rédigé une note à la direction du CNES, qui disait en substance : Nous avons entre les mains un très bon lanceur mais, dans quelques années, il ne nous restera qu'un album de photos si nous ne mettons pas sur pied rapidement une société chargée de son exploitation commerciale. »

Arianespace est créée en 1980. C'est la première société au monde de transport spatial. Frédéric d'Allest en prend la direction tout en continuant à assurer d'une main ferme la direction des lanceurs du CNES qu'il quitte en 1982 pour devenir directeur général de l'organisme. Il poursuit aujourd'hui sa carrière chez Matra. Vendeur hors pair, il est surtout considéré par ses collègues et ses concurrents comme un « visionnaire génial ». Alors que les premières Ariane n'avaient pas encore fait leurs preuves, et qu'Ariane-4 n'était pas encore sortie des usines pour conquérir le monde, il a en effet su convaincre les Européens de miser gros pour l'an 2000 en construisant Ariane-5.

Jean-Paul Dufour

Raymond Orye, le précurseur

AU PREMIER abord, Raymond Orye apparaît comme un joyeux drille. Physique à la Raymond Devos, accent belge à couper au couteau, humour ravageur et bonne humeur destructrice, il ne manquait pas une fête quand, au milieu des années 80, après chaque tir réussi, techniciens, ingénieurs et officiels évacuaient la tension dans les boîtes de tôle ondulée et les bars du vieux Kourou. Ce qui ne l'empêchait nullement, frais comme une rose, de mener, tambour battant, au petit matin les traditionnels « debriefings » d'après vol.

A l'Agence spatiale européenne (ESA), Raymond Orye est le pilier du programme des lanceurs. Quand les politiques, les décideurs et les gestionnaires argumentent sur le devant de la scène, lui, dans l'ombre, assure l'intendance. Les fusées, il est tombé dedans « tout petit ».

En 1963, il entre à l'Organisation européenne de construction de lanceurs spatiaux (ELOD). Ingénieur militaire, diplômé de

l'Ecole royale militaire belge et du Collège d'aéronautique de Cranfield, il a alors trente-deux ans. Dès 1967, il est chargé de la coordination technique et opérationnelle des programmes de lanceurs Europa-1 et Europa-2, puis Europa-3.

Quand l'ESA est créée, en 1975, il y prend, tout naturellement, la tête du département Ariane. Un poste qu'il ne quittera plus. « Sa rondeur et son passé militaire, mélange savant de diplomatie et de directivité, ont fait merveille dans les liaisons parfois délicates entre le CNES, maître d'œuvre du lanceur, et des Européens que le leadership français agaçait souvent », se souvient un autre pilier de l'ESA.

Mardi 4 juin, il fera office de « directeur de vol » pour le tir inaugural de son dernier « enfant », Ariane-5. Sans doute le plus bel hommage qu'on pouvait rendre à ce pilier d'Ariane avant une très prochaine retraite.

J.-P. D.

genti kafelnikov s'

de l'Europe de l'Est

la presse internationale

la presse internationale

la presse internationale

la presse internationale

la presse internationale

la presse internationale

la presse internationale

la presse internationale

la presse internationale

la presse internationale

la presse internationale

la presse internationale

la presse internationale

la presse internationale

la presse internationale

la presse internationale

Evgueni Kafelnikov s'achète une conduite

Qualifié pour les quarts de finale des Internationaux de France de tennis, le Russe fait une belle impression depuis le début de la quinzaine

Les quarts de finale du simple dames opposeront, mardi 4 juin, l'Allemande Steffi Graf, tête de série n° 1, à la Croate Iva Majoli (n° 5), la Slovaque Karina Habsudova à l'Espagnole Arantxa Sanchez-Vicario (n° 4), et l'Américaine Monica Seles (n° 2) à la

Tchèque Jana Novotna (n° 10). L'Américaine Lindsay Davenport (n° 9) devrait connaître son adversaire lundi, le dernier quart de finale ayant été interrompu par la pluie. Chez les hommes, les deux premiers quarts de finale opposeront les Américains Pete

Sampras (n° 1) et Jim Courier (n° 7), d'une part, et le Russe Evgueni Kafelnikov (n° 6) au Néerlandais Richard Krajicek (n° 13). Dernier Français en lice, Cédric Pioline était confronté, lundi 3 juin, au Chilien Marcelo Rios (n° 9).

A-T-IL GRANDI ? La question dessine un large sourire sur son visage blond. « J'ai un an de plus et je parle mieux anglais. C'est pour cela que je suis plus patient et plus bavard avec tout le monde, réplique Evgueni Kafelnikov. Je suis aussi en pleine forme. » En 1995, Roland-Garros l'avait quitté mauvais garçon, joueur teigneux, talentueux mais pas bien agréable, ni dans ses colères, ni dans son jeu. Il venait en joueur prodige, et les joueurs prodiges, en tennis, ne sont jamais élevés pour être bien élevés. Alors, personne ne lui en voulait. Sous cette patte de lard gémait un homme attachant, et surtout un prestigieux gagnant.

attaquant aux jambes et au service alerte. Il était bien plus que cela. De ce passé parisien, Evgueni tire une juste et immense fierté. Depuis le début de la quinzaine, il s'ingénie à faire aussi bien. Ses adversaires l'ont très vite vu, battus sans un pli, sans un set attrapé. Lévitant sur son nuage de talent, Evgueni n'a pas voulu perdre de temps, jugeant toujours la suite trop importante. Surtout, il est en pleine forme, celle qui fait rire et accomplir les choses les plus belles, comme ses matches : « Oui, ça y est, a-t-il clamé après sa victoire au troisième tour. J'ai trouvé la tactique sur terre battue, et je crois que cela explique mon succès pour l'instant. » Il n'en dit pas plus. Le reste est un jeu de cache-cache. « C'est un jeu de cache-cache, mais mon humeur, un tout que j'ai dans l'esprit. »

Sur le court, ce secret se traduit par une déroutante efficacité. Di-

stant. » Evgueni Kafelnikov avoue aussi plus de sagesse amenée par les événements. Avec son pays, il s'est hissé en finale de la Coupe Davis pour rencontrer les États-Unis, à Moscou, en décembre, sur terre battue. Malgré la défaite, il a encore été fier. Aux Internationaux d'Australie, en janvier, il a été battu en quart de finale... par le futur champion Boris Becker. Au printemps, il a bûché comme un fou pour renforcer sa stature. Il s'est taillé un profil de joueur de terre battue vélocité en gagnant le tournoi de Prague ou en étant demi-finaliste à Hambourg. Est-il un grand joueur ? « Je suis un bon joueur. Je serai un grand joueur quand j'aurai gagné un tournoi du Grand Chelem », tonne-t-il. Alors, bien sûr, il rêve de servir en finale de Roland-Garros.

Avant, il y a l'inconnu et d'abord le Néerlandais Richard Krajicek, qu'Evgueni Kafelnikov a récemment dominé sur la terre battue de la Coupe des nations, à Düsseldorf : « Il joue service-volée et moi plutôt du fond de court. La chance que j'ai, c'est que Richard est un garçon sensible qui peut s'émouvoir d'un rien. » Il fanfaronne : « Et moi, en ce moment, je n'ai peur de rien. Je joue un tennis plus qu'incroyable. »

Bénédict Mathieu

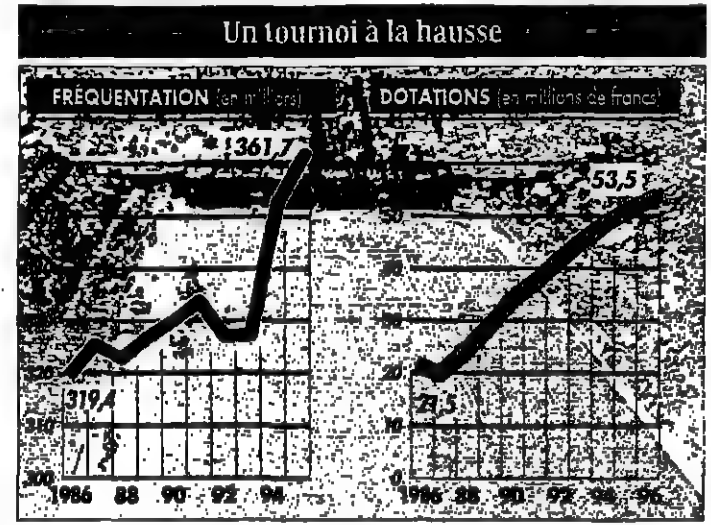
Cédric Pioline reste seul

Il a gagné dans un énorme sourire, et le public a sauté sa belle victoire en quatre sets sur Alberto Berasategui, finaliste à Roland-Garros en 1994. Cédric Pioline est en forme et en jambes. « J'ai beaucoup plus confiance en moi et en mon jeu. Je maîtrise mieux ce que je fais », dit-il. Une victoire, en mars, au tournoi de Copenhague, après avoir perdu neuf finales, a gommé la tristesse du passé. A Roland-Garros, Cédric Pioline est venu en 19^e joueur mondial, sans véritable enjeu. Il développe tranquillement son jeu, du fond du court, mais aussi à la volée. Il va même jusqu'à communiquer sa joie nouvelle au public qu'il harangue : « Je me connais beaucoup mieux », dit-il.

Après la très honorable défaite de Sandrine Testud contre la Croate Iva Majoli, tête de série n° 5 du tournoi, Cédric Pioline restait le seul Français en lice à Roland-Garros, avant de rencontrer, lundi 3 juin, le coriace Chilien Marcelo Rios, petite merveille de la terre battue et tête de série n° 9.

Après avoir râlé ou tempêté, Evgueni Kafelnikov avait quitté Paris très heureux, « seulement » battu, en demi-finale, par Thomas Muster, futur champion des lieux. Parti en trois sets, ce grand gamin de vingt et un ans n'avait pas pu faire grand-chose. Mais qu'importe. Pour sa troisième participation aux Internationaux de France, il avait compté parmi le gratin, partageant le carré d'as avec ce que la terre battue avait de mieux : l'autre demi-finale avait rassemblé deux anciens vainqueurs, Michael Chang et Sergi Bruguera. Pour ce Russe élevé sur la poussière de la terre battue, l'achèvement tenait lieu de victoire. On l'avait pris pour un simple

manche, sur une terre alourdie par l'humidité, il a dégoûté l'Espagnol Francisco Clavet en lui servant du service-volée mâtiné de longs échanges soigneusement construits pour mieux accélérer un revers couvert le long de la ligne. Il y a aussi les signes d'un tennis mûr. Ce service devenu presque complet, tantôt se terminant par un coup de trébuchet, tantôt trébuchant pour mieux dérouter la balle et le poignet de l'adversaire. A son habitude, le Russe est parti seul en tête. Il ne sera pas rattrapé de la rencontre. En tenace attaquant de fond de court, Francisco Clavet tente de déplacer, de dépasser. Las, Evgueni est au fillet comme



Le premier mercredi du tournoi est le jour de la plus grande affluence. Le 29 mai, tous les records ont été battus, avec 33 583 spectateurs contre 33 550 pour le premier mercredi de 1995. Concernant les dotations, l'augmentation de 16% des prix en dollars entre 1986 et 1987 n'apparaît pas dans le graphique en francs en raison de la forte baisse du dollar.

Marc Rosset, le Suisse devenu grand

MARC ROSSET est en pleine métamorphose. Après son coup d'éclat de Perth qui l'avait privé d'Open d'Australie, on désespérait pourtant de le voir un jour s'aggraver. Furieux d'avoir concédé, en association avec Martina Hingis, trois balles de match au duo croate Ivan Majoli-Goran Ivanisevic en finale de la Hopman Cup, il avait boxé un panneau publicitaire suffisamment fort pour se donner une sérieuse blessure à la main. Manquant de compétition, il avait ensuite trahi sa réputation de leader de l'équipe de Suisse, devant son public, en s'inclinant en trois manches face à l'Allemand Hendrik Dreckmann au premier tour de la Coupe Davis. Après un début de saison en dents de scie, rehaussé par une victoire à Milan, il s'est distingué enfin à Roland-Garros en accédant pour la première fois aux huitièmes de finale. Peut-être aura-t-il réalisé que les années défilent sans qu'il ait donné toute sa mesure dans les épreuves du Grand Chelem ?

Présent en deuxième semaine à la porte d'Auteuil, le grand Suisse (2,01 m) a résolument pris son destin en main. Avec la bénédiction de son entraîneur très dévoué, Stéphane Oberer, il s'est installé seul dans un appartement situé à 500 m du stade pour préparer ses matches dans la sérénité. A court d'idées pour pousser son turbulent élève à exprimer l'intégralité de son potentiel sur terre battue, Stéphane Oberer a cédé. Le dédicé de Düsseldorf, où son joueur a emmené la Suisse vers la victoire de la Coupe des nations en éliminant Boris Becker et Thomas Enqvist, l'y a encouragé.

■ **LE TRAVAIL PAIE** ■

« Pour préparer Roland-Garros de façon optimale, nous avions tout essayé sans résultat, explique-t-il. Jouer de nombreux tournois ou très peu sur une surface identique, jouer une exhibition la semaine précédente ou pas du tout... Rien n'y faisait. Sans aucune explication logique autre que le manque de concentration ou l'apprehension, Marc Rosset voyait son parcours parisien en simple systématiquement interrompu au deuxième tour par des joueurs largement à sa portée. Désormais, il se rebelle efficacement. Il n'a pas concédé une manche depuis son entrée en lice. Jakob Hlasek, son compatriote, qui a fait les frais de cette toute nouvelle rigueur au troisième tour, s'en étonnait malicieusement. « J'ai cru qu'il ferait des choses qu'il n'a pas faites, mais je ne vois rien de quoi », a-t-il lancé après sa défaite, samedi

1^{er} juin. Hlasek faisait sans doute référence aux crises de confiance d'ordinaire ponctuées de chapelets de jurons de Rosset. Pétri de bonnes intentions, le joueur, qui avoue avoir un temps négocié ses séances d'entraînement à la baisse, n'hésite plus à déclarer : « Le travail paie toujours. » On est tenté de le croire, malgré la difficulté de la tâche qui l'attendait lundi 3 juin. En trois rencontres, il n'avait jusqu'à-là jamais arraché le moindre set à Stefan Edberg. Pourtant, cette statistique ne l'affole pas. Leur dernier face-à-face datait d'octobre 1993 et ils ne s'étaient jamais mesuré sur cette terre battue qui ralentit l'impeccable jeu de service-volée du Suédois. L'élimination, samedi 1^{er} juin, de Michael Chang, finaliste l'an passé, a sans doute comblé Edberg. Elle lui a confirmé son excellent niveau de forme et lavé l'affront infligé par le petit Américain en 1989. Cette année-là, Chang avait privé Edberg du seul titre de Grand Chelem manquant à son palmarès. C'était peu avant l'arrivée triomphante de Rosset sur le circuit professionnel avec une victoire sur terre battue à Genève.

Patricia Jolly

Démission de Patrice Dominguez

Patrice Dominguez, directeur technique national à la Fédération française de tennis (FFT), a remis sa démission, dimanche 2 juin, après un entretien avec Christian Blmes, président de la FFT. Cette décision, annoncée dans la soirée de dimanche à Roland-Garros, a été prise, selon le communiqué de la FFT, « pour convenances personnelles ». Patrice Dominguez, ancien numéro un français et ex-entraîneur d'Henri Leconte, occupait la fonction de DTN depuis 1993, après avoir été capitaine de l'équipe de France de Coupe Davis. Son retrait est d'autant plus surprenant que son travail avait été régulièrement salué par les dirigeants du tennis français. Motivée par des raisons privées, cette démission sera à l'ordre du jour du comité directeur de la Fédération, le 22 juin. Jean-Claude Massias, actuellement DTN adjoint, pourrait succéder à Dominguez.

Michael Schumacher se joue de la pluie au Grand Prix d'Espagne

Il remporte sa première victoire avec Ferrari

BARCELONE
de notre envoyé spécial
La pluie coule sur ses joues comme les larmes d'un grand bonheur. Sur la plus haute marche du podium, Michael Schumacher lève les yeux comme pour remercier les nuages. Il sait que les caprices du ciel lui ont permis d'écrire, près de Barcelone, une des plus belles pages de sa carrière. Ce triomphe dans le Grand Prix d'Espagne n'est pas seulement sa vingtième victoire en formule 1. Il vient de fournir en deux heures la preuve qu'on peut désormais le comparer aux plus grands pilotes de l'histoire automobile. Michael Schumacher a conquis

naco. Il y a deux semaines. Cette sortie de route sur la piste mouillée, dès le premier tour, avait tenu l'éclat d'une nouvelle pole position conquise de haute lutte. A Barcelone, sa course fut une succession d'exploits. Quatre secondes plus vite que ses concurrents, il ne lui faut que onze tours pour s'approprier la tête de la course. Dans cette folle remontée, c'est à peine s'il voit Damon Hill, l'actuel leader du championnat du monde des conducteurs, incapable de maîtriser sa Williams Renault sous la pluie. Une fois, deux fois l'Anglais part en tête à queue, et c'est du bac à sable qu'il regarde filer une fusée rouge. Un peu plus tard, au moment même où Michael Schumacher va se livrer à une ultime attaque sur la tête de la course, Damon Hill échoue brutalement contre le muret des

Cesare Fiorio de retour chez Ligier

Dans des conditions climatiques bien plus délicates encore que celles qui régnaient à Monaco, Olivier Panis n'a pas réédité son exploit du précédent Grand Prix. Il a été victime d'un accrochage dès le premier tour. La sixième place du Brésilien Pedro Diniz permet cependant à l'écurie française de conserver son cinquième rang au championnat du monde des constructeurs. Barcelone a été l'occasion du retour de l'Italien Cesare Fiorio comme directeur sportif de Ligier après un an d'absence. Celui-ci avait contribué au succès d'Alain Prost et de Nigel Mansell chez Ferrari. Malgré un budget deux fois inférieur à celui de l'an dernier, Ligier va tenter de continuer à prouver sur le reste de la saison que « l'esprit d'équipe » peut pallier le manque de moyens.

sur le circuit de Catalogne ce que deux couronnes de champion du monde, en 1994 et 1995, n'avaient pas suffi à lui accorder : une place aux côtés d'Alain Prost et d'Ayrton Senna, ses deux prédécesseurs les plus titrés. Ses qualités de metteur au point lui vaudront certainement bientôt le titre de « Herr Doktor », équivalent du surnom de « Professeur » attribué au champion français, vainqueur de quatre titres. Mais certains hésitent encore à comparer ses talents de pilote à ceux du Brésilien disparu en 1994.

Le courage dont a fait preuve Michael Schumacher dimanche pour effectuer un véritable numéro de funambule sur une piste détrempée le place probablement à la hauteur d'Ayrton Senna. Le triple champion du monde s'était révélé en F1 avec une poursuite sous les trombes d'eau derrière Alain Prost à Monaco, en 1984. Il avait remporté son premier Grand Prix l'année suivante sous la pluie, au Portugal. Et beaucoup pensaient qu'il avait réalisé sa plus belle course sous le crachin anglais, à Donington en 1993, quelques mois avant de se tuer sur le circuit d'Imola.

Un embrayage une nouvelle fois récalcitrant a failli empêcher Michael Schumacher d'aller troyer la légende du coureur le plus flamboyant des vingt dernières années. « Mon départ fut un désastre et je ne puis m'estimer heureux de ne pas avoir été percuté sur la deuxième ligne par un pilote venu de derrière, dit-il à l'arrivée. Je ne savais pas combien de voitures étaient devant moi. J'ai juste vu Pedro Diniz et sa Ligier me doubler. »

LES PROBLÈMES D'ALESI
Jean Alesi, lui, n'a résisté que quatre tours à la furia du pilote allemand. Celui qu'on disait impérial sous la pluie s'en est pris, une nouvelle fois, aux performances de sa Benetton-Renault pour justifier les quarante-cinq secondes qu'il concède à son vainqueur. La leçon infligée à Jacques Villeneuve par Michael Schumacher a été encore plus impitoyable. Comme pour effacer l'aura dont est entouré le fils de Gilles Villeneuve depuis ses débuts en formule 1, Michael Schumacher a gommé le formidable départ du jeune Canadien. Une fois passée en tête, la Ferrari a laissé la Williams-Renault à plus d'une minute. Et il s'en est fallu de quelques problèmes électriques sur sa Ferrari pour que le vainqueur ne fasse subir au jeune espoir l'affront de la doublette. Que n'ont pu éviter les trois seules autres voitures qui ont franchi la ligne d'arrivée après le trio de tête.

Après cette course triomphale, Michael Schumacher a voulu ajouter une dernière touche à son nouveau portrait. C'est Jean Todt, le directeur sportif de Ferrari, qui en a fait les frais. Avec une accolade un peu trop appuyée devant les stands, puis par une sévère douche au champagne sur le podium, le héros du jour a montré la place qu'il veut avoir dans son écurie. Il sait ce que dit Jean Todt, à savoir : « Les progrès de Ferrari sont dans la continuité du travail accompli depuis trois ans, même si Michael Schumacher est le pilote de référence qui permet à toute l'équipe de se juger dans l'absolu. » Le pilote allemand, qui vient de mettre un terme à cinq ans de victoires du moteur Renault en Espagne, souhaite sans doute qu'on s'encombre désormais de moins de circonvolutions pour saluer son talent.

Christophe de Chenay

LES PUBLICATIONS DU Monde

Un ancien numéro vous manque ?

(Commande et envoi à domicile)

3615 LEMONDE

SPORTS

Athlétisme, Cyclisme
Football, Rugby, Tennis...

RÉSULTATS, RECORDS
et PALMARÈS

3615 LE MONDE

L'uniformisation hôtelière ne fait plus recette

Face à la lassitude des clients, les chaînes de milieu de gamme atténuent la standardisation à outrance, qui fit pourtant leur succès

DEPUIS QUELQUES MOIS, les chambres renouées ou appartenant à de nouveaux établissements Novotel proposent deux harmonies de couleur. Les teintes sont élégantes - l'une à dominante bleue, l'autre à dominante ocre -, mais là n'est pas l'essentiel. Car ce changement d'apparence dissimule une révolution : la chaîne aux trois cents hôtels, qui, depuis 1967, s'en tenait à un seul agencement de ses chambres, a décidé d'ouvrir une brèche dans le principe de standardisation.

Après une décennie d'expansion record fondée sur la normalisation à outrance, l'hôtellerie économique, devenue surcapacitaire, découvre que de l'uniformité peut naître l'ennui. Emblématique, l'initiative de Novotel n'est pas isolée. Chez Ibis, trois milliers de décoration sont désormais disponibles, alors que Climats de France a élargi sa palette à une demi-douzaine d'harmonies différentes. Troublés par l'attrait croissant qu'exercent les « hôtels de charme » sur une clientèle devenue nostalgique, les professionnels se lancent dans une quête d'authenticité.

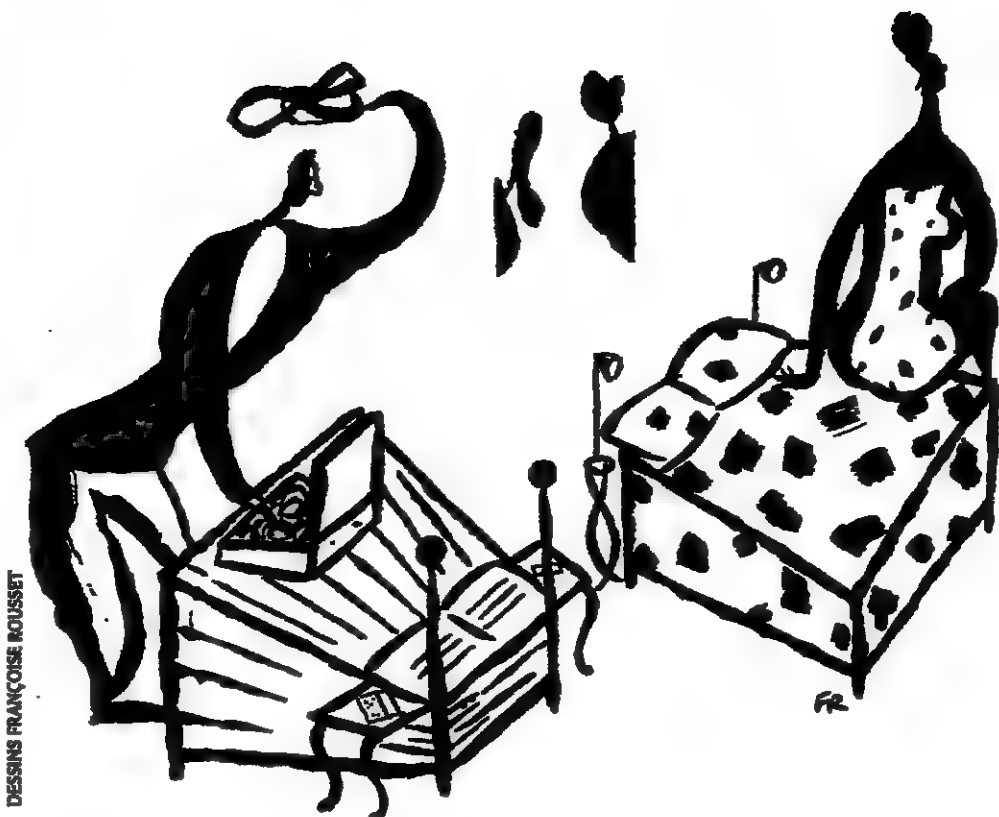
« Il est temps que les hôteliers réalisent que les gens ne voyagent plus comme autrefois », observe Alexis Pasoutoff, architecte d'intérieur au cabinet Anastasia Design. Le client éprouve un besoin de personnalisation. D'où le succès des chambres d'hôtes et des petits hôtels, de plus en plus appréciés pour les séjours d'affaires. « Tout indique que les gens ne veulent plus se réveiller dans le même décor

sans savoir s'ils se trouvent à Lyon ou à Toulouse », fait valoir pour sa part Gilles Douillard, PDG du groupe Hôtels et compagnie. La moitié des Climats de France, qui font partie du groupe, ne sont pas réalisés sur le même standard, puisque nous comprenons des franchises. Cette particularité est devenue un avantage. »

Les prestigieux Sheraton et autres Hilton cherchent aussi à se ressourcer. « La tendance est à l'individualisation : les grands hôtels prennent leurs distances vis-à-vis de l'image classique pour que le client se sente un peu plus chez lui. Comme autrefois, ils commandent du mobilier sur mesure », témoigne Sybille de Margerie, du cabinet SM design. A Paris, le Grand Hôtel a fait sauter un faux-plafond pour dégager la verdure du grand salon. A l'entrée des hôtels de luxe, le dernier chic est de réinstaller des portes à tambour.

BESOIN DE SÉCURITÉ

Parmi les chaînes de milieu de gamme, la recherche de diversification se heurte à de fortes contraintes. « Il ne faut pas oublier que c'est en jouant sur la normalisation et la répétitivité que nous avons pu baisser les prix », insiste Jean Forest, directeur du marketing et de la qualité du réseau Campanile. Et puis, il existe toujours un fort besoin de sécurité : être sûr que l'interrupteur électrique se trouve à droite, en entrant dans la chambre... »



DESIGNS FRANÇOISE MOUSSET

La dernière salle de bains Novotel abandonne certes le blanc uniforme pour des incrustations couleur granit du meilleur effet, mais aucune variante n'est prévue, car il s'agit toujours d'une coquille thermoformée, déclinée industriellement à des milliers d'exemplaires. Le groupe a néanmoins trouvé un moyen ingénieux et bon marché de briser l'anonymat des chambres en y exposant une lithographie sélectionnée parmi une soixantaine d'artistes contemporains. Quant au personnel, il peut choisir sa tenue de travail dans une garde-robe régulièrement élargie et renouvelée.

« Dans sa chambre, le consommateur demande un peu plus de diversité dans la décoration et, ce qui est nouveau, une douche aussi souvent qu'une baignoire. Mais l'essentiel du changement porte sur les services et, surtout, la restaura-

tion. Nous avons mis l'accent sur la cuisine régionale et la cuisine à thème », assure Didier Gros, patron des hôtels Ibis. Les enseignes installées en centre-ville ont largement diversifié l'architecture et l'agencement des halls d'accueil. Les deux tiers des 180 hôtels Mercure ont été « thématiques » : celui d'Angoulême est dédié à la bande dessinée, celui du Havre aux transatlantiques. Des exercices de style qui ne remettent pas en cause le principe de standardisation des chambres.

RECOURS À L'IMAGINATION

Malgré ces efforts, l'activité des chaînes reste en demi-teinte. « Lorsqu'ils ont réellement le choix, un nombre croissant de gens préfèrent le petit hôtel dont on n'aime pas trop le papier peint, mais dont la patronne est sympa », constate Marc Watkins, responsable du cabinet de consultants Coach Omnium. « Hormis quelques exceptions, les discours sur les services ou la restauration ne se vérifient guère dans les faits. Regardez donc les menus :

en réalité, les plats régionaux sont peu nombreux. En revanche, on échappe rarement au trio saumon à l'aneth-magret de canard-crème brûlée. Quant aux déjeuners publicitaires, ils restent impersonnels et vantent invariablement « l'équipe qui vous accueille dans un cadre unique, luxueux et raffiné ». Il faut faire preuve d'imagination pour prévenir le risque de lassitude de la clientèle », insiste M. Watkins.

Dans ces conditions, l'hôtellerie « de caractère » dispose d'atouts. « Nous résistons sans doute mieux à la crise », assurent, prudents, les responsables de la Fédération nationale des Logis de France, qui regroupe 3 800 hôtels-restaurants indépendants installés en milieu rural. Ici, la priorité n'est pas de « déstandardiser », mais de garantir partout le meilleur niveau de prestation. Pour y parvenir, Logis de France a défini pas moins de cent soixante-dix normes de qualité.

Jean-Michel Normand

L'« octroi » à Toulouse

ALBI de notre correspondant

Sotr et matin, 45 000 usagers du sud de l'agglomération toulousaine se trouvent confrontés à ce qui apparaît, aux yeux de certains, comme un « retour de l'octroi ». L'expression a été reprise par la chaîne de mobilier Ikea au travers d'une campagne de publicité dans la presse régionale, qui tourne à la bataille entre le distributeur et la mairie de Toulouse, laquelle dénie toute responsabilité.

Depuis l'hiver 1995, les riverains de la nouvelle autoroute A 64, entre la ville Rose et Muret, doivent acquitter un droit de péage de 5 francs à la sortie située sur la commune de Roques-sur-Garonne, qui dessert la vaste zone commerciale où viennent de s'implanter Ikea et un hypermarché Leclerc. Au-delà de cette « entrave à la libre circulation des biens et des personnes », c'est surtout la non-gratuité des trajets domicile-travail qui pose problème aux usagers. Outre un combat juridique de longue haleine, le collectif qui s'est constitué organise des opérations « péage suspendu » le matin de 7 à 9 heures et le vendredi soir.

Entre l'euro-scepticisme de l'enseigne suédoise et la colère des riverains, ce sont en fait le conseil général de la Haute-Garonne, la région Midi-Pyrénées et l'Etat qui sont impliqués. Ce premier maillon de l'A 64, qui reliera Toulouse aux Pyrénées et au Pays basque, emprunte en effet l'ancienne voie de dégelage sud-ouest (VDSO),



construite avec des fonds publics voilà vingt ans. Elle est maintenant réaménagée en deux fois trois voies avec péage, suite à sa mise en concession. ASF, société exploitante, aurait bien accepté un rachat du péage. Mais il faudrait pour cela lui verser 275 millions de francs, contre 76 millions estimés initialement en 1989.

Résultat : faute d'un itinéraire alternatif (la vieille RN 20 est totalement saturée), le péage fait figure d'octroi à Roques-sur-Garonne. D'autant que les Toulousains malins peuvent sortir gratuitement à hauteur de Portet-sur-Garonne, où se trouve une zone commerciale née autour de Carrefour. Cinq francs et cinq kilomètres plus loin, Ikea et Leclerc se demandent s'ils ne sont pas dans une impasse.

Jean-Pierre Barjou

Skoda face aux préjugés français

Les Britanniques n'y sont pas allés par quatre chemins. « We have changed the car, change your mind » (« Nous avons changé la voiture, changez donc d'avis »), proclame la publicité qui salue la sortie de la dernière Skoda Felicia. En France, la firme tchèque - contrôlée depuis 1991 par Volkswagen - a préféré une promotion vagement déculpabilisante sur le thème « En mai, fais ce qu'il te plaît ». Des deux côtés de la Manche, la problématique est pourtant identique : convaincre les automobilistes que les Skoda, qui satisfont désormais aux critères de qualité du groupe allemand, sont dignes de la clientèle occidentale. Hélas ! chez nous, cette pédagogie se heurte à des stéréotypes bien vivaces.



« Nous marchons sur des œufs », soupire Hervé de Labriffe, directeur de Skoda-France. Les Français ignorent que Prague n'est pas plus éloignée de Paris que Barcelone. Pour eux, l'Est, c'est forcément loin, froid et pas gai. « La marque doit donc continuer de porter le fardeau du passé, lorsque ses modèles faisaient figure de Trabant haut de gamme, avec leur ligne vieillotte, d'horribles colodis orange ou vert pomme et en moteur arrière particulièrement peu discret. La page, pourtant, est tournée. L'héritage de la Felicia (qui sera épurée par une voiture moyenne-supérieure dévolue à l'automne lors du Mondial de l'Automobile,

à Paris) en ressemblant à certaines berlines plus huppées. Cette auto est confortable, point trop sonore, et le bruit de ses portes qui cliquent témoigne d'une très honorable qualité de fabrication. Certes, le design n'a vraiment rien de renversant, le train avant cache difficilement ses origines et la direction assistée ne sera disponible qu'à l'automne sur une motorisation diesel. Mais le rapport qualité/prix reste intéressant : 49 590 francs pour la version de base et 64 690 francs pour la version 1,6 litre animée par un moteur V6. Pourtant, ni l'inscription « groupe Volkswagen », bien en évidence sous le logo Skoda, ni de pathétiques gages de bonne volonté (trois ans et 100 000 kilomètres de garantie, six ans de garantie anti-corrosion) n'ont suffi à provoquer un déclic. Skoda souffre au mieux d'un déficit de notoriété, au pis d'un

a priori négatif quasi pavlovien. Patients, les dirigeants de la marque considèrent que « les pontifs auront la vie dure pendant quelques années encore ». L'an passé, 7 229 voitures ont quand même été vendues en France (contre 25 000 en Allemagne), ce qui n'est pas si mal. « Désormais, nous faisons vraiment partie du marché », fait remarquer Hervé de Labriffe. Rouler en Skoda n'est plus le fruit d'un achat de rencontre et le prix n'est plus l'unique motivation des clients. Du passé, la filiale du groupe VW entend bien faire table rase. Et pour que les choses soient claires, les concessionnaires qui continuent de commercialiser en parallèle Skoda et Lada (firme restée 100 % russe) ont été sommés de choisir l'une des deux marques.

J.-M.N.

TOYOTA FRANCE
CENTRE LEXUS
- GS 300
- LS 400
de 92 à 95
Garantie 24 mois
Crédit exceptionnel
Jean Yves PATALANE
46.13.46.72

VOITURES NEUVES
de 5 % à 20 % moins chères
Toutes marques
tous modèles, nous consulter
Mandataire CEE 12386
CARS CHEAP IMPORT
88, rue Demourelle - 75015 PARIS
Tél : 45.31.96.00

GOLF S 60
Alteag - métal - 13 000 km
98 - NA 88 130 F - 22 %
ESPACE CYCLADE 2.1 DT
métal - cfm - toutes options
13 800 km - NA 188 500 F - 23 %
AVIS CENTRE OCCASIONS
(1) 44.18.10.65
Port. 07.84.10.33

TOYOTA FRANCE
■ SUPRA Biturbo - 96
■ RAV GX-VX - 95/96
■ KZJ 70 bécché - 94
Jean Yves PATALANE
(1) 46.13.46.72

Vente de véhicules récents
Faibles kilométrages
Millésime 98
Garantie 1 an ou 12 000 km
Possibilité d'essai ou
financement intéressant
AVIS CENTRE OCCASION
5, rue Bixio - 75007 PARIS
(1) 44.18.10.65
Port. 07.84.10.33
Pascal Bonnet

ZX Volcano TD
39 600 km - 88 500 F - 95
405 Style 1.8
39 335 km - 82 500 F - 95
106 KID 3 Portes
7 322 km - 43 500 F - 95
NEUBAUER - OCCASIONS
(1) 45.19.19.19 M. Buffaille

BMW 325 Coupé
Avril 93 - 43 000 km
Intérieur cuir et ASC + T
Clim. - Bordeaux métallisé
Parfait état : 105 000 F
Tél : 46.37.00.61

CITROËN FELIX FAURE
CITROËN ZX AVANTAGE 1.6i - 5P
au prix
exceptionnel
de
79 900 F*

La bonne affaire
et le service en plus.

Année modèle 95 : sièges velours, vitres teintées,
banquette arrière coulissante, climatiseur, Pack
électrique, peinture métallisée, radio, faible
kilométrage, garantie 1 an, crédit à la carte, reprise.

CITROËN FELIX FAURE
moi j'aime...

- PARIS 15^e
10, Place Etienne-Pernet Tél. (1) 53.68.15.15
- PARIS 14^e
50, boulevard Jourdan Tél. (1) 45.89.47.47
- PARIS 19^e
59 bis, avenue Jean-Jaures Tél. (1) 42.08.86.60

Géant
OCCASIONS
GRUPE NEUBAUER
228, Bd. Anatole France
93200 SAINT-DENIS
49.33.60.60

300 OCCASIONS
TOUTES MARQUES, GARANTIES
Notre sélection, cette semaine :

306 XMD 5P AM 95	17 980 km
R 19 RTI 1.4 Cfm/Peck AM 95	14 500 km
ZX REFLEX 1.4 3P AM 95	47 800 km
JEOP CHENOISE 2.0E AM 95	9 400 km
LANCIA DEDRA BK 2.0 Cfm/ABS AM 95	9 700 km
VOLVO 850 GL AM 94	40 500 km
ALFA 164 2.5 Tbe D AM 95	12 500 km
405 STYLE D AM 95	25 km
R 19 LATITUDE Tbe D AM 95	18 000 km
306 516 3P Cfm/Radio AM 95	18 600 km

à 300 m du métro Mairie de St-Denis

CHAQUE SEMAINE RETROUVEZ NOTRE RUBRIQUE "AUTOMOBILE"
pour vos annonces publicitaires, contactez Paul GRAVELOT 44.43.76.23 - (Fax : 44.43.77.31)

CULTURE

LE MONDE / MARDI 4 JUIN 1996

BAROQUE Dans les missions jésuites d'Amérique du Sud, les Indiens interprétaient de la musique. Ils en composaient aussi, bien que ce point soit contesté par des musico-

logues. Après le départ des religieux en 1767 et jusqu'au milieu du XX^e siècle, ils ont continué d'en jouer lors des grandes fêtes religieuses. **LES INDIENS**, ne sachant plus lire

la musique, préservèrent de façon orale un répertoire, qu'ils recopiaient néanmoins. Les archives des missions conservent des manuscrits souvent en piètre état, à cause du

climat, mais qui sont le témoin d'un phénomène d'acculturation qui a maintenu vivant un son venu de très loin. **ALAIN PACQUIER** explique, dans un entretien, l'action qu'il

conduit avec son association Les Chemins du baroque : faire découvrir un patrimoine universel, mais aussi apporter une aide à la formation des musiciens latino-américains.

Le mystère des archives musicales des missions jésuites boliviennes

Les derniers religieux qui quittèrent la Bolivie en 1767 laissèrent derrière eux un patrimoine musical que les Indiens ont préservé jusqu'au milieu du XX^e siècle. Mais un doute plane sur les œuvres qu'on exhume aujourd'hui

CONCEPCION (Bolivie)
de notre envoyé spécial

Lorsque l'Allemand Hans Hertl débarqua en Bolivie juste après la seconde guerre mondiale, il fut sans aucun doute stupéfait par ce qu'il découvrit. Les missions jésuites - les réductions - tenaient encore debout près de deux siècles après le départ de la Compagnie. Décrépées, mais habitées, leurs églises étaient toujours fréquentées par les Indiens, qui y chantaient et y jouaient des musiques que leurs ancêtres avaient apprises sous la rude administration des religieux. Leurs vastes charpentes de bois, leurs murs de torchis avaient résisté aux termites, à la chaleur, à l'humidité qui règne dans la zone sud d'une région dominée par l'altiplano andin et aux multiples bouleversements politiques qui ont malmené un pays devenu l'un des plus pauvres du monde après avoir été l'un des plus riches : en 1935, on pouvait encore les rues de Potosí avec des barres d'argent lors des grandes processions religieuses. La ville, dominée par des grandes mines, est classée patrimoine mondial par l'Unesco : elle était l'une des plus grandes capitales du monde au XVIII^e siècle.

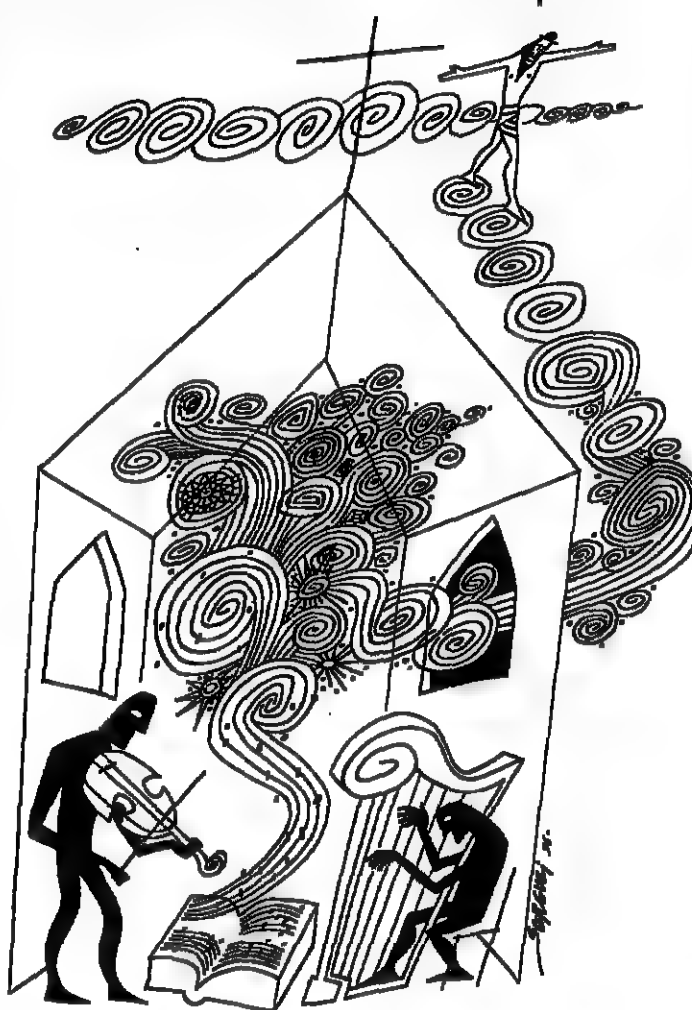
Hans Hertl était photographe - il fut celui du maréchal Rommel et sa fille un compagnon de route de Che Guevara. Sur l'une des nombreuses et magnifiques photographies qu'il prit, à la fin des années 40, on voit des femmes et des hommes assis sur la tribune d'une église. Elles chantent. Ils les accompagnent, vio-

lon au menton. Ces Indiens lisent des partitions. Ou plutôt font semblant. Depuis la dispersion des missions et le départ des jésuites en 1767, les nés-natifs n'avaient plus reçu d'enseignement musical et c'est de façon orale qu'ils continuèrent de pratiquer la musique occidentale.

Cinquante ans plus tard, le voyageur est à son tour ébahi par ce qu'il découvre, après des heures d'une piste de glaise rouge détrempée, qui perce à travers la forêt subtropicale, et des grandes étendues herbeuses. Restaurées avec soin, repeintes, les missions de San Javier et de Concepción semblent être sorties de terre hier. Formé chez les jésuites, un architecte zurichois s'emploie depuis les années 70 à les rendre à leur splendeur : le but de Hans Roth est de laisser derrière lui une population capable d'entretenir elle-même ces missions et de subvenir à ses besoins en sachant utiliser et réparer camions et machines agricoles.

DAME DES NOTES EN CARTON

Lois d'être seulement un patrimoine architectural, les anciennes missions conservent encore dans leurs archives des milliers de manuscrits musicaux de l'époque baroque. Des musicologues sud-américains et européens les ont dépouillés et pour certains éditées. Un grand mystère plane sur ces documents, et notamment sur ceux de la mission de Concepción. Les conditions climatiques de la région,



les insectes ont ruiné les partitions qui ont été patiemment recopiées à intervalles fréquents par des gens qui savaient de moins en moins la musique.

De qui sont ces œuvres aujourd'hui soigneusement rangées dans des boîtes de carton ? Certaines viennent d'Europe, d'autres ont été composées sur place par des jésuites - l'italien Domenico Zipoli, le Suisse Martin Schmid - certaines auraient été composées par des musiciens indiens formés dans les réductions. Encore que ce point soit contesté par certains Sud-Américains « blancs ».

Ils affirment que les Indiens avaient un grand don d'imitation, mais qu'ils n'en montraient aucun pour la composition. Il existe cependant dans les musées du pays des toiles peintes par des Indiens dans le style en vigueur en Europe à l'époque, mais dans lesquelles on distingue des motifs végétaux sud-américains. Il est difficile d'imaginer que les Indiens aient pu représenter des Descentes de croix, des Vierges à l'Enfant et pas composer des pièces de musique. Lors d'une mission exploratoire, l'organiste Pascal Quoirin et l'organiste Francis Chapelet ont même retrouvé un orgue de facture archaïsante, qui a bel et bien été construit par des Indiens, ce que les musicologues argentins contestaient jusque-là.

S'il est difficile d'imaginer qu'un Bach, un Haendel, un Vivaldi aient pu surgir dans une mission - ces compositeurs étaient le produit

d'une culture ancestrale -, il n'est pas inconcevable de penser que des Indiens aient pu écrire de la musique, ce qui est à la portée de n'importe quel musicien professionnel.

Il n'est pas non plus interdit de penser que certaines des pièces qui ont été révélées par le disque ont été, tout ou partie, composées par un musicologue argentin, en tout cas arrangées dans une large mesure. Cela n'a, en soit, rien d'extraordinaire. Pour ne prendre qu'un exemple, il est fréquent que des musicologues écrivent les parties manquantes de l'orchestre à cinq parties des motets français du Grand Siècle.

MANUSCRITS SUBLIMÉS

Cela dit, rien de ce que nous avons pu voir dans les archives de Concepción n'indique qu'elles renferment des œuvres importantes : ces manuscrits auraient été subtilisés par des chercheurs, profitant de l'accueil confiant de Roth et du clergé. Ce phénomène n'est pas nouveau, et des manuscrits ont ainsi été soustraits - pour un temps - de certaines bibliothèques européennes dont les conservateurs entretenaient des relations privilégiées avec des éditeurs privés spécialisés dans les fac-similés vendus à prix d'or. Il est toujours assez étonnant de voir des musicologues « dormir » sur leur trésor et n'en communiquer les joyaux qu'au compte-gouttes de façon à s'assurer une renommée durable et des rentrées d'argent qui ne le sont pas moins. L'impossibilité actuelle de comparer manuscrit et partitions utilisées pour les enregistrements interdit tout jugement définitif sur les œuvres.

Il n'empêche que cet aspect de la création à l'ère baroque en Amérique latine est fascinant. K 617, une maison française d'édition discographique, a initié la mise en valeur de ce patrimoine, qui est devenu un enjeu important pour les musiciens de ces pays. Son directeur, Alain Pacquier, fondateur du Festival de Saintes (Charente-Maritime), du défunt Institut de musique ancienne de Lorraine et aujourd'hui directeur du Festival de Sarrebourg, est l'une des personnes qui, en France, auront su très tôt donner les moyens aux interprètes de musique baroque de se faire entendre. Avec l'aide de Paribas et de l'Association française d'action artistique, lui et son équipe ont mis sur pied Les Chemins du baroque, une association qui veut aller plus loin que la simple mise au jour de la musique née de la rencontre de l'Andalou et du Nouveau Monde. Après dix ans de voyages exploratoires au Mexique, en Argentine, en Bolivie (et au Canada), ils peuvent se targuer d'avoir conforté les interprètes sud-américains dans leur volonté de constituer des ensembles pour interpréter « leur » musique chez eux, et dans le monde entier.

A. Lo.

Un ambassadeur actif

L'ambassade de France à La Paz a apporté son aide aux Chemins du baroque et déploie sur place des activités, certes contraintes par un budget limité, mais intéressantes. Nommé ambassadeur à l'automne 1994, Jean-Michel Marlaud, quarante-trois ans, travaille à la réédition partielle du grand œuvre d'Alcide d'Orbigny (1802-1857) sur la flore, la faune et les populations de Bolivie - l'argent manque, avis aux mécènes ! Une exposition sur les œuvres maîtresses de l'art colonial bolivien, prévue en novembre-décembre, à la Sorbonne, par l'Union latine, est aussi épanchée par l'ambassade : M. Marlaud a traduit le texte du catalogue et sensibilisé les autorités françaises. M. Chirac devrait inaugurer cette exposition, qui présentera notamment des toiles peintes par des Indiens.

L'histoire édifiante de « Saint Ignace de Loyola »

DE QUI est San Ignacio de Loyola ? Cet opéra est le seul exemple connu d'une œuvre musicale et théâtrale provenant des missions qui nous soit parvenue à peu près en état d'être jouée. Le livret est d'un jésuite espagnol inconnu, la musique, vraisemblablement de plusieurs compositeurs, dont Domenico Zipoli (1688-1726), Martin Schmid (1694-1772) et peut-être des Indiens. Les manuscrits de cette œuvre ont été retrouvés dans les archives de Chiquitos ainsi que dans celles de la mission San Ignacio de Moxos.

L'œuvre a été recréée sans mise en scène, en Bolivie en avril dernier dans le cadre du premier Festival international de Chiquitos par Gabriel Garrido et ses musiciens du groupe Elyma. Ce festival réunissait des ensembles venus de toute l'Amérique latine et de France. Ils se sont produits dans la cathédrale de Sucre et dans les églises des missions jésuites autour de Concepción. L'opéra - plutôt un oratorio - a été reconstitué par le musicologue argentin Bernardo Illari. Il précise que « la version conservée à Moxos était divisée en deux sections distinctes sans que

nous ayons la moindre preuve qu'elles aient été écrites ensemble, sans introduction instrumentale ni épilogue. La version que nous offrons aujourd'hui ne correspond à aucun des états historiques de l'œuvre, bien qu'elle présente des éléments de chacune d'elles. Il s'agit d'une reconstitution qui conserve l'esprit de la tradition musicale de l'époque sans s'en tenir strictement à la lettre. Le transcritureur a considéré que les nécessités esthétiques et techniques que représente une œuvre destinée au théâtre d'aujourd'hui sont distinctes de celles que la même œuvre exigeait au XVIII^e siècle ».

« PERSPECTIVE RACISTE »

Illari fait preuve ici d'un pragmatisme que les puristes lui reprocheront sans aucun doute, mais il ne fait ni plus ni moins le même type de travail que celui de nombreux compositeurs des temps passés qui s'emparaient de la musique des autres pour l'adapter au goût du temps. Mais Illari s'engage sur un plan plus politique : « Il est lamentable de constater que certaines études modernes considèrent la musique des missions à partir d'une

perspective raciste. Elles donnent à croire que certains aspects du répertoire musical européen étaient interdits aux musiciens guaranis ou chiquitans du fait d'absence de capacité intellectuelle de leur part. San Ignacio de Loyola constitue une preuve décisive, permettant de relever la capacité intellectuelle et artistique des habitants de missions. Cela démontre non seulement que ceux-ci, sous la conduite des jésuites, étaient capables de mettre en œuvre un opéra et que d'ailleurs ces mises en scène contribuèrent d'être organisées après le départ de ces religieux ».

A. Lo.

* San Ignacio de Loyola sera créé en France au Festival d'Ambronay, le 6 octobre, à 20 heures, par l'Ensemble Musici de Bergamo, l'Ensemble Elyma, sous la direction de Gabriel Garrido. Bureau du Festival, 01500 Ambronay. Tél. : 74-35-08-70. K 617 mettra en vente, à cette occasion, l'enregistrement de cette œuvre effectué dans l'église de Concepción.

Alain Pacquier, directeur artistique des Chemins du baroque

« La tradition orale est un phénomène négligé par la musicologie »

« Comment vous est venue l'idée de vous intéresser à la musique des réductions jésuites ?

- Grâce au chef d'orchestre Gabriel Garrido, qui, au moment où nous avions entrepris un premier tour d'horizon sur le baroque musical latino-américain, rentrait précisément des régions de Chiquitos et Moxos. Il est venu nous raconter un véritable conte de fées.

- Martine Thidde, de la Fondation Paribas, et moi avons compris que quelque chose se passait là-bas, qui allait beaucoup plus loin que ce que l'on imaginait jusque-là. Le processus de transmission orale qu'il nous était venu à l'esprit est la plus belle caractéristique de cette situation unique du baroque américain. Peut-être plus étonnant que la musique elle-même.

- Si Mabrax avait entendu, lors de la fête de Saint-Ignace, les Indiens chanter et jouer des œuvres baroques venues de si loin, alors que la vie de ces populations avait si peu changé depuis le XVIII^e siècle, peut-être n'aurait-il

pas écrit : « Toute œuvre d'art survivante est amputée, et d'abord de son temps ». Cette idée, acceptée pour toute la musique du passé, est fautive, pour une fois.

- Des musicologues sud-américains contestent que les Indiens aient pu faire autre chose que seriner une musique qu'ils ne comprenaient pas...

- Si je ne dispose pas des éléments critiques pour leur répondre avec certitude, je constate leur malaise à tous devant cette question. Leurs arrière-pensées ne sont pas toujours innocentes quand l'on connaît la volonté de certaines élites sud-américaines d'affirmer définitivement le fait créole contre le fait indien.

- La seule réponse que je peux apporter est que le travail d'improvisation des musiciens qui tiennent le continu dans la musique baroque rendait de facto les interprètes indiens aptes à composer ce type de musique. Et puis, il est évident que des œuvres ont été composées dans les réductions après l'expulsion des jésuites et avant que la relève ne soit prise

par des religieux séculiers qui eurent d'ailleurs d'autres priorités que la musique. Un seul exemple : cette *Oba à Maria Luisa reyna de Borbome* écrite en langue chiquitane... un sublime villancico à huit voix qui témoigne d'une grande facture de composition.

- Cela dit, les Indiens n'ont plus reçu d'enseignement musical après le départ des jésuites, et ils ont assez vite cessé de produire de la musique. Ils n'en composent d'ailleurs plus.

- La relève a été assurée par les copistes, dont les travaux se sont perpétués jusque dans les années 50 de notre siècle, et par les chanteurs et instrumentistes des fameux chœurs célestes que Hans Hertl a photographiés.

- La tradition orale, la mémoire sont des phénomènes négligés par la musicologie. J'attends une véritable rencontre entre musicologues et ethnomusicologues afin de mettre en parallèle la transmission orale dans les missions et les structures de transmissions du savoir pratiquées par les Aztèques, décrites en détails par les premiers

franciscains arrivés au Mexique.

- En fait, tout cela relève du rapport de l'Indien à la mémoire. Il y avait tout un répertoire sacré qui fonctionnait chez les Aztèques par la seule transmission orale. Les œuvres en question étaient d'une complexité de construction et d'instrumentation qui a été relevée immédiatement par les premiers ethnomusicologues de notre histoire que furent Pedro de Gante (ami de Josquin des Prés) et Bernardo de Sahagun. Evidemment, les Aztèques vivaient plus haut dans le continent, mais il y a un comportement typique chez ces populations d'Amérique latine : elles n'ont jamais privilégié l'écrit, mais toujours la mémoire. Cela ne les pas empêchés de bâtir des civilisations qui n'avaient rien à envier avec la nôtre.

- C'est une curieuse idée que cette association, Les Chemins du baroque : vous publiez des disques, organisez des concerts, des festivals, aidez les Sud-Américains à restaurer leurs orgues et vous organisez même des voyages...

- Avec Lionel Lissot et Laurent Blaise, nous avons voulu effectivement aller au-delà de la simple production discographique, même si le disque compact reste un outil susceptible de faire connaître au monde cette cause et nos joies musicales. Notre démarche ne doit pas relever du pillage d'un patrimoine, certes universel, mais devenir un moyen d'expression des Latino-Américains, après avoir été un moyen d'oppression mis en œuvre par les envahisseurs européens. Toute présence de K 617 et des Chemins du baroque doit donc, en amont, aider le développement de la formation des musiciens, de la facture instrumentale et, à partir du projet bolivien, accompagner la création d'industries culturelles. Et enfin, proposer la création en France d'événements musicaux semblables à ceux qui sont présentés depuis cinq ans au Festival international de Sarrebourg afin que l'Amérique latine ait une vitrine en Europe.

Propos recueillis par
Alain Lompech

Quelques disques

● Réductions jésuites de Chiquitos. *Voces de San Ignacio*, de Domenico Zipoli : 1 CD K 617 027.

● De l'altiplano à l'Amazonie : Lima - La Plata, œuvres des missions jésuites : 1 CD K 617 025.

● L'Or et l'Argent du Haut-Pérou, villancicos et motets de Juan de Araujo : 1 CD K 617 038.

Ces disques, interprétés par l'Ensemble Elyma, placé sous la direction de Gabriel Garrido, ont obtenu des récompenses décernées par les revues spécialisées et les académies du disque : Diapason d'or ; quatre clefs de *Télérama*, quatre étoiles du *Monde de la musique*, Grand Prix de l'Académie du disque français et Grand Prix des discophiles décerné par les lecteurs de *Répertoire*.

Libérés des tabous, les plasticiens irlandais explorent le devenir de leur île

L'Imaginaire irlandais présente une série d'expositions à Paris, en banlieue, en province

La grande manifestation L'Imaginaire irlandais, qui s'étale sur plusieurs mois afin de faire connaître en France toutes les facettes de la

culture irlandaise, présente un important volet consacré aux arts plastiques. Longtemps contraints de s'exiler pour s'éloigner des pesan-

teurs politiques et sociaux d'une île refermée sur elle-même, les artistes, désormais, créent au pays et présentent une œuvre libérée et riche.

SEIZE ARTISTES IRLANDAIS. Ecole nationale supérieure des beaux-arts, 13, quai Malaquais, 75006 Paris. Jusqu'au 21 juillet. **WILLIE DOHERTY ET NIGEL ROLFE.** Musée d'art moderne de la ville de Paris. Jusqu'au 16 juin. **LANGAGE, CARTOGRAPHIE ET POUVOIR.** Galerie Nikki Diana Marquardt, place des Vosges, 75004 Paris. Jusqu'au 29 juin.

Nous connaissons mal la scène artistique irlandaise, si mal qu'on pourrait douter qu'il y en ait une. C'est le mérite du festival de l'Imaginaire irlandais que de nous la faire découvrir dans quantité d'expositions, dont les organisateurs ont souvent composé le menu après avoir exploré le territoire, de Dublin à Belfast, de Cork à Derry.

Plus de cinquante artistes du Nord, du Sud, vivant au pays, à Londres ou en Amérique sont ainsi exposés à Paris, Ivry-sur-Seine, Poitiers ou Thiers, certains d'entre eux ayant été invités à résider en France quelques semaines, voire

quelques mois. Plusieurs d'entre eux sont connus, en particulier James Coleman, un artiste conceptuel dont les installations de photos, films et vidéos comptent depuis les années 70 parmi les plus pertinentes réflexions sur l'image et la perception. Invité du Musée national d'art moderne, il a trois installations au Centre Pompidou : *Living and Presumed Dead* (1983-85) et *Initials* (1994), au troisième étage du musée, jusqu'au 18 novembre. La troisième, *Bar* (1977), est inscrite dans l'exposition « L'informe : mode d'emploi », au chapitre « Battement » (ou pulsation), galerie sud, jusqu'au 26 août.

Il n'est pas sûr que l'Irlande puisse se reconnaître en lui. On peut se demander d'ailleurs si, plus généralement, les arts plastiques favorisent cette reconnaissance d'une identité, comme la chanson et la poésie. Traditionnellement les parents pauvres de la culture en Irlande, en regard de la littérature et de la musique populaire revisitée ou non, les artistes plasticiens sont allés souvent faire carrière ailleurs, en Angleterre ou en Amérique, parfois un peu en France, comme Louis Le Brocqy, un bachelier marseillais. Un Les Levine, tenant d'une figuration politique autour de 1970, a émigré en Amérique. Patrick Ireland et ses *Tableaux de cordes*, des projections dans l'espace de plans colorés, vit à New York depuis le début des années 60. Sean Scully, représentant désormais bien connu d'une abstraction construite oppressante, a passé son enfance et son adolescence en Angleterre, avant d'émigrer à New York en 1975, et de prendre la nationalité américaine.

Les artistes des nouvelles générations peuvent plus facilement rester au pays. Leur souci du contenu, le regard anti-romantique qu'ils portent sur l'environnement, leur questionnement sur

le devenir de l'Irlande, leur approche du problème de la violence, du séparatisme, de l'urbanité sont aujourd'hui pris en compte *in situ*, par des institutions ouvertes comme le Musée d'art moderne d'Irlande inauguré à Dublin en 1991 ou l'Orchard Gallery de Derry, qui ne néglige aucune forme de l'art contemporain.

DYNAMISME NOUVEAU

Le contexte social et politique de l'Irlande du Nord comme sujet central de réflexion et de création, tabou il y a une quinzaine d'années, ne l'est plus. Nigel Rolfe (qui expose au Musée d'art moderne de la ville de Paris) ou Alanna O'Kelly l'ont pris en charge depuis longtemps à travers des œuvres multimedias, photographies, vidéos, films et dessins. Ils sont au cœur d'une dynamique nouvelle de la création en Irlande, dont on a de bons échos dans l'exposition de l'école des beaux-arts, quai Malaquais, où seize artistes sont présentés. On y voit cette implication du politique se répercuter de diverses manières, mais jamais directement, toujours à mots couverts, ou à travers des images brouillées.

Les photos de Willie Doherty (également présentées au Musée d'art moderne) évoquent souvent un *no man's land* frontalier après que la violence s'y est exercée. Carcasses de voitures défilées rouillées, entrepôts au sol jonché de débris, ponts et routes coupés, non de fait, mais par le cadavre. S'il fait référence aux problèmes politiques de l'Ulster, ceux-ci sont traités par la bande toujours, et inscrits dans une thématique plus large qui déterritorialise l'art. Court-circuitant l'espace du paysage comme de la ville, il se pose contre les images complaisantes de photojournalisme. Beaucoup d'artistes opèrent en glissant d'un moyen d'expression à l'autre. Ils peuvent avoir recours à l'objet, à l'installation, à la peinture, au dessin.

Ainsi de Locky Morris, qui ici découpe des fenêtres dans une valise

(Twist, 1989), en tire un jeu de cartes en vrac et greffe des idées de hasard et d'émigration, et qui, là, propose une installation faite de moulages agrandis de paires de langues bien roses qui s'explorent, et qu'il nomme *Comm*. Il faut savoir que comme désigne en irlandais les messages clandestinement envoyés par les républicains des prisonniers d'Irlande du Nord. On retrouve un contenu à usage interne chez Philip Napier, pour qui l'objet n'est qu'un moyen parmi d'autres d'articuler des idées, et de faire sens. Son trombone réfrigéré (titralement) laisse perplexe, de même que l'installation qu'il propose dans l'exposition « Langage, cartographie et pouvoir ».

Proposée à la galerie Nikki Diana Marquardt, celle-ci réunit une douzaine d'artistes qui ont une approche critique de la ville, et se servent volontiers de la cartographie comme trame, non sans un certain souvenir de Joyce, le « grand cartographe mental ». Napier y présente une pièce qui associe des appliques lumineuses déroulant des radios de machines, et des trépiers qui portent des numéros d'appel et des noms de compagnies de taxis de Belfast. Cette fois, il faut savoir que la plupart des chauffeurs de taxis d'Irlande du Nord sont catholiques. L'objet détourné, chargé du poids du quotidien, peut être aussi le recours d'Alice Maher, qui peint des têtes qui se noient, fabrique par exemple une robe de poupée avec des abelles, et travaille sur l'identité féminine. Sa fixation sur les cheveux a donné lieu à une étrange installation que l'artiste présente au Crédac d'Ivry-sur-Seine. Au sol, coulés dans du bronze rougeâtre, neuf scalpels éclairés chacun par un projecteur font penser à quelque colonie de tortues. Là encore on constate une détérioration du sens, qui, conjuguée avec l'idée de frontière que les artistes s'emploient à casser, donne de l'imaginaire irlandais un certain tempo.

Geneviève Breccette

Au grand bric-à-brac surréaliste de Blois

Un manteau d'Isidore Isou, des sucres de Boltanski, une roue de vélo de Duchamp... Inauguration d'un étonnant Musée de l'objet

LE MUSÉE DE L'OBJET, école des Beaux-Arts de Blois, 4, rue Franchade. Du mercredi au dimanche, de 14 heures à 19 heures, visite de groupe sur rendez-vous. Jusqu'à la fin juillet. Tél. : 54-78-87-26. 15 F, avec livret d'accompagnement.

BLOIS

Le Bureau des objets trouvés d'Eric Fabre a ouvert ses portes à Blois, à l'école des Beaux-Arts, vendredi 31 mai, à 12 h 30. M. Pompidou portait un tailleur blanc, Ben une cravate signée Ben et le tabouret de Marcel Duchamp, une roue de bicyclette.

Il faut imaginer Tzara et Picabia piquant le mot « Dada » dans un dictionnaire de 1916. Ou Jack Lang découvrant le Lot-et-Cher sur une carte électorale de 1986. Et André Breton pointant la gare de Blois sur un atlas ferroviaire de 1924 pour un voyage initiatique avec Aragon et Vitrac : trois jours d'errance et un Poisson soluble dont la préface deviendrait le premier manifeste du surréalisme.

Trois possibles explications à la rencontre de la collection d'Eric Fabre et de l'école d'art de Pierre-Jean Galdin. L'un prône gracieusement sa collection d'objets d'art pour quinze années. L'autre transmet son enthousiasme à Jack Lang, décroche 5 millions de francs de la ville, 200 000 francs de l'Etat, un budget de fonctionnement de 15 millions de francs, transforme les lieux et met ses élèves en éveil. Le Musée de l'objet ne débarque pas dans l'école comme une machine à couvrir sur une table à dissection : il y est comme un poisson dans l'eau, intégré dans une pédagogie de l'art vivant qui ne se paie pas de mots. Eric Fabre dit que « le projet est sincère » et ce mot dévalue, si loin de la vision commune d'un certain monde de l'art contemporain, paraît lui cet objet qui convie.

Un ready-made de Duchamp, une chaussure de femme habillée par Dali et un masque de fer trouvé par Breton accueillent le visiteur. Sous les bras d'une authentique guillo-

tine, l'objet en qui Cendrars voyait « la première sculpture moderne ». Aux étages, en un formidable bric-à-brac, présenté comme l'état d'un supermarché d'art, les devantures du siècle : de Dada à la nouvelle sculpture anglaise, des lettristes à Fluxus, ceux qui faisaient des happenings, ceux qui faisaient les situationnistes, ceux qui se plongeaient dans la sociologie.

Des sucres de Boltanski, une maquette de voyage de Ben, des chaussures de Brecht, un manteau d'Isidore Isou, un bricolage de Martial Rayss, des balais piégés de Spoerri, des sparadraps de Dietman. Qui, d'être entassés, mêlés et confrontés, se désaccablent et de désenchantent : cette histoire de l'objet et de l'art, amassée par Fabre et mise en scène par Galdin, gagne en drôlerie ce qu'elle perd en concept. Joli déplacement du centre de gravité. « Et si Christo emballait César », s'amuse Claude Pompidou, emballée.

COMME DES PERSONNES

Avec l'objet dans l'art du XX^e siècle, compressé, entassé, détourné, dégradé, emballé, drôlé, kitsch ou magique, Eric Fabre raconte une histoire de l'art qui lui convient, un faux-semblant d'impasse que sa collection d'objets d'art et d'humour. Une histoire d'objets qui, loin d'évacuer le sujet, le retrouve et le magnifie : « Les objets qui sont là, explique-t-il, sont comme des personnes. Les artistes leur ont donné une vie autonome et, comme eux, ils peuvent être bavards ou silencieux, timides ou extravertis, anxieux et morbides, agressifs ou potes. Ils doivent aussi être considérés comme des fragments d'histoires humaines, des morceaux de bravoure... »

On dirait que cet homme-là aime l'art, mais surtout les artistes. Qui le lui rendent bien et lui ont fait, vendredi à Blois, une jolie fête de famille, tendre et chaleureuse. On dirait aussi, à les entendre, que ce n'est guère si fréquent de la part de quelqu'un qui fait profession de marchand.

Les yeux si brillants d'Eric Fabre mangent un morceau de son visage fragile, son sourire s'allume comme un néon : « C'est vrai... Je suis comme un gynécologue qui aimerait les femmes... » Présence Panchounette est de la fête. Les trois Pieds nickelés bordelais, adorateurs des nains de jardin, sont venus retrouver leur *Trompette sous un crâne* (1884-1988). Et le Poids de la culture, habité presse-livre. Présence Panchounette s'est « suicidé » un jour de 1990.

Présence Panchounette est au musée. Frédéric Roux écrit des romans, Michel Ferrière est brocanteur. Jean-Yves Gros tourne des images pour TF1. Ils le savaient bien que tout ça finirait au musée. Ça les fait plutôt rigoler.

Marion Van Renterghem

Jacques Bugier

CONCERTS

MERCREDI 6 JUIN - 20 heures

Auditorium du Louvre

Maria Bayo, soprano

J.-A. Alvaes Parejo, piano

DUPARC, BRAHMS, TURINA, RODRIGO, MONPOU, RIMACHA, GURIDI
Places 130 F. Tél. 100. 05. 50 F

JEUDI 6, SAMEDI 8 JUIN à 19 h 30

LUNDI 10, MÉR. 12, VEN. 14 JUIN à 19 h 30

DIMANCHE 16 JUIN - 17 heures

Théâtre des Champs-Élysées

La Clémence de Titus

OPÉRA DE GLUCK

Dir. Mus. Louis Langrée

Mis. en scène : Parice Cavarié,

Moshe Leiser

ORCHESTRE DE PICARDIE

MICHAEL, PIAU, POLVERELLI

SCALITRI, SZMYTKA, THOMPSON

avec le soutien de la Fondation

d'entreprises FRANCE TELECOM

FRANCE-MUSIQUE Porteur de

Places : 60 F à 670 F

Tél. : 49-52-50-50

vendredi 7 juin 20 h 30

Maxim Vengerov, violon

Itamar Golan, piano

Théâtre des Champs-Élysées

Tél. : 49-52-50-50

DIMANCHE 9 JUIN à 17 heures

THÉÂTRE DU CHÂTELET

CONCERT

Riccardo Chailly, direction

Faye Robinson, soprano

Frank-Peter Zimmermann, violon

Orchestre Royal du

Concertgebouw d'Amsterdam

Opéra Bastille

Réervations : 44 73 13 00

OPERA

PARIS

Concert

Gustav Mahler

Orchestre et Chœurs de l'Opéra

James Conlon, direction

Ying Huang, soprano

Olga Borodina, alto

11 juin - 20h

Opéra Bastille

Réervations : 44 73 13 00

ENSEMBLE ORCHESTRAL

DE PARIS

SALLE FLEYEL - MARDI 4 JUIN 20h30

Armin JORDAN,

direction

Radovan VLATKOVIC,

cor

R. STRAUSS :

Sextuor de « Capriccio » opus 45

Concerto pour cor et orchestre n° 2

« Métamorphoses »

Départ à 19h15 disponible

ou 05 42 67 67 (appel gratuit)

05 42 67 57

Un cycle supérieur homologué

pour la production

et la diffusion : en culture,

en audiovisuel et multimédia

ISMC - 6, rue de Brague

75003 PARIS - Tél. : 44.54.52.82 ou

44.54.52.93 - Télécopie : 44.54.52.81

ISMC - Enseignement d'Enseignement

Supérieur Technique privé

Ray Charles
THE RAELETT
and the RAY CHARLES ORCHESTRA
MANAGEMENT : JOE ADAMS

Vendredi 28 Juin 96 / 20h30
PALAIS DES CONGRÈS DE PARIS
LOCATIONS : 40 68 00 05 / FNAC / VIRGIN MEGASTORE / AGENCES / 3615 PALAIS

Un hymne à la bizarrerie

Florence Giorgetti met en scène à la Ménagerie de verre la pièce « Blanche, Aurore, Céleste »



REPRISE à la Ménagerie de verre d'un spectacle créé dans un coin de la Cité internationale il y a déjà plusieurs mois et qui, pourtant, avait séduit. Pour plusieurs raisons. D'abord, on entendait en effet les mots de Noëlle Renaude, femme auteur dont nous avions découvert l'essentiel des écrits à Théâtre ouvert et qui nous avait aussitôt paru parler comme peu de femmes – et encore moins d'hommes – des petites joies et des grandes peines de notre fin de siècle. Ensuite, elle est mise en

scène par une femme actrice, Florence Giorgetti, habile à servir le répertoire contemporain et dont il est inutile de rappeler la fantaisie la drôlerie et le goût de la dérision. Blanche, Aurore, Céleste, trois visages d'une seule femme, de toutes les femmes, le titre aussi de ce très curieux spectacle aux allures de cérémonial et qui s'achèvera comme un hymne à la bizarrerie.

★ « BLANCHE, AURORE, CÉLESTE ». Ménagerie de verre. 12-14, rue Léchêne, 75011 Paris. Tél. 43-36-33-44. Du 4 au 22 juin. Du mardi au samedi à 20 h 30. 40, 60 et 80 F.

UNE SOIRÉE À PARIS

Festival « C'est dans l'air » Comment mettre en lumière les nouveaux talents de la chanson française ? Et quelle chanson ? « C'est dans l'air » en une vision classique, mais pas fermée. Le 3 juin, c'est la promotion 1996 des ACP (Ateliers chanson de Paris) qui ouvre cette neuvième édition, avec un spectacle conçu par Jacques Haurio. Le 4, Les Clam's, quatre Lorientais d'un humour « intranquille », conjugent jazz et rock. Suivent Clère Finster (le 5), Pascal Mathieu (le 6), Anne Pekoslawski (le 7) et les Québécois La Bande Magnétique (le 8).

Théâtre Trévis, 14, rue de Trévis, Paris-9. M° Rue-Montmartre ou Cadet. Du 3 au 8 juin. Tél. 40-22-96-99. De 20 F à 100 F. Hervé Joullin, Marie-Joséphine Jude, Sandrine Cantoreggi (violon) Dans un récital qui vient de paraître chez Arion, Hervé Joullin, cor super soliste à l'Orchestre philharmonique de Radio-France, vient de prouver l'étendue de sa curiosité et la nature de son talent : dans un répertoire plus familier, on le retrouve ici aux côtés, notamment, de l'excellente pianiste Marie-Joséphine Jude. R. Strauss : *Andante pour cor et piano*. Brahms : *Sonate pour violon et piano*. Op. 100. Trio pour piano, violon et cor.

Musée d'Orsay, 1, rue de Bellechasse, Paris-7. M° Solferino. 12 h 30, le 4 juin. Tél. 40-49-47-17. 70 F. Kim Woo Paik (piano). Cet élève d'un élève de Busoni est un pianiste herculéen que les répertoires les plus affolants ne

font pas reculer : mais cet Hercule, parfois, ne laisse aller à des sonorités un peu dures. Souvent, il surprend et joue magnifiquement. Sa rencontre avec le recueil des *Vingt regards* d'Oliver Messiaen devrait être passionnante. Messiaen : *Vingt regards sur l'enfant Jésus*. Salle Gaveau, 45, rue La Boétie, Paris-8. M° Miromesnil. 20 h 30, le 4 juin. Tél. 49-53-05-07. De 75 F à 230 F. Amélia Muge

Amélia Muge, chanteuse du Mozambique, rentrée au Portugal il y a quelques années, Amélia Muge pose son inspiration musicale dans cette double culture. Elle vient de rendre hommage à José Afonso au Cirque d'hiver, dans le cadre du festival lusophone Atómica, et expose ici son travail d'auteur-compositeur. Très belle voix, souvent livrée à l'improvisation. Espace Héroult, 8, rue de la Harpe, Paris-5. M° Saint-Michel. 20 h 30, les 4, 5, 6, 7 et 8 juin. Tél. 43-29-86-31. 80 F.

« Les Zig'Zins font la fête à Bourvil » Lancée au cinéma Le Studio 28, « La Fête à Bourvil » constitue un Café-concert d'ailleurs grâce aux Zig'Zins. Ces duettistes ont puisé dans les œuvres méconnues de Bourvil un joli répertoire fait de charme, de poésie et de rire. Des *Sourires de Paris* à *Ma petite chanson* en passant par le *Duo des cellophanes* ou *Houppetta la Bella*, la palette du comédien-chanteur était vaste.

Café-concert Ailleurs, 13, rue Jean-Beaussart, Paris-8. M° Bastille. 21 heures, tous les lundis de juin. Réservations : 44-59-82-82. Entrée libre.

CINÉMA

NOUVEAUX FILMS

L'ANÉANTISSEMENT DU MEURTRE Film israélien d'Amos Gitai, avec Lea Rabin, textes écrits par Hanna Schygula (1 h 15). VO : Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09) ; L'Entreprise, 14 (45-43-41-63).

BOMBO MAM Film allemand-jamaïcain de Stephan Paul, avec Jimmy Cliff (1 h 45). VO : Images d'ailleurs, 5 (45-47-18-09).

DES LÉGENDES MAÏSQUES d'ALBERT Film français de Caroline Chomienne, avec Julien Gargnier, Pierre Alfio, Alphonse Ghanem, Pascal Mathieu, Elodie Mennegand, Delia Routsava (1 h 10). UGC Ciné-cité les Halles, 1^{re} ; Espace Saint-Michel, 5 (44-07-20-49).

GIRL 6 (F) Film américain de Spike Lee, avec Theresa Randle, Isiah Washington, Spike Lee, Jennifer Lewis, Debi Mazar, Peter Berg (1 h 48). VO : Gaumont les Halles, 1^{re} (40-39-99-40) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Opéra Impérial, 2^{re} (47-70-33-88) ; réservation : 40-30-20-10 ; Racine Odéon, 6 (43-26-19-68) ; réservation : 40-30-20-10 ; Saint-André-des-Arts, 1^{re} (43-26-48-18) ; Elysées Lincoln, 8 (43-59-36-14) ; réservation : 40-30-20-10 ; Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Grand Ecran Italie, 13 (45-80-77-00) ; réservation : 40-30-20-10 ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Pathé Wepler, 18 (réservation : 40-30-20-10).

FRANCE CARABO Film américain de Michael Austin, avec Phoebe Cates, Kevin Kline, Jim Broadbent, Wendy Hughes, John Lithgow, Stephen Rea (1 h 35).

VO : 14-Juillet Beaubourg, 3 (42-77-14-55) ; Gaumont Marignan, 8 (réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-27-84-50) ; réservation : 40-30-20-10 ; VO : Gaumont Gobelins Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; réservation : 40-30-20-10.

SUNCHASER Film américain de Michael Cimino, avec Woody Harrelson, Jon Seda, Anne Bancroft, Alexandra Tydings, Matt Mulhern, Talisa Soto (2 heures). VO : UGC Ciné-cité les Halles, 1^{re} ; 14-Juillet Hautes-Seines, 6 (46-53-79-28) ; UGC Montparnasse, 6^{re} ; UGC Odéon, 6^{re} ; Gaumont Champs-Élysées, 8^{re} (43-59-04-57) ; réservation : 40-30-20-10 ; Max Linder Panorama, THX, 9 (48-24-88-88) ; réservation : 40-30-20-10 ; La Bastille, 11^{re} (43-07-48-60) ; Gaumont Grand Ecran Italie, 13^{re} (45-80-77-00) ; réservation : 40-30-20-10 ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15^{re} (45-75-79-79) ; Pathé Wepler, 18^{re} (réservation : 40-30-20-10).

VO : Paramount Opéra, 1^{re} (47-42-55-31) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Gobelins, 13^{re} ; Gaumont Alésia, 14^{re} (43-27-84-50) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Parnasse, 14^{re} (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15^{re} (réservation : 40-30-20-10) ; Le Gambetta, THX, 16^{re} (46-36-10-96) ; réservation : 40-30-20-10. (*) Films interdits aux moins de douze ans.

(43-57-90-81) ; Gaumont Parnasse, 14^{re} (43-27-84-50) ; Gaumont Alésia, 14^{re} (43-27-84-50) ; réservation : 40-30-20-10 ; VO : Gaumont Gobelins Fauvette, 13^{re} (47-07-55-88) ; réservation : 40-30-20-10.

SUNCHASER Film américain de Michael Cimino, avec Woody Harrelson, Jon Seda, Anne Bancroft, Alexandra Tydings, Matt Mulhern, Talisa Soto (2 heures). VO : UGC Ciné-cité les Halles, 1^{re} ; 14-Juillet Hautes-Seines, 6 (46-53-79-28) ; UGC Montparnasse, 6^{re} ; UGC Odéon, 6^{re} ; Gaumont Champs-Élysées, 8^{re} (43-59-04-57) ; réservation : 40-30-20-10 ; Max Linder Panorama, THX, 9 (48-24-88-88) ; réservation : 40-30-20-10 ; La Bastille, 11^{re} (43-07-48-60) ; Gaumont Grand Ecran Italie, 13^{re} (45-80-77-00) ; réservation : 40-30-20-10 ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15^{re} (45-75-79-79) ; Pathé Wepler, 18^{re} (réservation : 40-30-20-10).

VO : Paramount Opéra, 1^{re} (47-42-55-31) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Gobelins, 13^{re} ; Gaumont Alésia, 14^{re} (43-27-84-50) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Parnasse, 14^{re} (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15^{re} (réservation : 40-30-20-10) ; Le Gambetta, THX, 16^{re} (46-36-10-96) ; réservation : 40-30-20-10. (*) Films interdits aux moins de douze ans.

VO : Paramount Opéra, 1^{re} (47-42-55-31) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Gobelins, 13^{re} ; Gaumont Alésia, 14^{re} (43-27-84-50) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Parnasse, 14^{re} (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15^{re} (réservation : 40-30-20-10) ; Le Gambetta, THX, 16^{re} (46-36-10-96) ; réservation : 40-30-20-10. (*) Films interdits aux moins de douze ans.

VO : Paramount Opéra, 1^{re} (47-42-55-31) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Gobelins, 13^{re} ; Gaumont Alésia, 14^{re} (43-27-84-50) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Parnasse, 14^{re} (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15^{re} (réservation : 40-30-20-10) ; Le Gambetta, THX, 16^{re} (46-36-10-96) ; réservation : 40-30-20-10. (*) Films interdits aux moins de douze ans.

VO : Paramount Opéra, 1^{re} (47-42-55-31) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Gobelins, 13^{re} ; Gaumont Alésia, 14^{re} (43-27-84-50) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Parnasse, 14^{re} (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15^{re} (réservation : 40-30-20-10) ; Le Gambetta, THX, 16^{re} (46-36-10-96) ; réservation : 40-30-20-10. (*) Films interdits aux moins de douze ans.

VO : Paramount Opéra, 1^{re} (47-42-55-31) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Gobelins, 13^{re} ; Gaumont Alésia, 14^{re} (43-27-84-50) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Parnasse, 14^{re} (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15^{re} (réservation : 40-30-20-10) ; Le Gambetta, THX, 16^{re} (46-36-10-96) ; réservation : 40-30-20-10. (*) Films interdits aux moins de douze ans.

VO : Paramount Opéra, 1^{re} (47-42-55-31) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Gobelins, 13^{re} ; Gaumont Alésia, 14^{re} (43-27-84-50) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Parnasse, 14^{re} (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15^{re} (réservation : 40-30-20-10) ; Le Gambetta, THX, 16^{re} (46-36-10-96) ; réservation : 40-30-20-10. (*) Films interdits aux moins de douze ans.

VO : Paramount Opéra, 1^{re} (47-42-55-31) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Gobelins, 13^{re} ; Gaumont Alésia, 14^{re} (43-27-84-50) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Parnasse, 14^{re} (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15^{re} (réservation : 40-30-20-10) ; Le Gambetta, THX, 16^{re} (46-36-10-96) ; réservation : 40-30-20-10. (*) Films interdits aux moins de douze ans.

VO : Paramount Opéra, 1^{re} (47-42-55-31) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Gobelins, 13^{re} ; Gaumont Alésia, 14^{re} (43-27-84-50) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Parnasse, 14^{re} (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15^{re} (réservation : 40-30-20-10) ; Le Gambetta, THX, 16^{re} (46-36-10-96) ; réservation : 40-30-20-10. (*) Films interdits aux moins de douze ans.

VO : Paramount Opéra, 1^{re} (47-42-55-31) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Gobelins, 13^{re} ; Gaumont Alésia, 14^{re} (43-27-84-50) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Parnasse, 14^{re} (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15^{re} (réservation : 40-30-20-10) ; Le Gambetta, THX, 16^{re} (46-36-10-96) ; réservation : 40-30-20-10. (*) Films interdits aux moins de douze ans.

VO : Paramount Opéra, 1^{re} (47-42-55-31) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Gobelins, 13^{re} ; Gaumont Alésia, 14^{re} (43-27-84-50) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Parnasse, 14^{re} (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15^{re} (réservation : 40-30-20-10) ; Le Gambetta, THX, 16^{re} (46-36-10-96) ; réservation : 40-30-20-10. (*) Films interdits aux moins de douze ans.

CLASSIQUE

Une sélection à Paris et en Ile-de-France

LIJNDI 3 JUIN

Ensemble InterContemporain Nûnes : *Lichtung I, Lichtung II*, création. Pascal Rophé (direction). Cité de la Musique, 221, avenue Jean-Jaures, Paris 19^e. M° Porte-de-Pantin. 20 heures, le 3 juin. Tél. : 44-84-44-84. De 100 F à 160 F.

Orchestre philharmonique de Radio-France Schumann : *Ouverture, scherzo et finale*. Mendelssohn : *Concerto pour piano et orchestre* n° 1. Schumann : *Symphonie* n° 4. André Watts (piano), Marek Janowski (direction). Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8^e. M° Alma-Marceau. 20 heures, le 3 juin. Tél. : 49-52-50-50. De 50 F à 220 F.

Orchestre symphonique français Mozart : *Symphonie concertante pour violon, alto et orchestre, andantino*. Concerto pour deux pianos et orchestre. Andante et finale. Brahms : *Concerto pour violon, violoncelle et orchestre, finale*. Poulenc : *Concerto pour deux pianos et orchestre, larghetto et finale*. Debussy : *Hommage à Maurice Ravel*. Ravel : *Daphnis et Chloé*. Augustin Dumay, Patricia Fontanarosa (violin), Gary Hoffman (violoncelle), Bruno Pasquier (alto), Jean-Philippe Collard, Brigitte Engerer, Bruno Rigault, Gabriel Tacchino (piano), Ensemble vocal Jacques-Ibert, Ensemble universitaire de Tours, Ensemble vocal Erik-Satie, Laurent Petitgrand (direction).

Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 8^e. M° Ternes. 20 h 30, le 3 juin. Tél. : 45-61-53-00. De 50 F à 130 F.

Ensemble Organum Chansons du Moyen Âge. Marcel Pérès (direction). Théâtre Grévin, 10, boulevard Montmartre, Paris 9^e. M° Rue-Montmartre. 20 h 30, le 3 juin. Tél. : 46-24-16-87. Location Fnac, Virgin. De 90 F à 200 F.

MARDI 4 JUIN Frédéric Aguessy (piano), Trio Cappe. Ponce : *Sonata en duo*. Falla : *Suite populaire espagnole*. Turina : *Quatuor pour piano et cordes* op. 67. Fauré : *Quatuor pour piano et cordes* op. 45.

Amphithéâtre Richelieu (Sorbonne), 17, rue de la Sorbonne, Paris 5^e. M° Saint-Michel. 20 h 30, le 4 juin. Tél. : 42-62-71-71. 110 F.

Ensemble Organum Chansons du Moyen Âge. Marcel Pérès (direction). Théâtre Grévin, 10, boulevard Montmartre, Paris 9^e. M° Rue-Montmartre. 20 h 30, le 3 juin. Tél. : 46-24-16-87. Location Fnac, Virgin. De 90 F à 200 F.

Mardi 4 juin Frédéric Aguessy (piano), Trio Cappe. Ponce : *Sonata en duo*. Falla : *Suite populaire espagnole*. Turina : *Quatuor pour piano et cordes* op. 67. Fauré : *Quatuor pour piano et cordes* op. 45.

Amphithéâtre Richelieu (Sorbonne), 17, rue de la Sorbonne, Paris 5^e. M° Saint-Michel. 20 h 30, le 4 juin. Tél. : 42-62-71-71. 110 F.

Ensemble Organum Chansons du Moyen Âge. Marcel Pérès (direction). Théâtre Grévin, 10, boulevard Montmartre, Paris 9^e. M° Rue-Montmartre. 20 h 30, le 3 juin. Tél. : 46-24-16-87. Location Fnac, Virgin. De 90 F à 200 F.

Mardi 4 juin Frédéric Aguessy (piano), Trio Cappe. Ponce : *Sonata en duo*. Falla : *Suite populaire espagnole*. Turina : *Quatuor pour piano et cordes* op. 67. Fauré : *Quatuor pour piano et cordes* op. 45.

Amphithéâtre Richelieu (Sorbonne), 17, rue de la Sorbonne, Paris 5^e. M° Saint-Michel. 20 h 30, le 4 juin. Tél. : 42-62-71-71. 110 F.

Ensemble Organum Chansons du Moyen Âge. Marcel Pérès (direction). Théâtre Grévin, 10, boulevard Montmartre, Paris 9^e. M° Rue-Montmartre. 20 h 30, le 3 juin. Tél. : 46-24-16-87. Location Fnac, Virgin. De 90 F à 200 F.

Mardi 4 juin Frédéric Aguessy (piano), Trio Cappe. Ponce : *Sonata en duo*. Falla : *Suite populaire espagnole*. Turina : *Quatuor pour piano et cordes* op. 67. Fauré : *Quatuor pour piano et cordes* op. 45.

Amphithéâtre Richelieu (Sorbonne), 17, rue de la Sorbonne, Paris 5^e. M° Saint-Michel. 20 h 30, le 4 juin. Tél. : 42-62-71-71. 110 F.

Ensemble Organum Chansons du Moyen Âge. Marcel Pérès (direction). Théâtre Grévin, 10, boulevard Montmartre, Paris 9^e. M° Rue-Montmartre. 20 h 30, le 3 juin. Tél. : 46-24-16-87. Location Fnac, Virgin. De 90 F à 200 F.

Mardi 4 juin Frédéric Aguessy (piano), Trio Cappe. Ponce : *Sonata en duo*. Falla : *Suite populaire espagnole*. Turina : *Quatuor pour piano et cordes* op. 67. Fauré : *Quatuor pour piano et cordes* op. 45.

Amphithéâtre Richelieu (Sorbonne), 17, rue de la Sorbonne, Paris 5^e. M° Saint-Michel. 20 h 30, le 4 juin. Tél. : 42-62-71-71. 110 F.

Ensemble Organum Chansons du Moyen Âge. Marcel Pérès (direction). Théâtre Grévin, 10, boulevard Montmartre, Paris 9^e. M° Rue-Montmartre. 20 h 30, le 3 juin. Tél. : 46-24-16-87. Location Fnac, Virgin. De 90 F à 200 F.

Mardi 4 juin Frédéric Aguessy (piano), Trio Cappe. Ponce : *Sonata en duo*. Falla : *Suite populaire espagnole*. Turina : *Quatuor pour piano et cordes* op. 67. Fauré : *Quatuor pour piano et cordes* op. 45.

Amphithéâtre Richelieu (Sorbonne), 17, rue de la Sorbonne, Paris 5^e. M° Saint-Michel. 20 h 30, le 4 juin. Tél. : 42-62-71-71. 110 F.

Ensemble Organum Chansons du Moyen Âge. Marcel Pérès (direction). Théâtre Grévin, 10, boulevard Montmartre, Paris 9^e. M° Rue-Montmartre. 20 h 30, le 3 juin. Tél. : 46-24-16-87. Location Fnac, Virgin. De 90 F à 200 F.

Mardi 4 juin Frédéric Aguessy (piano), Trio Cappe. Ponce : *Sonata en duo*. Falla : *Suite populaire espagnole*. Turina : *Quatuor pour piano et cordes* op. 67. Fauré : *Quatuor pour piano et cordes* op. 45.

Amphithéâtre Richelieu (Sorbonne), 17, rue de la Sorbonne, Paris 5^e. M° Saint-Michel. 20 h 30, le 4 juin. Tél. : 42-62-71-71. 110 F.

Ensemble Organum Chansons du Moyen Âge. Marcel Pérès (direction). Théâtre Grévin, 10, boulevard Montmartre, Paris 9^e. M° Rue-Montmartre. 20 h 30, le 3 juin. Tél. : 46-24-16-87. Location Fnac, Virgin. De 90 F à 200 F.

Mardi 4 juin Frédéric Aguessy (piano), Trio Cappe. Ponce : *Sonata en duo*. Falla : *Suite populaire espagnole*. Turina : *Quatuor pour piano et cordes* op. 67. Fauré : *Quatuor pour piano et cordes* op. 45.

Amphithéâtre Richelieu (Sorbonne), 17, rue de la Sorbonne, Paris 5^e. M° Saint-Michel. 20 h 30, le 4 juin. Tél. : 42-62-71-71. 110 F.

Auditorium du Louvre, accès par la pyramide, Paris 1^{re}. M° Louvre, Palais-Royal. 12 h 30, le 6 juin. Tél. : 40-20-52-28. De 50 F à 60 F.

Centre de formation lyrique de l'Opéra de Paris Bernstein : *Extraits de « Porgy and Bess »*, « West Side Story » et « Candide ».

Opéra-Bastille, place de la Bastille, Paris 11^e. M° Bastille. 12 h 45, le 6 juin. Tél. : 44-73-13-00. Entrée libre.

de Gluck, Adrian Thompson (Titus), Elzbieta Szymka (Virella), Sandrine Piau (Annie), Audrey Michel (Sesto), Laura Polverelli (Servilia), Roberto Scatriti (Publio), Orchestre de Picardie, Louis Langrée (direction), Patrice Caubier, Moshe Leiser (mise en scène).

Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8^e. M° Alma-Marceau. 19 h 30, les 6, 8, 10, 12 et 14 juin ; 17 heures, le 16 juin. Tél. : 49-52-50-50. De 80 F à 570 F.

Hanna Schaar (mezzo-soprano), Hanny Sarmet (piano), Quatuor Debussy. Ohana : *Préludes*. Dancie : *Quatuor à cordes* n° 8. Fauré : *Quintette pour piano et cordes* n° 1. Schmitt : *Caplet*. Méliès.

Salle Gaveau, 45, rue La Boétie, Paris 8^e. M° Miromesnil. 20 h 30, le 6 juin. Tél. : 49-53-05-07. De 90 F à 200 F.

Debussy : *Estampes*. Ginastera : *Sonate pour piano* n° 1. Rachmaninov : *Préludes*. Ravel : *Oiseaux tristes*, *Alborada del gracioso*. Albeniz : *El Albaicín*. Amphithéâtre Richelieu (Sorbonne), 17, rue de la Sorbonne, Paris 5^e. M° Saint-Michel. 20 h 30, le 6 juin. Tél. : 42-62-71-71. 110 F.

Orchestre national de France Berlioz : *L'Enfance du Christ*. François Pollet (soprano), John Mark Ainsley, Pierre Viallet (ténor), François Le Roux, Jean-Philippe Lafont, David Pittman-Jennings (baryton), Chœur de Radio-France, Charles Dutoit (direction).

Saint-Denis (93), Basilique, 1, rue de la Légion-d'Honneur, M° Saint-Denis-Basilique. 20 h 30, les 6 et 7 juin. Tél. : 48-13-06-07. De 180 F à 250 F.

Mardi 4 juin Frédéric Aguessy (piano), Trio Cappe. Ponce : *Sonata en duo*. Falla : *Suite populaire espagnole*. Turina : *Quatuor pour piano et cordes* op. 67. Fauré : *Quatuor pour piano et cordes* op. 45.

Amphithéâtre Richelieu (Sorbonne), 17, rue de la Sorbonne, Paris 5^e. M° Saint-Michel. 20 h 30, le 4 juin. Tél. : 42-62-71-71. 110 F.

Ensemble Organum Chansons du Moyen Âge. Marcel Pérès (direction). Théâtre Grévin, 10, boulevard Montmartre, Paris 9^e. M° Rue-Montmartre. 20 h 30, le 3 juin. Tél. : 46-24-16-87. Location Fnac, Virgin. De 90 F à 200 F.

Mardi 4 juin Frédéric Aguessy (piano), Trio Cappe. Ponce : *Sonata en duo*. Falla : *Suite populaire espagnole*. Turina : *Quatuor pour piano et cordes* op. 67. Fauré : *Quatuor pour piano et cordes* op. 45.

Le groupe Hersant prépare la fusion de plusieurs de ses titres dans l'Ouest

UN PLAN SOCIAL concernant 38 départs en préretraite a été présenté à Presse-Océan, quotidien du groupe Hersant basé à Nantes (Loire-Atlantique), qui comprend environ 380 salariés. Ce plan, accepté par les représentants du personnel, s'inscrit dans les mesures d'économie du groupe et devrait lui épargner 10 millions de francs de coûts par an. Le quotidien nantais était une source d'inquiétude pour la Sopresse : il avait perdu environ 19 millions de francs en 1994 pour un chiffre d'affaires de 177 millions. En 1995, les pertes devaient être de près de 30 millions, en raison des dépenses occasionnées par la fermeture à l'automne 1995 d'un autre journal du groupe : *La Liberté du Morbihan*.

Le plan a été favorisé par le rapprochement de Presse-Océan avec les autres publications du groupe dans les Pays de la Loire, *Le Courrier de l'Ouest* publié à Angers (105 931 exemplaires en 1995) et *Le Maine Libre* publié au Mans (53 137). Rachetés en 1992 au groupe Amaury (*Le Parisien*, *L'Equipe*), ces titres affichaient des résultats bénéficiaires, tandis que l'imprimerie imprimait en déficit de 12 millions de francs.

Dans l'ouest de la France, le groupe Hersant possède encore *L'Eclair* de Nantes (8 723 exemplaires), clone de Presse-Océan. Propriété de Rolande Hersant, épouse du patron de presse récemment disparu, *L'Eclair* est passé dans le giron de la Sopresse en 1995.

La Liberté du Morbihan, qui a été

arrêtée, perdait 7 millions de francs par an, pour une diffusion de 8 000 exemplaires. Le pôle Ouest a affiché en 1994 un déficit de 27,5 millions de francs (-7 millions en 1993). Le chiffre d'affaires est passé de 508,6 à 536 millions. Les fonds propres sont devenus négatifs en 1994 et l'endettement est passé de 59 à 78,8 millions de francs.

RÉSISTE A L'OUEST-FRANCE

Le principal problème actuellement posé au groupe est Presse-Océan. Sa diffusion, qui frôlait 80 000 exemplaires à la fin des années 80, s'est effritée, tandis que celle de *L'Eclair* passait de 13 000 à moins de 9 000. Les journaux de Robert Hersant ont dû subir la concurrence de Ouest-France, à Nantes et en Loire-Atlantique, où sa diffusion progresse. Enfin, la rupture des accords de couplage publicitaire avec Ouest-France a coûté cher à Presse-Océan : environ 15 millions de francs.

Pour pallier cette situation, Yves de Chabernat a imaginé de restructurer profondément le pôle Ouest, en fusionnant les trois journaux en un seul publié à 250 000 exemplaires, capable de faire face au géant de Rennes Ouest-France (797 000 exemplaires diffusés en 1995). Il a franchi la première étape de cette fusion en obtenant l'accord des syndicats sur le plan social de Presse-Océan. A partir du 1^{er} octobre, certaines pages de ce quotidien seront préparées à Angers.

Alain Salles

Les résultats de Pearson en recul

L'éditeur de journaux britannique doit réduire ses dépenses et procéder à des licenciements parmi les rédacteurs du « Financial Times »

LONDRES

de notre correspondant

Cela n'était jamais arrivé dans le prestigieux quotidien saumon de la City : à une large majorité, les journalistes du *Financial Times* ont voté le principe d'une grève de protestation contre des licenciements annoncés en mai par leur directeur, Richard Lambert. Certes, on ne s'attend guère à ce que les journalistes croisent les bras devant leur écran informatique, mais ils ont voulu ainsi manifester leur mécontentement devant les premiers licenciements secs prononcés en cent huit années d'existence du titre - trente postes demandés, soit 5 % de la rédaction - et sans doute obtenir pour les licenciés de meilleures conditions de départ.

Pourtant, le *Financial Times* se porte bien et son image internationale est excellente. Mais, dans ce monde de la City, où le profit est roi, un manque à gagner de 2 millions de livres (environ 16 millions de francs) constitue un avertissement. La direction du journal a donc décidé de réduire le budget de la rédaction de 5 %, provoquant immédiatement un vote de défiance quasi unanime des journalistes syndiqués.

Ce dérapage, même s'il demeure minime, intervient dans un contexte troublé pour le groupe Pearson. Celui-ci contrôle le *Financial Times*, ainsi que plusieurs titres de la presse régionale à travers sa filiale Westminster Press, mais aussi les maisons d'édition Penguin et Addison-Wesley Long-

man, et possède des parts dans l'hebdomadaire *The Economist* et également le Musée de cire de M^{me} Tussaud, sans oublier 50 % de la banque d'affaires Lazard Brothers. En outre, Pearson est le plus important opérateur de télévision privée britannique, avec Thames Television. En France, il contrôle le groupe de presse économique et médicale *Les Echos*.

DÉPART DE FRANK BARLOW

Le patron du groupe, Lord Blakenham, a annoncé, il y a trois semaines, une perte de 46 millions de livres (soit beaucoup plus que les 12 millions prévus). Ces mauvais résultats sont la conséquence de l'augmentation des dépenses de l'information dans laquelle s'est lancé le groupe en 1993, et qui s'est soldée par un revers. La décision de Frank Barlow, directeur général, de se lancer dans ce secteur a nécessité des investissements coûteux dans la prise de contrôle de la société californienne Minscape et des dépenses dans l'ancienne entreprise Sega pour 484 millions de dollars (2,4 milliards de francs). Pearson en attendait beaucoup en matière de synergie, mais l'expérience a finalement tourné court et s'est soldée pour cette année par une perte de 46 millions de livres.

Ajouté aux propos de Lord Blakenham sur la nécessité d'une complète réorganisation du groupe, il n'en a pas fallu plus pour faire baisser les titres de la société, ce qui a fortement inquiété les actionnaires, et pour que

l'on spéculé sur le départ anticipé de Frank Barlow, qui devait prendre sa retraite l'année prochaine.

« Pearson manque d'une approche d'entrepreneur », estime George Trefgarne, analyste stratégique à Euromonitor. Pour lui, c'est un groupe trop conservateur, qui manque d'audace, un conglomerat d'intérêts divers et non complémentaires, bref « une collection de joujoux pour riches messieurs ». Cette absence de synergie et d'expertise lui permettant d'aller de l'avant a nui au groupe, face à une compétition féroce. Ainsi, ajoute M. Trefgarne, les produits des médias électroniques créés par le *Financial Times* comme « FT Profile » ou « FT Extel » ont du mal à résister à la concurrence.

Tels sont les éléments qui expliquent les rumeurs de reprise du groupe Pearson qui circulent aujourd'hui à la City. Mais Pearson est un gros morceau à avaler et les précédentes tentatives ont échoué. En revanche, on peut imaginer que le successeur de Frank Barlow sera contraint de recentrer les activités du groupe sur les médias, de vendre le Musée de cire de M^{me} Tussaud, ainsi que le patrimoine touristique, qui comprend des parcs à thèmes. Il lui faudra aussi redonner un sens et une stratégie à Pearson s'il veut faire sienne les conseils prodigués quotidiennement aux lecteurs, chefs d'entreprise ou gestionnaires, par son propre journal, le *Financial Times*.

Patrice de Beer

Réorganisation de la direction de « Libération »

APRÈS UN VOTE des journalistes de *Libération*, vendredi 31 mai, Jeanne Villeneuve a été nommée directeur délégué de la rédaction du quotidien. Ce vote a été marqué par un fort taux d'abstention. Sur 237 inscrits, il n'y a eu que 96 suffrages exprimés. La désignation de Jeanne Villeneuve n'a finalement été approuvée que par 69 rédacteurs.

La réorganisation de la direction du quotidien a déjà suscité de nombreux remous depuis la recomposition du capital de la société éditrice. La décision de créer un poste de directeur délégué de la rédaction, placé sous l'autorité du directeur général, Pierre-Jean Bozo, avait même soulevé une certaine opposition de la part des salariés (*Le Monde* du 17 mai). D'ailleurs, les rapports entre Pierre-Jean Bozo et la rédaction demeurent encore tendus.

Une pétition signée par 173 salariés protestant contre cette réorganisation et la création du poste de directeur délégué de la rédaction avait même circulé.

Jeanne Villeneuve est une ancienne collaboratrice de *Libération*. Elle a travaillé au quotidien de 1982 à 1986. Après avoir collaboré à *L'Express* et à *L'Evénement* du jeudi, elle est devenue ensuite, de 1991 à 1995, rédactrice en chef-adjointe au *Parisien*. Jeanne Villeneuve avait rejoint *Libération* au mois de janvier avec le titre de rédactrice en chef.

TF 1

12.50 A vrai dire. Magazine.
13.00 Journal. Météo.
13.35 Femmes. Magazine.
13.40 Les Feux de l'amour. Série.
14.30 Dallas. Sans laisser d'adresse. Feuilleton.
15.25 Hawaii police d'Etat. L'affaire de Guernsey. Série.
16.30 Une famille en or. Jeu.
17.10 Rick Hunter. Inspecteur choc. Feuilleton.
18.00 Sydney Police. L'apprentissage de la sagesse. Série.
19.05 L'Or à l'appel. Jeu.
19.50 et 20.45 Météo.
20.00 Journal.

France 2

12.20 et 4.25 Pyramide. Jeu.
12.55 et 13.40 Météo.
12.59 Journal.
14.55 INC. Magazine.
15.30 Derrick. Série.
16.45 Ténis.
17.50 Ténis.
18.05 et 19.05 Les Bons Génies. Jeu.
18.45 Qui est qui ? Jeu.
19.20 et 1.40 Studio Gabriel. Invités : Florent Pagny, Mick Michel.
19.59 Journal. Journal des courses. Météo.

France 3

11.50 Télévision régionale.
12.35 Journal.
13.05 Keno.
13.10 Ténis (105 min). 2613051
14.55 Keno. Grand final. Série.
15.45 Les deux font la loi. 16.10 Le geste à la tête.
16.45 Les Minikéurs.
17.50 C'est pas sorcier. Vol au-dessus d'un nid d'avions.
18.20 Questions pour un champion. Jeu.
18.50 Un livre, un jour. Les Saint-Christiens, de Joseph O'Connor.
19.30 et 1.20 de l'information. 19.08, Journal régional.
20.05 Pa si la chanter. Jeu.
20.35 Tout le sport.
20.36 Ténis. Côté court.

La Cinquième

13.25 Attention santé. Tauxage et détartrage.
13.30 Décis magazine.
14.00 Quelle joie de vivre. Film franco-italien de René Clément avec Alain Delon (1961, N., 130 min). 3990600
16.10 Rencontre sur court. 16.30 Le Réseau des médias. 17.00 ALE. 17.30 Mag 5. 18.00 Glamis. 18.30 Le Monde des animaux.
Arte
19.00 Collection Hollywood 1950. Série (4851). La Vedette, de Roy Kellison, avec Kyla Lupino (30 min). 8357
19.30 7/2 Magazine. Corse, l'île de toutes les valeurs (30 min). 8628
20.00 Reportage. Une paix sans patrie ? La Bosnie six mois après les accords de Dayton (30 min). 8241
20.30 8 1/2 Journal.

M 6

12.35 La Petite Maison dans la prairie. (102).
13.25 Une vie de star. Téléfilm de Joseph Sargent (90 min). 1609110
14.00 Une ancienne star de cinéma assise à un hypothétique appel d'un producteur. Son fils, venu la visiter, est le témoin de ses violentes disputes avec son ami...
15.05 Les Dames de dames. 16.30 Hit Machine. Variétés.
17.00 Indaba. Série.
17.30 Studio Sud. Série.
18.00 Agence Acapulco. Deuxième saison. Les plumes des écrivains.
19.00 Le Magicien. Série. Le réinventeur cambrioleur.
19.54 Six minutes d'information.
20.00 Notre belle famille.
20.35 Ciné 6. Magazine.

Canal +

► En clair jusqu'à 13.45
12.30 La Grande Famille.
13.45 Obsessions meurtrières. Téléfilm de Rick King, avec Scott Bakula (95 min). 6990600
14.00 Un psychologue devient meurtrier...
15.30 Ténis dimanche (rediff.).
16.15 Une épouse trop parfaite. Film de Nicholas Kazan (1994, 100 min). 6990600
18.00 L'Histoire sans fin. Deuxième saison. Les plumes des écrivains.
► En clair jusqu'à 20.30
18.32 La Coccinelle de Götli.
18.35 Nulle part ailleurs. Invité : Yves Simon.

Radio

France-Culture
20.30 L'Histoire en direct. 1945-1990 : Berlin OI.
21.30 Fiction : Du coq à l'âne. Raymond Radiguet et Jean Cocteau (Le Gardien) (Monologues).
22.40 Accès direct. Antoine Grunbach, architecte.
0.05 Du jour au lendemain. Jacques Prévert (Adieu, enlève-moi de l'œuvre poétique). 0.50 Coda. Nuits zigzagantes (1). 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.). La monnaie de 2.25. Un livre des voix : Claude Mauriac ; 3.05. Léonora Carrington ; 3.25. Jean Béraud ; 3.35. Les poètes : Francis Venille.
France-Musique
20.00 Concert. Sélections de concert EuroRadio. L'Internationale acoustique. 20.05 Le son des pianos : Étude patetique de Schaeffer ; Timbre, Durée, de Messiaen ; Désert, Interprétations, de Varèse ; Sonatine du Microphone bien tempéré, de Henry ; Étude 2, de Stockhausen... 20.30 Concert (première partie) : L'Internationale acoustique : France, Suède, Canada, Angleterre ; Invention, (rediff.), de Bayle ; Arlesien, les nuits de Stockhausen, de Zanesi ; Renaissance, de Pannofort... 21.20 Entrées : Œuvres de Donato, Dufour, Lejeune, Schwarz, Tervig... 21.40 Concert (2^e partie) : Œuvres de Normand, Vivaldi, Gounod, de Danne, Martin, Barry.
23.07 Ainsi la nuit. Œuvres de Beethoven, Bartók. 0.00 La Rose des vents. Sublime Musique tarente. 1.00 Les Nuits de France-Musique.

PERDU DE VUE

Magazine présenté par Jacques Pradel (105 min). 78766338
Jacques Pradel et Jean-Marie Pertheuis font les six ans d'existence de Perdu de vue, ils font le point sur les dossiers qui ont marqué l'année.

LE NOUVEAU JOUR

Téléfilm de David Delrieux (100 min). 8769680
Après avoir découvert les corps des membres d'une expédition polaire disparus en 1918, des suites de la « grippe espagnole », des chercheurs décident de fabriquer un « vaccin » anti-grippe.

LE FOU DU LABO 4

Film français de Jacques Besnard avec Jean Leblond, Bernard Blier (1967, 88 min). 2790619
Un brillant chercheur découvre la formule d'un gaz euphorisant.
22.30 Journal. Météo.

LES NUITS DE LA PLEINE LUNE

Film français d'Eric Rohmer avec Pascale Ogier, Tchoko Karyo (1984, 100 min). 275574
Une jeune femme vit avec l'homme qu'elle aime à Morne-la-Vallée. Elle adore l'homme, voit des amis, a besoin d'indépendance. Elle va s'installer seule à Paris pour quelque temps, sans rompre...

CONTE D'HIVER

Film français d'Eric Rohmer avec Charlotte Verly, Frédéric Van den Driesche (1991, 109 min). 4000330
Le deuxième Conte des quatre saisons, écrivain néoréaliste à haute volée, fait voler de surprises en surprises en contant l'art de la confession des sentiments, des faux-semblants sociaux et de la dévotion.
0.15 Court-circuit. Charlotte et son steak. Court-métrage d'Eric Rohmer avec les voix de Jean-Luc Godard, Anna Karina, Stéphane Audran (1951, N., 12 min). Véronique et son cancer. Court-métrage d'Eric Rohmer (1958, 20 min). Nadja à Paris. Court-métrage d'Eric Rohmer avec Nadja Tesich (1964, 13 min). 2169680
1.00 Mot Ivan, toi Abraham ! Film français de Volodimir Zaslavskan (1993, N., 105 min). 8574680

PACTE AVEC UN TUEUR

Film américain de John Flynn (1987, 91 min). 947777
Polar de série B extrêmement confus. Beau duo d'acteurs : James Wood face à Brian Dennehy.

ATHLÉTISME

Maurin en direct de Saint-Denis, commenté par Marc Mazary (95 min). 748425
A quelques semaines des Jeux olympiques, les athlètes prendront plus que jamais leurs repères et leurs marques.
22.05 Flash d'information.

COMME UN LUNDI

Magazine présenté par Christophe Dechavanne. Service militaire : quel il vraiment disparait ? (90 min). 563680
Deux équipes défendent les positions adverses dans un débat des Français.
0.25 F1 Magazine. Grand prix d'Espagne. Résumé de la course.
1.05 Journal. Météo.
1.15 : sur ? (rediff.). Invité : Bernard Kouchner. 2.05 et 2.40, 3.15, 4.20, 4.50 7.1 : sub. 2.15 iniques. 3.25 1.00 : se sous-marine du commandant Coucou. Du sang chaud dans la mer. 5.00 Musique. 5.10 Histoire cartésienne.

► HÉLIE DE SAINT-MARC, UN HOMME D'HONNEUR

Documentaire de Patrick Jouy (35 min). 4436893
23.30 Journal. Bourse. Côté court. Météo.
23.35 Le Cercle de minuit. Les échos de Dieu invités : J. Daniel, E. de Rosny, R. Laurendin, T. Bahoy, A. Boue, J. Chalon. (80 min). 1661357
1.15 Ténis. 2.15 D'un côté à l'autre (rediff.). 2.40 Jean-Christophe Averty. 4.021 heures d'infos.

LE DISTRAIT

Film français de Pierre Richard (1970, 79 min). 107154
Un jeune homme incroyablement distrait est engagé par protection dans une affaire de publicité : ses idées tournent à la catastrophe. Le premier et son double : le meilleur film de Pierre Richard : il y installe son personnage laid et maladroit et offre au passage une jolie satire des milieux de la publicité. Très amusant.
0.25135 court. Entre nous. Deliquente. 0.35 Les Incompréhensibles. Drogue de rue. Série. 1.29 Musique Gradini (20 min).

LES FUGITIVES

Téléfilm de Catherine Cyran (85 min). 3069154
La vie de trois Américaines en week-end au Mexique tourne au cauchemar lorsqu'elles se retrouvent poursuivies par la police pour avoir abattu, en état de légitime défense, deux flics qui essayaient d'abuser d'elles.
0.10 Culture pub. (30 min). 46086
0.40 Jazz 6. Jackie MacLean Sextet (15 min). 7018241
1.35 Best of Florent Pagny. 8.05 Requiem. Magazine. 4.00 Hot Forme. Magazine. 4.25 Turbo. Magazine (15 min).

ASSOCIATION DE MALFAITEURS

Film de Claude Zidi avec François Cluzet (1986, 104 min). 9854812
A partir d'un complot, une comédie très originale et très drôle avec un brin de caricature et de satire sociale.
0.00 Action mutante. Film d'Alex de La Iglesia (1992, N., 90 min). 77136
1.30 La Vie de château. Film de Rappeneau (1965, N., 89 min). 1877645

Les soirées sur le câble et le satellite

TV 5

20.00 Thalassa
21.00 Enjeux - Le Point.
21.55 Météo
des cinq continents.
22.00 Journal (France 2).
22.30 Spécial questions pour un champion
0.00 Le Jardin des bêtes.
0.30 Soir 3 (France 3).

Planète

20.35 Plus légers que l'air. (66) Aux frontières de l'espace.
21.25 Ces maisons qui nous habitent.
22.05 Portrait d'Alain Cavalier.
22.20 Avortements aux USA.

Paris Première

20.00 20 à Paris Première.
21.00 Ils vont tous bien. Film de Gilles Tarnaud (1990, N., 125 min) 1725408
23.05 Pissanello vu par Jean Giono. De Jean-Christophe Bailly.
0.35 Velvet Jungle Sessions.
France Supervision

Ciné Cinéfil

20.30 Chéri-Bibi. Film de Léonid Aïdov (1937, N., 100 min). 4957680
22.10 Annette et la dame blonde. Film de Jean Dréville (1941, N., 80 min). 80071715
23.30 Menaces. Film d'Edmond Gréville (1941, N., 80 min). 12980125

Ciné Cinémas

20.30 Friends. Film d'Elaine Proctor

Série Club

20.20 Skippy le kangourou. Survol le guide.
20.45 (et 23.45) Les Anges de la ville. Deux flics et un couillon.
21.35 (et 1.00) Wolff, police criminelle. La file du comat.
22.20 Le Club.
22.30 Les Contes de la crypte. Les concours.
23.00 Mission impossible. Vingt ans après. SOS, planète en danger.
0.30 Vive la vie (30 min).

Canal Jimmy

20.30 Pleins feux sur Claude Nougaro.
21.30 New York Police Blues. Episode n° 51.
22.15 Chronique de la comédie.
22.20 Chit chit faciles. Film de Roberto Rossellini (1970, 100 min). 65635777
0.00 Concert : Paul McCartney. Europe en 1993 (90 min). 2232448
11.00 Ténis. En direct. International de France, à Roland-Garros : huitièmes de finale (540 min). 9590854
20.00 Football. En direct. 24^e Festival international espagnol : Finale à Troie (120 min). 129715
22.00 Ténis.
23.00 Athlétisme (60 min).

Les films sur les chaînes européennes

RTBF 1

20.30 La Maison aux espions. Film de Uille August (1993, 140 min). Avec Meryl Streep. Cinéma.

RTL 9

20.30 Le Cadeau du corps. Film de François Leterrier (1985, 95 min). Avec Jane Birkin. Comédie.
22.30 Dangereux sous tous rapports. Film de Jonathan Demme (1987, 120 min). Avec Melanie Griffith. Comédie.
0.20 Nous autres à Champignol. Film de Jean YVES (1956, N., 85 min). Avec Jean Seberg.

TMC

22.25 French Connection. Film de William Friedkin (1971, 105 min). Avec Gene Hackman. Policier.

TSR

20.30 Les Action Hero. Film de John McTiernan (1992, 135 min). Avec Arnold Schwarzenegger. Aventures.

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► Signifié dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ». ■■ On peut voir. ■■■■ Ne pas manquer. ■■■■ Chef-d'œuvre ou classique. ♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

L'explorateur exploré

Planète Câble diffuse un portrait en trois épisodes de Paul-Emile Victor réalisé par Jean-Louis Comolli, cinq ans avant la mort de cette figure mythique de l'aventure polaire

LA RENCONTRE est inattendue. Elle eut lieu à Paris, en 1990, et se poursuivit à Lons-le-Saunier, dans la maison de famille de l'explorateur revenu pour la circonstance de sa retraite dorée à Bora Bora, en Polynésie. Auparavant, le réalisateur ne connaissait pas personnellement l'explorateur. Mais entre les deux, ce fut un coup de foudre. « A travers les mille et mille lignes écrites de sa vie, à travers la trace multiple des images et des sons de sa vie, j'imaginais l'enfant toujours actif et jamais consolé dans la carcasse élégante de l'aventurier, raconte Jean-Louis Comolli. Et ce que j'ai vu en rencontrant pour la première fois Paul-Emile Victor répondait tout à fait à cette image. L'enfant était là, en face de moi, même s'il avait quatre-vingt-trois ans. »

Diffusé pour la première fois en 1991 sur FR 3, le documentaire en trois volets « Paul-Emile Victor, un rêveur dans le siècle » est plus qu'une ultime biographie, enregistrée cinq ans avant le décès de PEV, comme l'appelaient ses amis, survenu le 7 mars 1995. C'est, grâce au talent du réalisateur, la somme d'un imaginaire et d'une vie, et le récit d'une expérience confrontée à des rêves d'enfant. Avec, en contrepoint, la participation de Jean Audouze, astrophysicien nucléaire embauché ici comme conseiller scientifique. « Par notre témoignage croisé, explique ce dernier, celui d'un anthropologue homme d'action et celui d'un astrophysicien théoricien, nous avons cherché tous deux à



montrer les multiples facettes du métier de chercheur.

Ce métier, Paul-Emile Victor l'a épousé à sa manière : romantique. Dès son premier départ, en 1934, sur le Pourquoi-Pas ? du commandant Charcot, il épouse les méandres de ses passions plus qu'une rigoureuse méthode scientifique. Le Groenland, où il passe plusieurs mois en compagnie des Esquimaux, l'Antarctique, la création, après guerre, des Explorations polaires françaises : son parcours est à la fois déterminé et sinueux. Sans jamais trop s'éloigner de ces régions du monde où les bous-

soles s'affolent, l'homme suit ses coups de cœur. Sa vie, comme celle de Bombard, Cousteau ou Tazieff, tient du roman plus que du traité. Du pain béni pour un réalisateur.

L'AVENTURE ET SA RELATION

Le cheveu gris encore dru, la silhouette massive comme un roc et le regard serein, Paul-Emile Victor est donc assis, tout simplement, et il raconte. Il feuillette ses propres livres, lit quelques phrases déjà écrites, laisse divaguer ses souvenirs. Comme un grand-père qui livrerait sa vie, pleine d'aventures

merveilleuses, à son petit enfant. D'ailleurs un enfant est là, dans le film, qui écoute l'ancêtre et rêve d'iles mystérieuses. La caméra, pendant ce temps, guette le détail, le geste inattendu. Elle fixe, posément, les multiples dessins et croquis que Paul-Emile Victor a ramassés de ses voyages. Puis, comme un écho aux émotions qui remontent, affluent des images d'archives en noir et blanc. Des films inédits, pour la plupart, qui racontent la vie quotidienne des Esquimaux avec ce qu'il faut de gestes saccadés et de grésillement pour que ces documents eux-mêmes se doublent de nostalgie.

Au total, Comolli gagne donc son pari : décrire plus un homme qu'une œuvre. « Quelle force, s'interroge-t-il en préambule, a poussé cet homme non seulement à tant d'aventures, tant de dangers, mais encore à en faire, avant, pendant et après, la relation la plus minutieuse, le recueil le plus obsessionnel ? A tout imaginer avant de tout vivre ? Disons que c'est à tenter de rendre compte de cette sorte de mystère que s'emploient ces trois émissions. » En somme, il s'agit, ce qui n'est pas rien, d'explorer l'imaginaire d'un explorateur.

Jean-Louis André

★ Paul-Emile Victor, un rêveur dans le siècle, premier volet : Les Années eskimo, mardi 4 juin à 20 h 35, mercredi 5 à 22 heures, jeudi 6 à 23 h 40, vendredi 7 à 9 h 40, samedi 8 à 11 h 55, dimanche 9 à 7 h 30.

Scorpion

par Agathe Logeart

LE ROI EST MORT, vive le roi ! Ça n'a pas trahi. Quelques coups de téléphone, une petite réunion vite fait sur le pouce pour désigner le successeur de Jean-Pierre Elkabbach avant le déjeuner, les « sages » du Conseil supérieur de l'audiovisuel n'avaient pas envie de passer la journée là-dessus. Ils ont donc sorti de leur chapeau le nom du « favori logique », comme l'appelle Bruno Masure, et proclamé le résultat juste à temps pour le journal de 13 heures. Ce sera donc Xavier Gouyou-Beauchamps, pour le meilleur et pour le pire. Le monsieur a lu un petit papier où il avait écrit qu'il est très honoré. Impartialité, dignité des programmes, rigueur et transparence, voilà pour ses intentions : cela tombe bien, puisque c'est justement dans ces termes que le ministre de la culture, Philippe Douste-Blazy, le définit, comme un homme « rigoureux et transparent ». Ils auraient écrit leur communiqué avec le même stylo que l'on n'en aurait pas été étonné.

La page Elkabbach, donc, est tournée. Pour un peu, on le regretterait, comme on en vient à avoir la nostalgie de ces feuilletons bien ficelés auxquels on avait fini par s'habituer. Et quel feuilleton ! Il n'y manque aucun des ingrédients qui pimentent une histoire à succès, hormis le sexe, peut-être. Mais on apprend à s'en passer, quand l'intrigue est aussi bien menée. Argent (beaucoup d'argent), pouvoir et goût du pouvoir, ambition, conseillers de l'ombre, pièges et embuscades, amitiés viriles et trahisons,

retournements de situation, jacquerie et complots : sur Canal Plus, « Télé-dimanches » a retracé une nouvelle fois avec talent cette chanson de geste des temps cathodiques. On restait accroché à son émission spéciale comme à un polar qu'on ne peut lâcher avant d'en tourner la dernière page. Cela restait passionnant bien que la fin fut connue. Pas de blabla, des images, les officielles, mais aussi la coulisse, des rappels parfois cruels des temps glorieux où JPE savourait sa puissance en assurant que rien ne lui faisait peur, non rien, même en cherchant bien. C'était de la belle ouvrage.

En se regardant regarder ainsi, avec une telle avidité, cette chronique d'une chute annoncée, on se demandait pourtant ce qui nous attirait à ce point dans cette mise à nu d'une machine devenue folle et capable de toutes les embardées. « En général, on aime bien voir tomber les gens », commentait PPDA avec une amertume dont on se disait qu'elle devait lui rappeler quelque chose. Bernard Kouchner, invité de « 7 sur 7 », saluait, lui, le caractère « extraordinaire de ponache et de masochisme » du président sortant et sorti de France Télévision. S'il n'était du signe de la balance, dit-il, il mériterait d'être de celui du scorpion. Elle était là, sans doute, la source de cette trouble fascination : dans l'observation précise, quasi entomologique, de cette étrange caractéristique qui n'est pas l'apanage des insectes, et qui consiste à s'émousser à soi-même le venin mortel que l'on destinait à son ennemi.

TF 1

12.50 A vrai dire. Magazine.
13.00 Journal. Météo.
13.35 Femmes Magazine.
13.40 Les Feux de l'amour. Série.
14.30 Dailies.
C'est dur d'aimer. Feuilleton.
15.25 Haval police d'Etat. La rançon. Série.
16.35 Une famille en or. Série.
17.10 Rick Hunter. Inspecteur choc. Le voleur volé. Série.
18.05 Sydney Police. La fièvre. Série.
19.05 L'Or à l'appel. Jeu.
19.50 et 20.45 Météo.
20.00 Journal. Tiercé.

20.50

JOURS DE TONNERRE
Film américain de Tony Scott avec Tom Cruise (1990, 107 min). 80181
Un jeune pilote de stock-cars est pris en main par un constructeur qui lui fabrique un prototype spécial. Réservé aux fans de Tom Cruise.

22.45

LE DROIT DE SAVOIR
Magazine présenté par Charles Villeneuve. L'empire du hashisch : Le blues des infirmières ; Combats de citoyens (85 min). 174385
0.10 Les Rendez-vous de l'entreprise. Serge Milhaud, PDG de Perrier-Vittel.
1.25 Journal. Météo.
1.35 Les rendez-vous de l'entreprise. 2.05 et 2.40. 4.25. 5.35 7.15. 8.35. 9.55 L'odyssée sous-marine du commandant Cousteau. Du grand saut aux grands bœufs. 5.05 Musique. 5.30 Histoire naturelle.

France 2

11.40 et 18.00. 22.30 Un livre, des livres.
11.50 Tennis. Internationaux de France en direct de Roland-Garros (65 min).
12.55 et 13.40 Météo.
12.59 Journal.
13.45 Derrick. Série.
Le monde de Billie.
14.40 Tennis. En direct de Roland-Garros (205 min). 81987433
18.05 Les Bons Génies. Jeu.
18.45 Qui est qui ? Jeu.
19.05 L'Or à l'appel. Jeu.
19.50 et 20.45 Météo.
20.00 Journal. Tiercé.

20.55

LA RUMBA
Film français de Roger Haclin avec Roger Hanin, Michel Piccoli (1986, 95 min). 2884181
En 1938, à Paris, le patron d'une boîte de nuit entre en lutte contre un fils de un mouvement d'extrême droite.

22.40

ÇA SE DISCUTE
Arrestation : Les grandes rivalités ? Invités : J.-P. Demary, R. Quenlin, L. Clergue, J. Maximin, Y. Quéffelec, C. Montagné, D. Yonnet, Q. Roelinger (90 min). 363018
0.10 Journal. Bourso, Côté court, Météo.
0.35 Le Cercle de minuit. Le cinéma. Invités : A. Desplachis, M. Amalric, E. Bourdieu, V. Arnaud-Tedeschi, D. Bertrand, C. Chomienne. 8827839
1.35 Trésors. Résumés du jour. 2.35 Tarantule (rediff.). 4.05 24 heures d'Info. 4.35 Les Fous du cirque. 4.40 Trois monnaies à l'échelle. 5.30 L'économie du monde. La monnaie du Souffle (810). 5.50 Dernière météo.

France 3

11.50 Télévision régionale. 12.35 Journal. Keno. 13.10 Tennis. 9418004
14.48 Le Magazine du Sénat. 14.58 Questions au gouvernement. En direct de l'Assemblée nationale.
16.10 Le passe à la télé. 16.45 Les Mille et une. 17.30 C'est pas sorcier. 18.20 Questions pour un champion. Jeu.
18.50 Un livre, un jour. Anthologie de la poésie française du XIX^e siècle.
18.55 Le 19-20 de l'information. 19.08. Journal régional.
20.05 Fa si la chanson. Jeu.
20.35 Tout le sport.
20.38 Tennis. Côté court.

20.55

LES ANIMAUX ROIS DE LA PISTE
Cinéma. Commentaires de Clara et Sergio (95 min). 2887801
Du rhinocéros au chat, en passant par le gibbon, les animaux sont, ce soir, les rois de la piste.
22.30 Journal. Météo.

22.05

COULEUR PAYS
Magazine des treize régions régionales (85 min). 2448100
Avec au sommaire de Paris le de France Centre à 22.20, dans "Qu'est-ce qu'elle dit, Zazie ?" un documentaire consacré au rôle du livre, de la lecture et des intellectuels en ex-Yugoslavie pendant le conflit.
0.30 Sape-Club (rediff.). 0.55 Skating (rediff.). 1.30 Les Inconnus. L'histoire de Magpie Storm. Desperts sur une tonnerre de malin des, Elise New met à jour un trafic de drogue... diode réalisé par Stuart Rosenberg. Série. 2.08 Musique. 2.30 (20 min).

La Cinquième

13.00 L'Œil et la Main. 13.25 Attention samedi. 13.30 Déclics magazine. ANPE. 14.00 Un collier de feu. L'or des volans (14). 15.00 Arrêt sur images. 16.00 Plans de vol. La navigation douce (478). 16.30 Le Réseau des médias. 17.00 AL. 17.30 Mag 5. 18.00 La Magie du climat. Prévisions météo (143). 18.30 Le Monde des animaux. Un jardin extraordinaire.

Arte

19.00 Collection Hollywood 1950. Série (4951). Le Jugement de Daphné de S. Koster et U. Franz (50 min). 8095449
19.30 1/2. Europe, vers un FBI européen ? (30 min). 8076
20.00 Archimède. Italien ; en plein dans la pègre ; variations chimiques ; la spécificité de la biologie (30 min). 7487
20.30 1/2 Journal.

20.45

LA VIE EN FACE : ONZE ANS ET SEUL EN CHINE
Documentaire. L'année au cheik de l'ung-fu de Shaolin, de S. Koster et U. Franz (50 min). 8095449
L'histoire d'un jeune Allemand de onze ans qui a séjourné seul, durant un an, au monastère de Shaolin pour apprendre le kung fu auprès des moines chinois.

21.35

SOIRÉE THÉMATIQUE : LE CINÉMA RUSSÉ APRÈS LA PERestroïka
Nouvelle et rétrospective. Soirée proposée par Petra Seller. 21.36 Film ou Face III. Film russe de Georgij Danilov avec Kirill Pirogov (1996, v.o., 80 min). 108480471
Chronique de la vie quotidienne moscovite dans la société déboussolée d'aujourd'hui.
21.50 A la découverte du cinéma russe d'aujourd'hui. Documentaire (v.o., 35 min). 48891
22.55 Natcha Kie (120 min). Documentaire. Mémoire du cinéma russe, de Ikon Ekstermann (v.o., 25 min). 7525704
0.30 La Journée ordinaire d'un demi-dieu. Documentaire de Guy Brousset (rediff.). 1.35 Le Prix des larmes. Film japonais d'Osamu Kurosawa avec Kurosawa, Toshiro Yamanaka (1956, v.o., rediff., 90 min). 3464991

M 6

12.00 Ma sorcière bien-aimée. Série.
12.25 La Petite Maison dans la prairie. (22).
13.25 Baywatch à Miami. Téléfilm de Peter Hunt (91 min). 1563888
Un officier a abattu un enfant par erreur. Harcé par le drame, il demande sa mutation...
15.05 Les Drôles de dames. 16.30 Htt Machine. Variétés.
17.00 Indes. Série.
17.30 Studio Sud. Série.
18.00 Agence Acapulco. 19.00 Le Magicien. Série.
19.34 Six minutes d'information.
20.00 Notre belle famille. Série, avec Dean Cain, Ten Hachter. 1457886
20.35 E - M 6 junior. La vitesse sur l'eau. Un labo botant. Le TGV des mers.

Lois et Clark, les nouvelles aventures de Superman

Série, avec Dean Cain, Ten Hachter. 1457886
Vive la famille ! (60 min). La mère de la mariée (35 min). 8822162

20.50

LOIS ET CLARK, LES NOUVELLES AVENTURES DE SUPERMAN
Série, avec Dean Cain, Ten Hachter. 1457886
Vive la famille ! (60 min). La mère de la mariée (35 min). 8822162

22.45

VOLEUR D'AMOUR
Téléfilm de Catherine Breillat, avec Dany Boon, Juliette Lewis (1994, 114 min). 888704
Pour ne pas annoncer à ses parents qu'elle est enceinte, une collégienne prend la fuite avec son ami. Celui-ci la mène dans un foyer spécialisé qui sert de couverture à un réseau d'adoption pour enfants abandonnés...
0.20 Zone interdite. Magazine de Patrick de Carolis (rediff., 105 min). 8038432
2.05 Best of 100% français. Musique. 3.35 Jazz & Magazine. 4.30 Culture pub. Magazine (30 min).

Canal +

10.45 Le Palanquin des larmes. Film de J. Dorfmann (1987-1988, 102 min). 9088888
En clair jusqu'à 13.45
12.30 La Grande Famille. 13.45 Les Dalton en cavale. Film d'animation de Morris, 888 Hanna et Joe Barbera (1963, 82 min). 8787471
15.05 La Source secrète du Mékong. (52 min). 8213865
16.00 Cinéma Paradiso. Film de G. Tornatore (1989, 118 min). 4878094
17.55 L'Histoire sans fin. En clair jusqu'à 20.35
18.32 La Coccinelle de Cottini. 18.35 Nulle part ailleurs. 20.30 Le Journal du cinéma. Invité : Bernard Werber.

20.35

PHILADELPHIA
Film de Jonathan Demme avec Tom Hanks, Denzel Washington (1993, 121 min). 903278
22.35 Flash d'information. 22.40 Tumeurs nées. Présentation.

22.45

TUEURS NÉS
Film d'Oliver Stone avec Woody Harrelson, Juliette Lewis (1994, 114 min). 888704
Un couple de jeunes tueurs dont les crimes fascinent les Américains est interviewé en direct, ou pénitencier, par un animateur de reality-show.
0.40 Sur la route des clochards célestes. Documentaire de Britta Comand (52 min). 8338888
1.35 Le Journal du hard. 1.40 Pornovista. Film classé X, de Pascal Hamelin-Delaunay (1995, 77 min). 8588094

Radio

France-Culture
20.30 Archipel science. Autour du centre de microbiologie du sol et de l'environnement. Avec Gérard Carrou, directeur du centre.
21.32 Grand Angle. (rediff.). Les tremblements à la campagne.
22.40 Nuits magnétiques. La légende du temps ou les trois derniers mois de Federico Garcia Lorca.
0.05 Du jazz au landaulein. Arlet Denis (L'Art romantique). 0.30 Coda. Nuits tigrées (20, 140 Les Nuits de France-Culture (rediff.). 0.30 De la nuit à la nuit. 3.01. Le Labyrinthe. 4.34. Pierre Bergounioux (Météo). 4.55. Dans les hautes terres de Papouasie. 6.16. Doris Lessing (L'écho lointain des orages).

France-Musique

20.00 Concert. Concert donné le 11 avril, à la salle Cavéau à Paris, par le Quatuor Ludwig & Clavier de Ducas : La Plume au loin du Ruiné ; Variations, Interlude et finale sur un thème de Rameau ; Les Roses du soir, d'Aubrey ; Lever de soleil sur le Nil, de Saint-Saëns ; Ouvre de Roussel ; Schmitz, Duperré ; Burt, Magnard, Gagnepain.
22.00 Solistes. James Galway, flûte. Œuvres de J. Burt, Galway.
22.30 Musique pluriel. Œuvres de Martin.
23.07 Ainsi la nuit. Œuvres de von Dittersdorf, Beethoven.
0.00 La Guitare dans tous ses états. Œuvres de Pujol (Allemagne), Ravel (Venezuela/États-Unis), Cluett (Finlande), Piazolla (France). 1.00 Les Nuits de Radio-Musique.

Radio-Classique

20.00 Les Soirées de Radio-Classique. Concert enregistré le 20 mars, à la Salle Pleyel, par l'Orchestre de Paris, dir. Antonio Pappano. Karina Maslita, soprano ; Symphonie n° 22 Le Philosophe, de Haydn ; Œuvres de R. Strauss : Quatre derniers Liedes ; Airs parit Saratoum.
22.25 Les Soirées... (suite). Le Quatuor Amadeus. Quatrième à cordes n° 1, de Brahms (enregistré en 1948). Cecil Aronowitz, alto ; Quatuor op. 127, de Beethoven (enregistré à Salzbourg en 1956). Quatuor pour piano et cordes n° 2, de Mozart (enregistré en 1950). Clifford Curzon, piano. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

Les soirées sur le câble et le satellite

TV 5

20.00 Envoyé spécial. France 2 du 30/9/96.
21.30 Perfecto.
21.55 Météo.
des cinq continents.
22.00 Journal (France 2).
22.30 Bas les masques. (France 2 du 1/1/99)
23.50 Viva.
0.30 Solir 3 (France 3).

Planète

20.35 Paul-Emile Victor, un rêveur dans le siècle. (18) Les années eskimo. Live d'été.
21.30 A l'Est, du sang

Paris Première

20.00 20 h Paris Première.
21.00 Jean-Edem's Club.
21.55 Premières loges.
22.25 Beau-père

Supervision

20.30 Le Grand Silence. Film de Sergio Corbucci (1968, 90 min). 74825723
22.00 CinéActu.
22.10 (et 22.25) Cyclisme.
22.40 Concert : Victoria Shaw (60 min). 8893888
23.40 Capit'ain Café (60 min).

Ciné Cinéfil

20.30 Le Journal d'Anne Frank. Film de George Stevens (1959, 145 min). 8218888
22.55 Tout est possible à Grenade. Film de José Luis Sáenz de Heredia (1955, v.o., 95 min). 4612810

Ciné Cinéma

20.30 Un été d'oranges. Film de Charlotte Brändstrom (1985, 95 min). 4895723
22.05 Rainman. Film de Barry Levinson (1988, v.o., 125 min). 8845828
0.10 Tess. Film de Roman Polanski (1979, 145 min). 9408211

Série Club

20.45 (et 23.45) Jake Cutter. Les aventures sont continues.
21.30 Le Club.
21.40 (et 1.00) Wolff, police criminelle. Faux coupable.
22.30 Les Contes de la crypte.

Canal Jimmy

21.00 Friends. Cœur qui hallucine.
22.15 Chronique de la route.
22.20 Earth Two. L'envie est parmi nous.
23.05 Angela, quinze ans. Le remède.
23.55 Absolutely Fabulous. La maliceuse (30 min).

Eurosport

12.00 Tennis. En direct. Internationaux de France à Roland-Garros : quart de finale (80 min). 16445655
20.00 Boze. En direct. Points super-moyens : Henry Wharton (G-B) et Billie

Les films sur les chaînes européennes

RTL 9
20.30 Un candidat au poil. Film de Robert Stevenson (1977, 95 min). Avec Dean Jones. Comédie.
22.30 La Charge de la brigade légère. Film de Tony Richardson (1966, 125 min). Avec Trevor Howard. Aventures.
0.30 La Garde du corps. Film de François Leterrier (1989, 90 min). Avec Jane Birkin. Comédie.

TMC

20.35 Salammbô. Film de Sergio Grieco (1959, 95 min). Avec Jeanne Valérie. Aventures.

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► Signifié dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ». ► On peut voir. ► Ne pas manquer. ► Chef-d'œuvre ou classique. ► Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

Lignes de bonheur

par Pierre Georges

ELLES n'ont, pauvresses, pratiquement plus qu'une montre sur les os. Voilà pourquoi la firme Omega a décidé d'annuler une campagne de publicité dans le magazine anglais *Vogue*. L'horloger suisse entend protester ainsi contre les maigres outrages de deux mannequins « squelettiques ». Ce n'est, explique le directeur d'Omega, Giles Rees, pas ainsi que les femmes ordinaires sont. Et cette version alléguée, filiforme, pour ainsi dire anorexique, de l'idéal féminin frise, selon lui, le contre-publicitaire.

Alors la femme, avec ou sans rondeurs, convexe ou concave, avec ou sans sucre ? Vaste et vieux débat qui oscille parfois entre deux caricatures. La folie des rondeurs, façon implants et prothèses, travaux notables et visibles de réhabilitation et d'amplification. Ou la folie des maigres, manière affamée du séral, jeûne et privations. La femme festin de Babette ou la femme jupe de pampelousse, plat unique.

Nous n'entrerons pas dans cette guerre des extrêmes, sauf à risquer des considérations oiseuses sur le juste équilibre et la répartition des masses dans l'idéal féminin selon un point de vue masculin.

Déjà que ladite femme, vue et corrigée par l'actualité, souffre mille maux et mots. A preuve, cette information donnée par le magazine égyptien *Rose al Youssef*. Ce journal s'est penché sur le cas des douze « gardes révolutionnaires vierges », ces douze « nonnes » qui encadraient le colonel Kadhafi lors de sa récente visite en Egypte.

Les photographies publiées à cette occasion ne laissent aucun doute sur la qualité de l'idéal féminin en Libye. Ces gardes du corps prêtes à mourir plutôt qu'à se

rendre répondent à l'évidence aux canons de la beauté révolutionnaire. Elles illustrent parfaitement le slogan avant-gardiste « La victoire ou l'amour » en usage, semble-t-il, dans l'entourage du colonel.

Car tel est leur destin. Les « nonnes », précise l'hebdomadaire, ont fait vœu de célibat. Un vœu ainsi exprimé : « Je me consacre à la révolution et refuse le mariage pour protester contre la masculinité arabe qui a perdu la Palestine et brisé les droits arabes et pour aiguillonner le mâle arabe vaincu ».

On ne sait si cette information est à prendre au sérieux. Voire au tragique. Mais l'hebdomadaire égyptien, soulignant au passage que la notion de « nonne » n'existe pas dans l'Islam, rapporte en prime quelques slogans favorables à ce chœur des vierges : « Malgré nos oncles et nos pères, nous nous donnons à toi, cher colonel ». Ou, plus définitif : « Nous n'épouserons pas des hommes vaincus qui ne donneront que des enfants vaincus ». Bref elles resteront inaccessibles, faisant plutôt envie que pitié jusqu'à la victoire finale !

Reste enfin le cas de la duchesse d'York, la comtesse Sarah Ferguson aux prises avec son divorce et avec la presse. La malheureuse a confié ses maux et le moyen d'y remédier au magazine *Here*. Elle dit avoir rencontré une sorte de gourou, maître des félicités, auteur d'un best-seller intitulé *Le Bonheur absolu*. Selon ce dernier, Michael Rowland, le bonheur reste au coin du pré. Il suffit de le vouloir. Et notamment de recopier 22 fois par jour pendant 11 jours les objectifs de sa vie. Voici donc l'élève Sarah en pleins travaux d'écriture. Tracant allègrement sa et ses lignes de bonheur !

Le gouvernement veut engager une baisse de l'impôt sur le revenu dès 1997

Une diminution prochaine de la TVA est en revanche exclue

ALAIN JUPPÉ a visiblement décidé de brûler les étapes de sa réforme fiscale en annonçant plus vite que prévu de prochaines baisses d'impôts. Ces annonces devaient être précédées, selon Matignon, de plusieurs rendez-vous de consultation. D'abord, M. Juppé devait recevoir lundi 11 juin, le groupe de travail que le gouvernement a installé le 9 avril et qui est présidé par un ancien directeur général des impôts, Dominique de La Martinière, afin de prendre connaissance du rapport qu'il a élaboré. Il devait recevoir en début d'après-midi les présidents des commissions des finances de l'Assemblée nationale et du Sénat, Pierre Méhaignerie et Christian Poncelet.

En fait le premier ministre a déjà reçu, samedi 1^{er} juin, une première ébauche du rapport La Martinière et une longue réunion de travail - dont la tenue est démentie par les services du premier ministre - a eu lieu dès dimanche en présence, notamment, du ministre de l'économie et des finances, Jean Arthuis, et du ministre délégué au budget, Alain Lamassoure, réunion au cours de laquelle de premiers arbitrages importants ont été pris. Pressé par une partie importante de sa majorité, harcelé par les balladuriers - qui ont fait de la baisse des impôts leur principal cheval de bataille -, M. Juppé souhaite donner rapidement des gages à l'opinion de sa détermination à engager rapidement sa réforme fiscale.

Dans la conjoncture budgétaire actuelle, extrêmement difficile, le gouvernement juge inconcevable d'annoncer une baisse spectaculaire des impôts dès 1997. Il en-

tend donc contourner la difficulté en présentant aux Français un plan quinquennal de baisse simultanée de la pression fiscale et des dépenses publiques. Pour autant, il est évidemment impossible de ne rien faire dès 1997. Une première mesure, fut-elle de portée d'abord symbolique, devra être annoncée. Le gouvernement devrait donc écarter pour le court terme toute diminution d'impôt dont le poids est important dans

ment va à une baisse de l'impôt sur le revenu, puisqu'il s'agit d'un impôt qui a un impact très fort sur l'opinion et relativement faible sur les recettes budgétaires. Le montant de la baisse (de 10 milliards à 20 milliards de francs ?) n'est pas encore décidé, l'arbitrage ne devant être rendu qu'au cours de l'été. En revanche, il est possible que le gouvernement s'inspire d'une proposition de réforme du barème de l'impôt

gouvernement avait même, pendant un temps, laissé entendre que cette diminution progressive des cotisations sociales, au profit d'une CSG élargie, pourrait être engagée dès le 1^{er} juillet.

COMPLÉMENT

Au fil des semaines, le premier ministre a pris la mesure de la complexité de l'opération. Impliquant de gigantesques transferts de charges entre contribuables et assurés sociaux, cette réforme pourrait être très défavorable aux retraités et aux fonctionnaires. De nombreux experts ont donc mis en garde M. Juppé contre les risques de cette opération. Le rapport La Martinière, lui-même, ne devrait guère se montrer favorable à ce grand « Meccano » fiscal. La question fait donc débat au sein du gouvernement. Il semble que M. Juppé, pourtant conscient de la difficulté de l'exercice, soit très tenté de ne pas tenir compte de ces recommandations de prudence. Le basculement cotisations sociales-CSG devrait donc être le deuxième volet de la réforme fiscale de 1997.

Le troisième et dernier volet de la réforme gouvernementale devrait porter, sans surprise, sur la taxe professionnelle. Le rapport La Martinière consacre de longs développements à ce prélèvement « imbécile » - selon la formule fameuse de François Mitterrand - qui repose sur les salaires et sur l'investissement. Le gouvernement devrait donc engager, comme prévu, une réforme de son assiette.

Laurent Mauduit

Un programme quinquennal

Selon un communiqué publié dimanche 2 juin par les services de l'Hôtel Matignon, le premier ministre devait « exposer aux Français », lundi 3 juin, « les grandes orientations sur lesquelles le gouvernement et le Parlement travailleront pour présenter en septembre, avec la loi de finances, un programme quinquennal de baisse des impôts et de maîtrise des dépenses, les deux devant aller de pair dès 1997 ». Le communiqué précise également que ces orientations fiscales s'inscrivent dans la perspective que le premier ministre avait fixée « d'alléger, de simplifier et de rendre plus justes les prélèvements obligatoires ». Les annonces de M. Juppé devaient prendre la forme d'une conférence de presse lundi après-midi.

les recettes de l'Etat. Autrement dit, certains grands patrons - tel Jacques Calvet, le PDG de PSA qui escompte une baisse du taux dit « normal » la TVA dès le 1^{er} octobre - et, aussi, Edouard Balladur - qui milite pour une baisse rapide de ce même taux dans le cas de l'automobile - ne devraient pas être entendus : faute de marge de manœuvre, le gouvernement y a renoncé.

De source gouvernementale, on indique que la meilleure des solutions est de baisser un impôt « qui fait mal ». Si, à plus longue échéance, une baisse de la TVA n'est pas exclue, pour le court terme, la préférence du gouverne-

ment va à une baisse de l'impôt sur le revenu, puisqu'il s'agit d'un impôt qui a un impact très fort sur l'opinion et relativement faible sur les recettes budgétaires.

De longue date, le premier ministre avait annoncé qu'il souhaitait que le gouvernement ne se borne pas à une simple baisse de l'impôt sur le revenu, mais que la réforme englobe plus généralement l'ensemble des prélèvements directs - fiscaux et sociaux - qui pèsent sur les ménages. Le « toilettage » mineur de l'impôt sur le revenu devait être complété par une opération de vaste ampleur, visant à faire reposer le financement de la Sécurité sociale sur une assiette moins étroite que les seuls revenus du travail. Le

Baisse à la Bourse de Paris

LA BOURSE DE PARIS a débuté la semaine sous le signe de la baisse lundi 3 juin. En repli de 0,22 % au début des échanges, les valeurs françaises perdaient 0,35 %, à 2102,63 points, à la mi-journée.

Des inquiétudes à propos d'un relèvement des taux d'intérêt aux Etats-Unis ont lourdement pesé sur la Bourse de Tokyo peu avant la clôture. L'indice Nikkei a terminé en baisse de 367,67 points, soit 1,67 %, à 21 588,52 points.

Sur le marché des changes, le yen reprenait du terrain face au dollar. Le billet vert s'échangeait, lundi en clôture, à Tokyo, à 107,85 yens, contre 108,27 yens à la veille du week-end. Les échanges sont restés peu échauffés dans l'attente de la publication, vendredi, du rapport Tankan de la Banque du Japon sur la conjoncture dans l'ar-

chipel. En Europe, la tendance était également au repli pour la devise américaine. Le dollar s'échangeait à 5,1491 francs, 1,5197 deutschemark et 107,65 yens, contre respectivement 5,1620 francs, 1,5240 DM et 108,05 yens dans les échanges interbancaires de vendredi soir.

Sur les marchés de taux, le contrat notional du Matif perdait 16 centimes, à 123,16.

VALEURS LES PLUS ACTIVES

SEANCE, 12h30	03/06	Changements	Capitalisation en KF
ACF-AsieGen.France	202400	27949258,40	
Total	129458	4761682,70	
Unilever Most Yukon	18022	47547280	
Elf Aquitaine	117213	4366790,40	
Barotunnel	5194007	40929419,80	
Axa	121969	39912130,10	
Carrefour	12049	34919167	
Snax (Cie des)	52083	28660642	
L'Oréal	16078	28276391	
Renault	195480	2741108,30	

MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

DEVISES	cours BCF 31/05	% 30/05	Achat	Vente
Allemagne (100 dm)	338,5700		337	339,1
Ecu	6,3960	+0,11		
Euro-Unité (1 usd)	5,1947	+0,40		
Belgique (100 F)	16,4780		15,9500	17
Pay-Bas (100 f)	302,5500			
Italie (1000 li.)	3,3540	+0,40	3,1300	3,4908
Danemark (100 kr)	87,6700	+0,02	89	99
Irlande (1 psp)	6,2040	+0,34	7,8000	6,5500
Cote-Bretagne (1 L)	8	+0,52	7,5200	8,3700
Grèce (100 drach.)	21,425	+0,21	1,9000	2,4000
Suède (100 kr)	76,8700	+0,68	72	82
Suisse (100 f)	412,5800	+0,12	397	421,1
Norvège (100 k)	79,2200	+0,08	75	84
Autriche (100 sch)	48,1170		46,7000	49,8000
Espagne (100 pes.)	4,0280	+0,34	3,7800	4,3800
Portugal (100 esc.)	3,2900	+0,15	2,9500	3,6300
Canada 1 dollar ca	3,7868	+0,48	3,5200	4,1200
Japon (100 yens)	4,7935	-1,07	4,6000	4,9900

PARITES DU DOLLAR (03/06)

FRANCOFONIE	US\$100	1,5280
TURQUIE	US\$100	167,9400

LES TAUX DE RÉFÉRENCE

TAUX 31/05	Taux	Taux
France	5,75	6,48
Allemagne	3,75	4,48
Grande-Bretagne	5,25	6,04
Italie	9,05	9,60
Japon	0,44	3,26
Euro-Unité	5,25	6,80

MATIF

échéances 31/05	valeur	différence
juin 96	97345	124,46
sept. 96	23369	121,39
dec. 96	2166	120,70
marc. 97		

NOTIONNEL 97

juin 96	97345	124,46
sept. 96	23369	121,39
dec. 96	2166	120,70
marc. 97		

BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LE MONDE

Cours relevés le lundi 3 juin, à 12 h 30 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES

Tokyo Nikkei	+8,25
Hong Kong Index	+0,86
Tokyo Nikkei sur 3 mois	+12,65

OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES

Indice	31/05	30/05	31/05
Paris CAC 40	2110,06	+0,08	+12,72
Londres FT 100	3765,20	+0,49	+2,65
Zurich			+12,28
Milan MIB 30			+21,80
Frankfurt Dax 30	2541,64	+0,57	+12,76
Bruxelles	1752,27	+0,65	+12,39
Suisse SMI			+5,80
Madrid Iboex 35			+13
Amsterdam CBS			+18,44

Tirage du Monde daté dimanche 2-juni 3 juin 1996 : 542 732 exemplaires

DÉPÊCHES

■ CORSE : deux voiliers ont été coulés par une charge explosive dans le port de Sari-Solenzara, en Corse, dans la nuit du dimanche 2 au lundi 3 juin. L'attentat, non revendiqué, visait un voilier inoccupé de 13 mètres appartenant à une société. La déflagration a sérieusement endommagé un autre bateau de même type, amarré à côté, occupé par des touristes britanniques qui ont sauté à l'eau au moment où le bateau coulait et n'ont pas été blessés. A Porto-Vecchio (sud-est de l'île), deux déflagrations ont provoqué d'importants dégâts contre les locaux d'une agence immobilière et d'une société de bâtiment appartenant aux mêmes propriétaires.

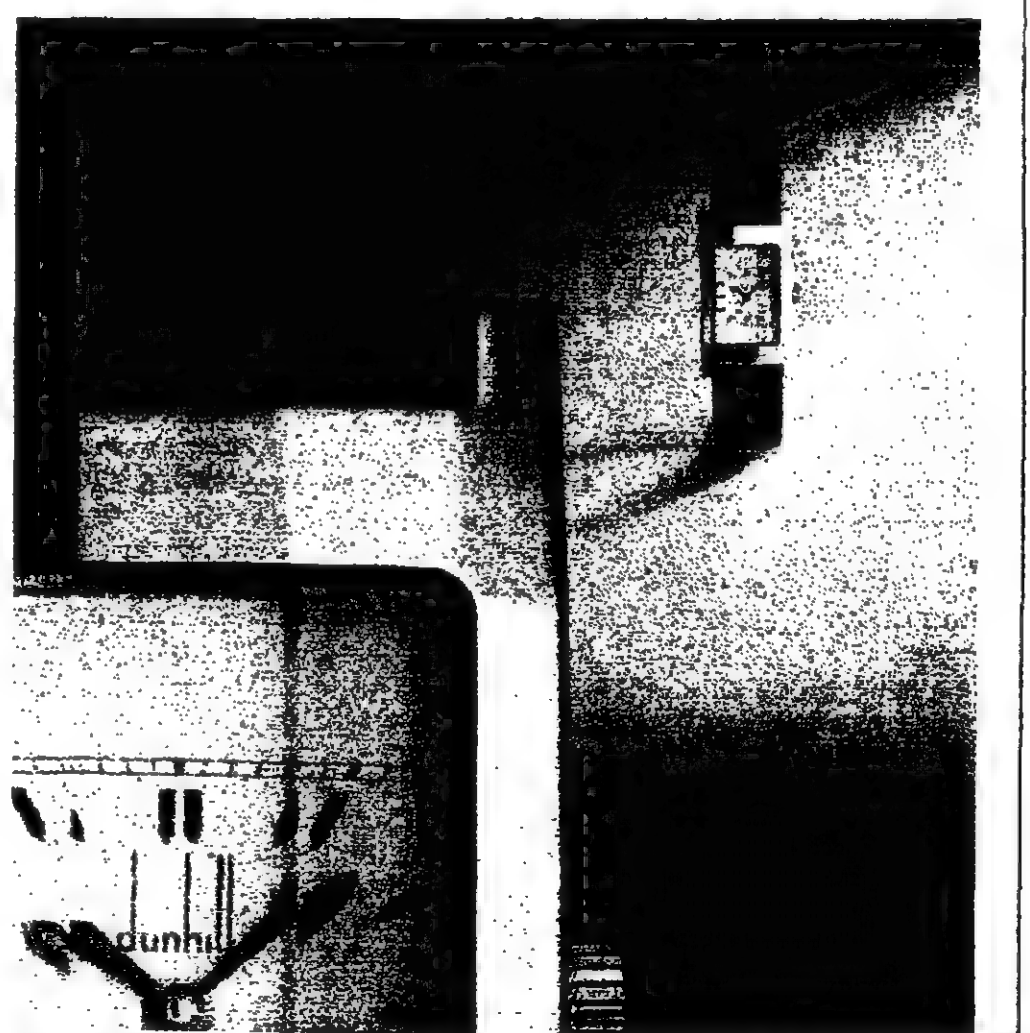
■ RUSSIE : selon le quotidien espagnol *El País* (édition du lundi 3 juin), des soldats russes déployés en Tchétchénie ont, dans une émission de télévision diffusée par la chaîne officielle d'Etat samedi 1^{er} juin, exhibé des oreilles coupées à des combattants tchétchènes en guise de « trophées de guerre ». En outre, six soldats russes ont été tués et quatre autres blessés, dimanche 2 juin, lorsque deux blindés ont sauté sur des mines dans Grozny, la capitale de la république indépendante, a déclaré lundi le commandement des forces russes en Tchétchénie, cité par l'agence Interfax.

Villes géantes

Un cahier de huit pages dans Le Monde du mercredi 5, daté 6 juin

Le Monde

ALFRED DUNHILL



MONTRE DU CENTENAIRE.

Montre mécanique, boîte acier galvanisée, fond vissé, verre saphir inviolable à facettes, étanche à 30 m.

Brix indicatif : 6.260 F.

15, rue de la Paix, Paris et distributeurs agréés.

Tél. : (1) 44 13 93 93

Très recherché depuis 1893



Cadre à propriété industrielle

responsable d'un état de recherche en chronologie

en savoir plus

trouver

pour

la santé

Le Monde

صكنا من الامل

gager une baisse
enu dès 1997

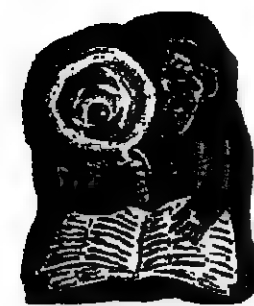
MUTATIONS
Prendre en compte
le point de vue
du salarié
page III



PORTRAIT
Christian Tytgat,
fondateur d'Autonomie
et Solidarité page III

Le Monde des INITIATIVES

MARDI 4 JUIN 1996
METIERS



ANNONCES CLASSÉES
de la page VI à la page XII

**DEMAIN
DANS
INITIATIVES
EMPLOI**
Des solutions
pour amortir
la précarité



Des garanties contre les risques d'impayés

En période instable,
où les défaillances
sont nombreuses,
les sociétés
d'affacturage
ont le vent en poupe

poste de contrôle de gestion. Comme l'affacturage ne s'apprend ni dans les écoles ni à la fac, les facteurs ont dû mettre en place un parcours de formation plus ou moins balisé permettant à la jeune recrue de se faire en quelques semaines, voire en quelques mois, une idée assez précise de l'univers dans lequel elle va travailler. Les sociétés d'affacturage recrutent également à des niveaux bac, bac +2, pour des postes de gestionnaires de portefeuilles et d'agents de recouvrement. Ces employés travaillent sous la responsabilité des cadres de gestion.

embauche sur ces postes des titulaires de bac +4 ou 5 ayant acquis une expérience de l'analyse du risque dans des établissements financiers, de crédit, organismes de caution, banques... Quant aux commerciaux, ils ont comme priorité pour mission d'apporter de nouveaux contrats, de développer le chiffre d'affaires. Les sociétés d'affacturage recrutent des jeunes à bac +5, écoles de commerce essentiellement, ayant acquis une première expérience de la vente dans le domaine de la banque ou ailleurs. Certaines sociétés ont embauché des

Une activité florissante

L'affacturage est une activité relativement récente en France. La première société, la SFF, a été créée en 1964. Aujourd'hui on compte une petite trentaine de facteurs dans l'Hexagone, dont la plupart sont des filiales de banques, comme Factorem, filiale des Banques populaires ; BNP Factor ; Siliac, filiale du Crédit lyonnais.

Ces sociétés ont pris en charge près de 9 500 000 créances en 1995 pour un montant global de 164 milliards de francs contre 60 milliards de francs en 1989 et 100 milliards en 1993. La progression de l'activité en 1995 a été de 27,2 % par rapport à l'année précédente, ce qui représente le rythme de hausse le plus élevé enregistré depuis sept ans, selon les chiffres de l'Association française des sociétés financières (ASF). Cette forte croissance s'explique par le nombre de plus en plus important des entreprises qui utilisent cette technique plus que par une augmentation du volume d'affaires des entreprises qui y ont déjà recouru.

Second profil de poste : les analystes de crédit. Ils étudient le risque sur les acheteurs afin de déterminer s'il est possible et jusqu'à quel niveau de délivrer une ligne d'assurance crédit à un client. Le groupe FactoFrance, qui a sa propre base de données sur les entreprises, demande à ses analystes de mettre à jour et d'enrichir en permanence cette base de données. Il

commerciaux qui avaient fait leurs premières armes dans la vente de stores ou de photocopieurs. « On leur demande d'avoir à la fois un tempérament de vendeur et une bonne culture financière », indique Philippe Cassagne.

Catherine Leroy
Lire la suite page II

L'AFFACTURAGE, spécialité relativement peu connue du grand public, est assurément un métier d'expert. En tout cas un métier de chiffres. On l'imagine volontiers exercé froidement, rationnellement, voire inexorablement par des êtres qui auraient un échec ou un ordinateur dans la tête. Pourtant, affirme Alain François, directeur du marketing dans le groupe FactoFrance, première société française d'affacturage avec 31 % des parts de marché et 680 salariés, « c'est un métier extrêmement vivant, passionnant et diversifié. Nos collaborateurs sont en contact direct avec les entreprises, ils ne s'ennuient pas. »

L'affacturage est un véritable thermomètre de la vie économique : « On est aux avant-postes. On sent avant tout le monde les frémissements de l'écono-

mie puisqu'on a entre les mains les factures des entreprises et qu'on observe l'évolution de leur chiffre d'affaires. »

En effet, les sociétés de factoring ont pour vocation de garantir les entreprises contre les impayés, d'assurer la gestion des comptes clients, incluant le recouvrement des créances, et le cas échéant d'assurer le financement de celles-ci. « Ce métier relève à la fois des techniques bancaires et des qualités propres aux sociétés de services. Car, au-delà du financement, on est obligé d'analyser la vie, l'organisation des entreprises clientes, pour leur rendre le service le mieux adapté à leurs besoins », explique Philippe Cassagne, directeur commercial et marketing de la SFF, le numéro deux français en parts de marché (430 salariés environ).

Schématiquement, les sociétés d'affacturage offrent trois types de postes : les cadres de gestion, encore

appelés chargés de clientèle, les analystes et les commerciaux. Les gestionnaires sont en relation permanente avec les clients. Ils répondent à toute demande d'encours de leur part et les tiennent quotidiennement informés du déroulement de leurs contrats.

MAUVAIS PAYÉS

« Cette relation est importante, car une entreprise qui a passé un marché de 300 000 francs avec une autre société, même si elle a cédé ses factures à une société d'affacturage, a besoin de savoir si son client est un bon payeur ; si elle peut continuer à développer son chiffre d'affaires avec lui ou si, au contraire, il est prudent de ralentir », souligne Philippe Cassagne. Libre à elle en effet de tenir compte ou non des informations. Les gestionnaires de contrats sont, bien sûr, en contact avec les sociétés débitrices, c'est-à-

dire les clients des clients. Ils s'occupent de la relance des factures, s'assurent de leur bon encaissement.

Pour mieux répondre aux besoins spécifiques des différents métiers, la SFF a spécialisé ses gestionnaires de contrats, à savoir : spécialistes du travail des métaux, du textile, de la chimie, des entreprises agroalimentaires... Au-delà des compétences techniques et d'un sens de l'organisation, ces chargés de clientèle doivent faire preuve de qualités relationnelles pour pouvoir exercer efficacement leur métier.

Sur ces postes, les sociétés d'affacturage recrutent des jeunes de niveau bac +4 ou 5 (écoles de gestion, de commerce, Paris-Dauphine, faculté de sciences économiques...) disposant d'une expérience professionnelle de deux ou trois ans dans une banque, une compagnie d'assurances, un cabinet d'expert-comptable, voire à un

Cadre
en propriété
industrielle

Responsable
d'unité de
recherche en
immunologie

Pour
en savoir
plus,
retrouvez-
nous
en

rubrique sciences et santé

RM
RHÔNE MÉRÉUX

INGENIEURS GSM

Rubrique
Réseaux
Télécom

INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA

IUA
SAN FRANCISCO

The Link Between Continents Since 1980
114 Sansome Street ■ San Francisco, CA 94104 U.S.A.

Université à San Francisco

MBA Master of Business Administration
for International Management

■ Programme américain intensif de 12 mois à San Francisco, campus urbain, recrutement multinational.
■ Pour diplômés de l'enseignement supérieur, avec expérience professionnelle ou stages validés.

Autres programmes de l'université : BACHELOR,
DOCTORATE of Business Administration

European Information Center :
148, rue de Grenelle 75007 Paris
Tél. : (1) 45-51-52-52 - Fax : (1) 45-51-09-08
- 114 Sansome St. Francisco CA 94104
Tél. : (415) 397-2000 - Fax : (415) 397-2052
E-Mail : IUA @ IUA. EDU

IUA
SAN FRANCISCO

Les Ateliers de pédagogie personnalisée se sont largement ouverts aux adultes

Nés du terrain au début des années 80, ils fournissent le petit « plus » qui permet à chacun de se qualifier à la carte

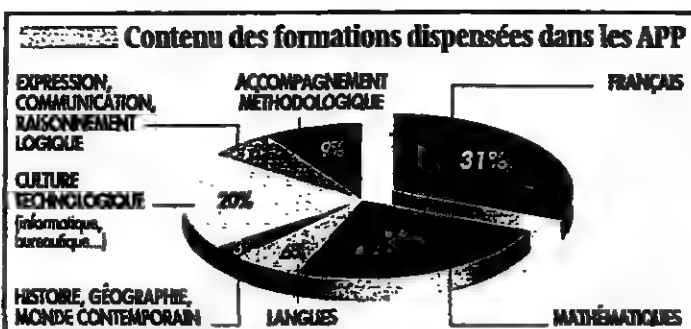
LS ne sont pas loin de cinquante, dispersés à travers le pays. Et ils ont accueilli en 1995 près de cent cinquante mille personnes en formation. Cependant, leur existence reste des plus discrètes, peut-être parce qu'ils ne sont pas nés d'une décision officielle – plus ou moins abondamment médiatisée –, mais qu'ils ont en quelque sorte germé à partir du terrain. On les appelle aujourd'hui Ateliers de pédagogie personnalisée (APP). A leur naissance, en 1983, ils ont commencé par s'intituler « lieux-ressources ». C'était alors l'époque de l'arrivée de la gauche au pouvoir.

En 1983, rappelle Michel Tétart, responsable de l'Atelier Plus, l'organe de liaison des APP, l'Etat avait décidé de mettre en place un vaste dispositif d'insertion des jeunes. L'idée était de donner à ceux qui avaient connu l'échec scolaire une deuxième chance, de tra-

verser des stages : d'orientation, d'insertion, de qualification. Parallèlement, les partenaires sociaux ont imaginé et lancé les contrats de travail en alternance.

Mais les formations étaient proposées en groupe, ce qui empêchait que les différences d'histoire, de personnalité, de niveau, de ces jeunes soient prises en compte. D'autre part, les organismes de formation, sachant qu'ils seraient jugés sur les diplômes et les emplois obtenus par leurs stagiaires, se sont vite mis à faire de la sélection. Ceux qui avaient le dispositif en charge sur le terrain, notamment les responsables de Missions locales, se sont donc de nouveau retrouvés avec des jeunes pris dans une impasse.

Mais quel remède imaginer ? L'idée va naître en Rhône-Alpes. Du fait de l'explosion des Minijob, pendant l'été 1981, l'agglomération lyonnaise bénéficie à cette époque de plus d'argent, de



En 1994, une forte majorité du public, près de 59%, est demandeur d'emploi. Cette proportion est en augmentation par rapport à 1993 (55%).

Québec et en Hollande. L'idée est retravaillée par divers organismes de formation qui interviennent dans la région. Ainsi vont naître les « lieux-ressources ». Une formule qui permet de se mettre à apprendre à tout moment, d'acquiescer les seules connaissances dont on a besoin, et cela, au rythme que l'on choisit. L'objectif est de combler des lacunes en matière de savoir de base. C'est le sas qui permet d'accéder à un parcours qualifiant, de passer un concours, d'obtenir un emploi. C'est gratuit, mais on n'y est pas rétribué, ce qui garantit la motivation.

Les lieux-ressources ne sont acceptés et financés par la délégation à la formation professionnelle (DFP) que comme une expérience. Mais celle-ci fait rapidement tâche d'huile. Pour les PAIO et les Missions locales, c'est la possibilité enfin trouvée de combler la ou les lacunes qui paralysent un certain nombre de jeunes. D'abord réticente, la DFP va finir par les officialiser courant 1985, tout en changeant leur nom, qui avait l'inconvénient d'être utilisé ailleurs à d'autres fins. Un cahier des charges en précise les spécificités. Le point de départ est toujours un engagement contractuel individuel qui fixe un programme et un rythme d'apprentissage adaptés aux besoins de la personne concernée. Ce « sur mesure » des parcours, qui s'accompagne d'une individualisation du suivi de l'évaluation et des financements (différents selon la situation des intéressés) font des APP selon le mot de Bernard Paelemeers, responsable de l'APP de Laon (Aisne), « une structure légère, mais administrativement lourde à porter ».

Le mode principal de fonctionnement est l'« autoformation assistée ». La personne a, à sa disposition, un ensemble diversifié de ressources pédagogiques : manuels, fiches, dossiers, logiciels, vidéos..., qu'elle utilise librement. Un formateur est là pour lui apprendre à s'en servir et répondre à ses questions. A l'occasion, il rassemblera en petits groupes de travail ceux qui ont besoin de la même explication. Ou il organisera un « atelier thématique », en général en matière d'expression écrite ou orale. Français, mathématiques et culture technolo-

DIVERSIFICATION DU PUBLIC

Le public s'est diversifié, et cela, très officiellement : « Au début, explique ainsi Nadine Dumans, qui dirige l'APP de Clichy (Hauts-de-Seine), nous avions 95 % de jeunes demandeurs d'emploi de moins de vingt-six ans. Maintenant, ils ne sont plus que 50 %. Les adultes ont très tôt frappé à notre porte : salariés, chômeurs, personnes en contrat emploi solidarité (CES), mères de famille, responsables d'associations... Les niveaux sont de plus en plus différents. » De fait, les APP ont accueilli en 1995 près de 30 % de personnes de niveau bac à bac plus quatre. « Avec l'extension du chômage, explique Michel Tétart, un jeune diplômé peut vite être en grande difficulté. » Lui aussi peut avoir besoin de réactiver des connaissances, de combler une lacune, d'être accompagné dans un enseignement par correspondance ou pour la préparation d'un concours.

L'important est que le passage en APP soit toujours relié à un projet : « Nous ne laissons pas les gens s'installer chez nous, dit Nadine Dumans. Dès le début, ils sont dans une dynamique de sortie. » La durée moyenne d'une formation ne dépasse d'ailleurs guère une centaine d'heures, au sein d'une structure en général petite et conviviale, en tout cas attentive aux individus.

Marie-Claude Betheder

Comment moderniser la fonction publique

En dépit des restrictions budgétaires, les ministères devront développer la formation

ACCORD de Maastricht oblige, la réduction des dépenses publiques figure à l'ordre du jour dans l'ensemble des pays européens. Partout, la fonction publique se trouve en première ligne. L'informatisation avait déjà, ces dernières années, malmené les habitudes et bousculé les organisations existantes. Le développement des réseaux et des nouvelles technologies de la communication ainsi que les réductions annoncées du nombre des fonctionnaires devraient encore bouleverser les règles du jeu.

C'est fort de ce constat que les responsables du Centre de recherches et d'intervention de l'éducation permanente (Crip) à l'université Paris-X ont décidé de mettre sur pied un colloque intitulé « Fonction publique et formation continue en Europe ». (Université Paris-X-Nanterre. Centre de recherches et d'intervention de l'éducation permanente. Vendredi 14 juin, de 9 h 30 à 17 h. Tél. : (01-140-97-78-66). L'occasion de s'attarder sur les enjeux de la formation face à ces différentes mutations. Car, si dans le secteur privé ces restructurations se sont souvent réglées par des licenciements, les garanties d'emploi liées à la fonction publique et accordées dans pratiquement tous les pays (même si, partout, la proportion d'agents contractuels ne cesse de croître) posent le problème de l'adaptation des fonctions et, donc, de la formation : « Si la stabilité du personnel, il doit y avoir encore plus de formation pour permettre à ce personnel de faire face aux tâches nouvelles », souligne Gérard Ignasse, directeur du Crip.

En France, comme le remarque Hugues Lenoir, chargé de mission au Crip, si la loi de 1971 accordait aux fonctionnaires le droit de se former, il a fallu ensuite attendre la loi du 13 juillet 1983 pour voir ce droit se concrétiser et la circulaire de 1989 pour que la formation devienne un outil privilégié. Longtemps en retard sur le privé, la fonction publique semble désormais soucieuse de montrer l'exemple. Ainsi l'accord-cadre du 22 février 1996 indique que

Reste que, globalement, la formation tant continue qu'initiale suscite des questions et des réflexions similaires : comment recruter les fonctionnaires, sur quelles compétences, comment développer leur mobilité, augmenter leur productivité ? La dizaine d'intervenants sollicités devraient proposer un tour d'horizon des problèmes rencontrés et des réponses apportées dans les pays de l'Union européenne, mais aussi en Europe de l'Est et dans les institutions communautaires.

Nathalie Mlekuz

Un service d'appui et de liaison

Les Ateliers de pédagogie personnalisée (APP) ont formé dès l'origine un réseau, dans la mesure où ils ont été inventés par des hommes de terrain confrontant leurs problèmes et leurs réflexions. Celui-ci s'est élargi par le bouche-à-oreille, porté par d'autres réseaux : les Greta, structures de formation continue de l'éducation nationale, les Missions locales, PAIO (permanence d'accueil, d'information et d'orientation), et certains organismes de formation.

Quand la Délégation à la formation professionnelle a validé la formule, elle a avalisé aussi l'idée du réseau, et financé la petite structure qui le fait vivre : trois personnes qui constituent un « service d'appui et de liaison ». L'Atelier Plus, le nom qui lui a été donné, évoque la notion du petit supplément de savoir qui peut apporter beaucoup.

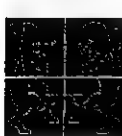
vers une remise à niveau et une période de qualification débouchant sur un diplôme. Concrètement, cela s'est traduit par la création, à leur intention, d'un réseau d'accueil – missions locales et PAIO (permanences d'accueil d'information et d'orientation) – et la mise en place d'une gamme

compétences, de marges d'initiative, que le reste du pays. Il y a d'autre part à la tête de la délégation régionale à la formation professionnelle un homme exceptionnellement ouvert aux innovations : André Boutin. Il a eu connaissance d'expériences de formation « en libre service » au

Lycée LAKANAL (46 60 67 97)
Stage d'été H.E.C. a.d. 2ème année
22 Juillet au 24 Août 96
Direction pédagogique : B. CLERTÉ

Etudiants Bac +1 à Bac +5 !

Retrouvez en direct sur Minitel
3615 LEMONDE
des milliers d'offres de stages en entreprise



SCIENCES PO PROPOSE À LA RENTRÉE 1996
UN PROGRAMME D'ÉTUDES AVANCÉES EN 18 MOIS (*)
GESTION DES TRANSFORMATIONS SOCIALES

Une formation professionnelle, originale par :

- **SON AMBITION** : former des acteurs sociaux innovants et capables de mettre en perspective les transformations sociales engagées par les entreprises, les organismes sociaux et les pouvoirs publics
- **SES CONTENUS** : pluridisciplinaires, ils intègrent la dimension européenne et internationale
- **SON OUVERTURE SUR LA VIE ACTIVE** : les stages occupent la moitié du programme
- **SES ENSEIGNANTS** : praticiens des entreprises, des organismes sociaux, des administrations ; universitaires et chercheurs
- **SON PUBLIC** : professionnels engagés dans la vie active et étudiants en fin de cursus
- **SES DEBOUCHÉS** : directions d'organismes sociaux et de santé, gestion des ressources humaines, métiers du conseil, de la formation...

(*) cycle court de 6 mois (sans stages) pour les professionnels en entreprise

Renseignements et inscriptions (avant le 21 juin 1996 pour la première session) :
Institut d'Études Politiques de Paris - M. Dominique Piotet
Tél. 45 49 50 50 - Fax 42 22 31 26

Des garanties contre les risques d'impayés

Suite de la page I
Le moton à cinq pattes ? « Il n'est pas toujours facile de recruter ce type de profil, mais on en trouve, assure-t-il. En tout cas, je considère que l'affacturage est une très bonne école parce que ce n'est pas un produit facile à vendre auprès des entreprises. »

En effet, l'affacturage est un service relativement neuf puisqu'il n'existe en France que depuis une trentaine d'années. « Cette technique a encore de beaux jours devant elle, estime-t-il, mais il y a encore un gros travail à faire pour la présenter, la valoriser auprès des entreprises. »

Dans un contexte économique difficile où les défaillances d'entreprises se multiplient, les facteurs out

cependant des arguments à faire valoir. Il suffit de quelques mauvais payeurs pour mettre un fournisseur au bord du dépôt de bilan. Pouvoir bénéficier d'une garantie contre les risques d'impayés moyennant commission a quand même quelque chose de rassurant dans ces périodes troublées. Evidemment, les sociétés d'affacturage, n'étant pas a priori suicidaires, évalueront les risques courus par leurs clients potentiels avant de les assurer de leur soutien financier.

Une fois entré dans une société d'affacturage, les évolutions de carrière existent mais elles ne sont pas franchement définies, si l'on en croit Alain François. « Rien n'est fermé, assure-t-il, il n'y a pas de barrière. Tout dépend de la personnalité de l'individu et des opportunités au sein de l'entreprise. » Cela dit, il est possible pour un agent de recourir à une fonction de gestionnaire de portefeuilles ou de prendre du galon pour encadrer une petite équipe avec le statut d'agent de maîtrise. A la SFF, il existe égale-

ment pour eux des passerelles vers le service comptabilité. A terme, ils pourront passer au service audit ou au service commercial avec la possibilité d'accéder au statut cadre. Une évolution de carrière qui suppose de la part des candidats à la mobilité un gros effort de formation. Pour se diriger vers l'audit, certains n'hésitent pas à suivre les cours du CNAM. Pour les cadres, la mobilité semble être essentiellement verticale. Les auditeurs peuvent devenir chargés de clientèle, puis chefs de service. Tandis que les commerciaux ont la possibilité de prendre en charge une agence en province ou de devenir animateurs de réseau et manager des commerciaux.

Si, à la SFF, Philippe Cassagne assure que « la mobilité fait partie de la culture de l'entreprise », le groupe FactoFrance est plus réservé. « Il y a des évolutions possibles mais la spécificité des différents métiers est telle qu'il est difficile de faire de la mobilité latérale », affirme Alain François.

Catherine Leroy

Christian Tytgat, un...

en compte le point

les sont complètes

Fondateur de la société coopérative Autonomie et Solidarité

Christian Tytgat, un idéaliste pragmatique

CHRISTIAN TYTGAT, assis sur « sa petite chaise, derrière sa petite table » sur laquelle est posé un écriteau où l'on peut lire la phrase de Gandhi : « Le travail donne à l'homme sa dignité ». C'est cette image qui, pour Marc Saint-Olive, directeur de la fondation Nord-Entreprendre de Roubaix, symbolise le mieux son ami. « Christian est un militant qui paye de sa personne, il est capable de rester un week-end entier, à un congrès à Maubeuge par exemple, pour vendre les actions d'Autonomie et Solidarité », une société coopérative spécialisée dans les placements à risque et dont il préside le conseil de surveillance. En 1990, c'est en effet de cette manière, par le biais d'un appel public à l'épargne, qu'il fondera, à Lille, Autonomie et Solidarité qui a pour objet la prise de participation dans le capital d'entreprises du Nord-Pas-de-Calais s'engageant à réserver 50 % des postes créés à des chômeurs de longue durée et à respecter une certaine éthique.

Pour réunir le capital de départ de 1,5 million de francs, Christian Tytgat a, durant six mois - délai maximum imposé par la Commission des opérations de Bourse - animé plus d'une centaine de réunions publiques. Une course contre la montre « éprouvante, stressante » souligne-t-il. « C'est quelque chose que l'on fait une fois dans sa vie, pas deux. Il faut vraiment y croire. » Croire à cette cause qu'il défend depuis toujours : démontrer que « autre chose est possible », « Autre chose », comme mai 68, période qu'il a « marqué » et à laquelle il dit être resté fidèle. Il a alors tout juste vingt ans. Et dans la foulée, il milite au PSU jusqu'en 1972.

« Autre chose », c'est aussi une autre société que celle qui sécrète l'exclusion, qui fait de l'argent « un but en soi » alors que c'est « un moyen ». Un moyen de créer de vrais emplois pour les chômeurs, son obsession. Au départ, peu de monde croyait au projet



Autonomie et Solidarité de cet « idéaliste pragmatique » comme le qualifie Jean-Marie Didier, directeur de la coopérative. Les bâtons dans les roues n'ont pas manqué. 1990, c'était l'époque de « l'Etat PS », comme dit Christian Tytgat. « L'Elysée, Matignon, la mairie de Lille, la Communauté urbaine, la région, les départements du Nord et du Pas-de-Calais, tout était PS. Et toutes les initiatives d'insertion par l'économie étaient menées par des gens du PS. » Christian Tytgat n'était pas au PS et ne l'est toujours pas. « J'ai subi des pressions », « Allons, allons, Tytgat, vous avez l'âge de raison, pas de la passion » lui a-t-on dit. En clair :

soyez raisonnable, rangez-vous sous notre bannière sinon nous créerons un outil financier plus costaud encore que le vôtre. Peine perdue, à quarante-huit ans, Christian Tytgat a toujours l'âge de la passion et son enfant chéri se porte bien. Aujourd'hui, le capital d'Autonomie et Solidarité est de 9 millions de francs, détenu par 2 000 actionnaires. Et en cinq ans, quarante-six entreprises ont été aidées - dont onze ont périclité - et 600 emplois créés. « Christian a vraiment innové dans la région », assure Rabah Ghomrane, chargé de mission auprès de Marie-Christine Blandin, présidente « Vert » du conseil régional

depuis 1992, le plus gros actionnaire de la coopérative. Qu'on se le dise : il n'a pas l'intention de s'arrêter là. En juin, un outil financier en faveur du logement des défavorisés sera lancé. Et peut-être aussi, non pas la banque solidaire pour laquelle il se bat avec son équipe depuis deux ans, mais une caisse régionale de crédit coopératif destinée à accorder des prêts aux associations. Pourquoi tout cela ? « Je suis amoureux des gens qui vivent dans cette société mais il faut la transformer. » C'est sûrement ce qu'il se dit lorsqu'il rencontre à Villeneuve-d'Ascq, où il vit, une famille dont il s'occupait depuis 1970 en tant qu'éducateur

de rue. « Les enfants, qui avaient alors six ou sept ans et dont les parents étaient au chômage, sont devenus des parents qui sont aussi chômeurs. Evidemment, ils ont les mêmes problèmes d'endettement, de logement, de prison. Evidemment leurs enfants ont des problèmes de santé, de retard scolaire, etc. Trois générations de sous-prolétaires ! » Toute une couche de la population reste donc à l'écart de tout, constate-t-il. « Nous n'avons rien changé à cela, même avec le RMI. »

Sa passion va aussi à Roubaix, sa ville natale qu'il a vu grandir vingt-deux ans et où son « cœur est resté ». « C'est une ville très attachante, par son histoire ouvrière, ses habitants, ses luttes. » Roubaix, c'est là où vivent toujours ses parents. Est-ce de son père qu'il a été et reste un militant CFDT ? que Christian Tytgat - adhérent lui-même de ce syndicat depuis 1965 - tient cette fibre de lutteur ? Ancien ouvrier du textile, Gaston Tytgat continu, à soixante-quatorze ans, à distribuer des tracts aux portes des usines. Il aurait voulu que son fils soit « avocat, pour défendre la cause des camarades exploités », mais le jeune Christian ne voyait « pas de plaisir dans des études de droit ». Son désir était simplement d'« être utile ».

Il sera d'abord éducateur, puis formateur d'éducateurs. Depuis son entrée dans le monde du travail jusqu'à aujourd'hui « un fil rouge » comme il dit, l'a guidé. Un double fil en fait : « travailler en liaison avec les exclus » et avoir « le moins de décalage possible » entre ses idées et ses actes. Cette ligne de vie, il l'a tenue au prix de quel-

ques déchirures. En 1978 par exemple, alors qu'il est formateur d'éducateurs dans une école du CEMEA (Centre d'entraînement aux méthodes d'éducation active) près de Lille, l'établissement ferme et tout le monde est licencié à la suite d'un conflit entre les formateurs et la direction nationale qui a duré plus d'un an. En 1985, c'est l'association AFER (Action, formation, étude, recherche) qu'il a fondée avec « les vaincus du conflit » du CEMEA qu'il doit quitter pour cause de divergences sur la stratégie. AFER assurait alors la formation de chômeurs de longue durée et les plaçait en entreprise. Mais face à l'aggravation du chômage, Christian Tytgat a estimé qu'il fallait aller au-delà en créant des emplois, et donc des entreprises. Mis en minorité, il partira plutôt que de renoncer à ses convictions.

Une chance, peut-être, puisqu'il rencontre alors deux jeunes ingénieurs en agriculture, dont Béatrice Boutin avec laquelle il fonde le GIEPP (Groupement pour l'initiative et l'élaboration de projets professionnels) dont il est aujourd'hui le directeur. Avec peu de moyens au début, il crée des entreprises dont la plus ancienne survivante est Ver'Tige, une société de maraîchage biologique cocréée par les deux ingénieurs. Christian Tytgat a-t-il changé depuis cette époque « héroïque » ? « Il n'avait qu'une approche sociale des problèmes, observe Béatrice Boutin. Aujourd'hui, il a un discours économique orienté vers l'économie solidaire. » Un discours et des actes !

Francine Aizicovici

Prendre en compte le point de vue du salarié

Plus les transformations techniques sont complexes, moins elles peuvent être conçues par les seuls bureaux d'études

INATTENDUS dans la bouche d'un chef d'entreprise, les mots « révolution », « révolutionnaire » reviennent plusieurs fois dans l'exposé de Raymond Decaris, directeur d'une importante usine agroalimentaire. Une intervention faite devant un public rassemblé près d'Angers par la délégation régionale de l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail des pays de la Loire (Anact). Cette dernière fête son dixième anniversaire en présence de quelque trois cents personnes : représentants des institutions et des entreprises de la région, étudiants, syndicalistes...

Si Raymond Decaris a exigé que le nom de sa société ne soit pas cité, c'est sans doute pour pouvoir parler avec vigueur et même passion de ce qui, à l'évidence, est pour lui une action d'une grande importance. En effet, le thème exposé est loin d'être neutre : il s'agit des échecs que rencontrent les changements techniques et organisationnels lorsqu'ils sont élaborés par les seuls bureaux d'études. Il y a donc nécessité de donner la parole à tous les salariés au moment de leur conception.

« L'approche technicienne est très efficace tant qu'il s'agit d'équipements simples. Dès qu'il y a complexité, elle ne marche plus ! » s'exclame Raymond Decaris. Depuis quelque cinq ans, son usine est le lieu et l'objet de transformations de grande ampleur qui devaient peu à peu toucher tous les ateliers. La place faite à l'automatisation mais aussi, souligne-t-il, une certaine façon bien française

de penser les projets industriels font que la restructuration du premier atelier a été confiée au seul bureau d'études, alors que travail et organisation devaient aussi être profondément modifiés.

A la mi-1993, les nouvelles machines étant déjà installées, force a été de constater plusieurs erreurs de conception : pupitre de commande ne permettant pas de visualiser une zone-clé de la production, poste de conditionnement manuel en fin de chaîne particulièrement pénible et fatigant... L'efficacité globale du système en souffre et la tâche des opérateurs est fortement alourdie. Raymond Decaris fait alors appel à l'Anact pour un « diagnostic court » : sorte d'auscultation du secteur en crise à travers l'observation des situations et un dialogue avec tous les acteurs.

La conclusion du consultant, Bernard Devin, est sans ambiguïté : les difficultés viennent de ce que les transformations ont été pensées en deux temps au détriment de l'organisation, donc des hommes. Avec l'aide d'un cabinet spécialisé d'Angers - Ideactive -, la société va alors tenter sa « révolution ». Il s'agit d'associer opérateurs et opératrices à la conception des changements.

IMPPLICATION DU PERSONNEL

Dans l'atelier qui pose problème, il est trop tard pour le faire de façon satisfaisante. Mais l'implication du personnel dans la recherche de solutions avec l'aide des consultants va permettre des améliorations significatives. En 1995, la société fait de nou-

veau appel à Ideactive pour la restructuration d'un deuxième atelier. Malheureusement, les habitudes ont la vie dure. De nouveau, la technique a pris le premier pas, même si son importance est moindre que la première fois. Cette seconde expérience provoque un tournant : « Tout le monde dans notre société a pris conscience de ce qu'une approche des projets qui mêle l'humain et le technique dès le départ est incontournable. »

Pour Raymond Decaris, « la plus belle avancée est la prise en compte du travail tel qu'il est », bien différent de ce qu'imaginent les bureaux d'études, ainsi qu'un début de prise en compte de « l'humain », qu'il ne faut pas confondre avec le social. Il s'agit en effet d'intégrer le fait que la personne a une réflexion sur son travail et qu'elle est capable d'avoir sur lui une vision originale. « On utilise très peu l'intelligence dans l'entreprise en France », confesse le directeur.

Selon lui, tout le fonctionnement de l'entreprise doit en être transformé : « Le patron doit définir la direction et les objectifs, non s'occuper des moyens, des ressources... Le temps où il savait tout et décidait de tout est terminé ! Plus les acteurs eux-mêmes, meilleur sera le résultat. »

Témoins et coauteurs de ces transformations, Bernard Devin et Bruno Michel, le consultant d'Ideactive, en disent les difficultés au quotidien : « Ecouter ne suffit pas, il faut comprendre, souligner ce dernier. Cela suppose que

l'on décortique les situations, que l'on confronte les points de vue des différents acteurs. » Il faut aussi vaincre les méfiances : blocage des techniciens et ingénieurs qui se sentent remis en cause, scepticisme des opérateurs. Un climat nouveau doit être construit. « C'est parfois difficile, mais je n'ai jamais vu que l'on n'y parvienne pas. »

Marie-Claude Betheder

TEMPLE UNIVERSITY - IGS

MDA

INTERNATIONAL

MASTER OF BUSINESS ADMINISTRATION

ACCREDITED AACSB

10 mois intensifs en anglais

4 à Paris - 5 à Philadelphie - 1 à Tokyo

Gestion des entreprises internationales.
Intégration des ressources offertes par Internet.
Chaque participant est parrainé par un cadre dirigeant d'entreprise multinationale.
Mission dans une entreprise internationale aux Etats-Unis.
Etude terrain au Japon.

Conditions d'admission : Bac+4 (Ecole de Commerce, Maitrise de Gestion, Sciences Eco).
TOEFL, GMAT, dossier, entretien, cours pré-requis dans certains cas.
Renseignements :
Jarrah Dillon, K28, 12, rue Alexandre Parodi, 75010 Paris - Tél. : (1) 40 03 18 04
Don Munday, CEFAM, 107 rue de Marseille, 69007 Lyon - Tél. : 73 73 47 83

DEMANDE D'INFORMATION MDA

NOM _____ Prénom _____

Adresse _____

Code Postal _____ Ville _____ Tél. _____

Diplôme obtenu ou formation en cours _____

BTS, DEUG, DUT, Licence, Maitrise, IEP, Ingénieur

Pourquoi vous arrêter en si bon chemin ?

Poursuivez des études de haut niveau au contact de l'Entreprise

Institut Supérieur du Commerce

► 29 entreprises partenaires
Pour une pédagogie adaptée aux attentes de l'entreprise

► 26 accords internationaux
Pour s'ouvrir à l'international et avoir la possibilité d'effectuer sa deuxième ou troisième année à l'étranger

► 8 à 12 mois de stages
Pour acquérir une expérience professionnelle en France ou à l'étranger, véritable période de pré-embauche

► Salaire premier emploi :
en moyenne 176 000 F
(source : Capital, février 1996)

UN CONCOURS ADAPTE A VOTRE FORMATION

Session du 1 et 2 juillet 1996
clôture des inscriptions le 13 juin 1996

Session du 4 septembre 1996
clôture des inscriptions le 18 juillet 1996

ETABLISSEMENT RECONNU PAR L'ETAT

Renseignements :
40.53.99.99

22, bd du Fort de Vaux
75017 PARIS
Fax : 40.53.98.98

DIPLOME
VISÉ PAR
L'ETAT

La clientèle des cabinets de conseil exige de plus en plus des résultats concrets

Une enquête du Syntec Management analyse les nouvelles tendances d'un marché qui renoue peu à peu avec la croissance

Le conseil en management reprend du poil de la bête. Après des années difficiles, surtout 1992 et 1993, où la profession avait connu un taux de croissance négatif, l'éclaircie de 1994 s'est confirmée l'année dernière. Syntec Management, syndicat professionnel qui regroupe plus de 50 cabinets représentant 3 300 consultants et environ 50 % de l'offre de conseils en France,

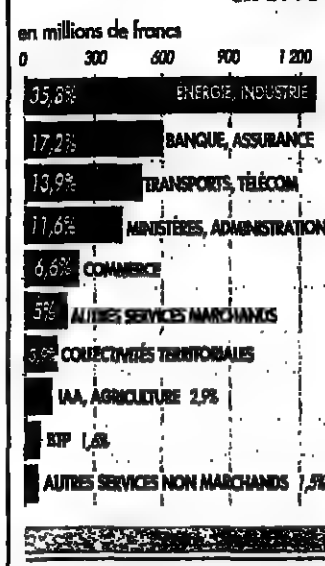
qu'il convient, quoi qu'il en soit, de moduler selon la taille des cabinets concernés. Si les poids lourds du secteur avalisent l'optimisme ambiant, les cabinets de taille moyenne semblent plus prudents, ressentant davantage que les premiers « la progression de la concurrence », « la faible expansion du marché » et « la baisse de la durée des interventions », Jacques Habib, responsable pour la France des activités d'Andersen

rentiel, confirme Jacques Habib, et se montrent donc de plus en plus sensibles à la valeur ajoutée des interventions, à leur mise en œuvre et à l'obtention de résultats, en un mot à l'efficacité. « Finies donc, en théorie, les missions fondées sur les nouveaux concepts à la mode, type reengineering et autres : « Les clients sont moins naïfs. Leur demande dépasse largement la mise en pratique du dernier gadget américain », insiste Jean-Luc Placet, président d'IDRR, cabinet conseil adhérent au Syntec.

Ces exigences nouvelles des entreprises modifient le mode d'accès habituel au marché. « Désormais, explique Alain Donzeaud, directeur de Bossard Consultants, il est impossible d'obtenir une mission auprès d'une compagnie aérienne, d'une banque ou d'une entreprise d'assurances sérieuses sans justifier pas d'une parfaite connaissance du secteur. » De même, il est indispensable de faire valoir plusieurs expériences sérieuses concernant le problème stratégique en jeu. Les cabinets doivent disposer de compétences adéquates afin de satisfaire à cette obligation de moyens et de résultats. Ce n'est donc en rien un hasard si 59 % des membres de Syntec Management déclarent avoir modifié leur politique de recrutement.

Même si pour le moment, et pour des raisons évidentes de coûts salariaux, c'est encore le recrutement de consultants débutants qui reste le plus dynamique : +14 % par rapport à 1994 contre +7,5 % pour l'embauche de consultants expérimentés. Les nouvelles technologies qui permettent d'accéder de plus en plus facilement aux informations de base rendent encore plus nécessaires des compétences spécifiques. Les entreprises clientes à la recherche d'avantages concurrentiels se montrent désormais plus exigeantes.

Chiffre d'affaires par secteurs d'activité en 1995



L'année 1995 confirme le retour à la croissance de l'activité de conseil.

rentiels se montrent désormais plus exigeants, plus exigeants de processus à mettre en place (organisation, production...) que de données à recueillir, ce qui était pourtant, pour certains cabinets, un terrain d'activité privilégié.

La question du « tissage des compétences » est donc un point délicat car, comme le fait remarquer Jacques Habib, « alors que nous investissons beaucoup dans la formation des jeunes consultants, 20 % des consultants quittent le métier chaque année pour aller travailler en entreprise, ce qui nous oblige à reconstituer d'autres équipes ».

Marie-Béatrice Baudet

Ces hommes qui pensent pour les femmes

Marie-Béatrice Baudet

B IEN sûr il y a un hic. Imaginez. Lors du recrutement des jeunes diplômés, des MBA tout ce qu'il y a de mieux dans le monde de la formation supérieure, les filles étaient les plus nombreuses. Vives, intelligentes et généralement plus matures que leurs congénères du sexe dit « fort ». Dix ans plus tard, il faut le reconnaître, le Waterloo était féminin. Elles n'étaient que quelques-unes à avoir accédé aux responsabilités les plus importantes. Le patron du cabinet de conseil - un parmi les géants américains - concerné par ce désastre s'en émut.

Pourquoi son entreprise n'arrivait-elle pas à fidéliser et à promouvoir ses « potentielles » ? Une enquête fut diligentée, une task force créée. Deux raisons majeures expliquaient la fuite des cerveaux féminins. La première ne surprendra personne : la culture maison était dominée par les hommes. Quoi de neuf à part ça ? Avec la seconde raison, tout aussi classique - les femmes parlaient parce qu'elles estimaient n'avoir pas (ou peu) d'avenir professionnel -, on commence à s'attaquer au nœud du problème. Les femmes n'atteignaient pas les lignes hiérarchiques supérieures, qui, selon la tradition maison, demandent des relations suivies et à long terme avec les clients, non pas parce que cela ne les tentait pas, mais parce que les hommes pensaient qu'elles n'en avaient pas envie.

Selon eux, inévitablement, elles souhaitent partir à un moment ou à un autre, regagner leur foyer et élever leurs enfants. En les empêchant de monter, ils les préservent, en quelque sorte, de tomber de haut. Bref, ils leur rendaient service. D'ailleurs, les premiers résultats de l'enquête montraient qu'ils étaient dans le vrai, ces hommes. Sur 200 anciennes employées, 175 étaient effectivement sagement installées à la maison. Seulement, il fallut bien leur donner la parole, les interroger. A la maison ? « Juste un intermède avant un autre boulot déjà négocié ailleurs. » Reprendre un emploi dans le cabinet ? « Merci, non, trop d'hommes qui pensent pour les femmes. »

Bien sûr, on pourrait tirer une leçon de cette enquête. Et si les cultures dominantes dans les entreprises arrêtaient de penser pour les autres ? Au lieu de projeter leurs certitudes, s'ils écoutaient un tout petit peu ? Juste pour comprendre, même pas savoir. On pourrait bien finir par créer quelques beaux dialogues. Cela éviterait les prophéties autoréalisantes. X pense que Y se comportera comme cela, alors X met en place des mécanismes adaptés au fonctionnement supposé de Y, qui, à son tour, ne peut que s'adapter au dispositif en place. Compliqué ? Pas tant que cela, il suffit juste de regarder autour de nous.

Le secteur public moins attrayant que prévu

Les cabinets de conseil en management ont reçu avec satisfaction l'ensemble du discours lié à la modernisation du secteur public. Un marché nouveau s'annonçait. Même si un distinguo doit être fait entre l'administration et les entreprises publiques, c'est plutôt « la déception » qui domine aujourd'hui. « Le secteur public souhaite se moderniser, exprime de nombreux besoins, notamment liés à la réduction de ses charges mais souffre d'un problème structurel de solvabilité ». Cette question budgétaire est, selon plusieurs cabinets adhérents au Syntec, encore plus cruciale désormais, compte tenu des consignes et des déclarations gouvernementales actuelles.

Résultat, « les cabinets qui proposent les prix les plus bas, mais pas forcément la meilleure qualité d'intervention, sont ceux retenus lors des appels d'offres ». De même, le Syntec regrette la tendance du secteur à partager « en tranches napoléoniennes » les missions afin de répartir au maximum les risques.

vient ainsi d'annoncer une progression de 9 % de son chiffre d'affaires en 1995 (3,6 milliards de francs).

D'autres indicateurs, qui laissent espérer une croissance à deux chiffres pour cette année, sont également au vert. Les adhérents du Syntec annoncent une progression globale de leurs effectifs de 3,1 % qui s'élèvent à 4 250 personnes, dont 3 300 consultants. De plus, la productivité, c'est-à-dire le chiffre d'affaires par consultant (1,1 million de francs) a, elle aussi, réalisé un joli saut (+8 %). Enfin, le Syntec peut se féliciter du « maintien de la rentabilité » malgré la guerre des prix que se livrent les cabinets entre eux. Autant d'éléments

Consulting et vice-président du Syntec, voit dans ces bons résultats généraux la révélation d'un triple phénomène : « l'amélioration de la conjoncture économique », « le nombre croissant d'entreprises en cours de mutation » et « une activité du conseil qui commence à rattraper son retard en France par rapport aux autres pays européens ».

CHANGEMENT DE VISAGE

Ces performances ne sont pas le seul événement marquant de l'année 1995. A croire l'enquête menée auprès des adhérents du Syntec, le conseil en management est en train de changer de visage. « Les entreprises veulent à tout prix développer leur avantage concurrentiel »,

PROF
Journalisme multimedia : le traitement de l'information par Web et CD-Rom
L'école des métiers de l'information
Trois mois de formation intensive
Financement : Conseil régional, Mairie de Paris, Fongecif...

ESEM - Université d'ORLÉANS
INGÉNIEUR GÉNIE DE L'ENVIRONNEMENT
"Le pari d'une double compétence"
Formation d'un an aux bases de la gestion de l'environnement, du traitement des pollutions, de la gestion des déchets, des risques technologiques et naturels, de la conduite des études d'impact.
Formation supérieure ouverte aux diplômés ingénieurs ou 3e cycle universitaire et à la formation continue.
Date limite d'inscription : 15 juin
Renseignements - Tél. : 38.49.45.43 - Fax : 38.41.73.29

Thermique et Régulation
DESS en alternance Université - Entreprise
habilité à l'apprentissage par le Conseil Régional d'Ile de France
destiné aux titulaires d'une maîtrise scientifique (ou niveau équivalent) désirant
de concevoir, gérer, maintenir
les installations énergétiques et informatiques des bâtiments industriels et tertiaires
Réunion d'information - sélection le 29 Juin à 10 h.
Dossiers de candidatures à retirer à l'Université Paris 7, UFR Physique
Cécile Baudry, Tour 33 - 5e étage - couloir 2333 - bureau 12
Tél. : 44.27.43.62 - 2 place Jussieu, 75005 Paris Métro Jussieu.

Bac + 4 (maîtrise, ingénieur, pharmacien)
Formez-vous à la gestion... à distance et à votre rythme !
DESS CAEE
Certificat d'Aptitude à l'Administration des Entreprises à distance multimédia
Une formation Bac + 5 à la gestion, DESS délivré par l'IAE de l'Université de Poitiers.
Un enseignement à distance multimédia, qui vous permet d'organiser vos études en fonction de votre activité professionnelle et de votre rythme personnel de travail.
Une collection de CD ROM (renuérce 96).
Une admission sur test.
Un partenariat original entre les IAE de Caen, Grenoble, Lille, Montpellier, Paris, Poitiers, Reims et le CNED.
Tél. : 49 45 44 85 Fax : 49 45 44 90
Tél. : 49 49 94 94 Fax : 49 49 96 96

CADRES Gestionnaires, Commerciaux, Techniciens
- Nouvelles Technologies de l'Information,
- Commerce électronique,
- Réseaux et télécommunications,
- Echanges de Données Informatisés,
sont indispensables à votre évolution professionnelle.
Nous vous proposons des formations labellisées, de 1 jour à 15 mois, en continu ou en alternance, pour mettre à jour vos connaissances ou effectuer une reconversion professionnelle, en vous appuyant sur un actif réseau d'anciens.
Venez sur notre stand, au salon EDI et Commerce électronique, 5 - 7 juin, CNIT, la Défense.
Contact : P.E. IMBERT, à Aix en Pcs : (16) 42 24 58 70.
SYSTEMIA Partenaires : Télécom Paris, Ecole des Mines d'Aix, INSEEC

IDCE
Institut pour le développement du conseil d'entreprise
La formation aux métiers du conseil
Cette formation s'adresse à vous :
- Senior, confirmé par une compétence reconnue.
- Junior, formé à un métier de l'entreprise.
Être un Professionnel du Conseil, cela s'apprend...
Depuis 1987, l'IDCE est le seul institut qui prépare aux métiers du Conseil, des experts dans toutes les spécialités, grâce à une formation, en prise directe avec les professionnels et l'entreprise.
Formez-vous !
Journée d'information sur les métiers du conseil le 4 juillet à PARIS.
Informations et inscriptions : IDCE, BP 624, 49006 ANGERS cedex 01 sous réf. LM
Tél. : 16 41 56 13 34 Fax : 16 41 56 13 44
Durée : 7, 10, 22 mois ou à la carte
Rentrée : Janvier et Octobre

FORMATIONS DE TROISIÈME CYCLE DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL
- DESS CONSEIL EN DÉVELOPPEMENT
- DESS POLITIQUES SOCIALES ET DÉVELOPPEMENT LOCAL
- DIPLOME D'UNIVERSITÉ CONSEIL EN ENVIRONNEMENT
• Public : Professionnels justifiant de 5 ans d'exercice, titulaires d'un diplôme bac + 4 ou équivalent.
• Recrutement : juin 1996.
UNIVERSITÉ JEAN-MONNET - Formation continue
10, rue Richard - 42100 SAINT-ÉTIENNE
Tél. : 77.81.19.00 - Fax : 77.81.19.29

hommes qui pensent
les femmes

Depuis 1967, l'engouement pour la "vocation européenne" de cette école ne s'est jamais démenti. 1996 verra encore éclore des innovations importantes en matière d'enseignement supérieur. À commencer par l'adoption du test TEAM.

Alors qu'elle fête son trentenaire, l'EBS (European Business School - École Européenne de Gestion) joue toujours son rôle de précurseur, visiblement décidée à ne pas se reposer sur ses lauriers.

Proposant un autre regard sur le système de recrutement qui se profile comme le modèle idéal pour l'avenir, la plus européenne des grandes écoles s'installe à nouveau sous les feux des projecteurs offrant nouvelle matière à réflexion. "À l'époque du multimédia et de la carte à puce, à une période où l'on est capable d'identifier précisément les besoins des entreprises, faudrait-il se contenter d'un système de sélection d'un autre âge ?". Non répond l'EBS, mettant à mal quelques grandes idées reçues reposant sur des archaïsmes. L'école a décidé d'adopter TEAM (Test Européen d'Aptitude au Management) qui vise à "connaître les intérêts professionnels du candidat, confirmer un choix d'orientation et mesurer l'aptitude à suivre des études de management". TEAM, comme son nom l'indique, a été conçu en équipe par l'EBS, l'ISTEC et le groupe IGS en association avec la FNEGE (Fondation Nationale pour l'Enseignement de la Gestion des Entreprises) présidée par Yvon Chotard, financée et administrée conjointement par les Pouvoirs Publics et les Entreprises.

Développer et évaluer les compétences

Un comité scientifique est chargé de l'élaboration, de la supervision et de la validation de TEAM. Ce comité est composé d'universitaires, de spécialistes de l'orientation et du recrutement en entreprise, et de représentants des écoles partenaires. Concrètement, puisque l'EBS se définit comme la plus concrète des Grandes Écoles, le concours TEAM propose un gain de temps, des économies de frais d'inscription et une vraie proximité des centres de concours.

À noter - carise sur le gâteau - que le candidat ayant obtenu le meilleur score bénéficiera d'un parrain guidant son projet professionnel à venir : en 1996, le parrain du Lauréat TEAM sera Jean Martéoli, Président du Conseil Économique et Social. La finalité de TEAM, au travers des épreuves qui sont proposées (mémoire, logique, synthèse, langues ainsi que le test d'intérêt professionnel) est double : permettre un accès direct aux épreuves orales d'admission dans des écoles supérieures de commerce mais aussi résoudre avec le maximum de garanties le problème crucial de l'orientation. L'EBS choisira parmi les admissibles, et en fonction de ses propres critères d'appréciation, ceux qu'elle retiendra pour l'oral.

Portail de l'EBS, un véritable portail d'emploi

Tout candidat ayant obtenu un score suffisant aux épreuves de TEAM, affectées des coefficients propres à l'EBS, peut se présenter aux épreuves orales de l'EBS ainsi qu'à celles d'autres écoles ayant adopté le même procédé d'admission.

À l'oral, l'EBS sélectionne ses candidats en fonction de leurs aptitudes, de leurs motivations et de leur personnalité. Dans ce sens, cette épreuve orale s'apparente à un véritable entretien d'embauche.

Cet entretien se déroule à l'aide de moyens techniques modernes, devant un jury composé d'enseignants, de professionnels, d'anciens élèves. La culture générale, les qualités personnelles du candidat, la force et l'authenticité de son intérêt pour la formation à laquelle il postule, sont les critères essentiels du choix des jurys.

Les épreuves écrites et orales du concours d'entrée à l'EBS

Épreuves écrites

Le test TEAM se déroule sur une journée. 3 catégories d'épreuves sont proposées. Les durées et les coefficients appliqués par l'EBS sont les suivants :

- **TAGE** : (Test d'Aptitude à la Gestion des Entreprises)
 - 2 épreuves de mémorisation : 2 x 20 mn - coef. : 2
 - 2 épreuves de raisonnement :
 - quantitatif : 1h30 - coef. : 1
 - logique : 40 mn - coef. : 1
- **Épreuves de LANGUES** : (sous forme de QCM)
 - 1ère langue : 1h30 - coef. : 2,5
 - 2ème langue : 1h - coef. : 1,5
 L'une de ces deux langues doit obligatoirement être l'anglais. Si le candidat n'a pas de 2ème langue à présenter, le coefficient attribué à la 2ème langue sera affecté à la 1ère langue (l'Anglais aura alors un coefficient 4)
- **Épreuve de SYNTHESE** : Plusieurs documents portant sur un même thème sont proposés au candidat : 2h15 - coef. : 2

Les résultats bruts obtenus par un candidat aux épreuves TEAM sont transmis par les instances de pilotage du test à l'EBS qui applique ses coefficients pour établir la liste des candidats admissibles à son concours.

Épreuves orales

Ces épreuves se déroulent sur une demi-journée.

- **Épreuve MACROSCOPIQUE** : Il s'agit d'analyser une situation et d'être capable de prendre position en expliquant les raisons de son choix, face à une caméra. 45 mn de préparation et 5 mn d'enregistrement. coef. : 1
- **ENTRETIEN** : Pour une meilleure connaissance du candidat, de sa personnalité, de ses motivations, de ses qualités, le jury utilise deux supports : l'enregistrement vidéo (cf ci-dessus) réalisé par le candidat sur un sujet d'actualité et un QCM de Culture Générale. coef. : 5
- **Épreuve de CULTURE GÉNÉRALE** : Le candidat devra répondre à une série de questions sous forme de QCM. 20 mn de préparation - coef. : 1
- **ORAUX de LANGUES** (1ère langue et 2ème langue) : Le candidat devra faire preuve de sa capacité à maîtriser la pratique du langage conversationnel dans les deux langues choisies, sur des sujets touchant à l'actualité politique, économique et sociale. 30 mn - coef. : 1,5 et 1,5

En innovant dans son système de recrutement, l'EBS marque sa volonté d'être la plus concrète des grandes écoles.

Un G.E.I.E pour la construction européenne.

Pionnier de l'ouverture internationale, l'EBS l'est aussi dans ses structures. La mise en place d'un G.E.I.E (Groupement Européen d'Intérêt Économique) consacre un type d'organisation parfaitement accordé à l'évolution de la Communauté.

An lieu des filiales qui constituaient l'EBS d'autrefois, dans une perspective encore teintée à l'époque d'esprit franco-français, l'école aura désormais des partenaires étroitement liés par une philosophie et des objectifs pédagogiques communs - former les cadres dirigeants de l'Europe du XXIème siècle - mais disposant de leur pleine autonomie de gestion. Le G.E.I.E., en bonne orthodexie européenne, aura d'ailleurs une présidence tournante, tandis qu'une vice-présidence permanente sera réservée à Paris, siège du Groupement.

En fait, l'EBS, qui a pour vocation d'apprendre l'Europe à ses élèves, donne l'exemple en créant son "Marché Commun de l'Enseignement". Participent à ce G.E.I.E, les EBS de Paris, Dublin, Londres, Madrid, Milan, l'ISM Dortmund et l'EBA Munich. Sept établissements pour un projet puissamment partagé, de formation et de management de l'entreprise.

Une troisième année Révélation en Europe

Sur les quatre ans d'études qui forment le cursus de l'EBS, treize mois sont consacrés à des stages en entreprises et une année entière, la troisième, à une immersion complète dans deux pays européens, soit un semestre anglophone (Londres ou Dublin) et un autre à Madrid, Milan, Munich ou Dortmund selon la deuxième langue. Année décisive,



de plongée dans l'international et de découverte intense. Venant après deux années d'acquisition des outils de base (informatique, comptabilité, droit, économie, finances, statistiques, méthodes de recueil et de traitement des données), cette 3ème année charnière joue le rôle d'un véritable parcours initiatique. Les élèves en reviennent littéralement transformés : ils le disent !

En 4ème année vient le temps de la spécialisation, avec le choix d'une option (Affaires Internationales, Gestion Finances, Marketing) conclue par un stage de pré-emploi de 5 mois, tremplin pour s'élancer dans la vie professionnelle. Cette 4ème année peut d'ailleurs s'effectuer hors du centre d'origine, chaque EBS proposant des spécialisations différentes, adaptées à ses marchés.

Communication : un troisième cycle pour répondre à un vrai besoin.

Avec le concours d'entreprises partenaires, l'EBS met en place pour la rentrée un Troisième Cycle de Communication en deux ans. À l'origine du projet, un constat en forme de besoin relevé auprès des professionnels de la pub, de la communication d'entreprise et des médias : "nous voyons arriver dans nos métiers beaucoup de mécaniciens un peu myopes et quelques crânes d'œuf hypermétropes, mais nous manquons de gens qui sachent à la fois mettre la main à la pâte et prendre du recul pour apporter des idées neuves. Avec le multimédia, la mondialisation des échanges et l'obsolescence des modèles, on réclame d'urgence de nouveaux concepts et de nouveaux communicateurs".

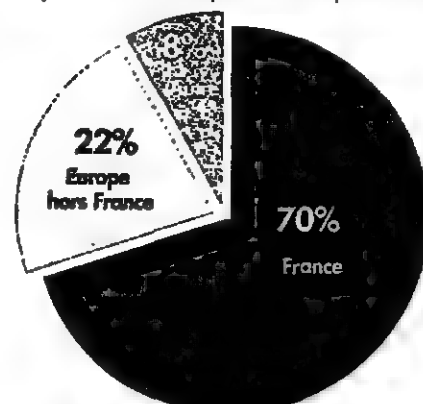
L'EBS a l'ambition de les former. Elle s'est donnée pour vocation de préparer des super-généralistes de la communication, capables d'embrasser le champ complet des métiers, des procédures et des théories ; mais qui vont rapidement se spécialiser à travers des "missions" de plusieurs mois dans des sociétés partenaires, sanctionnées en fin de parcours par des "thèses d'entreprises" à soutenir devant la profession. Au total, un projet révolutionnaire et parfois décapant, où tant les programmes que les méthodes et les intervenants échapperont au modèle courant (beaucoup plus de cas que de cours, beaucoup moins de profs que de pros y compris des philosophes, des écrivains, des poètes, à côté du "tout-communication" de France et d'Europe). Objectif avoué : former le très haut de gamme de la communication.

Une école reconnue par l'État.

"L'école est fière d'être reconnue par l'État, mais plus encore par les entreprises". La publicité le dit, les entreprises en témoignent. Il reste que la reconnaissance par l'État témoigne d'une confiance importante pour la qualité de l'enseignement. Le titre, homologué niveau II, Cycle Supérieur de Gestion, assure aux étudiants la garantie d'une qualification professionnelle et leur permet d'accéder aux différents 3ème cycles en France et à l'étranger.

Placements de la promotion 1995

Pays d'accueil des diplômés de la promotion 95.



Moyenne des salaires : 160 000 F. Sources : enquête auprès des étudiants - Avril 96
85% des diplômés ayant fait acte de candidature sur le marché de l'emploi étaient en poste à cette date

- Téléx - Téléx - Téléx - Téléx - Téléx -

■ **Un réseau d'anciens** qui ressemble presque à une mafia : trente ans d'existence, cela se sent à travers du poids de l'annuaire des anciens édité chaque année. Pas un secteur d'activité, pas une région de France et pas un continent qui n'ait été abordé par l'un des anciens... 4 000 anciens aux quatre coins du monde. En 1994, 28% des jeunes diplômés ont obtenu leur premier emploi à l'étranger (19% en Europe, 5% en Amérique, 3% en Afrique, 1% autre).

■ **Une vie associative** qui fait partie de la formation. De nombreux clubs et associations d'étudiants développent une vie associative intense au sein de l'école. Pas le temps de s'ennuyer ! Une vie diurne, nocturne, sportive... Mais ne nous y trompons pas, certaines associations sont aussi faites pour faire réfléchir aux attentes du marché via des conférences. Naturellement les étudiants prennent eux-mêmes en main la promotion de leur école et préparent les participations aux nombreux salons.

■ **Grand Metropolitan Food France** : Cécile Bonnefond, diplômée de l'EBS, Directrice Générale de la nouvelle entité France. Agée de 39 ans, Cécile Bonnefond peut se prévaloir d'une solide connaissance des produits de grande consommation et des différents marchés européens. Elle a commencé sa carrière dans la vente de produits laitiers chez Danone, avant de passer dix ans chez Kellogg's. Elle gère un groupe qui représente 1,2 milliard de francs, emploie 900 collaborateurs et regroupe quatre entités : Brossard, Häagen-Dazs, Géant Vert et Old El Paso.

■ **Interdec International** : Isabelle Sommet, 27 ans, devient Directrice de la Publicité de 57 éditions étrangères de titres tels que Elle, Elle Déco, Top Model... Après avoir débuté au Nouvel Economiste, cette européenne convaincue (trilingue français / anglais / espagnol) mariée à un Suédois - lui-même ancien élève de l'EBS - était Directrice de clientèle de Science & Vie avant de rejoindre Interdec International.

■ **Mais aussi** : Christophe Salin, Directeur Général du Groupe des Domaines Barons de Rothschild (Lafite) - Promotion 1976; Patrick Lara, Chef de Groupe chez DDB Needham - Promotion 1987; Philippe Wellard, Responsable Export chez Citroën - Promotion 1990; Emmanuelle Siary, Chef de Projets chez British Telecom - Promotion 1991; Stéphane Egliseau, Chef de Zone France Bénélux chez Standard and Poor's - Promotion 1994.

1996, une année de re-création

Des résultats financiers équilibrés, un projet de Troisième Cycle en cours d'achèvement, l'adoption du test TEAM comme concours d'entrée et une vision nouvelle de l'enseignement en Europe sont quelques-unes des perspectives d'avenir à l'EBS.

Ces perspectives saines ainsi que les projets initiés au cours de l'exercice 1996 ont récemment amené l'Assemblée Générale à confirmer - à une très large majorité - sa confiance à l'équipe en place.

Pour Odile Lanuay, Directrice de l'EBS, "avoir été le pionnier il y a 30 ans nous oblige aujourd'hui encore à respecter le contrat qui nous lie, non seulement avec nos élèves, mais aussi avec nos 4.000 anciens élèves. L'Europe avance, les entreprises bougent, l'EBS se doit d'évoluer au même rythme".

C'est au nom de cette refondation que Jean Mauduit, Conseiller à la Présidence de Publicis, a été appelé à l'unanimité de l'Assemblée Générale pour entrer au Conseil d'Administration.

Dates des Concours :
1ère année : les 1er, 15 et 27 juin, le 8 juillet et les 5 et 12 septembre 1996
2ème année : le 10 juin, le 1er juillet et les 5 et 12 septembre 1996
Pour plus d'informations, contactez Lilliane VASSALLO.
EBS - 27, bd Ney - 75018 PARIS - Tél. : (1) 40 36 92 93

☐ Oui, je souhaite recevoir une documentation sur l'EBS.

Nom : _____
Prénom : _____
Niveau d'Études actuel : _____
Adresse : _____
Code Postal : _____
Ville : _____
Tél. : _____

SCIENCES ET SANTÉ

LYON

Premier groupe pharmaceutique français en santé animale recherche

Cadre en propriété industrielle

Au sein de la Direction Scientifique, vous contribuez à garantir la liberté d'exploitation des projets de recherche et de développement. Vous avez une formation de base scientifique axée sur la biologie, qui vous permet d'intégrer les aspects scientifiques et techniques relatifs aux vaccins et au diagnostic. Vous avez complété cette formation par un diplôme en propriété industrielle (C.E.I.P.I.). Vous disposez si possible d'une première expérience dans une fonction similaire, soit en cabinet de brevets, soit en entreprise. Vous maîtrisez parfaitement l'anglais et les outils informatiques. Vous possédez de bonnes capacités d'organisation, un esprit d'analyse et un sens développé de la communication.

Responsable d'unité de recherche en immunologie

Au sein de la Direction Scientifique, et sous l'autorité du directeur scientifique, vous assurez la réalisation et la coordination des programmes de recherche portant sur le développement de nouvelles formulations de vaccins destinées à modifier la réponse immunitaire de l'animal. Vous animez, motivez et coordonnez une équipe de 6 personnes. Vous avez une formation de base vétérinaire, médecin, pharmacien ou biologiste et possédez une formation spécialisée en immunologie, complétée par une bonne connaissance de la formulation des vaccins et de la biochimie. Vous disposez déjà d'une expérience réussie en recherche privée ou publique d'au moins 5 ans, dans un domaine d'activité similaire. Vous êtes à l'écoute de toutes les innovations et des opportunités dans ce domaine d'activité. Vous maîtrisez parfaitement l'anglais. Dynamique, vous avez le sens du travail en équipe et le souci constant de la concrétisation des programmes et des résultats.

Ces deux postes basés à Lyon vous assureront une véritable opportunité de carrière.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions et disponibilités) sous réf. 96-27, à l'attention de J.-M. Corbi, Rhône Mérieux, DRH Groupe, 39 av. Tony-Garnier, 69348 Lyon Cedex 07 - France.



GRUPPO
FOURNIER

- 3 300 personnes, 2,95 milliards de CA.
De la pharmacie à la chimie fine, de l'adhésif chirurgical à l'adhésif industriel et grand public : la force d'un groupe international.

Nous recherchons pour notre Direction Industrielle de Prescription :

RESPONSABLE DES LABORATOIRES PHYSICO-CHIMIE ET MICRO-BIOLOGIE

Rattaché au Directeur de production, avec une équipe d'une trentaine de collaborateurs, vous êtes chargé de la réalisation des contrôles physico-chimiques (MP, PSO, PF), micro-biologiques et des prélèvements, en veillant au respect des BPF européennes et américaines, des spécifications de dossiers d'AMM et des délais du flux produits. Votre aptitude à gérer les budgets et à optimiser les ressources humaines vous permet d'apporter à votre structure l'évolution technique permanente.

De formation pharmacien ou équivalent, complétée par un DESS de contrôle du médicament, vous justifiez d'une première expérience au sein d'un laboratoire d'analyses pharmaceutiques, de préférence de culture anglo-saxonne, au cours de laquelle vous avez démontré des qualités de manager et d'organisation.

Pour participer à de nombreux projets et entreprendre ensemble, merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions, délai de disponibilité) en précisant la référence LPLM à :

Groupe Fournier, Service Recrutement, 47, rue de Longvic, 31300 Châtelineau

INFORMATIQUE/RÉSEAUX/TÉLÉCOMMUNICATIONS



Notre Groupe CAP GEMINI SOGETI est leader européen dans le domaine des services et du conseil en informatique et télécommunications. Notre division PROJETS SPÉCIAUX est consacrée à la maîtrise d'œuvre et à la réalisation de grands projets d'intégration de systèmes. Cette activité en progression nous conduit à recruter un professionnel de haut niveau pour participer à l'un des plus grands projets clients-serveurs actuels. Pour cela, nous recherchons un(e) :

DIRECTEUR DE PROJET Développement d'applications BATCH

Région parisienne

rémunération motivante

Une responsabilité stratégique : pour cette première mission, vous collaborez avec le Directeur du Développement des Applications (150 personnes) • votre forte compétence en développement BATCH vous permet de vous approprier les 4 projets qui vous concernent, d'animer et de superviser les équipes associées (4 x 15 personnes) • en tant que maître d'œuvre, vous assurez leur bon fonctionnement en matière d'organisation, planification et contrôle d'avancement • Véritable interface entre le client et vos équipes, vous savez mettre en œuvre des solutions répondant à ses attentes, communiquer les informations nécessaires et faire face aux difficultés rencontrées • votre crédibilité et votre savoir-être vous permettent de participer activement au comité de maîtrise d'œuvre du projet et naturellement vous positionnez comme un des acteurs essentiels du succès de ce contrat.

Un haut niveau de compétences : 38 - 45 ans • de formation supérieure Ingénieur Bac + 4/5, vous avez une solide expérience de conduite de projets importants en SSII et/ou en grande entreprise • celle-ci vous a permis d'animer des équipes de 30 personnes et plus, de développer de fortes compétences en BATCH sur MAINFRAME et en BATCH sous UNIX si possible • votre adaptabilité vous permet de maîtriser rapidement notre environnement UNIX/SYBASE • vous savez gérer votre propre budget • une compétence fonctionnelle dans le domaine de la gestion commerciale est un atout • doté d'un véritable sens de l'entrepreneuriat, vous apportez votre expertise, implication quotidienne et créativité avec le souci permanent de la qualité de vos prestations • enfin, vous souhaitez développer vos compétences et savoir-faire dans un contexte particulièrement motivant et évolutif.

Pour nous rencontrer rapidement lors d'entretiens individuels avec notre conseil, adressez lui votre CV, lettre, photo et rémunération actuelle à OPTÉMAN 114 bis, rue Michel Ange - 75016 Paris. Fax : (1) 40 71 28 41 en indiquant la référence 2598 sur la lettre et sur l'enveloppe.

Talents & Expertises.



La force du réseau de PRICE WATERHOUSE (8 000 consultants) est au service de nos clients et de nos collaborateurs. Il permet le développement et le transfert de compétences. Nos experts issus de tous pays mettent en œuvre les meilleures solutions possibles dans les contextes techniques et culturels les plus variés. En nous rejoignant, vous aurez l'opportunité, au sein d'équipes multinationales, de conseiller nos clients présents sur plusieurs continents.

TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

Votre formation initiale (grande école d'ingénieur) est complétée par 2 à 4 ans d'expérience professionnelle dans les secteurs industrie, services, banque, assurance, SSII réputée ou cabinet conseil. Vous disposez d'une expertise opérationnelle acquise dans les systèmes d'information incluant la maîtrise de technologies Client/serveur, Approche Objet, Workflow/GED, Groupware, Data Warehouse, Réseaux Locaux/Télécom.

Vous participerez à des missions de définition de stratégie informatique de groupe, de schémas directeurs, d'amélioration d'efficacité et de pilotage de projets. Une compétence fonctionnelle dans les métiers de l'industrie, de la banque ou de l'assurance serait un atout supplémentaire.

Intégré à PRICE WATERHOUSE, vous ferez partie d'une équipe pluridisciplinaire de haut niveau et serez chargé de définir et d'appliquer des solutions pour nos clients.

La maîtrise de l'anglais professionnel est requise. Le poste est basé à Paris et des déplacements ponctuels à l'étranger sont à prévoir.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature sous référence Réf. 06/51 à Catherine VERDIER-CRASSOUS, PRICE WATERHOUSE MANAGEMENT CONSULTANTS, Tour AIG, 34 place des Corolles, 92008 PARIS La Défense 2 (Courbevoie).

Price Waterhouse Management Consultants



Découvrez votre métier de demain avec Initiatives

LES RENDEZ-VOUS DU LUNDI

Secteurs de Pointe

- Informatique/Réseaux/Télécoms • Ingénieurs Commerciaux
- Ingénieurs Conseils • Sciences & Santé

Carrières Technologiques Internationales

Dont Carrières Européennes en Entreprises

Le Monde

Groupe privé du secteur banque-assurance en fort développement international - Paris-Etelle - nous sommes leader européen dans notre domaine d'activité avec un CA consolidé de 3 milliards de francs en constante progression. Dans le cadre de schémas directeurs informatiques ambitieux, nous recherchons pour accompagner notre développement :

Chef de Projet

De formation Ingénieur Grande École complétée par 3/4 ans d'expérience réussie en gestion de projets avec encadrement d'une petite équipe, de préférence dans le secteur tertiaire. La connaissance des environnements Client/serveur, d'un SGBD/R et d'une méthodologie est nécessaire; la connaissance pratique d'un environnement de développement orienté objet sera un plus apprécié. réf. CDM

Jeunes Ingénieurs

Débutants ou première expérience de 1 à 2 ans

Motivés par les nouvelles technologies - Client/serveur, langages orientés objet, SGBD/R - pour des projets techniques ou de gestion. réf. JU

Pour ces postes évolutifs, nous souhaitons rencontrer des candidats autonomes, rigoureux et ayant un réel sens de la communication. Une bonne connaissance de la langue anglaise est souhaitée.

Merci d'adresser votre candidature sous référence choisie à EL Conseil 67, rue d'Amsterdam - 75008 Paris, qui vous garantit toute confidentialité.



EL Conseil - 67, rue d'Amsterdam - 75008 PARIS

SFR

صكنا من الامل

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / MARDI 4 JUIN 1996 / VII

INFORMATIQUE / RÉSEAUX TÉLÉCOMMUNICATIONS



INGENIUM

Building the networks



*for a mobile generation**

INGÉNIEURS RÉSEAUX GSM EXPORT

Ingénieur "Network Field Operations". La maîtrise des réseaux GSM est essentielle pour la mise en service des équipements GSM des opérateurs GSM, des fournisseurs de services de communication sur les sites de nos clients. Vous êtes experts. Vous devez assurer nos clients, les réseaux GSM, la mise en service de nos équipements. Vous êtes experts. Vous devez assurer nos clients, les réseaux GSM, la mise en service de nos équipements.

INGÉNIEUR SUPPORT EXPLOITATION

Ingénieur "Network Field Operations". La maîtrise des réseaux GSM est essentielle pour la mise en service des équipements GSM des opérateurs GSM, des fournisseurs de services de communication sur les sites de nos clients. Vous êtes experts. Vous devez assurer nos clients, les réseaux GSM, la mise en service de nos équipements.

INGÉNIEURS DÉVELOPPEMENT LOGICIEL

Chargé des spécifications, du développement, du test et de la maintenance, vous pouvez, en outre être amené à assurer le support, la formation et l'assistance auprès des clients internes ou externes au site.

INGÉNIEURS GSM / OPTION STRATÉGIQUE DE PRODUITS

Véritable interface technique vis-à-vis des services "marketing" et "commercial", vous êtes responsable de la planification de l'évolution des produits pour des différents standards (GSM, DCS...) ainsi que de l'évaluation de la rentabilité et du degré de risque des projets.

INGÉNIEURS INTÉGRATION SOUS-SYSTÈME

LOGICIEL
Responsable d'un ou de plusieurs axes d'intégration, vous assurez l'écriture des spécifications et des logiciels de test, la mise en œuvre des configurations en environnement simulé puis réel.

MATÉRIEL
Vous rejoignez les équipes chargées de l'intégration et de la validation (qualification, recette clients) des équipements de radiocommunication.

Pour ces postes basés à Guyancourt (78), adressez votre lettre de motivation, CV, photo et présentations sous la référence choisie à Nortel Matra Cellular, DRH, Année Commin, 1 place des Frères Montgolfier, 78042 Guyancourt.

* Bâtir les réseaux de la génération mobile



le Monde Sans Fil avance

Ingénieur commutation Metz

Pionnier dans la conception, la réalisation et la maintenance de réseaux nationaux en téléphonie mobile, SFR va encore plus loin et s'affirme aujourd'hui comme un précurseur en matière de services aux abonnés.

Pour garantir l'intégrité du réseau SFR et la qualité des services aux abonnés, nous disposons d'Antennes Techniques Régionales chargées de l'ensemble des actions de déploiement, d'exploitation et de maintenance du réseau commuté en conformité avec un cahier des charges national.


Nous recherchons l'interlocuteur de l'Antenne de Metz.

En liaison directe avec la Direction Technique, vous suivez toutes les opérations de déploiement, en particulier de commutateurs GSM et DCS et des réseaux de transmission. Vous assurez la prise en compte à l'échelon national des problèmes techniques et des solutions adoptées sur la région Est.

Spécialiste reconnu de la commutation, vous êtes prêt à vous investir sur une mission stratégique. Vos compétences techniques seront la garantie d'une parfaite intégration à nos structures nationales et régionales.

Pour ce poste, basé à Metz, nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature en précisant votre rémunération actuelle, sous référence 0606/LM, à notre conseil ALPHA CDI, 20 avenue André Malraux, 92309 Levallois-Perret Cedex.

Le Monde Sans Fil est à Vous.



La Grossiste Informatique Européenne

Métrologie, le grossiste informatique européen, c'est :

- 1 charte de confiance client
- 10 pays en Europe
- 40 % de croissance annuelle
- 200 fournisseurs
- 600 collaborateurs
- 15 000 revendeurs réguliers
- 35 000 références produits dans un catalogue, standard de la profession.

Dans le cadre de l'intégration européenne du Groupe et de la standardisation de ses procédures (Normes ISO 9002), nous recherchons :

5 Responsables Européens de Business Unit

pour les marchés suivants : Produits de volume (PC, périphériques, réseaux, logiciels...) ; Produits avancés (serveurs, Unix, Windows NT, stations de travail...) ; Produits grand public ; Consommables ; OEM (mémoires, disques et cartes...).

Votre mission : élaborer et mettre en œuvre une stratégie européenne en relation avec les responsables des différentes filiales dans le cadre d'une responsabilité de P&L.

Vous bénéficiez d'une expérience commerciale de type indirect acquise dans le secteur informatique à un niveau européen et avez démontré un potentiel de manager, capable de conduire et d'animer une stratégie de distribution pan-européenne. Vous avez une aptitude à fédérer, à communiquer et vous avez le sens du résultat. RÉF. REB

5 Responsables de marques



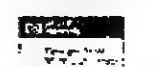

Votre mission : animer une stratégie de partenariats européens avec un grand constructeur ou éditeur de logiciels. Elaborer des programmes, mettre en œuvre des actions d'animation, de communication, de formation, avec un double objectif de développement de chiffre d'affaires et de marges.

Vous bénéficiez d'un savoir faire en marketing opérationnel ou en animation de partenariats dans le cadre d'une expérience commerciale de type indirect.

Vous êtes issu(e) d'un constructeur ou d'un éditeur de logiciels. Vous avez l'expérience de contacts à un niveau international, vous avez de la rigueur et une aptitude à fédérer. RÉF. RM

Ces postes basés à Paris impliquent une grande disponibilité géographique et un anglais courant. Merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite, CV et photo) à METROLOGIE International, Direction Générale, Tour d'Asnières, 4 avenue Laurent Cely, 92606 Asnières.

METROLOGIE, LE PARTENAIRE EN EUROPE DE :

INFORMATIQUE / RÉSEAUX / TÉLÉCOMMUNICATIONS

France Inter, France Info, France Culture, France Musique, Radio Bleue, Radio France Alsace, Radio France Aquitaine, Radio France Auxerre, Radio France Bourgogne, Radio France Bretagne, Radio France Champagne-Ardenne, Radio France Franche-Comté, Radio France Île-de-France, Radio France Languedoc-Roussillon, Radio France Limousin, Radio France Lorraine, Radio France Midi-Pyrénées, Radio France Nord-Pas-de-Calais, Radio France Normandie, Radio France Occitanie, Radio France Pays de la Loire, Radio France Picardie, Radio France Poitou-Charentes, Radio France Provence-Alpes-Côte d'Azur, Radio France Rhône-Alpes, Radio France Saint-Pierre et Martin, Radio France Réunion, Radio France Wallonie.

un Ingénieur Systèmes de Diffusion - Réf. 96LM02

Au sein de la Direction Equipement et Réseaux de Diffusion, vous réalisez l'analyse prospective et l'étude de faisabilité des projets de diffusion et de transmission terrestres et satellitaires, destinés aux programmes radio. Vous préconisez des solutions à partir d'une veille technologique du marché, de l'audit des propositions des porteurs et des axes stratégiques de l'entreprise. En outre, vous participez aux négociations techniques avec les opérateurs et êtes associé à la gestion courante des dossiers de diffusion.

Ingénieur de formation (ENST, ESE, INT, ISEP...), vous avez 3 à 5 ans d'expérience acquise chez un opérateur, un constructeur ou en SSI. Compétent en architecture de systèmes de télécommunications, vous avez une démarche d'anticipation et d'innovation technique tournée vers le service aux utilisateurs. De plus, vous savez créer l'adhésion de vos différents interlocuteurs par vos qualités relationnelles.

un Ingénieur Réseaux - Réf. 96LM05

Vous apportez votre compétence aux équipes projets d'ingénierie technique, pour configurer les architectures d'infrastructure répartie et de réseaux locaux appliquées aux systèmes d'audiofréquence. Vous participez à l'élaboration du cahier des charges et au choix des solutions ; vous pilotez, à terme, le suivi des réalisations auprès des fournisseurs. Ingénieur de formation, vous avez environ 2 ans d'expérience dans le domaine des réseaux locaux, des compétences Novell et Unix. La rigueur dans l'organisation, les qualités de synthèse, la curiosité technique, associées à un esprit de collaboration et de service, favoriseront votre réussite dans cette fonction.

Pour ces postes, la maîtrise de l'anglais est souhaitée. Si vous êtes motivé par le milieu de la radiodiffusion, merci d'adresser votre dossier de candidature, en précisant la réf. du poste, à NK Conseil, Bureau de Sévres, 2 rue Troyan, 92316 Sévres cedex.

Chef de projet client/serveur EMEA*

* Europe Middle East Africa

Opportunité exceptionnelle pour un professionnel du client/serveur de contribuer au développement international du leader mondial de l'automatisation des transactions bancaires.

400 KF+

LA SOCIÉTÉ

- ◆ Société américaine, présente dans le hard et le soft.
- ◆ CA\$ 350 millions, 2000 collaborateurs/monde.
- ◆ Leader mondial de l'automatisation de transactions bancaires, présent dans 100 pays, en forte expansion pour son offre client/serveur.

Paris + déplacements

en relation avec la structure américaine, - organisez la mise en place d'un support technique performant auprès de nos clients et contribuez à l'évolution technique de nos produits.

PROFIL RECHERCHÉ

- ◆ Ingénieur + 5 ans d'expérience dans le monde du client/serveur, dans des fonctions de chef de projet, de consultant ou de chargé de développement.
- ◆ Connaissance technique : ORACLE, UNIX, TCP/IP impérative. Maîtrise C++, Vm 95/NT, VC++/OLE, WINSTOCK souhaitée.
- ◆ Bilingue anglais, maîtrise du français pour les étrangers.
- ◆ Passionné des nouveaux moyens de paiement électronique, vous manifestez aussi de fortes capacités relationnelles et un grand sens du service et de la qualité.

LE POSTE

- ◆ Sous la responsabilité directe du Responsable Marketing EMEA, en collaboration avec le Responsable Développement de l'offre client/serveur, vous :
- participez à la phase avant-vente de nos produits en validant les propositions techniques de développements spécifiques de chaque client,
- coordonnez les projets de développement de notre équipe technique (200 personnes),
- exercez une constante veille technologique interne de manière à réunir les acquis de notre entreprise.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet et rémunération actuelle sous réf. LM/60508 à N.B.S. 44 rue du Colisée, 75008 PARIS.

N.B.S.

Paris • London • Aberdeen • Birmingham • Bristol • City Edinburgh • Glasgow • Leeds • Manchester • Slough • Madrid

IMPORTANTE BANQUE D'AFFAIRES INTERNATIONALE

FILIALE D'UN DES PRINCIPAUX GROUPES BANCAIRES MONDIAUX

recherche pour accompagner le fort déploiement de ses activités à PARIS, son

DIRECTEUR INFORMATIQUE

Technologies de Salles de Marchés - 500 KF+

A 35 ans environ, de formation supérieure, vous possédez 10 à 15 ans d'expérience et êtes issu d'une filière technique. Vous avez obligatoirement exercé des responsabilités de Direction de Production (Support technique, systèmes, réseaux, architecture technique) dans un contexte Financier/Salle de Marchés et dirigé des équipes de spécialistes de haut niveau.

Vous connaissez les enjeux considérables liés aux activités de marchés et avez déjà pris en charge la gestion d'un site informatique performant et sécurisé, reposant sur des architectures complexes Client/Serveur : multiplexes-formes mini/micro (VAX/VMS, Stations/UNIX, Micros/WINDOWS), réseaux LAN/WAN (ETHERNET, TCP/IP, NOVELL, X25...), temps réel, téléphonie, flux financiers. Vous êtes très opérationnel sur l'ensemble des fonctions techniques et études, capable de vous impliquer en détail sur tous les sujets avec une compétence reconnue.

Garant de la disponibilité permanente des ressources et de la fiabilité des systèmes de notre site parisien, vous mettez en oeuvre des solutions logicielles et techniques adaptées et évolutives en fonction des impératifs des utilisateurs du Front et du Back-Office et des préconisations de notre Siège. Vous aurez la responsabilité d'un département de 15 personnes comprenant un pôle Etudes et un Important Service Technique, gèrerez un budget conséquent et assurerez le suivi des fournisseurs.

En étroite collaboration avec les Directions Informatiques Européennes de notre Banque, vous participerez dans le cadre de la politique Groupe, à des projets communs nécessitant une très forte coordination des interventions (direction de projets, mise en place de solutions et de standards, choix techniques et logiciels, normes de sécurité...).

La dimension de notre Groupe offre d'intéressantes perspectives d'évolution sur PARIS, LONDRES ou sur une grande place européenne. Anglais courant exigé.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo sous référence DI51 à notre conseil, Marie-Aude FIRMIN, RIB, 140 rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 PARIS.

RIB

L'Entreprise mode d'emplois.

Cahiers Initiatives. Lundi et mardi.

Le Monde

Responsable réseau et micro

SALLE DES MARCHÉS - PARIS -

Intégré au département informatique de la Direction des Marchés de Capitaux de la Société Générale, vous serez chargé de l'administration et de l'évolution d'un réseau d'environ 600 PC. Vous participerez également au déploiement de projets groupware sur notre réseau international privé. Votre dynamisme vous permettra d'animer une équipe de 5 personnes et votre sens relationnel fera de vous l'interlocuteur privilégié des opérateurs de marché pour l'évolution de leurs systèmes.

De formation ingénieur, vous avez au cours d'une expérience réussie de 5 ans dans des environnements PC en réseau (Novell et Windows NT) acquis une première expérience de management.

Ce poste exige une excellente maîtrise de l'anglais. Merci d'adresser votre candidature (lettre de motivation, CV et prétentions) sous référence OM/RRM à Odile Mohan, Société Générale, Service du Recrutement, Espace 21, 92972 Paris-La Défense Cedex.

CONJUGUONS NOS TALENTS.

DIRECTEUR DES LOGICIELS OUEST DE LA FRANCE

450 KF + VOITURE

L'ENTREPRISE

Filiale Européenne d'un groupe international important spécialisée dans le traitement de systèmes d'information spécifiques à un secteur d'activité où son expertise est réputée.

LE POSTE

Membre du Comité de Direction, il dirige un service d'environ 30 informaticiens chargés de la conception et du développement des logiciels requis par les clients de l'entreprise, avec de fortes contraintes en matière de qualité, de flexibilité et de délais.

Il devra intégrer la double composante : maintenance des systèmes en exploitation et développement de nouveaux produits cohérents avec l'existant.

Il aura à élaborer et mettre en place des méthodes de travail et d'organisation ayant pour objectifs :

- de réaliser chaque projet en le répartissant en sous-modules à mener simultanément et de façon cohérente
- d'optimiser d'emblée les logiciels et la charge de maintenance
- de piloter et de gérer finement la performance de chacun des membres de ses équipes.

LE PROFIL RECHERCHÉ

40/45 ans environ, ingénieur ayant une expérience conséquente et réussie d'abord technique puis managériale en développement, maintenance et conduite de projets. Compétent et expérimenté notamment en bases de données relationnelles avec LAG. Compétent en management (motivation, lois sociales...) et en gestion (budgets, compte d'exploitation...).

Manager confirmé et de haut niveau, charismatique, proche de ses hommes, sachant capter leur confiance et leur insuffler le goût de l'excellence, l'ambition de relever des challenges de façon réactive et dynamique, le réflexe de la performance et de l'optimisation des produits qu'ils développent, et une attitude positive face aux fortes contraintes de qualité, performance et délais.

La maîtrise de l'anglais est indispensable à la dimension Européenne du poste ; d'autres compétences linguistiques seront fortement appréciées.

Disponible pour déplacements réguliers en France et à l'étranger.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo) sous réf. 6474M à BERNARD JULHIET - 11/15 Quai Dion Bouton - 92806 Puteaux Cedex.

Confidentialité assurée.

BERNARD JULHIET
CONSEIL ET DÉVELOPPEMENT

SCIENCES ET SAN

PHYSIOPATHOLOGISTE
ATHEROSCLEROSE

CARRIÈRES

US and International
Opportunity

BRUXELLES

صكنا من الامل

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / MARDI 4 JUIN 1996 / IX

qui pensent
mes

SCIENCES ET SANTÉ

INGÉNIEURS CONSEILS

PHYSIOPATHOLOGISTE ATHEROSCLEROSE

Important Groupe pharmaceutique international renforce son équipe Recherche et Développement. L'objectif de la mission est de prendre en charge les études pharmacologiques in vivo et d'assurer la mise en place de nouveaux modèles les plus prédictibles de la physiopathologie humaine. La mission s'inscrit dans le cadre de l'activité "découverte" de nouvelles entités chimiques issues des projets de recherche.

Physiopathologiste confirmé, vous êtes capable d'animer une équipe de techniciens.

Vous avez acquis vos compétences par la réalisation d'une thèse complétée de préférence par un stage post doctoral à l'étranger. Votre formation initiale est celle d'un scientifique, pharmacien ou vétérinaire.

Une connaissance de la lipidologie est un atout complémentaire.

Votre évolution à moyen terme pourrait être le pilotage de projets de recherche impliquant les capacités relationnelles et d'animation adaptées à la recherche pluridisciplinaire.

Une bonne connaissance de l'anglais est nécessaire.

Merci d'adresser votre candidature à Carole de Chilly, sous réf. 655M, Algae, 28, avenue de Messine - 75008 Paris.

e. mail : 101510.2460 @ COMPUSERVE. com

◇ A L G O E

Gestion Individuelle des Carrières

Auditeur Systèmes Qualité

SGS-ICS, premier réseau d'organismes de certification privé avec plus de 10 000 certificats ISO 9000 et 14 001 émis dans le monde, recherche dans le cadre du développement de ses activités en France un Auditeur Système Qualité.

Chargé de gérer un portefeuille de clientèle, vous agissez en maître d'œuvre dans la réalisation des audits de certification de systèmes, notamment dans le domaine industriel.

Vous apportez de plus un soutien technique à la force de vente lors de l'élaboration et de la présentation d'offres commerciales.

Ingénieur de formation ou équivalent, vous avez une qualification de type ICA, IQA et vous êtes, après 5 à 10 ans d'expérience dans plusieurs secteurs d'activité, un auditeur reconnu et efficace. Ouvert et doté de réelles capacités d'adaptation, vous avez bien sûr de bonnes aptitudes à la relation commerciale.

Déplacements en France à prévoir.

Pour rejoindre notre structure de dimension humaine dans laquelle l'autonomie et le mérite individuel sont largement valorisés, merci d'adresser vos lettres manuscrites, CV et photo à SGS-ICS, 6 square Lamartine, 94237 Cachan Cedex.



SGS International Certification Services

ET RÉGULATION

CARRIÈRES INTERNATIONALES

ENGINEERS-RF
U.S. and International
Opportunities

NO OTHER FIRM HAS DESIGNED SO MANY CELLULAR SYSTEMS OR OUTSTANDING CAREERS.

Unmatched resources. Unequaled minds. Unrivaled potential. As the world's leading engineering firm in the wireless communications industry, LCC has designed and optimized more cellular solutions than all of the competition combined. For over 14 years throughout 47 countries, the LCC team has empowered people with no limits in communication. Or career growth.

If you have the drive and the talent to shape the future, as well as your career, we are currently seeking a large number of wireless design engineers at all levels from entry to management. Entry level positions require a BSEE; MS in communications is a plus. Higher level positions require cellular system design experience in any of the technologies such as AMPS/TDMA, GSM/ESMR, GSM and CDMA.

Join Team LCC! For immediate consideration, E-mail your resume to: Miguel_Zurita @smtp_gw.lccinc.com or send your resume to: 9013

Le Monde Publicité
133 avenue des Champs Elysées
75409 Paris cedex 08



Schlumberger

making innovation
... productive

well
construction
services

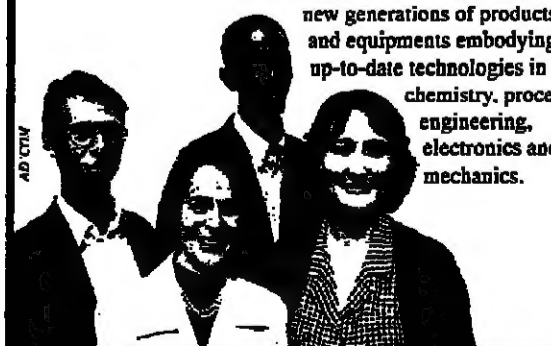
well
production
services

well
intervention
services

Dowell Schlumberger is the world leader in design and implementation of well cementing, reservoir stimulation, coiled tubing services, drilling fluids and sand control services for the oil and gas industries...

Our Field Engineer teams are active throughout the world, working in all conditions and climates to provide the services needed by our clients to optimize their exploration and production activities.

Our worldwide network of R&D centres is continuously designing new generations of products and equipments embodying up-to-date technologies in chemistry, process engineering, electronics and mechanics.



highly qualified research
engineers required

You are looking for more than just a job. You are resilient, ready to take the initiative and the responsibility that goes with it. You enjoy tackling problems and dealing directly with people. You are able to combine theory and practice.

After succeeding in our Field Engineer training course and participating, for a few months, in our activities on oil and gas production sites, you will gear up for the developing responsibilities that will be yours in one of our R&D centres.

If you have a Master's degree or PhD in chemistry, process engineering, electronics or mechanics, please send your application, quoting reference AM/6097, to the Personnel Department

Etudes et Productions
Schlumberger

26, rue de la Cavée - BP 202
92142 Clamart Cedex - France
Internet URL: <http://www.slb.com>

SECTEURS DE POINTE

Vendre et manager nos grands projets de systèmes d'information

Le Groupe CAP GEMINI SOGETI, leader européen dans le domaine du conseil, de l'ingénierie et des services en informatique et télécommunications, recherche sur PARIS - RP, pour sa Division INDUSTRIE (500 personnes) en fort développement, plusieurs professionnels de haut niveau :

Responsables d'affaires Directeurs de Projets

En avant-vente, vous intervenez en lien étroit avec nos responsables commerciaux. Après qualification, vous proposez les solutions les mieux adaptées aux besoins des clients. Vous constituez et conduisez des équipes de réponse (appels d'offres ou propositions spontanées) en véritable maître d'œuvre de la proposition (jusqu'à plusieurs dizaines de MF). Vous participez activement à la négociation, à l'établissement du contrat et au montage du projet.

Vous assurez ensuite la direction du projet dès son démarrage ou supervisez plusieurs projets en parallèle. Interlocuteur privilégié du client, vous êtes le garant de sa totale satisfaction, dans le respect de nos engagements coûts/délais/qualité. En fonction de votre expérience, vous encadrez 10 à 50 personnes. Vous êtes capable de gérer des sous-traitants et des projets d'intégration de systèmes. Avant tout, vous savez maîtriser, manager et développer une affaire dans sa globalité.

A 30/40 ans environ, diplômé Grande Ecole, vous possédez une très solide expérience de la conduite de projets (8 à 15 ans), acquise en SEI, en cabinet de conseil, chez un constructeur, ou au sein d'une grande entreprise. L'expérience du secteur industriel est un atout, sans être indispensable. Votre personnalité fera la différence : engagement, fort leadership, sens de la négociation, tempérament.

d'entrepreneur et d'homme d'affaires. Votre potentiel et vos capacités d'encadrement vous permettront d'évoluer au sein de CAP GEMINI SOGETI, en France comme à l'international. Merci d'adresser votre dossier (lettre, CV, rémunération actuelle) à notre Conseil MERGURI URVAL, 14 bis rue Daru, 75378 Paris cedex 08, sous la réf. 59.3951/ML portée sur lettre et enveloppe.

CAP GEMINI SOGETI
L'EXPERTISE INFORMATIQUE

sans frontières

Au delà des frontières technologiques, géographiques, culturelles et au cœur des progrès les plus spectaculaires dans tous les secteurs d'activités, le talent des 25 000 hommes et femmes de SGS-THOMSON dans le monde, permet de relever chaque jour les défis sans cesse renouvelés de notre métier : la micro-électronique.

SGS-THOMSON
Microélectronique

Notre Groupe microcontrôleurs est en très forte croissance. Il conçoit et développe des produits destinés à des marchés aussi diversifiés que les télécommunications, l'informatic, le multimédia, l'automobile et le grand public. La performance de nos produits nous conduit aujourd'hui à mener des projets de grande envergure avec des constructeurs mondiaux de premier plan. Ces projets impliquent le développement de microcontrôleurs de très grande complexité et le renforcement de nos équipes de

CONCEPTION, DEVELOPPEMENT & APPLICATION

dans le domaine des architectures CPU, des microcontrôleurs dédiés et des ASICs.

Ingenieurs en microélectronique, vous possédez une expérience de deux ans minimum acquise dans la conception de circuits logiques CMOS ou mixtes CMOS/analogiques. Une solide connaissance des outils de conception (VHDL, Verilog) serait fortement appréciée.

Ces postes sont basés à Aix en Provence et à Grenoble. La maîtrise de l'anglais est indispensable. Des déplacements sont à prévoir.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la référence (621.96) à notre Conseil CRITEP 4, rue du Général Lannezac 75017 PARIS.



Service et Technologie



LYON

Responsable assurance qualité

Matériel Médical

Filiale (180 pers / 180 MF), d'un des leaders mondiaux des bio-technologies, nous avons acquis une solide notoriété en ophtalmologie. Nous sommes certifiés ISO 9001 et "marqués" CEE. Adjoint au Directeur Qualité vous serez responsable de la gestion et de l'évolution de notre système d'Assurance Qualité, dans le respect de la politique Qualité du groupe. Ingénieur de formation, vous avez 3 ans ou plus d'expérience en assurance qualité acquise de préférence dans le domaine de la santé. Vous maîtrisez la langue anglaise. Merci d'adresser votre dossier de candidature à la Direction Qualité - CHIRON VISION FRANCE, 321 Avenue Jean Jaurès - BP 7252 69354 LYON CEDEX 07

INGÉNIEURS (Grandes Ecoles ou équiv.)
Spécialisés en documentation industrielle, une filiale d'un grand Groupe recherche :

CONSULTANTS EN ORGANISATION DOCUMENTAIRE

Vous aiderez le client à définir ses besoins, proposer des solutions et assurer le suivi des projets aux plans méthodologique et technique. Vous avez une expérience affirmée en conseil en organisation documentaire en milieu industriel. Vous maîtrisez les méthodes d'analyse documentaires. Vous êtes autonome, rigoureux, adaptable et savez vendre vos idées.

Postes à pourvoir :

■ Sud-Est (Réf. 96/09) ■ Bretagne (Réf. 96/10)
■ Nord-Ouest (Réf. 96/11) ■ Ile de France (Réf. 96/12)

RESPONSABLE DE PROJETS DOCUMENTAIRES

Vous guiderez et animerez les équipes opérationnelles au plus près des besoins des clients et assurerez le retour d'expérience en interne. Votre expérience de 10 ans et plus comme responsable de projets en milieu industriel vous a donné une bonne connaissance des organisations et technologies en matière de documentation, les qualités pour manager des équipes et assurer les relations avec le client. Rigoureux dans la gestion des projets, méthodique et autonome, vous avez le sens du contact.

Poste à pourvoir à Cherbourg (Réf. 96/13).

Adressez vos CV, photos, lettre manuscrite de motivation et prétentions, sous la référence choisie à notre conseil :

ER 62, rue Jeanne d'Arc 75013 Paris
Ressources Humaines



Leader mondial en systèmes de visualisation

INGENIEUR D'AFFAIRES

Vente de systèmes en milieu industriel et militaire

De formation Ingénieur (type ENSI-NSA), à 28-35 ans, vous justifiez d'une expérience réussie de la vente de systèmes en milieu industriel et militaire (OEMs et Intégrateurs). Vous savez conduire un projet de A à Z, depuis le cahier des charges jusqu'à la réalisation de l'application.

Votre mission : développer notre clientèle d'équipementiers militaires en France en proposant nos solutions graphiques (écrans durs et cartes graphiques de haute performance) les plus adaptées à leurs besoins. La diversité des applications proposées élargira votre champ d'intervention : avionique, C3I, systèmes tactiques ou de commandement, systèmes d'armes, contrôle de trafic aérien...

Votre lien hiérarchique : le Directeur Commercial de notre ligne de produits ECRANS.

La rigueur et la sérieux de votre approche alliés à votre dynamisme commercial constitueront vos facteurs de réussite. Bien sûr, l'anglais vous est familier.

Poste basé à notre Siège de Saint-Denis (93), mobilité sur toute la France.

Merci d'adresser lettre, CV et enveloppe à votre adresse, sous référence BO/LM, à MIGADE - 27, rue Garnier 92200 Neuilly-sur-Seine.

MIGADE
un département de Momentum



Société de l'Autoroute ESTEREL
Côte d'Azur (1 500 personnes)

Responsable télécom et réseaux

L'ESCOTA, société d'économie mixte ayant pour objet la construction et l'exploitation des autoroutes, recherche son :

Rattaché au chef du service des techniques spéciales (65 personnes), vous prendrez en charge, en vous appuyant sur une équipe d'une dizaine de personnes (ingénieurs et techniciens) : les études, la maîtrise d'œuvre, la maintenance, et l'administration des systèmes de communication (téléphonie, réseau d'appels d'urgence, réseau téléinformatique LAN et WAN, réseau radio de type 2 RC et FM synchrone, réseau de câbles de transport métallique ou à fibres optiques...) la responsabilité technique des systèmes d'exploitation de la route installés sur l'ensemble des 430 km de la concession qui regroupent les équipements de télésurveillance, de recueil des données de trafic et d'informations des usagers ainsi que le système d'aide à l'exploitation associé. Vous serez amené à établir des pièces techniques administratives et financières permettant de lancer des appels d'offres de qualité auprès des entreprises extérieures. En outre, il vous sera confié progressivement, en tant

qu'adjoint du chef de service T.S., des missions spécifiques. Agé de 35 à 40 ans, diplômé ingénieur type ENSI, INSA (option Génie Electrique ou Télécom) ou de formation équivalente, vous devez impérativement pouvoir vous prévaloir d'une très forte expérience opérationnelle d'une dizaine d'années dans la maîtrise de la conception des réseaux Télécom. La pratique du système d'exploitation UNIX et celle d'un système de gestion de base de données sont souhaitées. Votre engagement total et largement prouvé dans cette fonction vous permettra : de proposer des stratégies d'évolution (schéma directeur des systèmes de communication) ; d'exercer une veille technologique sur les développements pouvant avoir un impact sur l'évolution de l'exploitation de la société. Des qualités de rédacteur et du goût pour les procédures administratives relevant du code des marchés publics sont indispensables. Le poste est situé à Mandelieu.

Merci d'adresser votre dossier complet de candidature (CV, photo, lettre manuscrite) en indiquant le niveau actuel de votre rémunération annuelle, celui de vos prétentions ainsi qu'un numéro de téléphone à notre conseil : Guy POSTEL, BP 19, 06400 La Colle-sur-Loup. Les entretiens auront lieu à Nice ou à Paris.

Guy Postel

cea
Direction des Technologies Avancées CEA-BORENOLE - Grenoble

INGENIEUR en Mathématiques Appliquées

Spécialité : Analyse numérique

Votre profil : Ingénieur Grande Ecole ou équivalent, débutant à 5 ans d'expérience.

Votre mission : vous participerez à l'étude et au développement de logiciels pour la micro-électronique utilisant des concepts de l'électro-magnétisme.

■ Méthodes des éléments finis, volumes finis, intégrales de frontière
■ Différentes formulations des équations de MAXWELL
■ Notions en technologie de circuits intégrés
■ UNIX, C, C++
■ Bonne maîtrise de l'anglais nécessaire.

Merci d'envoyer votre manuscrite et CV à CEA-BORENOLE
Service des Ressources Humaines - 17 rue des Martyrs - 38054 GRENOBLE cedex 04

Groupe en pleine expansion dans le domaine du diagnostic médical et des biotechnologies, recherche dans le cadre d'une création de poste un

Ingénieur Brevets ^{1/1} bilingue anglais

Formation : Chimiste/Biochimiste ou Pharmacien - CEPI

Principales missions : Audit et amélioration des moyens existants pour protéger les travaux de R&D. Rédaction des Brevets avec les Chercheurs. Consultations diverses en matière de liberté d'exploitation. Participation aux négociations de contrats de licences. Préparation et suivi des dossiers d'opposition de brevets et de contentieux. Sensibilisation permanente à la Propriété Industrielle des équipes R&D.

Profil : Véritable conseil interne, polyvalent, réactif et autonome, à 28/35 ans, vous possédez une expérience acquise dans le secteur Santé/Biochimie et/ou en Cabinet. Alsace relationnelle, capacités d'adaptation, charisme et pugnacité seront des atouts pour réussir dans cette fonction.

Adressez CV, lettre manuscrite, photo et prétentions sous référence 18306 à notre Conseil EGGO Conseils - 10, rue de Pouv - 75013 PARIS. Discretion totale assurée.

EGGO Conseils

صكنا من الادل

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / MARDI 4 JUIN 1996 / XI

SECTEURS DE POINTE

AU CŒUR
DE L'ÉCONOMIE
TOUT UN
UNIVERS DE
MÉTIER

Constitué autour de son école d'ingénieurs, le Groupe ESIEE forme aux métiers des télécommunications, de l'électronique, de l'informatique, de l'automatique. Le Groupe ESIEE anime plusieurs réseaux internationaux. Il participe à la dynamique de recherche des laboratoires du pôle scientifique Descartes de Marne-la Vallée. Pour assurer son développement dans les technologies de l'information et de la communication, il recrute trois enseignants-chercheurs et un technicien de laboratoire ainsi que deux enseignants pour la rentrée 1996/1997.

La Chambre de Commerce
et d'Industrie de Paris

représente, conseille

et informe les

270 000 entreprises

de Paris,

des Hauts de Seine,

de la Seine-Saint-Denis

et du Val de Marne.

Elle participe à

l'aménagement et à

l'équipement de Paris

et de sa région.

Chaque année,

12 000 étudiants et

40 000 adultes suivent

des formations dans

ses établissements

d'enseignement.

De ces multiples activités

au cœur de l'économie

découle tout un univers

de métiers qu'elle vous

propose de partager !

ENSEIGNANT-CHERCHEUR

Réseaux

réf. ALMOS/171

Vous avez pour première mission de définir un projet d'enseignement et de recherche, puis de participer à la constitution de l'équipe qui le mettra en œuvre sous votre responsabilité.

Doté d'une solide expérience dans le domaine des réseaux, vous avez effectué des travaux de recherche-développement qui vous qualifient pour assumer la responsabilité scientifique d'une équipe. Une expérience industrielle serait particulièrement appréciée. Maîtrise de l'anglais indispensable et, si possible, d'une autre langue européenne.

ENSEIGNANT-CHERCHEUR

Conception de circuits intégrés

Réf. ALMOS/172

Vous enseignez les circuits électroniques intégrés et participez aux travaux de recherche en conception de circuits intégrés (EPLD, FPGA, ASIC, VLSI...) pour implanter des algorithmes de traitement du signal et d'analyse d'images.

Ingénieur électronicien (ou équivalent) vous possédez une expérience professionnelle en conception de circuits numériques. Votre thèse de doctorat ou les travaux que vous avez accomplis attestent d'un fort potentiel pour les activités de recherche-développement. Une expérience dans les domaines du traitement du signal ou de l'analyse d'images serait particulièrement appréciée. Maîtrise de l'anglais indispensable et, si possible, d'une autre langue européenne.

ENSEIGNANT-CHERCHEUR

Informatique

Réf. ALMOS/173

Vous enseignez l'algorithmique, l'architecture et les systèmes informatiques et participez aux travaux de recherche en traitement d'images, algorithmiques et méthodes de parallélisation. Ingénieur informaticien (ou équivalent), vous possédez une expérience professionnelle en infographie.

Vous êtes docteur ou les travaux que vous avez accomplis attestent d'un fort potentiel pour les activités de recherche-développement. Maîtrise de l'anglais indispensable et, si possible, d'une autre langue européenne.

TECHNICIEN DE LABORATOIRE

Réf. ALMOS/174

Vous assurez la maintenance des laboratoires d'enseignement et de recherche et le suivi du matériel de mesure du département Traitement du Signal et Télécommunications.

De formation Technicien Supérieur, vous possédez une expérience en électronique analogique et numérique. Vous maîtrisez parfaitement les outils informatiques, notamment Windows réseaux PC. Votre sens des responsabilités vous assure une large autonomie.

ENSEIGNANT (CDD : 1 AN)

Traitement du Signal et Télécommunications

Réf. ALMOS/175

ENSEIGNANT (CDD : 1 AN)

Traitement du Signal et Radiocommunications

Réf. ALMOS/176

Merci d'adresser votre candidature en précisant la référence choisie à la C.C.I.P. DRH - Mme Michèle DAIN - Responsable du Service Recrutement/Mobilité - 8 rue Chateaubriand - 75008 PARIS.



CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

DALIM
Imaging Software

Nous sommes une entreprise de 102 personnes, spécialisée dans le développement de logiciels pour le pré-press et les industries graphiques. Notre siège social est à Francfort (Allemagne), et notre unité de R&D à Kehl, à quelques kilomètres de la frontière franco-allemande. Opérant dans un contexte très international - filiales et bureaux aux USA, présence en Asie - nous créons 4 postes :

ANALYSTE SYSTÈMES (Pre Sales)

réf. PSAASA

Pour ce poste à vocation internationale, basé dans un premier temps en Allemagne, cet ingénieur ou technicien confirmé bénéficie d'au moins 2 ans d'expérience des environnements informatiques hétérogènes (UNIX, Macintosh, PC). Au-delà de la connaissance des systèmes UNIX, la maîtrise des technologies réseau LAN/WAN est requise. Trilingue allemand, français et anglais la connaissance de tout système de DTP/pré-press serait un plus. Requérant une grande mobilité géographique associée à une large ouverture d'esprit, ce poste exige également un sens aigu des relations publiques. Après une période de familiarisation avec nos architectures, ce poste, dont la vocation première est le conseil avec notre clientèle allemande, ouvre une perspective intéressante sur une carrière internationale.

INGÉNIEUR DE DÉVELOPPEMENT "MEDIA ENGINES"

réf. MON/OME

Ce poste, basé dans notre unité de R&D située à Kehl, s'adresse à un ingénieur Supélec, Supélec ou équivalent, passionné par les derniers développements de l'informatique distribuée et interactive - w3, CORBA 2.0, réseaux bases de données objet.

Intégré dans une cellule de développement autour d'un projet de base de données média, actions on documents, architecturé au-dessus d'un ODBMS VERSANT, ce poste exige la pratique de l'orientation objet dans un contexte C++ ainsi que la maîtrise des systèmes distribués à tolérance de pannes transactionnelles. La connaissance fine de l'environnement de développement UNIX - de préférence sur stations de travail Silicon Graphics - X versions 5 et 6, Tk, Motif, Rational Rose -, est nécessaire.

La connaissance des outils vidéo et des contraintes temps réel associés à la synchronisation vidéo/son sont déterminants, la pratique d'un environnement "desktop" (Win95, NT et ou MacOS - Metro ou Symantec) est nécessaire.

RESPONSABLE CONTRÔLE QUALITÉ LOGICIELS

réf. MON/OC

Ce poste, basé dans notre unité de R&D située à Kehl, s'adresse à un ingénieur ayant une expérience dans le domaine des tests et validation de logiciels. Les compétences techniques UNIX, C++, TCL et base de données objet sont nécessaires. Encadrant une petite équipe, le candidat sera en charge de la définition des procédures de tests ainsi que de l'établissement suivi et de la maintenance d'une base de données de bugs. La pratique de l'anglais courant est indispensable.

RESPONSABLE MARKETING TECHNIQUE

réf. MKT/MT

Ce poste, basé dans notre unité de R&D à Kehl, s'adresse à un ingénieur de type Supélec, Supélec ou Ensimag, s'exprimant parfaitement en anglais, idéalement le (la) candidat(e) aura effectué une partie de ses études aux USA.

La fonction consiste à être l'interface bidirectionnelle entre une équipe de R&D d'une trentaine de personnes et les structures de vente pour synthétiser et rendre intelligibles les concepts développés et les transformer en documents exploitables par nos vendeurs et consultants, mais aussi de formaliser les demandes de nos clients et les attentes du marché en spécifications techniques fines et intelligibles pour les développeurs. Vous travaillerez sous l'autorité du Directeur du Marketing.

Ce poste présuppose beaucoup de rigueur intellectuelle, de culture scientifique, de facilité de synthèse de problèmes techniques complexes (Workflows, réseaux, architectures distribuées et transactionnelles) ainsi que de réelles capacités de communication - en particulier de rédaction langue anglaise - et d'INTEROPÉRABILITÉ "humaine". La connaissance du marché du pré-press serait un réel plus.

ASSISTANT(E) MARKETING

réf. MKT/AS

A ce poste, basé à Francfort, vous vous occuperez de la communication des informations, de l'organisation des salons et des séminaires, des relations publiques et presse. Vous apporterez un esprit créatif, une expérience significative acquise dans le marketing des technologies de l'information, la maîtrise de l'anglais (parlé et écrit) et de l'allemand écrit et parlé. La connaissance du marché du pré-press serait un plus. Vous travaillerez sous l'autorité du Directeur du Marketing.

Les postes basés à Kehl demandent droit au statut de frontalier

Veuillez adresser votre candidature en Anglais en maintenant la référence du poste sur l'enveloppe à :

DALIM GmbH, M. Thomasberger
Admiral Rosendahl Strasse 10,
63263 Neu-Isenburg-Zepfelnheim, Allemagne

ISTE DE CONSEIL ET D'INGÉNIERIE EN HAUTES TECHNOLOGIES

TRILOGIE

Depuis 10 ans auprès des Grands Comptes Industriels de l'île de France, les projets qui, aujourd'hui, seront les techniques de demain. Nous partageons tous notre passion :

L'Innovation Technologique

Notre mission est de vous proposer tous niveaux de services : de la Gestion de Projets, du Support Technique à l'Ingénierie, de la Méthodologie à la Qualité, de l'Expertise

NOUS SOUS-SCRIVONS D'ACTIVITÉS

Automatique, Téléphonie, Radio
Mécanique
Chimie, Parole, Nucléaire
Sécurité, Défense

1800, DECT, CT2

Fréquences

1800, DECT, CT2

Fréquences

1800, DECT, CT2

Fréquences

T.E.S. Nantaise des Eaux

Filière du groupe S.O.A.E. assure le traitement des eaux usées, industrielles et celui des eaux potables. Pour assister son Directeur, elle recherche un **Directeur d'Exécution**, responsable de la réalisation des marchés. Il assurera son activité dans un double objectif de qualité et de rentabilité. Agé de 40 ans environ, il a une formation d'ingénieur et des expériences réussies en bureau d'études et de chantiers de traitement des eaux. Il a une forte capacité managériale, d'organisation et de gestion. Des connaissances solides en droit des contrats et des marchés publics seraient appréciées. Il est parfaitement bilingue anglais et l'allemand serait un plus. Sera retenu un candidat à fort potentiel, devant réussir ses missions et prendre ensuite de nouvelles responsabilités dans un secteur en plein développement. La rémunération variable sera liée à son niveau d'expertise et à l'importance des missions et responsabilités confiées. Le poste est à pourvoir dans les meilleurs délais. Adresser votre candidature à notre conseil, CAPFOR ATLANTIQUE, 2 rue du Château de l'Eraudière, BP 1507, 44315 Nantes cedex 03 sous la référence 519.

CAPFOR
ATLANTIQUE

**JEUNE
INGÉNIEUR
QUALITÉ**

Chargé notamment d'audits, d'actions préventives et correctives, vous participerez activement au développement du programme Qualité d'une importante entreprise du secteur tertiaire.

Ingénieur diplômé, doté d'une première expérience réussie, vous justifiez également d'une formation complémentaire Qualité ou d'un vécu du métier.

La réussite dans votre mission vous conduira naturellement vers d'autres fonctions au sein de la société.

Pour ce poste basé à Paris, merci d'adresser votre candidature à C.A.P. 91 rue du Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris qui l'examinera en toute confidentialité. Fax 42.66.15.60.

INGÉNIEURS COMMERCIAUX

Notre moteur, c'est vous

Avec une croissance de ses ventes de plus de 30 % en 1995, RENAULT V.I.

s'est hissé au troisième rang mondial des constructeurs de gros porteurs et est leader du marché national des autobus. Dans moins de 5 ans, nous aurons entièrement renouvelé notre gamme de véhicules. Partagez avec nos 25 000 collaborateurs notre avenir fait de grands projets, de marchés à conquérir, d'idées innovantes qui conduisent au succès.



Rattaché au directeur des ventes Autobus France vous êtes responsable de la vente de nos gammes d'autobus auprès des collectivités des régions Normandie et Nord. Par ailleurs, vous êtes chargé des relations commerciales avec la RATP et les différents interlocuteurs de la profession. Vous assurez ainsi la coordination et la synthèse des directives et des orientations prises dans le domaine des transports urbains.

A 35 ans environ, de formation école de commerce ou d'ingénieur, avec de bonnes connaissances en électricité et en mécanique, vous bénéficiez d'une expérience réussie de la vente de matériels industriels. Vous maîtrisez les marchés publics. Rigoureux, organisé et autonome, vous êtes très disponible et avez un excellent sens relationnel qui vous permet de vous adapter à tout type d'interlocuteur.

Pour ce poste basé à Suresnes, merci d'adresser votre candidature sous la réf. LA/LM à Renault V.I. Service recrutement des cadres, 40 rue Pasteur, 92156 Suresnes.



RENAULT V.I.

HERCULES Leader en additifs alimentaires

Ingénieur Technico-Commercial Industries alimentaires

Après une formation à nos produits, vous serez intégré(e) à l'équipe française de promotion et de vente de produits et additifs, avec 50 % de votre activité sur le terrain. Nous vous confierons la responsabilité de l'interface entre notre clientèle d'industries de haute technicité et nos centres de recherche, usine et Direction ou Danemark.

ENSA ou équivalent, très dynamique, autonome, ayant le sens de l'équipe, vous parlez couramment anglais. Une première expérience réussie (technique et/ou commerciale) est nécessaire, de préférence dans un contexte international.

Adresser lettre, CV, rémunération, photo sous réf. Food à M. Mouy-Lamotte, D.R.H., HERCULES, 3 rue Pasteur, 92508 Rueil-Malmaison.



18 000 personnes, 7 divisions, 55 filiales étrangères, exerce ses activités dans les secteurs Automobile et Aéronautique.

Sa Division **CONNECTEURS CINCH** renforce la structure commerciale de sa Branche **Europe-Afrique** comptant parmi les leaders européens sur le marché automobile et recherche deux Chefs de Projet.

2 Chefs de Projet

**Ventes Constructeurs
Ventes Equipementiers
Première Monte Automobile**

Intégré à la Direction des Ventes première monte Automobile de la Branche, vous aurez pour objectifs prioritaires : • d'accroître le CA relevant de votre responsabilité • d'en garantir la rentabilité • de participer au succès d'un nouveau concept en développement, en ce qui concerne les constructeurs.

Vos missions : • assurer les relations commerciales avec les services Achats, Etudes et Développement des constructeurs ou équipementiers • coordonner les revues de projets, de la négociation des cahiers des charges jusqu'à la livraison des pièces en série • vous porter garant des coûts, plannings et respect des délais.

Vous avez environ 30 ans, êtes Ingénieur de formation (ENSA, INSA, ESTACA, ...) et justifiez d'une première expérience réussie de la fonction de Chef de Projet à dimension commerciale acquise dans le secteur automobile. Dynamique, rigoureux, vous faites preuve de charisme, d'esprit de synthèse. Vous parlez couramment : l'anglais pour le poste Ventes Constructeurs, et l'allemand pour le poste Ventes Equipementiers. Ces deux postes sont à pourvoir à SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES.

Gilbert RAYNAUD vous remercie de lui adresser votre candidature, en mentionnant votre niveau actuel de rémunération, sous référence 9620, au 7 rue de Monceau 75008 Paris.



Gilbert Raynaud & Partners
CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

Société spécialisée dans le traitement des déchets radioactifs, filiale grands groupes, cherche pour son siège à Eragny (95)

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Jeune ingénieur généraliste, vous serez chargé, au sein du service commercial d'une société en forte expansion, des études de marché, de la prospection commerciale, la réalisation des offres et les négociations contractuelles.

Vous êtes autonome, rigoureux et sensibilisé aux aspects économiques de vos responsabilités. Vos qualités personnelles de synthèse et de méthode ainsi que la maîtrise des outils informatiques vous permettront de mener à bien vos missions dans le cadre d'un CDD.

Merci d'envoyer lettre, CV, photo et prétentions sous la référence 9009 à : Le Monde Publicité, 133, avenue des Champs-Élysées 75409 Paris Cedex 08.

SECTEURS DE POINTE

Responsable du service exploitation des réseaux Nantes

Pionnier dans la conception, la réalisation et la maintenance de réseaux nationaux en téléphonie mobile, SFR va encore plus loin et s'affirme aujourd'hui comme un précurseur en matière de services aux abonnés.

Au sein des Services Techniques de la Direction Régionale de Nantes, vous prendrez la responsabilité du Service Exploitation des Réseaux sur la région Ouest de SFR.

Garant de la qualité du fonctionnement des réseaux, vous en assurerez l'exploitation et l'évolution avec une équipe dédiée d'ingénieurs Système et ce dans un environnement technique complexe et évolutif. Manager et homme de projet, vous organiserez l'activité et les procédures dans votre service en relation étroite avec les équipes techniques de la Direction Régionale. La garantie de la continuité du service offert aux abonnés de SFR sera votre préoccupation permanente.

Ce poste s'adresse à un ingénieur de formation ou équivalent, possédant une expérience technique et opérationnelle d'au moins cinq ans dans le domaine de l'exploitation de grands réseaux techniques de type télécom et/ou informatique.

Merci de transmettre votre dossier de candidature sous réf. 0306/LM, à notre conseil : ALPHA CDI, 20, avenue André Malraux, 92309 Levallois-Perret Cedex.

Le Monde Sans Fil est à Vous.



CAP GEMINI SOGETI L'EXPERTISE INFORMATIQUE

Notre Groupe CAP GEMINI SOGETI est leader européen dans le domaine des services et du conseil en informatique et télécommunications. Notre Division des Systèmes Bancaires EXA, basée à Montpellier, développe et commercialise des systèmes d'informations bancaires de haut niveau technologique et crée un poste de

Directeur du Développement des Ventes Logiciels bancaires - France et Europe

Votre mission : vous rapportez directement à la Direction de la Division, avec une large délégation de responsabilités. Outre l'encadrement de l'équipe commerciale, vous aurez vous-même une double action commerciale : en externe, auprès des banques et en interne, auprès du réseau CAP GEMINI SOGETI afin de promouvoir les produits. Votre responsabilité commerciale s'étendra sur l'ensemble de l'Europe.

Votre profil : âgé d'environ 35 ans, vous êtes de formation supérieure (école d'ingénieur et/ou de commerce). Vous possédez une expérience d'une dizaine d'années acquise chez un constructeur ou dans une SMI, de préférence dans la commercialisation de produits SOFTWARE évolués, dans le milieu bancaire. La pratique courante de l'anglais est indispensable, la connaissance d'une autre langue européenne serait un plus.

Merci d'adresser ou de télécopier lettre, CV, photo et rémunération actuelle à F. Dissaux-Doutiaux, EP CONSULTANTS - 87 rue de la Saussière, 92100 Boulogne - Tél. (16.1) 46 03 70 37 - Fax : (16.1) 46 03 32 97 - en indiquant la référence EXA sur la lettre et l'enveloppe.



Hydro Agri France, second fabricant français d'engrais chimiques, 1200 personnes, filiale du leader européen NORSK HYDRO recherche pour sa Division produits chimiques à usage industriel un :

Ingénieur Commercial

Export

A 30 ans, diplômé d'une école d'ingénieur chimiste complétée par une formation commerciale (IAE, ISA...), vous êtes débutant ou vous avez une expérience de 2 ou 3 ans dans la vente de produits chimiques à l'industrie.

Intégré à une équipe de 12 personnes placées sous l'autorité du Responsable Marketing/Ventes, vous développez nos parts de marché en ciblant de nouvelles opportunités de développement auprès des grands donneurs d'ordre de l'industrie en Europe et dans le monde.

Autonome et mobile, vous êtes ouvert à de fréquents et lointains déplacements. Ces derniers vous amèneront par conséquent à pratiquer un anglais courant. Des connaissances en espagnol seraient un plus.

Ce poste, basé à Nanterre, présente de réelles perspectives d'évolution. Vers une fonction d'encadrement au sein de notre Division ou dans notre groupe, nous souhaitons rencontrer des candidats à fort potentiel technique, commercial et humain.

Merci d'adresser votre candidature (lettre de motivation, CV) sous référence ICH à Hydro Agri France - DRHC - 106, rue des Trois Fontaines - 92751 Nanterre Cedex.

L'Entreprise mode d'emplois.

Le Monde

Cahiers Initiatives. Lundi et mardi.

AMADO

NAVIGATION DE CABOTAGE

